Secrétariat du
Conseil du Trésor

Comptes publics de l'Ontario

États des ministères
et annexes

VOLUME 1 | 2018-2019

Ontario

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vii

Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses

Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-27
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	1-29

Section 2 – États financiers des ministères

Affaires civiques, de l'Immigration	2-1
Affaires des personnes âgées	2-11
Affaires francophones	2-19
Affaires municipales / Logement	2-25
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	2-41
Bureau de l'Assemblée législative	2-55
Bureau du Conseil des ministres	2-63
Bureau du directeur général des élections	2-69
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-75
Bureau du vérificateur général	2-79
Cabinet du Premier ministre	2-83
Commerce International	2-87
Condition féminine	2-95
Développement du Nord et Mines	2-103
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	2-117
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	2-131
Éducation	2-137
Énergie	2-151
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	2-163
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	2-177
Finances	2-199
Infrastructure	2-227
Ombudsman Ontario	2-241
Procureur général	2-247
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	2-271
Richesses naturelles et des Forêts	2-277
Santé et Soins de longue durée	2-293
Secrétariat du Conseil du Trésor	2-325
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2-351
Services à l'enfance et à la jeunesse	2-381
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	2-393
Services sociaux et communautaires	2-415
Tourisme, Culture et Sport	2-427
Transports	2-447
Travail	2-467
Compte de réduction des gaz à effet de serre	2-483
Fonds Trillium	2-485

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 – Annexes – Dette

Dette à long-terme 3-1
Remboursement de la dette à long terme 3-5
Variation nette de la dette à court terme 3-11
Sommaire de l'encours de la dette 3-12
Encours de la dette 3-15
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) 3-37

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements 4-1
Fonds et autre passif 4-9
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario 4-15
Créances exigibles de la Couronne 4-17
Pertes radiées des comptes..... 4-21
Remise de revenus..... 4-22

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2018-2019 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en deux volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 3** contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.*

À compter de 2018-2019, le volume 2 ne fait plus partie des Comptes publics. Ce volume contenait auparavant les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la province qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, ainsi que divers autres états financiers. Pour consulter ces états financiers, il suffit de se rendre à ontario.ca/comptespublics et de cliquer sur le lien menant au site Web des organismes. Ils sont aussi disponibles sur demande.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits.* Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice, pertes radiées des comptes et remise de revenus.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel, les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux
Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par *une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits*, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses. Les montants accordés par mandats spéciaux au cours de l'exercice 2017-2018 sont déduits du total correspondant à chaque programme pour déterminer les montants à voter.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 $.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2018-2019 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paiements de transfert

Inclut les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions et les soutiens à des personnes; le secteur des entreprises, les institutions non commerciales; et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art

Comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions
Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le Présidente du Conseil du Trésor le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits.* Pour une version électronique, visitez www.ontario.ca/budgetdesdepenses.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.

Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais.

Site Web: www.ontario.ca/comptespublics

This publication is available in English and French.

Website: www.ontario.ca/publicaccounts

section 1

annexes – recettes et dépenses (non vérifié)

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.[1]

	2019 $	2018 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	35 381 261 442	32 899 764 740
Taxe de vente	27 807 937 861	25 924 669 351
Impôts sur les sociétés	16 605 997 246	15 611 610 196
Impôt-santé des employeurs	6 543 571 404	6 205 171 918
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	6 171 415 951	5 883 143 831
Contribution-santé de l'Ontario	3 819 428 268	3 672 453 155
Droits de cession immobilière	2 761 475 545	3 174 106 614
Taxe sur l'essence	2 708 419 743	2 701 065 714
Taxe sur le tabac	1 241 273 992	1 243 925 149
Taxe sur les carburants	774 364 160	759 970 971
Taxe sur la bière et le vin	603 028 259	600 785 772
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	435 000 000	494 000 000
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	337 765 187	245 378 074
Impôt sur l'administration des successions	207 126 700	194 890 421
Impôt sur les bénéfices miniers	65 348 009	76 148 591
Impôt foncier provincial	31 448 647	22 580 369
Composante ontarienne du droit d'accise fédéral sur la vente du cannabis	18 640 449	-
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier	4 432 510	5 763 799
Taxe sur le pari mutuel	4 245 599	4 278 407
Impôt calculé sur la superficie en acres – *Loi sur les mines*	2 034 727	2 888 870
TOTAL DES RECETTES FISCALES	**105 524 215 699**	**99 722 595 942**

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2018-2019 ont été réduits de 1 403 183 $ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges.

[1] Crédits d'impôt sur le revenu remboursables:
La section 2 porte aussi sur les crédits d'impôt sur le revenu remboursables. Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Pour 2019, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 43 906 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 43 906 $ jusqu'à 87 813 $; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 87 813 $ jusqu'à 150 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 $ jusqu'à 220 000 $; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 $. Pour 2018, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 42 960 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 42 960 $ jusqu'à 85 923 $; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 85 923 $ jusqu'à 150 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 $ jusqu'à 220 000 $; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 $. Pour 2017, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 42 201 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 42 201 $ jusqu'à 84 404 $; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 84 404 $ jusqu'à 150 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 $ jusqu'à 220 000 $; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 $), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Beaucoup de crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario sont indexés annuellement. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario sont calculés après la surtaxe provinciale, mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. En 2019, ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 3,2863 % dans le cas des dividendes non déterminés. Pour 2017 et 2018, ces crédits ont été versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 4,2863 % (2017) et 3,2863 % (2018) dans le cas des dividendes non déterminés.

Les particuliers qui doivent un montant plus élevé au titre de l'impôt sur le revenu sont assujettis à une surtaxe. En 2019, elle équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 740 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 067 $. En 2018, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 638 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 963 $. En 2017, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 556 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 831 $.

Si l'impôt de l'Ontario d'un contribuable de l'Ontario dépasse le seuil applicable, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut réduire l'impôt dû à l'Ontario. Pour 2019, le montant déterminant de base est de 244 $, auquel on ajoute 452 $ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2018, le montant déterminant de base est de 239 $, auquel on ajoute 442 $ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2017, le montant déterminant de base est de 235 $, auquel on ajoute 434 $ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de la taxe de vente comprennent également les taxes sur les spiritueux qui s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les spiritueux et les panachés de spiritueux achetés sur place dans un magasin exploité par le fabricant de spiritueux sont assujettis aux taxes sur les spiritueux. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 863 144 251 $ en 2018-2019 et de 1 811 035 675 $ en 2017-2018.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

L'impôt des sociétés comporte trois genres d'impôt à acquitter par les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et un impôt supplémentaire spécial pour les compagnies d'assurance-vie. Voici les détails de ces impôts.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 %. Les revenus des entreprises actives dans les secteurs minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre de 10 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 3,5 % pour la première tranche de 500 000 $ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement (ce taux est passé de 4,5 % à 3,5 % le 1er janvier 2018, et est calculé au prorata pour les années d'imposition chevauchant cette date). Le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est éliminé progressivement dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associées, dont le capital imposable utilisé au Canada était de plus de 10 millions de dollars l'année précédente. Ce taux était éliminé entièrement lorsque ce montant était de plus de 15 millions de dollars. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 2,7 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à un impôt sur les primes d'assurance de 2 % dans le cas de l'assurance-vie, accident et maladie, de 3,5 % pour l'assurance de biens et de 3 % pour les autres types d'assurance (p. ex, IARD).

Impôt supplémentaire spécial : Les companies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 $ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 $ et 400 000 $ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La première tranche de 490 000 $ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé. L'exonération est rajustée pour tenir compte de l'inflation tous les cinq ans en fonction de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario. Le prochain rajustement est prévu pour 2024. Les employeurs ayant une masse salariale annuelle en Ontario de plus de 5 000 000 $ ne sont généralement pas admissibles à cette exonération.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministre des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,161 % pour les biens résidentiels, en 2019. Les taux pour les biens commerciaux ou industriels, les pipelines et les sites d'enfouissement varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 1 115 079 198 $ en 2018-2019 et 1 096 093 587 $ en 2017-2018. Les montants résultent aussi d'un certain nombre de remises, de réductions et d'exonérations disponibles à l'échelle de la province.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

L'établissement de la Contribution-santé de l'Ontario (CSO) a contribué à donner au gouvernement la capacité de faire des investissements s'imposant dans le système de santé de la province. Tout l'argent provenant de la CSO est affecté à l'amélioration des services de santé de l'Ontario. En 2018-2019, les revenus générés par la CSO ont augmenté de 147 millions de dollars pour passer à 3 819 millions de dollars, soit 3 672 millions de dollars de plus qu'en 2017-2018. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé se sont accrues de 2 590 millions de dollars pour se chiffrer à 61 511 millions de dollars, par rapport aux 58 921 millions de dollars affichés en 2017-2018.

Les revenus générés par la CSO soutiennent les dépenses du secteur de la santé en général; ils ne sont pas affectés à des secteurs de programmes en particulier. En 2018-2019, les revenus tirés de la CSO se sont élevés à 3 819 millions de dollars, ce qui représente 6,2 % des charges totales de 61 511 millions de dollars consacrées au secteur de la santé. Cela est comparable aux 3 672 millions de dollars ou au 6,2 % des 58 921 millions de dollars de 2017-2018. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les revenus découlant de la CSO soutiennent d'importants investissements dans le secteur de la santé ainsi que le niveau de soutien accordé à chaque secteur si le pourcentage partagé en 2017-2018 et en 2018-2019 était réparti proportionnellement dans chaque secteur.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs **(En millions de dollars)**	**2018-2019** **6,3%**	**2017-2018** **6,2%**
Hôpitaux	1 162	1 121
Assurance-santé de l'Ontario	924	929
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	353	329
Foyers de soins de longue durée	266	256
Programmes de médicaments de l'Ontario	294	261
Santé publique, promotion de la santé et autres	820	776
Total	**3 819**	**3 672**

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 $ si le revenu imposable est de 20 000 $ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 $ et 25 000 $; 300 $ pour un revenu imposable entre 25 000 $ et 36 000 $; 300 $ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 $ pour un revenu imposable entre 36 000 $ et 38 500 $; 450 $ pour un revenu imposable entre 38 500 $ et 48 000 $; 450 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 $ pour un revenu imposable entre 48 000 $ et 48 600 $; 600 $ pour un revenu imposable entre 48 600 $ et 72 000 $; 600 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 $ pour un revenu imposable entre 72 000 $ et 72 600 $; 750 $ pour un revenu imposable entre 72 600 $ et 200 000 $; 750 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 $ pour un revenu imposable entre 200 000 $ et 200 600 $; et 900 $ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 $.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Les droits de cession immobilière sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Les taux de ces droits sont de 0,5 % du montant jusqu'à 55 000 $ inclusivement; de 1 % du montant de plus de 55 000 $ jusqu'à 250 000 $ inclusivement; de 1,5 % du montant de plus de 250 000 $ jusqu'à 400 000 $ inclusivement; de 2 % du montant de plus de 400 000 $. Le taux de ces droits applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales d'une valeur supérieure à 2 000 000 $ est de 2,5 %. Les acheteurs d'un premier logement admissibles peuvent recevoir une remise des droits de cession immobilière pour un montant maximal de 4 000 $. Depuis le 21 avril 2017, un impôt sur la spéculation pour les non-résidents supplémentaire de 15 % s'applique lors de l'achat ou de l'acquisition d'un intérêt dans un bien résidentiel dans la région élargie du Golden Horseshoe par des personnes qui ne sont pas citoyens ou résidents permanents du Canada, ou par des sociétés étrangères (entités étrangères) et des fiduciaires imposables. Les exonérations et les remises ayant trait à l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents peuvent être assujetties à des critères d'admissibilité précis.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 6,7 cents le litre. La taxe sur l'essence est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares a augmenté, passant de 16,475 cents à 18,475 cents le 29 mars 2018. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les carburants à base de pétrole de distillat moyen clairs, tels que ceux qui sont utilisés dans des véhicules à moteur diesel. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf pour le carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. La taxe sur les carburants est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les taxes sur la bière et le vin s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les taxes sur la bière s'appliquent aux bières achetées dans un magasin sur les lieux de fabrication, dans un bistro-brasserie, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sur le vin sont imposées sur le vin et le vin panaché achetés dans un magasin d'un établissement vinicole situé sur les lieux de fabrication ou ailleurs.

Les services publics municipaux d'électricité, Ontario Power Generation Inc. et ses filiales qui sont exonérés de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) doivent faire des paiements tenant lieu de l'impôt sur les sociétés fédéral et provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Ces paiements sont égaux à l'IRS fédéral et ontarien qui est prélevé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), de la Loi sur l'imposition des sociétés et de la Loi de 2007 sur les impôts sur le revenu des sociétés qui ne sont pas exonérées.

La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres paiements de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de ses obligations. En raison d'un premier appel public à l'épargne portant sur des actions ordinaires d'Hydro One en 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu des sociétés et n'est plus assujettie au régime de paiements tenant lieu d'impôt sur les sociétés. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt provincial payable par Hydro One Inc. en vertu de la Loi de 2007 sur les impôts.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Ontario Power Generation (OPG), Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôts municipaux et scolaires supplémentaires. La portion des redevances sur les revenus bruts (RRB) payable à la SFIEO est aussi constatée sous Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 $ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 $, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 15 $ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 $, en tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 $. Les successions d'une valeur de 1 000 $ ou moins sont exonérées de cette taxe.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 $ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de dix ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants. L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés en territoire non municipalisé selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds et du fait que le bien-fonds soit situé ou non dans une localité définie par la *Loi sur l'évaluation foncière.*

Le droit d'accise sur le cannabis est imposé par le gouvernement fédéral sur les produits du cannabis et payable par les titulaires de licence fédérale qui emballent des produits du cannabis (généralement les producteurs) ou, dans le cas des importations, payable par l'importateur, le propriétaire ou toute autre personne assujettie à la Loi sur les douanes (Canada). Le gouvernement fédéral est responsable de la perception et de l'administration de la taxe. Dans le cas de la fleur de cannabis séché, le taux du droit d'accise est le plus élevé des deux montants suivants : 1 $ le gramme ou 10 % du prix de vente demandé par le titulaire de licence fédérale pour le produit emballé livré à un acheteur (différents taux s'appliquent selon le type de produit). L'Ontario reçoit 75 % du droit d'accise perçu sur les produits du cannabis destinés à la vente en Ontario ainsi qu'un rajustement supplémentaire de 3,9 % de la taxe de vente sur le prix de vente demandé par un titulaire de licence fédérale.

Depuis le 1er janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

L'élément impôt foncier payable à la SFIEO est inclus dans les paiements tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément impôt foncier payable à la province est constaté à la rubrique Revenus fiscaux. L'élément utilisation d'énergie hydraulique des RRB est inclus à la rubrique Autres revenus – Redevances.

La taxe sur le pari mutuel est de 0,5 % de tous les paris faits en Ontario, et est perçue et remise à la province par les exploitants d'hippodromes.

La taxe sur les terrains miniers est perçue sur les droits miniers concédés par lettres patentes à un taux de 4 $ par hectare.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

GOUVERNEMENT DU CANADA	2019 $	2018 $
Transfert canadien en matière de santé	14 851 943 000	14 359 348 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	5 450 733 000	5 314 120 000
Péréquation	963 165 000	1 423 627 000
Entente sur le développement du marché du travail	719 250 217	672 330 348
Programmes d'infrastructure	604 392 623	1 065 061 900
Entente sur le logement social	393 550 992	418 997 189
Transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges	390 291 182	313 971 465
Financement des soins à domicile et en milieu communautaire, et des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances	328 513 712	115 605 084
Convention de développement de la main-d'œuvre	296 494 169	234 053 068
Services de bien-être aux Autochtones	281 355 182	274 450 254
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	160 168 271	121 881 430
Expansion du bilinguisme	84 745 112	84 746 914
Aide juridique – Droit criminel	64 330 657	64 105 873
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	52 647 352	52 372 438
Partenariat canadien pour l'agriculture	37 754 552	57 793 695
Aide financière aux étudiants	28 598 227	25 192 537
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	12 465 789	12 608 980
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	-	62 526 225
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	-	(149 177)
Autres	369 304 947	187 570 108
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	**25 089 703 984**	**24 860 213 331**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire, aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement fédéral transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Le programme de péréquation vise à faire en sorte que les gouvernements provinciaux aient des revenus suffisants pour être en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparable. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

L'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes et des services de développement du marché du travail dispensés antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT appuient les programmes de formation professionnelle de l'Ontario, en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Le financement de l'infrastructure est fourni à l'Ontario par l'entremise du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, de l'entente sur l'investissement dans le logement abordable, du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, du Fonds Chantiers Canada, du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées, du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et d'autres programmes d'infrastructure fédéraux-provinciaux et de différentes autres ententes qui soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun, logement abordable et les réseaux hydrographiques.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Les transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges (organismes du secteur parapublic) représentent les divers fonds versés par le gouvernement fédéral aux organismes du secteur parapublic pour la recherche, les soins hospitaliers complexes et de longue durée dispensés aux vétérans, les soins renforcés en milieu communautaire dans le Nord de l'Ontario, ainsi que pour les programmes Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC), Assistance à l'emploi et d'études postsecondaires.

Financement fédéral ciblé pour l'accès aux soins à domicile et en milieu communautaire ainsi que pour les services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, étalé sur une période de 10 ans à compter de 2017-2018. Ce financement est fondé sur un énoncé de principes communs sur les priorités partagées en santé que toutes les provinces et les territoires ont entériné.

En vertu de l'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre, des fonds sont versés pour la formation et l'acquisition de compétences, y compris l'acquisition de compétences essentielles, pour les Ontariennes et Ontariens, ainsi que pour la création de programmes pour les personnes ayant un handicap, les jeunes, les nouveaux arrivants et les apprenants adultes.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Le Protocole d'entente avec l'Ontario sur les programmes d'aide sociale pour les Indiens (« Accord de 1965 sur les programmes de bien-être » de l'Ontario) est une entente bilatérale (Canada-Ontario) de partage des coûts en vertu de laquelle le Canada rembourse l'Ontario pour une partie des dépenses engagées pour la prestation de services sociaux admissibles aux membres des Premières nations inscrits vivant dans des réserves (ou hors réserve pour une période pouvant atteindre 12 mois). L'entente prévoit un engagement de financement partagé entre l'Ontario et le Canada pour fournir aux membres des Premières Nations inscrits qui vivent dans des réserves, et à ceux qui ne vivent pas dans des réserves pour une période pouvant atteindre un an, des services sociaux admissibles qui sont offerts au reste de la population de la province. Comme il s'agit d'une entente bilatérale entre le Canada et l'Ontario, les Premières Nations n'en sont pas signataires. L'entente renferme une formule permettant de déterminer la contribution financière du Canada pour ces services dans les quatre secteurs de programmes décrits dans l'entente qui sont dispensés et financés par l'Ontario : protection de l'enfance et prévention quant aux services à l'enfance, garde d'enfants, aide financière/à l'emploi (programme Ontario au travail) et services d'entretien ménager et de soins infirmiers.

Dans le cadre de l'Accord Canada-Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le gouvernement fédéral accorde des contributions à l'Ontario afin d'améliorer le système d'apprentissage et de garde d'enfants de l'Ontario.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Les programmes de justice pour les jeunes sont continus, et fournis en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (fédérale) par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires ou des partenaires bénéficiaires de paiements de transfert. Comme l'administration de la justice est une responsabilité que se partagent le gouvernement fédéral et les provinces et territoires, une partie des dépenses de l'Ontario peut faire l'objet d'un soutien financier chaque année en vertu d'une entente de contribution conclue avec le ministère fédéral de la Justice.

Le Partenariat canadien pour l'agriculture est un engagement de cinq ans pris par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada pour soutenir les secteurs de l'agroalimentaire et des produits agricoles qui met l'accent sur les secteurs prioritaires que sont le développement économique, la gérance environnementale, ainsi que la protection et l'assurance. Le Partenariat est entré en vigueur le 1er avril 2018 et a remplacé Cultivons l'avenir 2.

L'aide aux étudiantes et aux étudiants comprend la Bourse canadienne servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une incapacité permanente et l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Aux termes de l'entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral a versé des fonds à l'Ontario pour soutenir des mesures visant à améliorer l'employabilité des personnes handicapées et accroître les occasions qui leur sont offertes en tenant compte des besoins des employeurs et en encourageant ceux-ci à éliminer les obstacles que doivent surmonter les personnes handicapées. Le financement versé en vertu de cette entente a été intégré à l'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre en 2017-2018.

L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés était un programme à frais partagés fédéral-provincial qui aidait les travailleurs en chômage âgés de 55 à 64 ans. L'initiative aidait les travailleurs plus âgés à trouver des programmes et des services qui amélioraient leur capacité de trouver du travail, de réintégrer le marché du travail et de demeurer des travailleurs actifs et productifs lorsque leur collectivité est en mutation. L'Initiative a pris fin en mars 2017 et le financement a été intégré à l'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre en 2017-2018.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

a) Des fonds pour appuyer des services propres à certains secteurs faisant l'objet de différentes ententes, telles que l'entente sur les services policiers des Premières Nations, l'entente sur le programme de contribution pour les analyses biologiques (analyses d'ADN), l'entente sur l'accès prioritaire à des lits pour les vétérans, l'entente sur le contrôle des armes à feu, entente d'échange de services et fonds canadien de justice familiale pour des services en droit familial;
b) subsides annuels en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907;*
c) des intérêts sur le fonds des écoles publiques.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	2019 $	2018 $
Hôpitaux	4 165 613 641	4 081 365 891
Conseils scolaires	1 587 024 095	1 453 126 950
Collèges	3 484 668 978	2 774 246 975
TOTAL DES DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	**9 237 306 714**	**8 308 739 816**

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	2019 $	2018 $
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 464 177 000	2 487 337 000
Régie des alcools de l'Ontario	2 276 126 000	2 206 524 000
Ontario Power Generation Incorporated	836 830 000	1 092 000 000
Société ontarienne de vente du cannabis	(42 705 548)	(6 124 071)
Hydro One Incorporated	(64 915 727)	372 245 400
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**5 469 511 725**	**6 151 982 329**

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des jeux pour le compte de la province de l'Ontario. Il s'agit notamment de loteries, de casinos, de bingos électroniques et de jeux en ligne. OLG continue également d'intégrer les courses de chevaux à sa stratégie de jeux, y compris l'administration de fonds permanents.

Les fournisseurs de services privés prennent en charge l'exploitation courante des casinos d'OLG afin d'optimiser les revenus et d'accroître l'efficacité opérationnelle. Ces fournisseurs investiront les capitaux nécessaires pour améliorer l'expérience des clients en matière de jeux et de divertissements. Cela aidera à augmenter les revenus d'OLG qui seront affectés à d'importants services publics, tels que la santé et l'éducation.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (maintenant une filiale d'Hydro One Limited) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créées dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. La part du revenu net d'Hydro One Limited (et anciennement d'Hydro One Inc.) qui revient à la province et le revenu net tiré d'OPG sont consolidés dans les finances de la province. Les revenus d'OPG proviennent principalement de la vente d'électricité produite par ses centrales. Les revenus d'Hydro One sont tirés principalement du transport et de la distribution de l'électricité.

La Société ontarienne de vente du cannabis, faisant affaire sous le nom de Société ontarienne du cannabis, est le seul vendeur en ligne de cannabis récréatif en Ontario. Elle est aussi le fournisseur exclusif de cannabis récréatif aux détaillants privés autorisés de la province. Son bénéfice net est généré par la vente de cannabis récréatif.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

AUTRES RECETTES	2019 $	2018 $
Ventes et locations	1 476 591 028	2 450 108 907
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	1 990 908 993	1 912 262 158
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux	57 818 572	58 713 103
Loi sur les sûretés mobilières	61 496 039	58 997 796
Air pur Ontario	2 821 958	2 854 162
Constitutions en société	26 255 287	25 153 921
Revenus tirés des jeux	15 181 035	16 004 688
Autres	697 102 496	657 520 475
Total des droits, permis et autorisations	2 851 584 380	2 731 506 303
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique	119 024 919	122 819 822
Teranet – Redevances, FIEF	41 415 505	46 737 937
Droits sur le bois de la Couronne	61 156 861	48 305 526
Autres	29 118 252	72 308 486
Total, redevances	250 715 537	290 171 771
Recouvrement de dépenses des années précédentes	1 301 778 322	1 204 476 874
Remboursement des dépenses	997 972 694	1 000 215 680
Divers :		
Amendes et pénalités	62 611 243	61 047 046
Produits tirés des quotas d'émissions de carbone	472 138 014	2 401 020 129
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	15 000 000	593 000 000
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité	173 000 000	185 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	41 000 000	74 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	227 336 866	209 953 689
Autres	509 741 122	350 052 657
Total, divers	1 500 827 245	3 874 073 521
TOTAL DES AUTRES RECETTES	**8 379 469 208**	**11 550 553 057**

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits actuels varient entre 265.25 $ et 4 693 $. Les droits actuels touchant les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 120 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 60 $ par année dans le Nord. Les droits applicables aux motocyclettes et aux cyclomoteurs sont respectivement de 42 $ et 12 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 21 $ et 12 $ par année dans le Nord. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Le 28 septembre 2018, le premier ministre a annoncé l'annulation du programme d'analyse des émissions Air pur Ontario pour les véhicules légers, permettant d'économiser de l'argent pour les contribuables ontariens et de réduire les formalités administratives pour les familles de l'Ontario, tout en s'engageant à resserrer la réglementation visant les plus gros pollueurs des routes de l'Ontario, les véhicules lourds.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement immatriculation des utilisateurs, des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance, des installations de machines à sous et jeux en ligne. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Depuis le 1er janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

Teranet – Redevances, FIEF – La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. La province a amorti cette somme en tant que revenus au fil des ans jusqu'à ce qu'elle cesse d'être versée en 2016-2017.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. Une somme de 1 milliard de dollars en espèces a été reçue en 2010-2011 en vue de conserver les droits exclusifs liés à l'exploitation du système d'enregistrement immobilier électronique. Ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars.

Conformément à l'entente de prolongation entre Teranet et la province, en vigueur pour la période débutant le 1er avril 2017, Teranet a recommencé à verser des redevances à la province. Ces versements établis selon un pourcentage des divers revenus admissibles de Teranet seront effectués chaque trimestre. Les redevances doivent être versées jusqu'à la fin de la licence exclusive de Teranet en 2067.

En 2017-2018, la province a déclaré un total de 41,4 millions de dollars en revenus tirés de redevances de Teranet.

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, rajusté tous les ans, constitue un minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2017-2018 étaient de 0,00 $ (sous-produits seulement), 4,54 $, ou 0,60 $ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Le tarif de 0,61 $ par mètre cube a été imposé sur les essences de bois d'œuvre dont l'offre est excédentaire en raison de leur valeur marchande relativement faible, ou parce qu'elles ont des applications limitées ou sont cultivées principalement pour l'amélioration des forêts. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 $ et 25,65 $ le mètre cube, selon les prix du marché et compte tenu des différents groupes d'essence et des secteurs de production.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2018-2019, les droits à l'IRF étaient de 2,50 $ ou de 0,61 $, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 $[2]. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

[2] La seule exception à cette règle est le secteur des bioproduits, pour lequel le taux de l'IRF est de 0,59 $/m3 au cours de l'exercice

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

La redevance de liquidation de la dette (RLD) a été éliminée le 1er avril 2018. La RLD a été payée par les particuliers en fonction de leur consommation d'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* prévoyait le maintien de la RLD jusqu'à ce que le reliquat de la dette insurmontable soit éliminé. Ce reliquat a découlé de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro et du secteur de l'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* a été modifiée par la *Loi de 2015 sur les mesures budgétaires* pour fixer la date de cessation de la RLD au 31 mars 2018 et pour supprimer tout lien avec le reliquat de la dette insurmontable. Par conséquent, à la suite de ces modifications législatives, à compter du 10 décembre 2015, le concept de « reliquat de la dette insurmontable » et les exigences afférentes, notamment celle prévoyant la détermination périodique du reliquat, ont été supprimés de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. L'Ontario a retiré la redevance de liquidation de la dette de la facture d'électricité de tous les consommateurs résidentiels au 1er janvier 2016 et éliminé la RLD pour les consommateurs commerciaux, institutionnels, industriels et autres le 1er avril 2018.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité en vertu d'accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1er avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Le 1er janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, la décision a été prise d'amortir le passif en l'imputant aux revenus au cours de la période où la plupart des contrats d'achat d'électricité existants expireraient, le passif étant totalement éliminé durant l'exercice 2021-2022.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. La variation représente la déduction des pertes estimées durant l'exercice utilisée dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au cours d'une certaine période.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise des ministères de l'Énergie et Développement du Nord et Mines. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE. À la suite de modifications apportées à la *Loi de 1998 sur l'électricité* et conformément à la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir*, l'Office de l'électricité de l'Ontario, constitué pour assurer l'approvisionnement suffisant en électricité à long terme, et la SIERE ont fusionné pour former une nouvelle entité, également appelée SIERE, le 1er janvier 2015. La nouvelle entité ainsi créée continue de s'acquitter du mandat des deux organismes prédécesseurs.

	2019	2018
TOTAL DES RECETTES	**153 700 207 328 $**	**150 594 084 480 $**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice se terminant

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, de l'Immigration	-	-	-	-	10 508 406
Affaires des personnes âgées	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	1 437 500	-	-	-
Affaires municipales / Logement	-	473 493 944	-	73 121 542	1 668 407
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	-	77 876 639	-	53 799	561 190
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	3 045
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-
Commerce International	-	-	-	-	973 285
Condition féminine	-	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	2 034 727	-	-	-	4 651 512
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	-	-	-	-	1 119
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	-	-	-	-	-
Éducation	-	239 928 637	-	-	2 492 371
Énergie	-	-	277 584 636	-	1 074
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	-	1 159 744 930	-	838 142	1 752 320
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	-	-	-	120 458	24 342 723
Finances	104 719 689 037	21 274 748 866	4 934 522 000	145 271 260	97 800 450
Infrastructure	-	161 241 901	-	6 845 700	32 993
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-
Procureur général	-	75 155 318	-	55 003 886	135 613 096
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	-	-	-	-	210
Richesses naturelles et des Forêts	-	2 968 992	-	11 958 847	6 921 600
Santé et Soins de longue durée	-	373 944 918	-	27 665 539	9 449 383
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	1 097
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	42 254 413	-	424 830 397	22 210 327
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	184 344 085	-	-	11 700
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs	-	424 847	-	2 648 074	134 762 237
Services sociaux et communautaires	-	199 447 518	-	7 821 364	1 739 097
Tourisme, Culture et Sport	-	1 912 556	-	-	701 823
Transports	-	366 517 938	-	6 666	2 054 766 942
Travail	-	22 669	-	239 305 461	917 428
Total avant la consolidation	104 721 723 764	24 635 465 671	5 212 106 636	995 491 135	2 511 883 835
Redressements de consolidation et autres	802 491 934	454 238 314	257 405 089	2 481 558	339 700 547
Selon les états financiers consolidés	**105 524 215 698**	**25 089 703 985**	**5 469 511 725**	**997 972 693**	**2 851 584 382**

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2019

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	**Total des recettes**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
-	-	1 491 968	144	**12 000 518**	Affaires civiques, de l'Immigration
-	-	337 076	21 402	**358 478**	Affaires des personnes âgées
-	-	147		**1 437 647**	Office des affaires francophones
155 411	-	6 759 441	25 729	**555 224 474**	Affaires municipales / Logement
25 024 465	-	17 898 985	22 088 848	**143 503 926**	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
69 337	-	207 466	421 410	**698 213**	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	25 785		**28 830**	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	1 578 481	**1 578 481**	Bureau du directeur général des élections
-	-	86 572	340	**1 060 197**	Commerce International
-	-	226 720	-	**226 720**	Condition féminine
148 131	21 300 611	5 653 858	45 856	**33 834 695**	Développement du Nord et Mines
-	911 612	(52 428 499)	8 027 169	**(43 488 599)**	Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences
-	-	18 739	244	**18 983**	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario
-	-	43 623 424	55 065	**286 099 497**	Éducation
7 942 080	-	46 648 790	171 997	**332 348 577**	Énergie
-	-	89 706 059	9 399 289	**1 261 440 740**	Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle
1 782	-	3 939 396	482 658 730	**511 063 089**	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
-	41 415 505	36 059 887	34 851 354	**131 284 358 359**	Finances
132 314 845	-	27 440 082	192 119 148	**519 994 669**	Infrastructure
-	-	4 973	69 505	**74 478**	Ombudsman Ontario
348 366	-	17 384 310	102 292 570	**385 797 546**	Procureur général
-	-	2 437 345	16	**2 437 571**	Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation
11 519 239	184 140 692	7 487 054	3 052 863	**228 049 287**	Richesses naturelles et des Forêts
-	-	958 121 761	8 074 628	**1 377 256 229**	Santé et Soins de longue durée
3 282 120	-	660 505	1 233	**3 944 955**	Secrétariat du Conseil du Trésor
582 686	142 273	7 671 984	226 958	**497 919 038**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
450	-	25 010 127	88 028	**209 454 390**	Services à l'enfance et à la jeunesse
1 717 090	50	124 463	2 618 790	**142 295 551**	Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
-	-	76 925 096	1 398 963	**287 332 038**	Services sociaux et communautaires
1 083 593	-	1 982 290	435 995	**6 116 257**	Tourisme, Culture et Sport
14 463 715	-	34 459 512	2 435 525	**2 472 650 298**	Transports
22 197	-	366 761	1 943 441	**242 577 957**	Travail
198 675 507	247 910 743	1 360 332 077	874 103 721	**140 757 693 089**	Total avant la consolidation
1 277 915 521	2 804 795	(58 553 757)	9 864 030 238	**12 942 514 239**	Redressements de consolidation et autres
1 476 591 028	**250 715 538**	**1 301 778 320**	**10 738 133 959**	**153 700 207 328**	**Selon les états financiers consolidés**

non vérifié

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, de l'Immigration	29 615 182	4 853 448	737 657	11 457 638	738 145
Affaires des personnes âgées	4 452 763	819 296	34 514	1 531 393	13 095
Affaires francophones	1 951 984	224 435	67 319	1 858 008	3 462
Affaires municipales / Logement	45 555 184	7 960 805	784 362	22 954 346	191 774
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	85 901 437	14 674 237	2 978 673	31 012 645	579 097
Bureau de l'Assemblée législative	105 501 232	31 017 701	6 671 858	37 664 144	10 306 103
Bureau du Conseil des ministres	37 892 180	4 947 650	701 182	5 565 460	278 768
Bureau du directeur général des élections	10 870 151	2 210 897	25 457	1 162 389	7 321
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 110 201	165 919	41 225	192 759	93 131
Bureau du vérificateur général	12 100 442	2 463 975	337 409	4 071 332	1 028 201
Cabinet du Premier ministre	2 074 690	237 319	72 082	26 051	12 708
Commerce International	14 379 760	2 072 055	1 480 721	16 595 338	213 079
Condition féminine	3 598 744	723 480	63 907	669 794	7 245
Développement du Nord et des Mines	37 991 060	5 599 613	1 533 420	100 209 329	1 851 523
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	54 261 039	7 381 859	1 421 733	28 022 416	580 004
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	8 526 279	1 360 985	192 391	4 782 674	35 500
Éducation	180 432 525	27 063 370	5 510 918	107 303 517	4 576 179
Énergie	18 686 124	2 526 251	291 727	15 434 730	104 173
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	103 781 349	18 729 587	3 021 164	54 530 820	410 638
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	195 273 215	28 381 733	3 690 959	82 487 357	5 115 397
Finances	119 482 289	19 677 468	3 703 683	182 124 366	1 919 159
Infrastructure	17 637 174	2 396 316	168 638	242 092 621	93 960
Ombudsman Ontario	9 562 126	2 090 454	270 756	2 416 626	960 079
Procureur général	787 864 334	110 813 604	26 312 725	357 952 186	11 159 931
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	15 659 144	2 229 158	693 687	13 329 891	131 998
Richesses naturelles et des Forêts	262 861 031	47 333 912	12 682 340	253 403 574	32 220 358
Santé et Soins de longue durée	311 457 848	54 964 853	14 292 173	217 471 746	3 840 512
Secrétariat du Conseil du Trésor	141 270 482	1 225 954 286	1 833 007	54 378 679	883 895
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 684 169 129	270 669 814	72 102 027	408 907 172	137 903 831
Services à l'enfance et à la jeunesse	203 028 493	39 765 754	4 625 723	85 734 751	4 155 813
Services aux consommateurs/Services gouvernementaux	322 957 427	50 073 652	26 012 103	165 665 450	13 936 186
Services sociaux et communautaires	266 188 006	51 726 212	14 225 566	111 271 241	2 114 382
Tourisme, Culture et Sport	32 996 645	5 216 903	672 235	13 346 504	1 795 026
Transports	217 219 044	42 368 519	7 617 081	539 191 201	36 804 235
Travail	139 952 132	27 919 734	4 779 852	46 052 321	1 704 778
	5 486 260 845	2 116 615 254	219 650 274	3 220 870 469	275 769 686
Reclassification des dépenses**	262 276 400	32 066 044	37 866 675	(339 367 269)	7 158 150
Total avant la consolidation	5 748 537 245	2 148 681 298	257 516 949	2 881 503 200	282 927 836
Redressements de consolidation et autres	38 095 349 781	9 807 721 607	357 489 184	7 553 888 530	7 906 301 486
Selon les états financiers consolidés	**43 843 887 026**	**11 956 402 905**	**615 006 133**	**10 435 391 730**	**8 189 229 322**

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2019

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Redressements de consolidation et autres	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
114 131 706	-	161 533 776	(61 785 109)	**99 748 667**	Affaires civiques, de l'Immigration
25 427 187	-	32 278 248	(118 920)	**32 159 328**	Affaires des personnes âgées
1 041 119	532 903	5 679 230	-	**5 679 230**	Affaires francophones
1 471 481 648	211 375	1 549 139 494	(70 064 435)	**1 479 075 059**	Affaires municipales / Logement
809 149 740	(154 141 718)	790 154 111	275 736 920	**1 065 891 031**	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
297 478	-	191 458 516	(11 886 806)	**179 571 710**	Bureau de l'Assemblée législative
432 021	668 700	50 485 961	(4 239 287)	**46 246 674**	Bureau du Conseil des ministres
-	145 671 805	159 948 020	(2 259 678)	**157 688 342**	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 759 035	-	**1 759 035**	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	20 001 359	(862 885)	**19 138 474**	Bureau du vérificateur général
-	-	2 422 850	(237 324)	**2 185 526**	Cabinet du Premier ministre
4 334 300	946 014	40 021 267	(758 692)	**39 262 575**	Commerce International
18 654 226	-	23 717 396	(2 010 189)	**21 707 207**	Condition féminine
370 196 981	303 940 545	821 322 471	5 060 666	**826 383 137**	Développement du Nord et des Mines
951 441 235	(2 107 853)	1 041 000 433	(150 727 055)	**890 273 378**	Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences
2 677 331	-	17 575 160	-	**17 575 160**	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario
30 333 411 461	(86 404 462)	30 571 893 508	(147 002 384)	**30 424 891 124**	Éducation
4 244 745 776	230 990 000	4 512 778 781	386 208 533	**4 898 987 314**	Énergie
8 839 193 516	43 516 823	9 063 183 897	2 805 574 494	**11 868 758 391**	Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle
271 644 728	796 542 216	1 383 135 605	(823 344 065)	**559 791 540**	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
794 957 251	11 738 681 336	12 860 545 552	1 160 398 590	**14 020 944 142**	Finances
372 621 586	(4 174 134)	630 836 161	1 134 904 219	**1 765 740 380**	Infrastructure
-	-	15 300 041	(734 613)	**14 565 428**	Ombudsman Ontario
585 547 665	128 873 297	2 008 523 742	(294 461 844)	**1 714 061 898**	Procureur général
260 830 151	-	292 874 029	(3 290 441)	**289 583 588**	Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation
73 094 377	15 084 792	696 680 384	141 589 351	**838 269 735**	Richesses naturelles et des Forêts
57 037 151 129	32 385 001	57 671 563 262	3 839 004 256	**61 510 567 518**	Santé et Soins de longue durée
211 357	1 000	1 424 532 706	(77 020 271)	**1 347 512 435**	Secrétariat du Conseil du Trésor
282 347 585	104 641 985	2 960 741 543	(282 873 682)	**2 677 867 861**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
4 305 608 527	11 671 963	4 654 591 024	(235 119 922)	**4 419 471 102**	Services à l'enfance et à la jeunesse
9 778 709	32 641 872	621 065 399	(53 630 638)	**567 434 761**	Services aux consommateurs/Services gouvernementaux
12 334 332 435	58 745 984	12 838 603 826	(72 078 254)	**12 766 525 572**	Services sociaux et communautaires
1 177 258 799	(95 893)	1 231 190 219	314 073 858	**1 545 264 077**	Tourisme, Culture et Sport
4 957 125 547	271 107 178	6 071 432 805	(1 358 313 192)	**4 713 119 613**	Transports
101 204 729	1 200 530	322 814 076	(15 136 659)	**307 677 417**	Travail
129 750 330 300	13 671 287 059	154 740 783 887	6 394 594 542	**161 135 378 429**	
-	-	-	-	**-**	Reclassification des dépenses**
129 750 330 300	13 671 287 059	154 740 783 887	6 394 594 542	**161 135 378 429**	Total avant la consolidation
(64 877 463 377)	7 551 307 332				Redressements de consolidation et autres
64 872 866 923	**21 222 594 391**			**161 135 378 429**	**Selon les états financiers consolidés**

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2018-2019 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, de l'Immigration	29 615 182	4 853 448	737 657	11 457 638	738 145
Affaires des personnes âgées	4 452 763	819 296	34 514	1 531 393	13 095
Affaires francophones	1 951 984	224 435	67 319	1 858 008	3 462
Affaires municipales / Logement	45 555 184	7 960 805	784 362	22 954 346	191 774
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	85 901 437	14 674 237	2 978 673	31 012 645	579 097
Bureau de l'Assemblée législative	105 501 232	31 017 701	6 671 858	37 664 144	10 306 103
Bureau du Conseil des ministres	37 892 180	4 947 650	701 182	5 565 460	278 768
Bureau du directeur général des élections	10 870 151	2 210 897	25 457	1 162 389	7 321
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 110 201	165 919	41 225	192 759	93 131
Bureau du vérificateur général	12 100 442	2 463 975	337 409	4 071 332	1 028 201
Cabinet du Premier ministre	2 074 690	237 319	72 082	26 051	12 708
Commerce International	14 379 760	2 072 055	1 480 721	16 595 338	213 079
Condition féminine	3 598 744	723 480	63 907	669 794	7 245
Développement du Nord et des Mines	37 991 060	5 599 613	1 531 316	17 221 825	941 468
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	54 261 039	7 381 859	1 421 733	28 022 416	580 004
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	8 526 279	1 360 985	192 391	3 438 796	35 500
Éducation	180 432 525	27 063 370	5 510 918	107 303 517	4 576 179
Énergie	18 686 124	2 526 251	291 727	15 434 730	104 173
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	103 781 349	18 729 587	3 021 164	54 530 820	410 638
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	195 273 215	28 381 733	3 690 959	82 487 357	5 115 397
Finances	119 482 289	19 677 468	3 703 683	182 124 366	1 919 159
Infrastructure	17 637 174	2 396 316	168 638	80 861 255	93 960
Ombudsman Ontario	9 562 126	2 090 454	270 756	2 416 626	960 079
Procureur général	787 864 334	110 813 604	26 312 725	357 952 186	11 159 931
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	15 659 144	2 229 158	693 687	13 329 891	131 998
Richesses naturelles et des Forêts	262 861 031	47 333 912	12 242 886	239 148 656	27 924 475
Santé et Soins de longue durée	311 457 848	54 964 853	14 292 173	217 471 746	3 840 512
Secrétariat du Conseil du Trésor	141 270 482	1 225 954 286	1 833 007	44 555 364	883 895
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 684 169 129	270 669 814	72 102 027	371 283 698	137 903 831
Services à l'enfance et à la jeunesse	203 028 493	39 765 754	4 625 723	85 734 751	4 155 813
Services aux consommateurs/Services gouvernementaux	322 957 427	50 073 652	26 012 103	162 146 494	13 936 186
Services sociaux et communautaires	266 188 006	51 726 212	14 225 566	111 271 241	2 114 382
Tourisme, Culture et Sport	32 996 645	5 216 903	672 235	11 752 980	1 506 205
Transports	217 219 044	42 368 519	7 483 705	527 010 102	36 525 081
Travail	139 952 132	27 919 734	4 779 852	46 052 321	1 704 778
	5 486 260 845	2 116 615 254	219 075 340	2 896 312 435	269 995 773
Reclassification des dépenses**	262 276 400	32 066 044	37 866 675	(339 367 269)	7 158 150
Total avant la consolidation	**5 748 537 245**	**2 148 681 298**	**256 942 015**	**2 556 945 166**	**277 153 923**

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2019

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Redressements de consolidation et autres	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
114 131 706	-	161 533 776	(59 816 339)	**101 717 437**	Affaires civiques, de l'Immigration
19 927 187	-	26 778 248	(100 000)	**26 678 248**	Affaires des personnes âgées
1 041 119	-	5 146 327	-	**5 146 327**	Affaires francophones
1 099 199 964	-	1 176 646 435	(66 421 856)	**1 110 224 579**	Affaires municipales / Logement
444 715 424	1 903 597	581 765 110	137 114 855	**718 879 965**	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
297 478	-	191 458 516	(11 886 806)	**179 571 710**	Bureau de l'Assemblée législative
432 021	-	49 817 261	(3 463 337)	**46 353 924**	Bureau du Conseil des ministres
-	145 671 805	159 948 020	(2 259 678)	**157 688 342**	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 759 035	-	**1 759 035**	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	20 001 359	(862 885)	**19 138 474**	Bureau du vérificateur général
-	-	2 422 850	(244 854)	**2 177 996**	Cabinet du Premier ministre
4 334 300	-	39 075 253	(756 122)	**38 319 131**	Commerce International
18 654 226	-	23 717 396	(2 008 359)	**21 709 037**	Condition féminine
264 989 882	1 277 502	329 552 666	86 660 042	**416 212 708**	Développement du Nord et des Mines
851 246 522	(2 107 853)	940 805 720	(122 632 803)	**818 172 917**	Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences
2 677 331	-	16 231 282	-	**16 231 282**	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario
28 634 418 527	67 183	28 959 372 219	44 755 671	**29 004 127 890**	Éducation
4 244 745 776	230 990 000	4 512 778 781	360 103 128	**4 872 881 909**	Énergie
8 434 109 392	37 188 501	8 651 771 451	2 632 104 863	**11 283 876 314**	Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle
271 644 728	158 165 445	744 758 834	(190 600 027)	**554 158 807**	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
794 957 251	11 492 000 768	12 613 864 984	1 398 783 805	**14 012 648 789**	Finances
3 865 050	4 190 688	109 213 081	1 065 405 040	**1 174 618 121**	Infrastructure
-	-	15 300 041	(734 613)	**14 565 428**	Ombudsman Ontario
585 530 123	21 085 090	1 900 717 993	(233 050 834)	**1 667 667 159**	Procureur général
257 883 404	-	289 927 282	(3 064 711)	**286 862 571**	Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation
66 629 635	(4 460 403)	651 680 192	159 576 820	**811 257 012**	Richesses naturelles et des Forêts
55 519 216 301	140 000	56 121 383 433	3 547 974 118	**59 669 357 551**	Santé et Soins de longue durée
211 357	-	1 414 708 391	(74 560 631)	**1 340 147 760**	Secrétariat du Conseil du Trésor
281 152 016	17 318 429	2 834 598 944	(220 845 112)	**2 613 753 832**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
4 299 636 651	-	4 636 947 185	(234 366 262)	**4 402 580 923**	Services à l'enfance et à la jeunesse
9 778 709	20 688 760	605 593 331	(49 646 958)	**555 946 373**	Services aux consommateurs/Services gouvernementaux
12 304 519 587	29 222 658	12 779 267 652	(68 492 854)	**12 710 774 798**	Services sociaux et communautaires
1 132 716 709	(95 893)	1 184 765 784	274 404 650	**1 459 170 434**	Tourisme, Culture et Sport
561 687 414	(144 823 715)	1 247 470 150	1 239 443 992	**2 486 914 142**	Transports
100 714 729	579	321 124 125	(13 672 969)	**307 451 156**	Travail
120 325 064 519	12 008 578 941	143 321 903 107	9 586 838 974	**152 908 742 081**	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
120 325 064 519	**12 008 578 941**	**143 321 903 107**	**9 586 838 974**	**152 908 742 081**	**Total avant la consolidation**

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au mome**nt où le budget des dépenses de** 2018-2019 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel	Paiements de transfert
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, de l'Immigration	-	-	-	-	-
Affaires des personnes âgées	-	-	-	-	5 500 000
Affaires francophones	-	-	-	-	-
Affaires municipales / Logement	-	-	-	-	372 281 684
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales	-	-	-	-	364 434 316
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-
Commerce International	-	-	-	-	-
Condition féminine	-	-	-	-	-
Développement du Nord et des Mines	-	2 103	82 987 504	910 055	105 207 099
Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences	-	-	-	-	100 194 713
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	-	-	1 343 878	-	-
Éducation	-	-	-	-	1 698 992 934
Énergie	-	-	-	-	-
Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle	-	-	-	-	405 084 124
Environnement et de l'Action en matière de changement climatique	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	161 231 366	-	368 756 536
Procureur général	-	-	-	-	17 543
Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	-	-	-	-	2 946 747
Richesses naturelles et des Forêts	-	439 454	14 254 918	4 295 883	6 464 741
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	1 517 934 828
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	9 823 315	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	37 623 474	-	1 195 568
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	5 971 875
Services aux consommateurs/Services gouvernementaux	-	-	3 518 956	-	-
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	29 812 849
Tourisme, Culture et Sport	-	-	1 593 524	288 821	44 542 090
Transports	-	133 376	12 181 099	279 155	4 395 438 133
Travail	-	-	-	-	490 000
Total avant la consolidation	**-**	**574 933**	**324 558 034**	**5 773 914**	**9 425 265 780**

*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2019

Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Redressements de consolidation et autres	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	**$**	
-		(1 968 770)	**(1 968 770)**	Affaires civiques, de l'Immigration
-	5 500 000	(18 920)	**5 481 080**	Affaires des personnes âgées
532 903	532 903	-	**532 903**	Affaires francophones
211 375	372 493 059	(3 642 579)	**368 850 480**	Affaires municipales / Logement
(156 045 315)	208 389 001	138 622 064	**347 011 065**	Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
668 700	668 700	(775 950)	**(107 250)**	Bureau du Conseil des ministres
-		7 530	**7 530**	Cabinet du Premier ministre
946 014	946 014	(2 570)	**943 444**	Commerce International
-		(1 830)	**(1 830)**	Condition féminine
302 663 043	491 769 804	(81 599 376)	**410 170 428**	Développement du Nord et des Mines
-	100 194 713	(28 094 252)	**72 100 461**	Développement Économique, Croissance / Recherche, innovation et des Sciences
-	1 343 878	-	**1 343 878**	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario
(86 471 646)	1 612 521 288	(191 758 055)	**1 420 763 233**	Éducation
-		26 105 405	**26 105 405**	Énergie
6 328 322	411 412 446	173 469 631	**584 882 077**	Enseignement supérieur et de la Formation Professionnelle
638 376 771	638 376 771	(632 744 038)	**5 632 733**	Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
246 680 568	246 680 568	(238 385 215)	**8 295 353**	Finances
(8 364 822)	521 623 080	69 499 180	**591 122 260**	Infrastructure
107 788 207	107 805 750	(61 411 010)	**46 394 740**	Procureur général
-	2 946 747	(225 730)	**2 721 017**	Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation
19 545 196	45 000 192	(17 987 469)	**27 012 723**	Richesses naturelles et des Forêts
32 245 001	1 550 179 829	291 030 138	**1 841 209 967**	Santé et Soins de longue durée
1 000	9 824 315	(2 459 640)	**7 364 675**	Secrétariat du Conseil du Trésor
87 323 555	126 142 597	(62 028 570)	**64 114 027**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
11 671 963	17 643 838	(753 660)	**16 890 178**	Services à l'enfance et à la jeunesse
11 953 112	15 472 068	(3 983 680)	**11 488 388**	Services aux consommateurs/Services gouvernementaux
29 523 326	59 336 175	(3 585 400)	**55 750 775**	Services sociaux et communautaires
-	46 424 435	39 669 208	**86 093 643**	Tourisme, Culture et Sport
415 930 892	4 823 962 655	(2 597 757 184)	**2 226 205 471**	Transports
1 199 951	1 689 951	(1 463 690)	**226 261**	Travail
1 662 708 116	**11 418 880 777**	**(3 192 244 432)**	**8 226 636 345**	**Total avant la consolidation**

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2018-2019 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2019	2018
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens[1]	103 509 $	131 397 $
	103 509 $	**131 397 $**

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'AMÉNAGEMENT DU LOGEMENT AXÉ SUR LE BIEN-ÊTRE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Crédit d'impôt pour l'exercice terminé le 31 mars 2018:

Estimation des dépenses	-
Estimation du coût réel*.....	200 000 $

La *Loi de 2007 sur les impôts* exige que le ministre des Finances compare le coût prévu et le coût réel du crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être.

Le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être a pris fin le 31 décembre 2016. Les montants présentés tiennent compte de rajustements faits les années antérieures qui sont comptabilisés en 2018-2019.

section 2

États financiers des ministères

(non vérifié)

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-2

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-3

AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION 2-6

BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ 2-8

LÈGISLATIFS 2-5

ÉTAT DES RECETTES 2-10

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
22 693 773	Administration du ministère	24 740 814	23 237 347
135 583 525	Affaires civiques et de l'immigration	153 360 000	136 978 377
778 812	Bureau du commissaire à l'équité	1 795 000	1 318 050
159 056 110	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**179 895 814**	**161 533 774**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	22 754 000	1 922 800	24 676 800	Administration du ministère	23 221 222
L	47 841		47 841	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 051
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	4 074
	22 818 014	**1 922 800**	**24 740 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**23 237 347**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre ainsi que la Division des services régionaux et ministériels et la Direction des communications. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, soutien aux programmes régionaux, planification et politiques ministérielles et stratégiques, activités de planification budgétaire et de contrôle financier, etc.). Certains secteurs offrent du soutien à plusieurs ministères clients et à leurs organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 678 220
Avantages sociaux		2 308 287
Transports et communications		319 043
Services		6 789 334
Fournitures et matériel		126 338
		23 221 222
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 433 868	
Avantages sociaux	226 778	
Transports et communications	35 724	
Services	61 871	
Fournitures et matériel	3 539	
		1 761 780
Services financiers et de vérification		
Traitements et salaires	2 519 358	
Avantages sociaux	343 572	
Transports et communications	51 113	
Services	3 583 567	
Fournitures et matériel	65 476	
		6 563 086
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 717 437	
Avantages sociaux	412 230	
Transports et communications	14 010	
Services	16 838	
Fournitures et matériel	1 801	
		2 162 316
Services de communication		
Traitements et salaires	2 915 570	
Avantages sociaux	526 329	
Transports et communications	46 215	
Services	435 345	
Fournitures et matériel	28 396	
		3 951 855
Politiques et planification globales		
Traitements et salaires	1 033 954	
Avantages sociaux	112 389	
Transports et communications	8 702	
Services	8 396	
Fournitures et matériel	767	
		1 164 208
Services juridiques		
Transports et communications	8 906	
Services	1 012 900	
Fournitures et matériel	5 680	
		1 027 486
Systèmes informatiques		
Transports et communications	226	
Services	1 496 028	
		1 496 254
Services régionaux et soutien ministériel		
Traitements et salaires	4 058 033	
Avantages sociaux	686 989	
Transports et communications	154 147	
Services	174 389	
Fournitures et matériel	20 679	
		5 094 237
Crédits législatifs		
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 051
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		4 074
		16 125
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**23 237 347**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
602 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**	
1	150 068 300	3 291 700	153 360 000	Affaires civiques et immigration	136 978 377
	150 068 300	**3 291 700**	**153 360 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION .....**	**136 978 377**

Description du programme :

Le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration a la responsabilité principale de l'immigration, du secteur bénévole et sans but lucratif, des programmes de distinctions et de reconnaissance ainsi que des événements commémoratifs. Le programme des Affaires civiques et de l'Immigration s'attache à optimiser les avantages socio-économiques de l'immigration, le bénévolat et la contribution du secteur sans but lucratif.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 258 944
Avantages sociaux		2 453 759
Transports et communications		373 310
Services		4 153 656
Fournitures et matériel		607 002
Paiements de transfert		
Cours de langues	62 256 141	
Formation en milieu de travail	20 864 317	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	30 184 785	
Initiatives de bénévolat	826 463	
		114 131 706
		136 978 377
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION		**136 978 377**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
609				**BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 795 000		1 795 000	Bureau du commissaire à l'équité.....	1 318 050
	1 795 000		**1 795 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ....**	**1 318 050**

Description du programme :

Le Bureau du commissaire à l'équité (BCE) est un organisme provincial établi par la *Loi de 2006 sur l'accès équitable aux professions réglementées et aux métiers à accréditation obligatoire* (LAEPRMAA). Le Bureau est un organisme public rattaché à la Commission en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*. Aux termes de la LAEPRMAA, le commissaire à l'équité est responsable d'évaluer les pratiques d'inscription des professions réglementées, des métiers à accréditation obligatoire et des collèges des professions de la santé pour veiller à ce que ces pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables conformément à la LAEPRMAA et à la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DE BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ – CRÉDIT 609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire à l'équité (Poste 1)	
Traitements et salaires	661 892
Avantages sociaux	91 402
Transports et communications	45 304
Services	514 648
Fournitures et matériel	4 804
	1 318 050
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – – BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ÉQUITÉ...	**1 318 050**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE L'IMMIGRATION
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	10 508 405	15 215 674
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 491 967	501 273
DIVERS	144	84
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**12 000 516**	**15 717 031**

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-12

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-13

PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES 2-16

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-15

ÉTAT DES RECETTES 2-18

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1 635 656	Administration du ministère	1 604 914	1 462 762
25 179 606	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	28 914 300	25 315 483
26 815 262	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**30 519 214**	**26 778 245**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	1 000	0
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	16 002 000	5 500 000
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**16 004 000**	**5 500 000**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 540 900		1 540 900	Administration du ministère	1 413 461
L	47 841		47 841	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
	1 604 914		**1 604 914**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 462 762**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Affaires des personnes âgées - immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Affaires des personnes âgées - immobilisations ..	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....**	**0**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de technologie de l'information, d'administration et de gestion des locaux à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$		$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires		973 562			
Avantages sociaux		144 332			
Transports et communications		1 665			
Services		290 625			
Fournitures et matériel		3 277			
		1 413 461			
Crédits législatifs					
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301			
		49 301			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**1 462 762**			

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3502					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES**	
1	28 914 300		28 914 300	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	25 315 483
	28 914 300		**28 914 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES**	**25 315 483**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	16 001 000		16 001 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	5 500 000
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	16 002 000		**16 002 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES**	**5 500 000**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES**	**0**

Description du programme :

Le programme des Affaires des personnes âgées comprend des initiatives qui favorisent les collectivités adaptées aux besoins des personnes âgées et fait la promotion de la sécurité et de la protection des personnes âgées tout en optimisant leur autonomie et leur dignité. Le ministère, qui intervient comme agent de changement positif, joue un rôle de chef de file en donnant des conseils sur l'élaboration de politiques et de programmes gouvernementaux ayant des répercussions sur ces personnes. Cela inclut les fonctions suivantes : soutien et promotion de la planification locale afin de permettre la mobilisation, la participation et l'inclusion des personnes âgées dans leur collectivité; communication aux personnes âgées de l'information dont ils ont besoin sur les programmes et services; mise de l'avant des contributions des personnes âgées; soutien aux initiatives assurant la sécurité des personnes âgées; surveillance de l'Office de réglementation des maisons de retraite; direction de l'élaboration des politiques, des lois et des règlements se rapportant à la Loi de 2010 sur les maisons de retraite et à la Loi de 2017 sur les centres de vie active pour personnes âgées.

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES– CRÉDIT 3502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme relatif aux Affaires des personnes âgées (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 429 899
Avantages sociaux		674 964
Transports et communications		32 849
Services		1 240 767
Fournitures et matériel		9 818
Paiements de transfert		
Affaires des personnes âgées		19 927 186
		25 315 483
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAM RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES		**25 315 483**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programme relatif aux Affaires des personnes âgées (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Protection et sécurité des personnes âgées		5 500 000
		5 500 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAM RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES		**5 500 000**

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	337 076	265 568
DIVERS	21 402	1 382
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**358 478**	**266 950**

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
SOMMAIRE 2-20
AFFAIRES FRANCOPHONES 2-21
ÉTAT DES RECETTES 2-24

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
6 040 509	Programme des affaires francophones	6 707 800	5 146 327
6 040 509	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**6 707 800**	**5 146 327**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Programme des affaires francophones	1 000	0
0	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**1,000**	**0**
	CHARGES D'IMOBILISATIONS		
381 350	Programme des affaires francophones	1 100 500	532 903
381 350	**TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**1 100 500**	**532 903**

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	6 855 600	(148 800)	6 706 800	Coordination des affaires francophones	5 146 327
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	6 856 600	**(148 800)**	**6 707 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**5 146 327**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**0**
CHARGES D'IMOBILISATIONS					
2	951 700	148 800	1 100 500	Programme des affaires francophones	532 903
	951 700	**148 800**	**1 100 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**532 903**

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Description du programme :

Le ministère des Affaires francophones (MAFO) conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du MAFO comprend les activités suivantes : la collaboration avec les ministères, les organismes et le commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province; la conception d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que les services en français soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes; la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la Loi sur les services en français et la coordination de la mise en oeuvre des services dans les régions nouvellement désignées; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la construction d'un monument rendant hommage à la communauté francophone, dans le cadre de la commémoration des 400 ans de présence française en Ontario; la gestion du Programme Franco, le nouveau Programme d'appui à la francophonie ontarienne; la supervision de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 951 984
Avantages sociaux	224 435
Transports et communications	67 319
Services	1 858 008
Fournitures et matériel	3 462
Paiements de transfert	
Programme pour la culture francophone	40 000
Programme d'appui à la francophonie ontarienne	1 001 119
	5 146 327
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**5 146 327**
CHARGES D'IMOBILISATIONS	
Programme des affairs francophones (Poste 2)	
Autres opérations	
Autre bien matérial	532 903
	532 903
TOTAL (CHARGES D'IMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**532 903**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la *Loi sur les services en français*	1 437 500	1 460 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	147	5 000
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**1 437 647**	**1 465 000**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-26
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-27
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 2-29
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT 2-32
PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE 2-34
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-28, 2-37

ÉTAT DES RECETTES 2-38
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-39

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
24 753 291	Administration du ministère	26 018 028	24 795 350
37 623 587	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	34 947 500	32 549 653
19 565 719	Administrations locales et politiques d'aménagement	221 663 200	217 681 334
869 885 746	Programme de logement abordable	938 438 500	901 620 097
951 828 343	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 221 067 228**	**1 176 646 434**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
3 584 393	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	9 092 000	8 467 225
260 420 461	Programme de logement abordable	376 985 400	364 025 834
264 004 854	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**386 078 400**	**372 493 059**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	1 000	0
1 739 597	Programme de logement abordable	2 008 900	1 600 361
1 739 597	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**2 009 900**	**1 600 361**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	24 794 400	1 095 600	25 890 000	Administration du ministère	24 704 738
L	95 682		95 682	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	61 352
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	29 260
	24 922 428	**1 095 600**	**26 018 028**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....**	**24 795 350**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) et des programmes organisationnels et activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 534 305
Avantages sociaux		1 845 519
Transports et communications		235 164
Services		11 018 294
Fournitures et matériel		71 456
		24 704 738
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 394 255	
Avantages sociaux	417 293	
Transports et communications	69 003	
Services	86 111	
Fournitures et matériel	6 549	
		3 973 211
Services de communication		
Traitements et salaires	2 880 605	
Avantages sociaux	423 364	
Transports et communications	38 515	
Services	425 128	
Fournitures et matériel	7 540	
		3 775 152
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 085 534	
Avantages sociaux	830 894	
Transports et communications	78 212	
Services	1 693 560	
Fournitures et matériel	32 617	
		6 720 817
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 173 911	
Avantages sociaux	173 968	
Transports et communications	18 103	
Services	116 660	
Fournitures et matériel	6 044	
		1 488 686
Services juridiques		
Transports et communications	31 331	
Services	5 346 523	
Fournitures et matériel	18 706	
		5 396 560
Services de vérification		
Services	897 832	
		897 832
Systèmes informatiques		
Services	2 452 480	
		2 452 480
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		61 352
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		29 260
		90 612
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**24 795 350**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902				**SERVICES AUX MUNICIPALITÉS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	
4	30 857 100	4 089 400	34 946 500	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	32 549 653
9	1 000		1 000	Action en matière de changement Climatique – secteur de la construction	**0**
	30 858 100	**4 089 400**	**34 947 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	**32 549 653**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	8 588 000	502 000	9 090 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	8 467 225
8	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	8 590 000	**502 000**	**9 092 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	**8 467 225**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
BIENS IMMOBILISÉS					
7	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT .....**	**0**

Description du programme :

Ce programme a pour objectif d'être une interface avec les clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités et à la réglementation du bâtiment. Il est aussi le principal point de contact de la province avec le secteur de la construction relativement aux questions liées au Code du bâtiment de l'Ontario. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la Loi sur les municipalités, de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Loi sur les services de logement, de la Loi sur le code du bâtiment ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger l'aménagement du territoire à guichet unique de la province et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement; soutenir ou coordonner la prestation de services de renforcement des capacités aux clients municipaux; protéger la sécurité du public dans les bâtiments. Ce programme soutient également les principales initiatives gouvernementales comme l'énergie renouvelable, la conservation de l'eau, la protection des sources d'eau, l'accès facile dans le milieu bâti et l'atténuation du changement climatique. Il administre de nombreux programmes de paiements de transfert, en particulier les programmes provinciaux d'aide en cas de catastrophe, et gère le Programme de gestion des situations d'urgence mis sur pied en vertu d'un décret.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)		
Traitements et salaires		14 787 412
Avantages sociaux		2 609 456
Transports et communications		330 943
Services		3 551 548
Fournitures et matériel		61 350
Paiements de transfert		
Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe	2 254 600	
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	138 000	
Paiements en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	71 878 931	
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	9 391 262	
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 495 500	
Aide aux conseils d'aménagement	345 093	
Programme national d'atténuation des catastrophes	6 951 655	
Projets prioritaires pour les municipalités	24 096	
		92 479 137
		113 819 846
Moins : Recouvrements		81 270 193
		32 549 653
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT		**32 549 653**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe		502 000
Programme national d'atténuation des catastrophes		7 965 225
		8 467 225
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT		**8 467 225**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903				**ADMINISTRATIONS LOCALES ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT**	
7	14 386 700	201 824 400	216 211 100	Administrations locales et politiques d'aménagement	213 280 159
10	6 466 500	(1 014 400)	5 452 100	Secretariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario	4 401 175
	20 853 200	**200 810 000**	**221 663 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT**	**217 681 334**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés urbaines et rurales sécuritaires et solides jouissant d'économies locales dynamiques qui sont bien planifiées, durables et saines et qui offrent une meilleure qualité de vie. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre stratégique, administratif et législatif à long terme qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ce programme inclut la surveillance de la Déclaration de principes provinciale ainsi que des politiques particulières à certaines régions (le Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe, le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges). Il renforce la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts. Il propose également un cadre pour une gestion efficace de la croissance et un développement soutenant une croissance économique dynamique et la résilience. Le programme fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables. Grâce au programme, des partenariats efficaces avec les principales municipalités et associations professionnelles, les Autochtones et d'autres ministères et administrations sont établis et entretenus. Tout ce travail est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une participation, une information et une consultation réelles des intervenants et des municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)		
Traitements et salaires		8 276 098
Avantages sociaux		1 370 439
Transports et communications		86 283
Services		2 050 390
Fournitures et matériel		8 422
Paiements de transfert		
Subvention pour la recherche et l'analyse – données sur les municipalités	2 625 595	
Paiement - modernisation des services municipaux	198 862 932	
		201 488 527
		213 280 159
Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario (Poste 10)		
Traitements et salaires		3 102 334
Avantages sociaux		425 299
Transports et communications		37 368
Services		818 055
Fournitures et matériel		18 119
		4 401 175
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT		**217 681 334**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	
2	942 193 100	(5 678 300)	936 514 800	Logement social et logement à but lucratif.....	899 734 319
3	1 422 700	500 000	1 922 700	Location à usage d'habitation	1 885 778
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	943 616 800	**(5 178 300)**	**938 438 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE .....**	**901 620 097**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	301 652 900	75 096 000	376 748 900	Logement abordable – immobilisations.....	363 814 459
5	1 000		1 000	Logement abordable – immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	0
L	235 500		235 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière* ..	211 375
	301 889 400	**75 096 000**	**376 985 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE .....**	**364 025 834**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	2 008 900		2 008 900	Logement abordable – immobilisations.....	1 600 361
	2 008 900		**2 008 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE .....**	**1 600 361**

Description du programme :

Ce programme a les objectifs suivants : honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable et de prévention de l'itinérance; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception de programmes, conformité de la prestation, règlement des plaintes et financement lié aux logements sociaux et abordables et à l'itinérance.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Logement social et logement à but lucratif (Poste 2)		
Traitements et salaires		11 457 853
Avantages sociaux		1 934 557
Transports et communications		144 296
Services		6 837 363
Fournitures et matériel		37 425
Paiements de transfert		
Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité	367 027 893	
Paiements à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement	66 403 966	
Programme de logement en milieu rural et autochtone	7 760 000	
Élimination de l'itinérance	62 355 057	
Programme de prévention de l'itinérance	323 707 142	
Investissement dans le logement abordable – Supplément au loyer – contribution provinciale	59 248 436	
		886 502 494
		906 913 988
Moins : Recouvrements		7 179 669
		899 734 319
Location à usage d'habitation (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 350 629
Avantages sociaux		402 230
Transports et communications		40 956
Services		88 707
Fournitures et matériel		3 256
		1 885 778
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**901 620 097**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Investissement dans le logement abordable – contribution fédérale	80 130 000	
Dépenses en immobilisations – Société ontarienne d'hypothèques et de logement	3 284 289	
Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provincial	15 118 945	
Investissement dans le logement abordable – contribution provinciale	102 259 974	
Mettre fin à l'itinérance	11 021 251	
Prêts au logement abordable - Location	117 000 000	
Prêts au logement abordable - Vente	35 000 000	
		363 814 459
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Loi sur l'administration financière		211 375
		211 375
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**364 025 834**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Programme de logement abordable – immobilisations (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immoblisations	1 600 361
	1 600 361
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	**1 600 361**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (S.C.H.L.)	378 447 063	403 531 570
Accord de logement à prix abordable (S.C.H.L.)	80 130 000	194 884 323
Programme national d'atténuation des catastrophes	14 916 881	4 332 529
Financement ciblé pour le logement en Ontario	0	30 000 000
Tempête de verglas	0	3 547 212
	473 493 944	636 295 634
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	65 811 124	72 301 188
Intérêt sur la dette publique	7 127 491	7 844 640
Remboursement – SOHL – prêts et intérêts pour logements étudiants	134 520	85 652
Rénovation urbaine	43 792	46 558
Syndicat/Association	4 614	14 285
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	0	69 122
	73 121 541	80 361 445
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	1 337 079	1 290 970
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	126 595	67 921
Évaluation de matériaux de construction	97 264	79 984
Formation adm. code du bâtiment	91 025	64 041
Droits d'entretien et liés aux normes	9 855	6 614
Demande de renseignements – Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	4 442	8 039
Clôtures de bornage - Frais de demande	1 932	1 585
Application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	215	165
	1 668 407	1 519 319
VENTES ET LOCATIONS		
SOHL – conversion de bail	126 744	146 936
SOHL – revenus de location	28 668	31 633
	155 412	178 569
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	6 759 441	5 254 212

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES / MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DIVERS		
Pénalités – intérêts	1 634	1 303
Autres	24 096	151 980
	25 730	153 283
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**555 224 475**	**723 762 462**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017

	2019 $	2018 $
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	3 900	2 850
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**3 900**	**2 850**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-42

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-43

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 2-45

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES 2-47

ÉLABORATION DES POLITIQUES 2-51

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-44, 2-46, 2-49

ÉTAT DES RECETTES 2-53

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-53

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
25 268 253	Administration du ministère	26 017 914	25 431 733
82 568 802	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	89 229 100	73 412 210
459 220 730	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	510 132 400	465 937 634
17 913 775	Élaboration des politiques	18 368 700	16 983 530
584 971 560	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**643 748 114**	**581 765 107**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
1 286 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 000 000	1 889 100
1 286 000	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**12 001 000**	**1 889 100**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
173 104 396	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	235 085 900	208 389 001
173 104 396	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**235 085 900**	**208 389 001**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	23 128 500	2 825 400	25 953 900	Administration du ministère	25 365 765
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	23 192 514	**2 825 400**	**26 017 914**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**25 431 733**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitments et salaries		14 934 547
Avantages sociaux		2 647 056
Transports et communications		358 492
Services		7 323 481
Fournitures et matériel		102 189
		25 365 765
Bureau principal		
Traitments et salaries	2 969 772	
Avantages sociaux	384 236	
Transports et communications	73 820	
Services	328 130	
Fournitures et matériel	20 946	
		3 776 904
Services Opérationnels		
Traitments et salaries	3 277 204	
Avantages sociaux	968 039	
Transports et communications	148 424	
Services	2 172 434	
Fournitures et matériel	37 276	
		6 603 377
Planification des activités et services financiers		
Traitments et salaries	3 113 720	
Avantages sociaux	486 471	
Transports et communications	28 158	
Services	140 155	
Fournitures et matériel	4 312	
		3 772 816
Ressources Humaines		
Traitements et salaires	2 005 124	
Avantages sociaux	261 139	
Transports et communications l	23 132	
Services	191 832	
Fournitures et matérie	11 674	
		2 492 901
Services de communication		
Traitements et salaires	3 568 727	
Avantages sociaux	547 171	
Transports et communications	62 038	
Services	1 011 347	
Fournitures et matériel	20 116	
		5 209 399
Services juridiques		
Transports et communications	19 457	
Services	2 950 671	
Fournitures et matériel	7 865	
		2 977 993
Services de vérification		
Transports et communications	3 463	
Services	528 912	
		532 375
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**25 431 733**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
107				**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	89 276 500	(57 400)	89 219 100	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	73 403 438
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	8 772
	89 286 500	**(57 400)**	**89 229 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....**	**73 412 210**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	12 000 000		12 000 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 889 100
	12 000 000		**12 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....**	**1 889 100**

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques de gestion. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la santé des sols, l'environnement et le changement climatique.

Note : Les recouvrements dans le cadre du poste Amélioration de la santé publique et de l'environnement comprennent des recouvrements de 1 269 293 $ pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre (maintenant appelé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange), lesquels sont fondés sur les dépenses réelles enregistrées pendant l'exercice.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)		
Traitements et salaires		34 024 438
Avantages sociaux		5 315 110
Transports et communications		1 560 102
Services		11 232 818
Fournitures et matériel		253 002
Paiements de transfert		
Programme d'infrastructure de drainage agricole	9 667 000	
Recherche sur les normes agro-environnementales	113 371	
Partenariat canadien pour l'agriculture – Gouvernement fédéral - Santé publique et environnement	11 822 537	
Plan d'action contre le changement climatique	6 100	
Partenariats environnementaux	176 041	
Partenariats pour la salubrité des aliments et la traçabilité	290 930	
Partenariats agro-environnementaux pour le lac Simcoe	35 000	
Autre aide à la santé publique	336 282	
		22 447 261
		74 832 731
Moins : Recouvrements		1 429 293
		73 403 438
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		8 772
		8 772
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT		**73 412 210**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amelioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Prêts et investissements	
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, Lois ur le drainage au moyen de tuyaux	1 889 100
	1 889 100
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	**1 889 100**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
1	133 505 000	2 868 900	136 373 900	Développement économique	118 007 260
3	103 314 000	269 600	103 583 600	Recherche	101 782 963
4	269 167 900		269 167 900	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	242 983 293
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	3 000 000
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000 000		1 000 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	164 118
	506 993 900	**3 138 500**	**510 132 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	**465 937 634**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108				**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	235 085 900		235 085 900	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales.....	208 389 001
	235 085 900		**235 085 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES .....**	**208 389 001**

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires, des bioproduits et des courses hippiques de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

Note: Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales comprennent des recouvrements de 156 045 315 $ du Fonds Trillium.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique (Poste 1)		
Traitements et salaires		24 215 452
Avantages sociaux		4 640 791
Transports et communications		813 007
Services		9 687 551
Fournitures et matériel		162 955
Paiements de transfert		
Développement de l'agriculture	3 455 918	
Industrie alimentaire	34 006 387	
Partenariat canadien pour l'agriculture – Développement économique	16 853 310	
Programme de développement de l'industrie des courses de quarter horses	5 890 000	
Fonds de promotion des vins de L'Ontario	14 186 358	
Autre aide aux collectivités rurales	312 438	
Programme de développement économique des collectivités rurales	3 441 140	
Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	2 696 000	
		80 841 551
		120 361 307
Moins : Recouvrements		2 354 047
		118 007 260
Recherche (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 308 133
Avantages sociaux		430 025
Transports et communications		23 684
Services		535 214
Fournitures et matériel		7 588
Paiements de transfert		
Partenariat canadien pour l'agriculture - Gouvernement fédéral – Recherche	5 750 600	
Recherche concurrentielle	1 350 000	
Recherche sur l'innocuité des aliments	654 761	
Subventions tenant lieu d'impôt	750 000	
Partenariats stratégiques	3 349 400	
Université de Guelph	86 623 558	
		98 478 319
		101 782 963
Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 4)		
Paiements de transfert		
AgriCorp	16 436 266	
Agri-protection	31 000 000	
Agri-investissement	18 551 080	
Agri-stabilité	21 180 480	
Programme de soutien visant les produits horticoles comestibles	29 949 349	
Fonds de primes aux agriculteurs pour la gestion des risques	25 024 464	
Programme ontarien de gestion des risques	100 000 000	
Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution fédérale	408 865	
Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	432 789	
		242 983 293
		242 983 293
Crédits législatifs		
Autre opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		3 164 118
		3 164 118
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES		**465 937 634**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000	
Infrastructure municipale	256 742 299	
Investissements dans l'entretien des installations de recherche et d'éducation	3 000 000	
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation	8 000 000	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – provincial	57 153 159	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – fédéral	39 038 858	
		364 434 316
Moins : Recouvrements		156 045 315
		208 389 001
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES		**208 389 001**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
109				**PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	17 634 400	734 300	18 368 700	Élaboration des politiques	16 983 530
	17 634 400	**734 300**	**18 368 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES .....**	**16 983 530**

Description du programme :

La Division des politiques est responsable de diriger et coordonner l'élaboration de conseils, d'analyses et de recommandations novateurs, complets et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, y compris les politiques fédérales-provinciales-territoriales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	12 284 415
Avantages sociaux	1 871 182
Transports et communications	225 880
Services	2 547 672
Fournitures et matériel	54 381
	16 983 530
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES	**16 983 530**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenariat canadien pour l'agriculture	37 754 552	0
Cultivons l'avenir	0	57 793 695
Nouveau Fonds Chantiers Canada	39 038 858	37 233 173
Indemnisation des dommages causés par la faune	701 842	701 376
Agri-Stabilité – Administration	381 387	371 404
	77 876 639	96 099 648
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	53 799	45 497
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	561 190	640 809
VENTES ET LOCATIONS	25 024 465	22 969 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	17 898 985	41 797 810
DIVERS	22 088 848	32 025 117
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**143 503 926**	**193 577 881**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	3 497 150	4 279 704
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	22 671	12 517
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**3 519 821**	**4 292 221**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
SOMMAIRE 2-56
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 2-57
COMMISSAIRES 2-60
ÉTAT DES RECETTES 2-62

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
123 202 335	Bureau de l'Assemblée législative	163 478 500	145 242 420
41 162 187	Commissaires	47 425 400	46 216 101
164 364 522	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**210 903 900**	**191 458 521**

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
201				**PROGRAMME DU BUREAU DE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	319 900		319 900	Présidence	278 519
2	936 500		936 500	Bureau du greffier.....	706 112
3	13 830 400		13 830 400	Services parlementaires.....	12 412 762
4	12 277 300		12 277 300	Services d'information et de technologie.....	11 398 144
5	8 053 500		8 053 500	Services administratifs	7 208 795
6	22 609 400	(52 300)	22 557 100	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire.....	20 402 433
8	13 670 300		13 670 300	Services de soutien aux groupes parlementaires.....	13 618 383
9	30 454 600		30 454 600	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés.....	27 912 169
10	56 089 500		56 089 500	Services de soutien aux bureaux des députés.....	48 696 906
11	302 000		302 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario.....	297 478
13	4 935 100	52 300	4 987 400	Modernisation des installations ……..	2 310 719
	163 478 500	**0**	**163 478 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE .....**	**145 242 420**

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Présidence (Poste 1)	
Avantages sociaux	49
Transports et communications	47 260
Services	206 806
Fournitures et matériel	24 404
	278 519
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitments et salaries	503 128
Avantages sociaux	88 725
Transports et communications	18 012
Services	74 749
Fournitures et matériel	21 498
	706 112
Services parlementaires (Poste 3)	
Traitments et salaries	8 169 670
Avantages sociaux	1 806 858
Transports et communications	330 676
Services	1 442 551
Fournitures et matériel	795 418
	12 545 173
Moins : Recouvrements	132 411
	12 412 762
Services d'information et de technologie (Poste 4)	
Traitments et salaries	7 746 941
Avantages sociaux	1 640 653
Transports et communications	80 434
Services	1 088 936
Fournitures et matériel	841 460
	11 398 424
Moins : Recouvrements	280
	11 398 144
Services administratifs (Poste 5)	
Traitments et salaries	4 674 681
Avantages sociaux	1 003 050
Transports et communications	604 078
Services	859 748
Fournitures et matériel	201 800
	7 343 357
Moins : Recouvrements	134 562
	7 208 795
Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitments et salaries	8 399 775
Avantages sociaux	1 819 223
Transports et communications	53 237
Services	8 077 166
Fournitures et matériel	2 195 795
	20 545 196
Moins : Recouvrements	142 763
	20 402 433
Services de soutien aux groups parlementaires (Poste 8)	
Traitments et salaries	7 730 784
Avantages sociaux	1 901 174
Transports et communications	266 641
Services	2 779 250
Fournitures et matériel	940 534
	13 618 383

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)		
Traitements et salaires	14 615 372	
Avantages sociaux	10 115 758	
Transports et communications	1 284 322	
Services	1 886 825	
Fournitures et matériel	9 892	
	27 912 169	
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)		
Traitements et salaires	24 714 114	
Avantages sociaux	6 084 851	
Transports et communications	2 763 626	
Services	10 647 295	
Fournitures et matériel	4 487 020	
	48 696 906	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)		
Paiements de transfert		
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	297 478	
	297 478	
Modernisation des installations (Poste 13)		
Services		2 166 454
Fournitures et matériel		144 265
		2 310 719
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE		**145 242 420**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
202				**PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	5 146 000	99 700	5 245 700	Commissaire à l'environnement	5 245 665
2	19 706 000	(99 700)	19 606 300	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	19 238 285
3	3 484 000	(426 500)	3 057 500	Bureau du commissaire à l'intégrité	2 896 020
4	12 784 500	426 500	13 211 000	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes	13 210 979
5	2 920 900		2 920 900	Commissariat aux services en français	2 624 058
6	3 384 000		3 384 000	Directeur de la responsabilité financière	3 001 094
	47 425 400	**0**	**47 425 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	**46 216 101**

Nota : Les transferts représentent les coûts associés à la réorganisation des commissions.

Description du programme :

Ce programme comprend les bureaux suivants : le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la Charte des droits environnementaux de 1993; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés, de la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes, de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario; le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes; le Commissariat aux services en français, qui a pour mandat d'assurer la conformité à la Loi sur les services en français dans la prestation des services gouvernementaux; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 176 157
Avantages sociaux	938 852
Transports et communications	80 603
Services	977 159
Fournitures et matériel	72 894
	5 245 665
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	13 107 521
Avantages sociaux	2 771 051
Transports et communications	162 984
Services	2 874 756
Fournitures et matériel	321 973
	19 238 285
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 767 873
Avantages sociaux	506 310
Transports et communications	57 785
Services	536 098
Fournitures et matériel	26 954
	2 896 020
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)	
Traitements et salaires	7 658 386
Avantages sociaux	1 708 399
Transports et communications	784 908
Services	2 951 226
Fournitures et matériel	108 060
	13 210 979
Commissariat aux services en français (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 408 903
Avantages sociaux	305 476
Transports et communications	94 378
Services	777 584
Fournitures et matériel	37 717
	2 624 058
Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 827 927
Avantages sociaux	327 273
Transports et communications	41 915
Services	727 558
Fournitures et matériel	76 421
	3 001 094
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES	**46 216 101**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
VENTES ET LOCATIONS	69 337	69 762
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	207 466	447 512
DIVERS	421 410	291 425
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**698 213**	**808 699**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-64

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 2-65

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-66

ÉTAT DES RECETTES 2-67

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
55 206 190	Bureau du conseil des ministres	53 200 114	49 817 258
55 206 190	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**53 200 114**	**49 817 258**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 748 305	Immobilisations – Bureau du Conseil des ministres	668 700	668 700
1 748 305	**TOTAL (CHARGES D`IMMOBILISATIONS) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**668 700**	**668 700**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
401 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	52 818 400	(10 300)	52 808 100	Bureau principal	49 483 735
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement	316 856
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	53 210 414	**(10 300)**	**53 200 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES .....**	**49 817 258**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	500 000	168 700	668 700	Immobilisations – Bureau du Conseil des ministres	668 700
	500 000	**168 700**	**668 700**	**TOTAL (CHARGES D`IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES .....**	**668 700**

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres soutient toutes les priorités gouvernementales, y compris l'investissement dans les gens, l'investissement dans une infrastructure moderne et le soutien d'un climat d'affaire dynamique. Le Bureau du Conseil des ministres et Affaires intergouvernementales travaillent avec les ministères pour élaborer et coordonner les politiques, les communications et les stratégies intergouvernementales, et ils soutiennent et surveillent la mise en oeuvre et la réalisation du mandat et des résultats du gouvernement. Le ministère assure également le leadership et la mise en oeuvre des nouvelles priorités gouvernementales, comme Services numériques de l'Ontario, et l'Inclusion, la diversité et l'antiracisme. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du Premier ministre, au Bureau du leader parlementaire, au Bureau du président du Conseil des ministres et à tous les Bureaux des ministres.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau principal (Poste 1)		
Traitements et salaires		37 635 377
Avantages sociaux		4 895 794
Transports et communications		699 747
Services		5 542 935
Fournitures et matériel		277 861
Paiements de transfert		
Services numériques de l'Ontario…	400 046	
Initiatives antiracistes	31 975	
		432 021
		49 483 735
Bureau du Conseil des ministres		
Traitements et salaires	24 197 218	
Avantages sociaux	3 375 371	
Transports et communications	464 508	
Services	3 737 560	
Fournitures et matériel	111 543	
Paiements de transfert		
Initiatives antiracistes	31 975	
		31 918 175
Affaires intergouvernementales		
Traitements et salaires	5 933 523	
Avantages sociaux	659 904	
Transports et communications	144 289	
Services	1 034 871	
Fournitures et matériel	65 451	
		7 838 038
Services numériques de l'Ontario		
Traitements et salaires	7 504 636	
Avantages sociaux	860 519	
Transports et communications	90 950	
Services	770 504	
Fournitures et matériel	100 867	
Paiements de transfert		
Services numériques de l'Ontario	400 046	
		9 727 522
Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
Traitements et salaires		240 136
Avantages sociaux		51 856
Transports et communications		1 434
Services		22 524
Fournitures et matériel		906
		316 856
Crédits législatifs		
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		16 667
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES		**49 817 258**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Bureau du Conseil des ministres – Immobilisations (Poste 3)		
Autres opérations		668 700
		668 700
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES		**668 700**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	3 045	3 890
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	25 785	0
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU CONSEIL DES MINISTRES	**28 830**	**3 890**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-70

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 2-71

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-72

ÉTAT DES RECETTES 2-73

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
112 938 174	Bureau du directeur général des élections	43 048 800	159 948 022
112 938 174	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**43 048 800**	**159 948 022**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	14 572 100		14 572 100	Administration des élections.....	11 485 365
2	28 476 700		28 476 700	Administration du financement des élections	23 268 932
L	0		0	*Loi électorale*	125 193 725
	43 048 800		**43 048 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**159 948 022**

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 122 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la Loi sur le financement des élections. Plus de 640 associations de circonscription et 20 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la Loi sur le financement des élections.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la Loi de 1999 sur la protection des contribuables.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	9 570 837
Avantages sociaux	1 914 528
	11 485 365
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 299 314
Avantages sociaux	296 369
Transports et communications	25 456
Services	1 162 390
Fournitures et matériel	7 322
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en vertu de la *Loi sur le financement des élections*	20 534 149
	23 325 000
Moins : Recouvrements	56 068
	23 268 932
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi électorale	125 193 725
	125 193 725
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**159 948 022**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DIVERS	1 578 481	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 578 481**	**0**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-76

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 2-77

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1 726 503	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 865 500	1 759 036
1 726 503	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	1 865 500	1 759 036

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	1 865 500		1 865 500	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 759 036
	1 865 500		**1 865 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....**	**1 759 036**

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin la lieutenante-gouverneure pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, représentatives et communautaires. Dans son rôle constitutionnel, la lieutenante-gouverneure représente la Reine, nomme au poste de premier ministre le chef du parti qui a la confiance de l'Assemblée législative, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle représentatif et communautaire, la lieutenante-gouverneure représente la population de l'Ontario; elle est l'hôte officiel de la province et accueille les membres des familles royales, des chefs d'État, des dirigeants mondiaux et des membres des corps diplomatiques. La lieutenante-gouverneure fait la promotion et met en lumière des questions d'intérêt constant devant les titulaires de fonctions vice-royales, notamment les relations entre la Couronne et les Autochtones, les forces canadiennes, le civisme, les arts et le bénévolat. Elle met également de l'avant des questions d'intérêt personnel, actuellement axées sur le développement durable et la place de l'Ontario dans le monde.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 110 201
Avantages sociaux	165 919
Transports et communications	41 225
Services	192 760
Fournitures et matériel	93 131
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	155 800
	1 759 036
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	**1 759 036**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-80

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 2-81

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-82

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
19 341 114	Bureau de la vérificatrice générale	20 613 200	20 001 358
19 341 114	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**20 613 200**	**20 001 358**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	
1	20 116 100		20 116 10	Bureau de la vérificatrice générale.....	19 372 042
L	497 100		497 100	*Loi sur le vérificateur général*	629 316
	20 613 200		**20 613 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....**	**20 001 358**

Description du programme :

La vérificatrice générale, qui est un haut fonctionnaire de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la Loi sur le vérificateur général et à d'autres lois et ouvrages faisant autorité. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau de la vérificatrice générale aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

La vérificatrice générale est également tenue, en vertu de la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

La vérificatrice doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières, la vérificatrice générale est aussi tenue d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 781 407
Avantages sociaux	2 463 975
Transports et communications	337 409
Services	3 761 050
Fournitures et matériel	1 028 201
	19 372 042
Crédits législatifs *Loi sur le vérificateur général*	
Traitements et salaires	319 034
Services	310 282
	629 316
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	**20 001 358**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-84

CABINET DU PREMIER MINISTRE 2-85

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)…….....2-86

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2 685 257	Cabinet du Premier ministre	2 702 961	2 422 850
2 685 257	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 702 961**	**2 422 850**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 597 100		2 597 100	Cabinet du Premier ministre.....	2 322 278
L	89 688		89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	92 424
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	8 148
	2 702 961		**2 702 961**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....**	**2 422 850**

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 974 118
Avantages sociaux	237 319
Transports et communications	72 082
Services	26 051
Fournitures et matériel	12 708
	2 322 278
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	8 148
	100 572
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	**2 422 850**

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-88

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-89

COMMERCE INTERNATIONAL 2-91

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-90

ÉTAT DES RECETTES 2-93

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3 312 062	Administration du ministère	4 045 814	2 539 344
42 212 607	Commerce international	51 667 800	36 535 908
45 524 669	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**55 713 614**	**39 075 252**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2 690 665	Administration du ministère	973 000	946 014
2 690 665	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**973 000**	**946 014**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 981 800		3 981 800	Administration du ministère	2 523 218
L	47 841		47 841	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 051
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	4 075
	4 045 814		**4 045 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**2 539 344**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Débiteurs	**0**
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	971 000	9 72 000	Administration du ministère	946 014
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000	**971 000**	**973 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**946 014**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	**0**
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre. Il fournit les services suivants à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement : gestion stratégique, leadership et conseils, technologie de l'information et administration.

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 479 275
Avantages sociaux		158 338
Transports et communications		42 635
Services		835 801
Fournitures et matériel		7 169
		2 523 218
Crédits législatifs		
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 051
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		4 075
		16 126
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**2 539 344**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Commerce international (Poste 3)		
Autres opérations		946 014
		946 014
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**946 014**

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3302					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**COMMERCE INTERNATIONAL**	
1	57 067 800	(5 400 000)	51 667 800	Commerce international.....	36 535 908
	57 067 800	**(5 400 000)**	**51 667 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – COMMERCE INTERNATIONAL .....**	**36 535 908**

Description du programme :

Le ministère du Commerce international est responsable de la mise en œuvre de la Stratégie ontarienne pour le commerce mondial.

Le ministère s'attache à accroître le nombre des exportateurs ontariens, à diversifier les marchés, à approfondir les relations au sein des marchés et à renforcer la notoriété de l'Ontario à l'étranger des points de vue de l'économie et de l'innovation, à faire connaître l'Ontario comme une destination propice aux investissements et au commerce, à travailler avec les intervenants de l'Ontario, à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie ontarienne d'engagement commercial avec les États-Unis, à travailler avec tout le gouvernement pour veiller à une collaboration et un partage de l'information de niveau supérieur, à mettre à profit et à élargir les compétences des bureaux du commerce et des investissements de l'Ontario situés à l'étranger et à travailler avec le gouvernement fédéral pour négocier et mettre en œuvre de nouveaux accords commerciaux internationaux. Le programme de commerce international assure également les communications stratégiques et le soutien en marketing pour le compte du ministère.

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

PROGRAMME DE COMMERCE – CRÉDIT 3302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Commerce international (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 884 359
Avantages sociaux		1 913 717
Transports et communications		1 438 086
Services		15 759 537
Fournitures et matériel		205 909
Paiements de transfert		
Visées mondiales		4 334 300
		36 535 908
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL		**36 535 908**

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	973 285	1 011 008
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	86 572	965 002
DIVERS	340	276
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 060 197**	**1 976 286**

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 2018– 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-96

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-97

CONDITION FÉMININE 2-100

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-99

ÉTAT DES RECETTES 2-102

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1 422 481	Administration du ministère	1 619 114	1 039 407
25 197 868	Programmes relatifs à la condition féminine	32 743 200	22 677 989
26 620 349	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**34 362 314**	**23 717 396**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	1 000	0
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 355 100	200 000	1 555 100	Administration du ministère	1 013 556
L	47 841		47 841	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 051
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	13 800
	1 419 114	**200 000**	**1 619 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 039 407**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Condition féminine – immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000	**200 000**	**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Condition féminine – immobilisations	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et de l'adjoint parlementaire et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de technologie de l'information, d'administration et de gestion des locaux à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$		$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires		457 506			
Avantages sociaux		64 238			
Transports et communications		15 124			
Services		476 688			
		1 013 556			
Crédits législatifs					
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 051			
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		13 800			
		25 851			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**1 039 407**			

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3602					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**LES PROGRAMMES RELATIFS À LA CONDITION FÉMININE**	
1	36 004 000	(3 260 800)	32 743 200	Programmes relatifs à la condition féminine.....	22 677 989
	36 004 000	**(3 260 800)**	**32 743 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POUR LES PROGRAMMES RELATIFS À LA CONDITION FÉMININE .....**	**22 677 989**

Description du programme :

Le ministère de la Condition féminine dirige l'élaboration, la mise en œuvre et l'exécution des politiques et des programmes qui aident à améliorer la vie des femmes dans tout l'Ontario.

Le ministère vise à changer les normes et les attitudes sociétales, à réduire les inégalités de genre, à promouvoir plus avant l'autonomie économique et sociale des femmes, à lutter contre la violence faite aux femmes et à veiller à ce que l'analyse comparative entre les sexes soit intégrée à la prise de décisions gouvernementales.

Par ses politiques et ses programmes, le ministère fait la promotion de partenariats en Ontario et travaille avec les administrations fédérale, provinciales et territoriales pour établir et mettre en œuvre des approches complètes visant à régler les problèmes touchant les femmes en Ontario.

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

STATUT DE LA CONDITION FÉMININE– CRÉDIT 3602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes relatifs à la condition féminine (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 115 387
Avantages sociaux		659 242
Transports et communications		48 783
Services		193 106
Fournitures et matériel		7 245
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	11 350 432	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière	7 303 794	
		18 654 226
		22 677 989
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POUR LES PROGRAMMES RELATIFS À LA CONDITION FÉMININE		**22 677 989**

MINISTÈRE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	226 720	314 440
**TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE ..... **	**226 720**	**314 440**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-104

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-105

DÉVELOPPEMENT DU NORD 2-108

MINES ET MINÉRAUX 2-113

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-107, 2-111, 2-115

ÉTAT DES RECETTES 2-116

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
12 649 157	Administration du ministère	15 258 214	13 711 699
244 744 395	Développement du Nord	303 825 400	274 054 084
47 804 707	Mines et minéraux	45 283 800	41 786 881
305 198 259	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**364 367 414**	**329 552 664**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Développement du Nord	30 101 000	30 000 000
0	Mines et minéraux	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**30 104 000**	**30 000 000**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
403 751 030	Développement du Nord	438 167 500	432 869 062
12 287 261	Mines et minéraux	58 971 800	58 900 742
416 038 291	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**497 141 300**	**491 769 804**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
583 832 238	Développement du Nord	598 095 300	545 289 138
1 187 864	Mines et minéraux	2 501 000	1 999 500
585 020 102	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**600 597 300**	**547 288 638**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	15 147 100	46 100	15 193 200	Administration du ministère	13 645 731
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	15 212 114	**46 100**	**15 258 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**13 711 699**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 058 307
Avantages sociaux		1 070 526
Transports et communications		423 236
Services		9 716 481
Fournitures et matériel		48 375
		19 316 925
Moins : Recouvrements		5 671 194
		13 645 731
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 111 893	
Avantages sociaux	236 757	
Transports et communications	164 450	
Services	175 789	
Fournitures et matériel	17 504	
		2 706 393
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 743 564	
Avantages sociaux	210 322	
Transports et communications	183 594	
Services	6 209 757	
Fournitures et matériel	13 713	
	8 360 950	
Moins : Recouvrements	5 117 398	
		3 243 552
Ressources humaines		
Traitements et salaires	854 694	
Avantages sociaux	175 946	
Transports et communications	23 734	
Services	63 262	
Fournitures et matériel	2 694	
		1 120 330
Services de communications		
Traitements et salaires	1 887 505	
Avantages sociaux	282 409	
Transports et communications	32 022	
Services	291 763	
Fournitures et matériel	6 514	
		2 500 213
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 460 651	
Avantages sociaux	165 092	
Transports et communications	23 314	
Services	37 672	
Fournitures et matériel	3 502	
		1 690 231
Services juridiques		
Transports et communications	15 991	
Services	2 030 623	
Fournitures et matériel	4 448	
		2 051 062
Services de vérification		
Services	200 000	
		200 000
Systèmes informatiques		
Transports et communications	(19 869)	
Services	707 615	
	687 746	
Moins : Recouvrements	553 796	
		133 950

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**13 711 699**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	268 959 200	34 765 200	303 724 400	Développement économique du Nord	272 786 775
L	101 000		101 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 267 309
	269 060 200	**34 765 200**	**303 825 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**274 054 084**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	30 101 000		30 101 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	30 000 000
	30 101 000		**30 101 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**30 000 000**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	144 006 500	(1 940 000)	142 066 500	Développement économique du Nord	132 801 022
L	296 101 000		296 101 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	300 068 040
	440 107 500	**(1 940 000)**	**438 167 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD .....**	**432 869 062**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
BIENS IMMOBILISÉS					
4	598 095 300		598 095 300	Développement du Nord – biens immobilisés	545 289 138
	598 095 300		**598 095 300**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD .....**	**545 289 138**

Description du programme:

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, programmes et services soutenant les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario solide, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et des investissements et en répondant aux besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le ministère dirige conjointement la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement en coordonnant les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario relativement au développement économique envisagé.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Des investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère favorise également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

Nota : Les recouvrements dans le cadre des biens immobilisés liés au poste Développement du Nord – biens immobilisés comprennent des recouvrements de 4 553 433,00 $ du Fonds Trillium, qui sont tributaires d'un solde suffisant du Fonds Trillium.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 110 001
Avantages sociaux		1 521 065
Transports et communications		321 051
Services		5 533 638
Fournitures et matériel		65 730
Paiements de transfert		
Services communautaires	611 728	
Développement économique	757 157	
Commission de transport Ontario Northland	45 569 288	
Compagnie de transport d'Owen Sound	2 363 000	
Programme InvestiNord du gouvernement de l'Ontario	292 749	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	60 000 000	
Associations municipales du Nord de l'Ontario	125 000	
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	689 976	
Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord	117 159 373	
Développement économique des communautés autochtones	17 873 788	
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	15 900 000	
		261 342 059
		278 893 544
Moins : Recouvrements		6 106 769
		272 786 775
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		1 267 309
		1 267 309
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**274 054 084**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actif de fonctionnement pour le développement du Nord (Poste 3)		
Prêts et investissements		30 000 000
		30 000 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**30 000 000**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Services		25 068 211
Paiements de transfert		
Programme des routes d'hiver	5 700 000	
Commission de transport Ontario Northland	57 466 934	
Compagnie de transport d'Owen Sound	2 040 166	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	40 000 000	
		105 207 100
Autres opérations		
Routes d'accès aux ressources		2 525 711
		132 801 022
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		300 068 040
		300 068 040
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**432 869 062**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Développement du Nord – biens immobilisés (Poste 4)	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	546 120 138
Moins : Recouvrements	831 000
	545 289 138
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	**545 289 138**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	49 154 700	(4 271 900)	44 882 800	Compétitivité du secteur des minéraux	41 776 689
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	10 192
	49 555 700	**(4 271 900)**	**45 283 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**41 786 881**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	13 911 000	44 968 800	58 879 800	Compétitivité du secteur des minéraux	58 831 450
5	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement	0
L	91 000		91 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	69 292
	14 003 000	**44 968 800**	**58 971 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**58 900 742**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
BIENS IMMOBILISÉS					
4	2 501 000		2 501 000	Mines et minéraux – immobilisations.....	1 999 500
	2 501 000		**2 501 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX .....**	**1 999 500**

Description du programme :

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et de l'exploitation minière en Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la Loi sur les mines de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones à l'économie ontarienne de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Il administre le règlement de l'Ontario relatif aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour exploiter les possibilités à valeur ajoutée dans toute l'industrie du diamant.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens (y compris les Autochtones) et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 593 833
Avantages sociaux		3 296 627
Transports et communications		852 058
Services		11 534 277
Fournitures et matériel		852 071
Paiements de transfert		
Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario	36 565	
Rapports sur les activités minières en Ontario	176 258	
Crédit d'impôt pour actions accréditives ciblées	3 435 000	
		3 647 823
		41 776 689
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		10 192
		10 192
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		**41 786 881**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)		
Transports et communications		2 103
Services		57 919 292
Fournitures et matériel		910 055
		58 831 450
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		69 292
		69 292
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		**58 900 742**
BIENS IMMOBILISÉS		
Mines et minéraux – biens immobilisés (Poste 4)		
Machines et équipement		1 999 500
		1 999 500
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINÉS ET DES MINERAUX		**1 999 500**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – *Loi sur les mines*	2 034 727	2 888 870
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	4 666 302	1 325 417
Droits de demande – Accès à l'information	725	1 603
Droits liés aux demandes d'accès à l'information	251	125
Frais pour chèques refusés	(15 765)*	70
	4 651 513	1 327 215
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres	340	370
VENTES ET LOCATIONS	148 130	169 704
REDEVANCES	21 300 611	21 365 624
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 653 857	3 479 021
DIVERS		
Prêts - Intérêts	44 136	30 111
Autres	1 380	1 097
	45 516	31 208
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**33 834 694**	**29 262 012**

*Erreur d'affectation au compte

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-118

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-119

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET CROISSANCE 2-121

RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES 2-125

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-120, 2-124

ÉTAT DES RECETTES 2-128

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-129

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
22 167 455	Administration du ministère	25 736 728	25 404 987
337 294 206	Développement économique et croissance	379 278 000	358 856 831
644 068 544	Recherche, d'innovation et des sciences	631 786 900	556 543 899
1 003 530 205	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 036 801 628**	**940 805 717**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
3 730 273	Développement économique et croissance	40 000 000	5 166 247
3 730 273	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**40 001 000**	**5 166 247**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement économique et croissance	2 000	0
79 400 000	Recherche, d'innovation et des sciences	100 200 000	100 194 713
79 400 000	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**100 202 000**	**100 194 713**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Développement économique et croissance	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	22 057 700	3 550 000	25 607 700	Administration du ministère	25 314 786
L	95 682		95 682	Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	60 942
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	29 259
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	22 186 728	**3 550 000**	**25 736 728**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**25 404 987**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
L	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels des ministères et à certains de leurs organismes des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres).

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 653 170
Avantages sociaux		2 012 760
Transports et communications		327 203
Services		9 055 867
Fournitures et matériel		265 782
Autres opérations		4
		25 314 786
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 842 593	
Avantages sociaux	604 211	
Transports et communications	104 300	
Services	3 301 031	
Fournitures et matériel	4 521	
		8 856 656
Planification et finances		
Traitements et salaires	5 109 001	
Avantages sociaux	801 379	
Transports et communications	139 450	
Services	1 676 354	
Fournitures et matériel	184 022	
Autres opérations	4	
		7 910 210
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 315 953	
Avantages sociaux	307 581	
Transports et communications	11 833	
Services	141 729	
Fournitures et matériel	8 544	
		1 785 640
Services de communication		
Traitements et salaires	2 385 623	
Avantages sociaux	299 589	
Transports et communications	44 049	
Services	333 915	
Fournitures et matériel	53 975	
		3 117 151
Services juridiques		
Transports et communications	27 571	
Services	2 577 670	
Fournitures et matériel	14 720	
		2 619 961
Services de vérification		
Services	1 025 168	
		1 025 168
Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		60 942
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		29 259
		90 201
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**25 404 987**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
13	365 963 000	12 889 000	378 852 000	Développement économique et croissance.....	358 643 751
L	426 000		426 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	213 080
	366 389 000	**12 889 000**	**379 278 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CROISSANCE.....**	**358 856 831**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
14	40 000 000		40 000 000	Développement économique et croissance.....	5 166 247
	40 000 000		**40 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CROISSANCE.....**	**5 166 247**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
21	1 000		1 000	Développement économique et croissance.....	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CROISSANCE.....**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE**	
BIENS IMMOBILISÉS					
22	1 000		1 000	Développement économique et croissance.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE.....**	**0**

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, et exécute et gère les programmes de financement connexes; il fournit de l'aide aux secteurs industriels et aux collectivités de l'Ontario qui sont confrontés à des difficultés économiques; il dirige l'élaboration de politiques économiques à l'échelle du gouvernement et joue le rôle de champion de la recherche en matière de développement économique; il modernise l'administration, réduit le fardeau réglementaire et améliore les services aux entreprises par l'initiative globale L'Ontario propice aux affaires; il établit un point de convergence pour répondre aux questions complexes de réglementation pouvant faire obstacle aux investissements nationaux et étrangers; il renforce la capacité de l'Ontario à anticiper les problèmes liés à la réglementation et les débouchés au sein de la nouvelle économie, et à y répondre; il travaille avec ses partenaires (ministères, organismes et intervenants) pour promouvoir l'entrepreneuriat social en Ontario; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié pour l'investissement et comme fournisseur de biens et services de calibre mondial; il développe les possibilités d'investissement par des efforts de génération de pistes d'investissement; il soutient les nouvelles entreprises et les petites et moyennes entreprises ontariennes très performantes; il fait la promotion de l'entrepreneuriat et de la création d'entreprises comme choix professionnels viables; il exécute des programmes d'entrepreneuriat et de création d'entreprise qui aident les nouvelles entreprises à démarrer, à se développer et à passer à une échelle supérieure.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE– CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique, et Emploi (Poste 13)		
Traitements et salaires		40 517 667
Avantages sociaux		5 369 099
Transports et communications		1 094 530
Services		18 966 549
Fournitures et matériel		314 221
Paiements de transfert		
Soutien au secteur de l'intelligence artificielle	5 100 000	
Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	48 368 050	
Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada	2 565 000	
Programmes pour l'entrepreneuriat	5 677 460	
Institut pour la compétitivité et la prospérité	700 000	
Site certifié - Prêt à l'investissement	64 887	
Fonds pour l'emploi et la prospérité	192 919 138	
Programme pilote ontarien Défi pour des petites enterprises innovatrices	9 885 000	
Fonds ontarien d'aide aux jeunes entrepreneurs	199 382	
Subventions de soutien aux secteurs	9 572 123	
Accès pour les petites entreprises	7 500	
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	4 389 599	
Fonds pour les projets pilotes d'entrepreneuriat social	2 490 712	
Soutien aux entreprises sociales	2 425 675	
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	3 129 165	
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – entreprise d'été	1 960 036	
Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	495 781	
Partenariats Jeunesse	1 395 287	
Fonds de formation ciblée pour les jeunes	1 036 890	
		292 381 685
		358 643 751

	$	$
Développement économique et investissements		
Traitements et salaires	21 462 595	
Avantages sociaux	2 848 733	
Transports et communications	736 419	
Services	12 502 538	
Fournitures et matériel	199 034	
Paiements de transfert		
Soutien au secteur de l'intelligence artificielle	5 100 000	
Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	48 368 050	
Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada	2 565 000	
Institut pour la compétitivité et la prospérité	700 000	
Site certifié - Prêt à l'investissement	64 887	
Fonds pour l'emploi et la prospérité	192 919 138	
Subventions de soutien aux secteurs	9 572 123	
Accès pour les petites entreprises	7 500	
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	3 129 165	
Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	495 781	
		262 921 644
		300 670 963

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE– CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Politiques et stratégies		
Traitements et salaires		12 376 456
Avantages sociaux		1 499 670
Transports et communications		230 429
Services		4 617 406
Fournitures et matériel		98 506
		18 822 467
Démarrage et expansion		
Traitments et salaries		6 678 616
Avantages sociaux		1 020 696
Transports et communications		127 682
Services		1 846 605
Fournitures et matériel		16 681
Paiements de transfert		
Programmes pour l'entrepreneuriat	5 677 460	
Programme pilote ontarien Défi pour des petites enterprises innovatrices	9 885 000	
Fonds ontarien d'aide aux jeunes entrepreneurs	199 382	
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	4 389 599	
Fonds pour les projets pilotes d'entrepreneuriat social	2 490 712	
Soutien aux entreprises sociales	2 425 675	
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – entreprise d'été	1 960 036	
Partenariats Jeunesse	1 395 287	
Fonds de formation ciblée pour les jeunes	1 036 890	
		29 460 041
		39 150 321
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		213 080
		213 080
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE		**358 856 831**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique et emploi (Poste 14)		
Prêts et investissements		
Fonds pour l'emploi et la prospérité	5 150 000	
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	16 247	
		5 166 247
		5 166 247
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE		**5 166 247**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
903				**PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	606 896 900	24 890 000	631 786 900	Recherche et Innovation	556 543 899
	606 896 900	**24 890 000**	**631 786 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES .....**	**556 543 899**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	100 200 000		100 200 000	Recherche et Innovation	100 194 713
	100 200 000		**100 200 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES .....**	**100 194 713**

Description du programme :

Ce programme appuie le renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche des ministères qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis comme le cancer et le cerveau; il offre des programmes de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les secteurs clés et les possibilités de développement régional; par l'entremise du Réseau ontarien des entrepreneurs, il aide des entrepreneurs et de nouvelles entreprises technologiques à se lancer et à croître il veille à ce que les entreprises à fort potentiel puissent attirer les compétences et les capitaux nécessaires pour être compétitives dans les marchés mondiaux et à leur procurer des possibilités pour que leurs idées trouvent leur place au sein des marchés et que ces entreprises deviennent concurrentielles à plus grande échelle et capables de s'imposer sur les marchés mondiaux; il fait la promotion de l'entrepreneuriat et de la création de nouvelles entreprises comme un choix professionnel viable; il établit des politiques et des programmes pour aider nos entreprises qui connaissent une croissance très rapide à s'étendre encore plus rapidement; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations afin d'investir conjointement dans des projets internationaux de pointe en sciences et technologie.

Note : Les recouvrements dans le cadre du poste Recherche, Innovation et Sciences comprennent des recouvrements de 68 391 813 $ pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre (renommé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange), lesquels sont fondés sur les dépenses réelles enregistrées pendantl'exercice.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES– CRÉDIT 903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Recherche, Innovation et Sciences (Poste 1)		
Paiments de transfert		
5G/Réseaux de prochaine génération	15 000 000	
Consortium de la fabrication de pointe	6 999 999	
Institut de recherche en intelligence artificielle	20 000 000	
Innovation bioindustrielle	750 000	
Institut canadien de recherches avancées	4 000 000	
Centre for International Governance Innovation	3 253 318	
Essais cliniques Ontario	2 000 000	
Projets de recherche appliquée dans les collèges	6 670 000	
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	52 300 049	
Projet de véhicules connectés/autonomes	44 800 000	
Fonds d'accélération du développement pour les marchés internationaux	2 164 385	
Subventions à l'appui de la recherche et de l'innovation	5 980 000	
Fonds d'innovation pour la réduction des gaz à effet de serre	156 553	
Institut des finances publiques et de la démocratie Canada	1 500 000	
Institut pour l'informatique quantique	4 750 000	
Collaborations internationales	3 825 980	
Lazaridis Institute	1 500 000	
Programme de neurotraumatologie	4 680 000	
Initiative Next Generation de Baycrest	4 700 000	
Institut ontarien du cerveau	20 000 000	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	16 513 983	
Société ontarienne de financement de la croissance – Fonds d'actions pour le secteur des technologies propres	26 640 000	
Société ontarienne de financement de la croissance – Fonctionnement	1 050 000	
Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	152 404 600	
Institut ontarien de recherche sur le cancer	72 000 000	
Ontario Institute for Regenerative Medicine	3 750 000	
Fonds pour la recherche en Ontario – Excellence en recherche	48 632 719	
Ontario Scale-Up Voucher program	7 650 000	
Institut Perimeter	10 000 000	
Programmes visant les talents en recherche	10 426 948	
AvantageTalent	2 800 000	
Stratégie d'emploi pour les jeunes – Innovation	1 966 303	
		558 864 837
Moins : Recouvrements		2 320 938
		556 543 899
Programmes de réduction des gaz à effet de serre		
Paiments de transfert		
Fonds d'accélération du développement pour les marchés internationaux	2 164 385	
Fonds d'innovation pour la réduction des gaz à effet de serre	156 553	
	2 320 938	
Moins : Recouvrements	2 320 938	
		0
Recherche, Innovation et Sciences		
Paiments de transfert		
5G/Réseaux de prochaine génération	15 000 000	
Consortium de la fabrication de pointe	6 999 999	
Institut de recherche en intelligence artificielle	20 000 000	
Innovation bioindustrielle	750 000	
Institut canadien de recherches avancées	4 000 000	
Centre for International Governance Innovation	3 253 318	
Essais cliniques Ontario	2 000 000	
Projets de recherche appliquée dans les collèges	6 670 000	
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	52 300 049	

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES– CRÉDIT 903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Projet de véhicules connectés/autonomes	44 800 000	
Subventions à l'appui de la recherche et de l'innovation	5 980 000	
Institut des finances publiques et de la démocratie Canada	1 500 000	
Institut pour l'informatique quantique	4 750 000	
Collaborations internationales	3 825 980	
Lazaridis Institute	1 500 000	
Programme de neurotraumatologie	4 680 000	
Initiative Next Generation de Baycrest	4 700 000	
Institut ontarien du cerveau	20 000 000	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	16 513 983	
Société ontarienne de financement de la croissance – Fonds d'actions pour le secteur des technologies propres	26 640 000	
Société ontarienne de financement de la croissance – Fonctionnement	1 050 000	
Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	152 404 600	
Institut ontarien de recherche sur le cancer	72 000 000	
Ontario Institute for Regenerative Medicine	3 750 000	
Fonds pour la recherche en Ontario – Excellence en recherche	48 632 719	
Ontario Scale-Up Voucher program	7 650 000	
Institut Perimeter	10 000 000	
Programmes visant les talents en Recherche	10 426 948	
AvantageTalent	2 800 000	
Stratégie d'emploi pour les jeunes – Innovation	1 966 303	
		556 543 899
		556 543 899
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES		**556 543 899**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Recherche, Innovation et Sciences (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Investissements mineurs en immobilisations	11 494 713
Fonds pour la recherche en Ontario	88 700 000
	100 194 713
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET DES SCIENCES	**100 194 713**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 119	907
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	760 841	1 425 369
Divers	150 771	153 762
	911 612	1 579 131
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	96 695	60 987
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	(52 525 193)*	59 485 087
	(52 428 498)	59 546 074
DIVERS		
Intêrêt	7 728 875	6 340 875
Divers	298 294	63 920
	8 027 169	6 404 795
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**(43 488 598)**	**67 530 907**

* Note : Les recouvrements de dépenses des années précédentes – autres comprennent des ajustements pour amortissement de 74 262 633 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
MaRS Phase 2	3 739 372	2 375 271
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	7 620 558	20 045 403
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	4 639 720	4 972 690
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	33 335 824	246 196
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	325 659	113 101
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**49 661 133**	**27 752 661**

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

EXERCICE 2018– 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-132

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO 2-133

ÉTAT DES RECETTES 2-136

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
18 913 974	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	19 393 500	16 231 282
18 913 974	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO**	**19 393 500**	**16 231 282**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	1 438 900	1 343 878
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO**	**1 438 900**	**1 343 878**

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3901				**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	19 793 500	(400 000)	19 393 500	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	16 231 282
	19 793 500	**(400 000)**	**19 393 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO**	**16 231 282**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 038 900	400 000	1 438 900	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	1 343 878
	1 038 900	**400 000**	**1 438 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO**	**1 343 878**

Description du programme :

La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (DGAO) soutient, élabore et exécute des politiques qui aident les personnes handicapées à s'épanouir pleinement. Elle établit des partenariats stratégiques avec des intervenants de premier plan, notamment des personnes ayant une expérience vécue, pour progresser vers un Ontario accessible d'ici 2025. Cela inclut la gestion de la conformité et de l'application de la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO), ainsi que la supervision de l'examen et de l'élaboration de normes en vertu de la législation et la collaboration avec des partenaires internes et externes pour réaliser les priorités stratégiques pluriannuelles visant à définir et éliminer les obstacles à l'accessibilité au niveau des politiques et des programmes. La DGAO dirige également l'élaboration et la mise en œuvre à l'échelon interministériel d'Accès aux talents : Stratégie ontarienne d'emploi pour les personnes handicapées.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2019

Le portefeuille de la DGAO est soutenu par deux divisions : 1) la Division des politiques d’accessibilité, de la Stratégie d’emploi et de la liaison, qui est responsable de l’élaboration des politiques stratégiques et gouvernementales, de l’accessibilité au sein de la FPO ainsi que des partenariats de nature stratégique et liés à la sensibilisation et l’éducation du public; 2) la Division de l’accessibilité pour les personnes handicapées de l’Ontario, qui supervise les exigences législatives et qui assure la conformité avec la LAPHO et la Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l’Ontario (LPHO).

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO– CRÉDIT 3901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 547 510
Avantages sociaux		1 363 676
Transports et communications		192 391
Services		3 438 796
Fournitures et matériel		35 500
Paiements de transfert		
InterActions pour le changement	2 677 331	
		2 677 331
		16 255 204
Moins : recouvrements		23 922
		16 231 282
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO		**16 231 282**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 2)		
Services		1 343 878
		1 343 878
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO		**1 343 878**

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCESSIBILITÉ POUR L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
AMENDES ET PÉNALITÉS	0	1 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	18 739	105 815
DIVERS	244	189
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**18 983**	**107 004**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-138

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-139

ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 2-141

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ 2-145

GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFRANCE 2-147

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-140, 2-143, 2-144, 2-148

ÉTAT DES RECETTES 2-149

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
25 810 371	Administration du ministère	26 400 792	20 426 815
25 934 023 941	Éducation élémentaire et secondaire	25 328 630 600	26 951 074 087
58 555 023	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	56 829 700	51 654 735
1 711 563 842	Garde d'enfants et la petite enfance	2 075 727 400	1 936 216 583
27 729 953 177	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**27 487 588 492**	**28 959 372 220**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
5 513 881	Éducation élémentaire et secondaire	3 060 000	1 874 704
0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
5 513 881	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**3 062 000**	**1 874 704**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 427 690 715	Éducation élémentaire et secondaire	1 542 328 700	1 516 697 365
39 767 831	Garde d'enfants et la petite enfance	113 516 100	95 823 923
1 467 458 546	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 655 844 800**	**1 612 521 288**
	BIENS IMMOBILISÉS		
2 928 563	Éducation élémentaire et secondaire	6 724 500	1 410 853
0	Garde d'enfants et la petite enfance	1 000	0
2 928 563	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**6 725 500**	**1 410 853**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	22 061 700	4 251 700	26 313 400	Administration du ministère	20 360 847
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	22 378		22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	22 149 092	**4 251 700**	**26 400 792**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**20 426 815**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 025 766
Avantages sociaux		2 532 541
Transports et communications		690 104
Services		7 370 469
Fournitures et matériel		506 267
		27 125 147
Moins : Recouvrements		6 764 300
		20 360 847
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 680 564	
Avantages sociaux	431 488	
Transports et communications	57 394	
Services	117 687	
Fournitures et matériel	9 179	
		4 296 312
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	7 290 004	
Avantages sociaux	1 399 124	
Transports et communications	511 233	
Services	1 233 317	
Fournitures et matériel	464 339	
	10 898 017	
Moins : Recouvrements	4 250 600	
		6 647 417
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 841 722	
Avantages sociaux	216 804	
Transports et communications	21 461	
Services	412 609	
Fournitures et matériel	5 911	
	2 498 507	
Moins : Recouvrements	1 290 700	
		1 207 807
Services de communication		
Traitements et salaires	3 189 476	
Avantages sociaux	483 376	
Transports et communications	66 671	
Services	920 459	
Fournitures et matériel	18 279	
		4 678 261
Services juridiques		
Traitements et salaires	24 000	
Avantages sociaux	1 749	
Transports et communications	32 610	
Services	3 495 591	
Fournitures et matériel	8 559	
	3 562 509	
Moins : Recouvrements	1 223 000	
		2 339 509
Services de vérification		
Transports et communications	735	
Services	1 190 806	
		1 191 541
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**20 426 815**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
1	25 028 977 000	152 880 800	25 181 857 800	Politiques et prestation des programmes	25 128 883 577
2	151 833 900	(5 063 100)	146 770 800	Activités éducatives	144 428 213
L	1 000		1 000	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 677 695 114
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	67 183
	25 180 812 900	**147 817 700**	**25 328 630 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**26 951 074 087**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	3 060 000		3 060 000	Politiques et prestation des programmes	1 874 704
	3 060 000		**3 060 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**1 874 704**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 676 958 200	(139 467 100)	1 537 491 100	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	1 512 075 015
5	1 000	3 500 000	3 501 000	Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations	3 479 652
L	1 336 600		1 336 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 142 698
	1 678 295 800	**(135 967 100)**	**1 542 328 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**1 516 697 365**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
BIENS IMMOBILISÉS				**ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
6	6 724 500		6 724 500	Éducation élémentaire et secondaire	1 410 853
	6 724 500		**6 724 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....**	**1 410 853**

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux conseils scolaires de district, aux écoles et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province. Le programme cherche à atteindre quatre objectifs fondamentaux décrits dans le document intitulé Atteindre l'excellence – Une vision renouvelée de l'éducation en Ontario : excellence du rendement scolaire; accès équitable à des expériences d'apprentissage enrichissantes pour tous les élèves; promotion du bien-être des élèves; renforcement de la confiance du public dans le système d'éducation financé par les deniers publics. Ce programme soutient la mise en œuvre d'une vision de l'éducation publique adaptée aux besoins, de grande qualité, accessible et intégrée, depuis l'apprentissage des jeunes enfants et la garde d'enfants jusqu'à l'éducation des adultes. Tandis que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il collabore également avec des partenaires pour veiller à ce que l'ensemble des apprenants reste la priorité principale dans l'atteinte de l'excellence.

Les éléments clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux; favoriser l'apprentissage et le bien-être des élèves; appuyer l'excellence de l'enseignement et de l'apprentissage; élaborer des politiques fondées sur des données probantes pour veiller à ce que les conseils scolaires répondent aux besoins éducatifs des élèves ayant des besoins particuliers; soutenir les élèves autochtones; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en classe; assurer la responsabilisation à l'égard du financement de l'éducation élémentaire et secondaire; exploiter des écoles provinciales accueillant des élèves qui sont sourds, malentendants, aveugles ou ayant une basse vision ou qui ont de graves difficultés d'apprentissage.

Note : Les recouvrements dans le cadre du poste Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire comprennent des recouvrements de 93 309 053 $ pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre (maintenant appelé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange), qui reposent sur les dépenses réelles compatbilisées pour l'exercice.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		75 179 324
Avantages sociaux		10 851 397
Transports et communications		2 950 875
Services		72 689 178
Fournitures et matériel		360 224
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	17 191 715 772	
Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	7 291 971 549	
Programmes d'éducation – Autres	417 950 191	
Fiducies provinciales d'avantages sociaux	6 730 685	
Projets des langues officielles	36 977 487	
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	31 282 100	
Subventions diverses	1 770 219	
		24 978 398 003
		25 140 429 001
Moins : Recouvrements		11 545 424
		25 128 883 577
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		45 262 437
Avantages sociaux		7 255 176
Transports et communications		1 310 000
Services		17 237 639
Fournitures et matériel		3 754 238
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	44 400	
Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	36 299	
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario	24 793 700	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	44 866 300	
		69 740 699
		144 560 189
Moins : Recouvrements		131 976
		144 428 213
	$	
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Prestations prises en charge par le gouvernement, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*		1 677 695 114
		1 677 695 114
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		67 183
		67 183
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**26 951 074 087**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 4)		
Dépôts et charges payées d'avance		1 874 704
		1 874 704
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**1 874 704**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations – conseils scolaires	1 414 869 694	
Compte de réduction des gaz à effet de serre - écoles	93 309 053	
Programme d'apprentissage des jeunes enfants	29 363 804	
Conseils scolaires – Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants	64 570 797	
Office de la télécommunication éducatives de langue française de l'Ontario	1 000 000	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	1 600 000	
		1 604 713 348
Autres opérations		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		670 720
		1 605 384 068
Moins : Recouvrements		93 309 053
		1 512 075 015
Education élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations (Poste 5)		
Immobilisations corporelles - dépréciation des immobilisations en cours		3 479 652
		3 479 652
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		1 142 698
		1 142 698
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**1 516 697 365**
BIENS IMMOBILISÉS		
Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)		
Matériel de technologie de l'information		162 429
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		1 248 424
		1 410 853
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**1 410 853**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1003				**GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ**	
1	51 908 400	4 921 300	56 829 700	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	51 654 735
	51 908 400	**4 921 300**	**56 829 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....**	**51 654 735**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....**	**0**

Description du programme :

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de plus de six ministères : Éducation; Enseignement supérieur et Formation professionnelle; Affaires civiques et Immigration; Logement; Affaires municipales; Tourisme, Culture et Sport. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour concevoir des modèles opérationnels centrés sur l'utilisateur et veiller à ce que les actifs numériques soient rentables, souples et continuellement optimisés pour une contribution directe aux résultats stratégiques à l'intention du public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires	34 452 538
Avantages sociaux	4 700 370
Transports et communications	135 072
Services	68 032 121
Fournitures et matériel	78 517
	107 398 618
Moins : Recouvrements	55 743 883
	51 654 735
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	**51 654 735**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1004				**PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 968 948 500	106 777 900	2 075 726 400	Élaboration des politiques et prestation des programmes	1 936 216 583
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	1 968 949 500	**106 777 900**	**2 075 727 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS**	**1 936 216 583**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	103 601 000	8 117 000	111 718 000	Immobilisations pour les services de garde d'enfants	94 279 586
5	1 000		1 000	Garde d'enfants – Charges d'immobilisations	0
L	1 797 100		1 797 100	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 544 337
	105 399 100	**8 117 000**	**113 516 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS**	**95 823 923**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS**	**0**

Description du programme :

La vision du gouvernement : veiller à ce que tous les enfants et toutes les familles aient accès à une vaste gamme de programmes et de services de haute qualité, inclusifs et abordables pour la garde d'enfants et la petite enfance, qui sont axés sur les enfants et les familles et qui contribuent à l'apprentissage, au développement et au bien-être des enfants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	16 575 611
Avantages sociaux	2 623 152
Transports et communications	541 564
Services	7 824 855
Fournitures et matériel	30 392
Paiements de transfert	
Garde d'enfants et petite enfance	1 908 621 009
	1 936 216 583
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	**1 936 216 583**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Stabilisation pour les services de garde d'enfants	94 279 586
	94 279 586
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	1 544 337
	1 544 337
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – – PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	**95 823 923**

non vérifié

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Apprentissage et garde des jeunes enfants	160 168 271	121 881 430
Langues officielles dans l'enseignement	68 285 622	68 512 181
Entente sur le bien-être des Indiens	11 274 744	11 483 045
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu	200 000	0
	239 928 637	201 876 656
REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES		
Réclamations recouvrées	0	500
	0	500
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inspection des écoles privées	1 465 412	1 608 674
Avis d'intention de faire fonctionner une école privée (AVI) - Droits à acquitter	45 900	47 700
Nouvelle inscription des institutions	0	435
Demande d'accès à l'information	3 056	3 775
Permis – Garderies	977 583	900 460
Frais pour chèques refusés	420	210
	2 492 371	2 561 254
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général	16 000	10 000
	16 000	10 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	6 650 833	1 603 416
Autres	36 972 591	207 735 758
	43 623 424	209 339 174
DIVERS		
Intérêts bancaires	27 141	8 739
Règlements dans des instances de procédure civile	11 924	0
	39 065	8 739
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**286 099 497**	**413 796 323**

non vérifié

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-152

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-153

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 2-155

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ 2-157

GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS 2-159

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-154

ÉTAT DES RECETTES 2-161

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
16 524 635	Administration du ministère	15 298 814	13 873 430
24 060 296	Développement et gestion des sources d'énergie	281 533 100	256 680 630
2 834 177 410	Atténuation du prix de l'électricité	4 430 826 400	4 241 613 705
180 451 381	Gestion stratégique des biens	35 000 000	611 015
3 055 213 722	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 762 658 314**	**4 512 778 780**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
721 160 000	Atténuation du prix de l'électricité	66 000 000	65 560 000
721 160 000	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**66 001 000**	**65 560 000**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	15 065 600	169 200	15 234 800	Administration du ministère	13 861 379
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 051
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
	15 129 614	**169 200**	**15 298 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**13 873 430**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant une orientation de haut niveau, des conseils stratégiques et des services généraux essentiels (communications, ressources humaines stratégiques, accessibilité, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, accès à l'information et protection de la vie privée, gestion de l'information et des documents, gestion des locaux et des installations, gestion des situations d'urgence, planification de la continuité des opérations, approvisionnement, comptabilité et contrôle financier, planification et affectation stratégique et des ressources).

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 072 007
Avantages sociaux		976 624
Transports et communications		140 985
Services		7 398 657
Fournitures et matériel		76 918
		15 665 191
Moins : Recouvrements		1 803 812
		13 861 379
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 648 532	
Avantages sociaux	298 812	
Transports et communications	55 966	
Services	68 560	
Fournitures et matériel	5 977	
		3 077 847
Services de communication		
Traitements et salaires	2 559 673	
Avantages sociaux	413 647	
Transports et communications	38 178	
Services	345 171	
Fournitures et matériel	9 327	
		3 365 996
Services juridiques		
Transports et communications	11 009	
Services	3 500 233	
Fournitures et matériel	9 011	
		3 520 253
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 863 802	
Avantages sociaux	264 163	
Transports et communications	32 700	
Services	245 240	
Fournitures et matériel	43 496	
		2 449 401
Services financiers et administratifs		
Transports et communications	1 582	
Services	1 921 209	
Fournitures et matériel	9 107	
	1 931 898	
Moins : Recouvrements	1 087 950	
		843 948
Ressources humaines		
Avantages sociaux	2	
Services	200 756	
		200 758
Services de vérification		
Services	175 768	
Moins : Recouvrements	90 369	
		85 399
Systèmes informatiques		
Transports et communications	1 550	
Services	941 720	
	943 270	
Moins : Recouvrements	625 493	
		317 777
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 051
		12 051
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**13 873 430**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	47 882 100	233 650 000	281 532 100	Politiques et programmes	256 680 630
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	47 883 100	**233 650 000**	**281 533 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	**256 680 630**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
5	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	**0**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones aux avancées à l'égard des réseaux d'énergie renouvelable et de transport d'énergie.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques et programmes (Poste 1)			
Traitements et salaires		11 602 065	
Avantages sociaux		1 549 627	
Transports et communications		150 742	
Services		9 228 870	
Fournitures et matériel		27 255	
Paiements de transfert			
Initiatives de conservation	475 074		
Consultations auprès des Autochtones sur la Plan énergétique	198 823		
Initiatives en matière d'énergie verte	617 046		
Fonds de développement du réseau intelligent	1 841 128		
		3 132 071	
Autres opérations		230 990 000	
		256 680 630	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE		**256 680 630**	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2905				**PROGRAMME D'ATTÉNUATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	
1	1 606 826 400	2 824 000 000	4 430 826 400	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité	4 241 613 705
	1 606 826 400	**2 824 000 000**	**4 430 826 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	**4 241 613 705**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 100 000 000	(1 034 000 000)	66 000 000	Atténuation du prix de l'électricité	65 560 000
	1 100 000 000	**(1 034 000 000)**	**66 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	**65 560 000**

Description du programme :

Le Programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	26 397 840
Remise de l'Ontario pour les consommateurs d'électricité	764 092 187
Crédit relatif à la livraison dans *les réserves pour les* Premières Nations	24 051 490
Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité	171 749 043
Protection des tarifs de distribution	253 712 398
Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées	240 644 596
Atténuation du prix de l'électricité	2 760 966 151
	4 241 613 705
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	**4 241 613 705**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Atténuation du prix de l'électricité (Poste 5)	
Prêts et investissements	
Achat d'actions d'OPG	65 560 000
	65 560 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	**65 560 000**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2906				**GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	35 000 000		35 000 000	Gestion stratégique des biens et transformation.....	611 015
	35 000 000		**35 000 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS ET RÉORGANISATION.....**	**611 015**

Description du programme :

Ce programme soutient la province en tant qu'actionnaire d'Hydro One pour ce qui a trait à la gestion de ses investissements et aux relations de gouvernance.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS – VOTE 2906

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion stratégique des biens et transformation (Poste 1)		
Services		611 015
		611 015
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION STRATÉGIQUE DES BIENS ET RÉORGANISATION		**611 015**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Accès à l'information - Droits	1 074	1 793
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de placements	7 942 080	919 259 066
REVENUS TIRÉS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Hydro One Limited	277 584 636	275 786 198
Ontario Power Generation Incorporated	0	283 273 808
	277 584 636	559 060 006
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	46 619 790	79 740 667
Services et Locations	29 000	274 614
	46 648 790	80 015 281
DIVERS		
Intérêt	329	15 469
Dividendes	0	607 697 344
Autres	171 668	0
	171 997	607 712 813
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**332 348 577**	**2 166 048 959**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
- SOMMAIRE 2-164
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-165
- ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 2-167
- EMPLOI ONTARIO 2-172
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-166, 2-170, 2-174

ÉTAT DES RECETTES 2-175

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-176

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
22 863 767	Administration du ministère	26 661 514	22 759 521
6 888 888 158	Éducation postsecondaire	7 564 445 700	7 413 132 302
1 199 448 905	Emploi Ontario	1 224 536 200	1 215 879 629
20 031 190	Politiques stratégiques et programmes	0	0
8 131 232 020	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**8 815 643 414**	**8 651 771 452**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
215 595 555	Éducation postsecondaire	277 001 000	149 521 516
667 300	Emploi Ontario	2 000 000	747 500
216 262 855	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**279 002 000**	**150 269 016**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
545 810 406	Éducation postsecondaire	439 456 200	396 209 181
15 408 155	Emploi Ontario	15 238 000	15 203 265
561 218 561	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**454 694 200**	**411 412 446**
	BIENS IMMOBILISÉS		
5 284 467	Éducation postsecondaire	6 466 900	5 170 805
5 284 467	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**6 466 900**	**5 170 805**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	20 677 400	5 919 100	26 596 500	Administration du ministère	22 693 553
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	20 742 414	**5 919 100**	**26 661 514**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**22 759 521**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 414 199
Avantages sociaux		929 556
Transports et communications		97 048
Services		16 226 456
Fournitures et matériel		26 294
		22 693 553
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 663 107	
Avantages sociaux	330 221	
Transports et communications	45 721	
Services	53 044	
Fournitures et matériel	3 321	
		3 095 414
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaries	105 365	
Avantages sociaux	270 111	
Transports et communications	7 323	
Services	8 199 339	
Fournitures et matériel	4 490	
		8 586 628
Ressources humaines		
Services	1 290 700	
		1 290 700
Services de communication		
Traitements et salaries	2 645 727	
Avantages sociaux	329 224	
Transports et communications	37 461	
Services	844 232	
Fournitures et matériel	18 483	
		3 875 127
Services juridiques		
Services	1 223 000	
		1 223 000
Services de vérification		
Services	1 140 340	
		1 140 340
Systèmes informatiques		
Transports et communcations	6 543	
Services	3 475 801	
		3 482 344
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 759 521**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	7 236 244 900	273 159 800	7 509 404 700	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	7 376 934 189
L	54 540 000		54 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*	35 058 354
L	500 000		500 000	Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, *Loi sur l'administration financière*	500 000
L	1 000		1 000	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, *Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel*	639 759
	7 291 285 900	**273 159 800**	**7 564 445 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**7 413 132 302**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	277 001 000		277 001 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	149 521 516
	277 001 000		**277 001 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**149 521 516**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	445 392 400	(11 743 100)	433 649 300	Soutien à l'éducation postsecondaire	391 066 493
L	5 806 900		5 806 900	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	5 142 688
	451 199 300	**(11 743 100)**	**439 456 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**396 209 181**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	6 466 900		6 466 900	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	5 170 805
	6 466 900		**6 466 900**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**5 170 805**

Description du programme :

Le programme de l'éducation postsecondaire, appuyé par la Division de l'éducation postsecondaire (DEP) et la Division du soutien aux apprenants au niveau postsecondaire (DSANP), est responsable de soutenir les établissements et les étudiants respectivement afin de créer un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible et adapté en Ontario. Le programme établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario. Le programme de l'éducation postsecondaire appuie également les Ontariens et Ontariennes qui cherchent à accéder au système d'études postsecondaires en leur offrant un soutien financier et réglementaire ainsi que des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie.

Les programmes et activités clés de la DEP comprennent : les politiques et l'évaluation en matière d'immobilisations; l'élaboration de cadres stratégiques, législatifs et de financement pour les collèges, les établissements autochtones et les universités; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements d'enseignement postsecondaire, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert; la gestion des mécanismes de responsabilisation; l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones; la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements postsecondaires privés hors de la province; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2019

La DSANP administre le Régime d’aide financière aux étudiants de l’Ontario, un programme intégré axé sur les besoins qui est proposé avec le gouvernement fédéral pour offrir aux étudiants une expérience d'éducation postsecondaire uniformisée et accessible, fondée sur la capacité à apprendre et non sur la capacité à payer. Par l’entremise du bureau du surintendant des collèges privés d’enseignement professionnel, la DSANP réglemente aussi les collèges privés d’enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes. La DSANP administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l’Ontario d’accepter des étudiants étrangers. La DSANP est responsable des politiques d’enseignement postsecondaire intégrant la technologie et administre également les ententes de paiements de transfert à l’appui de l’apprentissage par des voies numériques.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)		
Traitements et salaires		24 100 653
Avantages sociaux		4 021 545
Transports et communications		913 775
Services		19 151 239
Fournitures et matériel		56 182
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 621 373 477	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 649 801 314	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	750 624	
Renouvellement de l'éducation postsecondaire	14 653 680	
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	2 042 835 490	
		7 329 414 585
		7 377 657 979
Moins : Recouvrements		723 790
		7 376 934 189
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*		35 058 354
Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, *Loi sur l'administration financière*		500 000
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation		639 759
		36 198 113
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**7 413 132 302**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Prêts et investissements		
Prêts aux étudiants		149 096 900
Prêts aux étudiants - impayés		424 616
		149 521 516
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**149 521 516**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Strategic Investment Fund – Federal	163 436 993	
Subventions d'immobilisations – collèges	97 104 100	
Subventions d'immobilisations – universités	130 525 400	
		391 066 493
		391 066 493
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		5 142 688
		5 142 688
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**396 209 181**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
BIENS IMMOBILISÉS		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	5 170 805	
	5 170 805	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**5 170 805**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003				**PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	1 359 350,300	(141 314 100)	1 218 036 200	Système Emploi Ontario.....	1 214 251 464
L	503 600		503 600	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*.....	90 483
L	5 996 400		5 996 400	Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*	1 537 682
	1 365 850 300	**(141 314 100)**	**1 224 536 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO .....**	**1 215 879 629**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	2 000 000		2 000 000	Système Emploi Ontario.....	747 500
	2 000 000		**2 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO .....**	**747 500**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003				**PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
10	14 001 000	50 000	14 051 000	Système Emploi Ontario	14 017 631
L	1 187 000		1 187 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 185 634
	15 188 000	**50 000**	**15 238 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	**15 203 265**

Description du programme :

Emploi Ontario (EO), le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir.

Les programmes et services d'EO s'inscrivent dans quatre grandes catégories :

1. Emploi et formation
2. Apprentissage
3. Compétences fondamentales
4. Marché du travail

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et des agents responsables de la formation. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario.

Au sein d'EO, la Division des politiques et des innovations relatives à la main-d'œuvre s'attache à diriger l'élaboration des politiques et stratégies de développement du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les chercheurs d'emploi, ainsi qu'à diffuser l'information sur le marché du travail.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Système Emploi Ontario (Poste 7)		
Traitements et salaires		74 200 529
Avantages sociaux		13 778 486
Transports et communications		2 010 341
Services		19 239 139
Fournitures et matériel		328 162
Paiements de transfert		
Emploi et formation	921 335 607	
Crédit d'impôts de l'Ontario pour la formation en apprentissage	111 510 500	
Crédit d'impôts de l'Ontario pour l'éducation coopérative	71 848 700	
		1 104 694 807
		1 214 251 464
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*		90 483
Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*		1 537 682
		1 628 165
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**1 215 879 629**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Système Emploi Ontario (Poste 9)		
Prêts et investissements		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail		747 500
		747 500
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**747 500**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Système Emploi Ontario (Poste 10)		
Paiements de transfert		
Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage		14 017 631
		14 017 631
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		1 185 634
		1 185 634
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**15 203 265**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail	714 976 135	668 056 266
Entente sur le développement de la main-d'œuvre	231 309 049	234 053 068
Fonds d'investissement stratégique	167 545 545	322 721 965
Programme canadien de prêts aux étudiants	21 006 960	16 322 111
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	13 041 892	12 874 005
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	7 591 267	8 870 426
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux	4 274 082	4 274 082
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés*	0	(149 177)
	1 159 744 930	1 267 022 746
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	838 142	799 561
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel	1 256 193	1 210 676
Droits, permis et autorisations**	436 642	161 626
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	55 000	105 000
Frais pour chèques refusés	4 585	5 915
Gens de métiers et apprentis***	(100)	(100)
	1 752 320	1 483 117
AMENDES ET PÉNALITÉS	352 382	48 001
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	90 872 182	54 963 534
DIVERS		
Pénalités - intérêt	7 675 043	5 039 144
Autres	205 740	94 509
	7 880 783	5 133 653
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 261 440 739**	**1 329 450 612**

* Représente des fonds excédentaires qui seront retournés au gouvernement fédéral.
** Représente le reclassement de "frais pour chèques refusés" à "droits, permis et autorisations".
*** Représente un rajustement ponctuel des droits de renouvellement du certificat des gens de métier et des apprentis transférés à l'Ordre des métiers de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
Remboursement – Principal des emprunts	274 106 251	341 182 186
Remboursement – Prêts aux étudiants	64 433 734	72 461 964
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	646 319	1 206 538
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**339 186 304**	**414 850 688**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-178

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-180

POLITIQUES ET PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX 2-183

PROGRAMMES ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE 2-185

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT 2-187

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OBSERVATION 2-189

ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT ET ANALYTIQUE 2-192

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES 2-194

PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE 2-196

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-181, 2-188, 2-191, 2-195, 2-197

ÉTAT DES RECETTES 2-198

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
82 144 262	Administration du ministère	76 386 814	75 672 731
84 630 734	Politiques et programmes environnementaux	115 598 000	88 982 029
0	Programmes et politiques en matiére de changement climatique	1 000	0
46 730 001	Normes et sciences de l'environnement	54 830 400	50 047 927
202 695 935	Conformité environnementale et observation	117 994 100	116 356 557
4 372 470	Économie de l'environnement et analytique	3 945 100	3 632 454
25 899 580	Évaluations et permissions environnementales	29 022 300	28 673 832
344 980 860	Compte de réduction des gaz à effet de serre	1 044 116 700	381 393 301
791 453 842	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 441 894 414**	**744 758 831**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	7 693 000	7 693 000
-	Compte de réduction des gaz à effet de serre	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**7 694 000**	**7 693 000**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Programmes et politiques en matiére de changement climatique	1 000	0
3 325 940	Normes et sciences de l'environnement	10 371 200	2 940 426
12 987	Conformité environnementale et observation	192 600	12 226
3 851 040	Évaluations et permissions environnementales	3 851 000	3 851 036
1 132 233 571	Compte de réduction des gaz à effet de serre	919 753 300	631 573 083
1 139 423 538	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**934 169 100**	**638 376 771**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	BIENS IMMOBILISÉS		
5 167 884	Évaluations et permissions environnementales	25 954 000	1 270 216
335 000	Conformité environnementale et observation	411 000	5 250
0	Évaluations et permissions environnementales	1 000	0
4 440 331	Compte de réduction des gaz à effet de serre	14 800 000	0
9 943 215	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**41 166 000**	**1 275 466**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	77 939 600	(1 617 800)	76 321 800	Administration du ministère	75 488 043
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables *Loi sur l'administration financière*	118 720
	78 004 614	**(1 617 800)**	**76 386 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**75 672 731**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000	7 692 000	7 693 000	Débiteurs	7 693 000
	1 000	**7 692 000**	**7 693 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**7 693 000**

Description du programme :

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion de l'information ainsi que les communications ministérielles et publiques, le marketing et les services juridiques.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 149 561
Avantages sociaux		2 859 801
Transports et communications		364 993
Services		51 960 162
Fournitures et matériel		1 187 526
		75 522 043
Moins : Recouvrements		34 000
		75 488 043
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 847 910	
Avantages sociaux	311 721	
Transports et communications	56 472	
Services	48 891	
Fournitures et matériel	5 017	
		3 270 011
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	6 926 202	
Avantages sociaux	971 991	
Transports et communications	95 332	
Services	24 127 947	
Fournitures et matériel	1 088 417	
	33 209 889	
Moins : Recouvrements	34 000	
		33 175 889
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 386 955	
Avantages sociaux	491 909	
Transports et communications	17 130	
Services	196 271	
Fournitures et matériel	2 272	
		2 094 537
Services de communication		
Traitements et salaires	4 163 531	
Avantages sociaux	560 522	
Transports et communications	65 966	
Services	334 793	
Fournitures et matériel	19 752	
		5 144 564
Services juridiques		
Traitements et salaires	18 278	
Transports et communications	130 093	
Services	11 759 504	
Fournitures et matériel	48 889	
		11 956 764
Services de vérification		
Services	198 225	
		198 225
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 806 685	
Avantages sociaux	523 658	
Services	15 294 531	
Fournitures et matériel	23 179	
		19 648 053
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
Autres opérations		
Créances irrécouvrables *Loi sur l'administration financière*		118 720
		184 688
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**75 672 731**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
Débiteurs (Poste 10)	
Débiteurs.....	7 693 000
	7 693 000
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**7 693 000**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1112					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**POLITIQUE ET PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX**	
1	11 173 100	3 459 300	14 632 400	Politique environnementale	9 376 268
2	94 973 200	5 992 400	100 965 600	Programmes environnementaux	79 605 761
	106 146 300	**9 451 700**	**115 598 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POLITIQUE ET PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX**	**88 982 029**

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministère, de concevoir des programmes visant à protéger l'environnement et de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées dans le cadre d'une économie circulaire prospère. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

POLITIQUE ET PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX – CRÉDIT 1112

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politique environnementale (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 742 471
Avantages sociaux		1 051 658
Transports et communications		65 304
Services		265 379
Fournitures et matériel		20 906
Paiements de transfert		
Adaptation au changement climatique		230 550
		9 376 268
Programmes environnementaux (Poste 2)		
Traitements et salaires		14 311 130
Avantages sociaux		1 861 546
Transports et communications		214 528
Services		11 914 100
Fournitures et matériel		42 402
Paiements de transfert		
Planification et action en protection environnementale	4 087 000	
Analyses des émissions dans le cadre d'Air pur	40 338 691	
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	3 000 000	
Protection des sources d'eau	3 756 349	
Participation des Autochtones et collaboration	80 015	
		51 262 055
		79 605 761
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES		**88 982 029**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1113				**PROGRAMMES ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 000		1 000	Programmes et politiques en matiére de changement climatique	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMMES ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	1 000		1 000	Programmes liés au changement climatique – Charges d'immobilisations	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMMES ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE**	**0**

Description du programme :
Ce crédit a la responsabilité de diriger le plan à long terme visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Ontario et à stimuler la transition vers une économie résiliente et sobre en carbone dans le cadre du Plan d'action contre le changement climatique et du Programme de plafonnement et d'échange. Il comprend tout le financement ministériel lié au changement climatique qui est admissible à des crédits compensatoires par l'entremise du Compte de réduction des gaz à effet de serre (CRGES).

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges de fonctionnement liées au poste Politiques et programmes en matière de changement climatique comprennent des recouvrements de 223 346 576 $ pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre (maintenant appelé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange), lesquels sont fondés sur les dépenses réelles enregistrées pendant l'exercice.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMMES ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE – CRÉDIT 1113

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes et politiques en matiére de changement climatique (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 164 084
Avantages sociaux		844 525
Transports et communications		71 584
Services		4 314 009
Fournitures et matériel		36 197
Paiements de transfert		
Gouvernement et partenariats	9 208 238	
Fonds pour un Ontario vert	202 707 939	
		211 916 177
		223 346 576
Moins : Recouvrements		223 346 576
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE		**0**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1114					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT**	
1	52 057 300	2 773 100	54 830 400	Normes et sciences de l'environnement	50 047 927
	52 057 300	**2 773 100**	**54 830 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT**	**50 047 927**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	11 918 000	(2 537 800)	9 380 200	Sciences de l'environnement – Charges d'immobilisations	1 958 590
L	991 000		991 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	981 836
	12 909 000	**(2 537 800)**	**10 371 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT**	**2 940 426**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	25 954 000		25 954 000	Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure	1 270 216
	25 954 000		**25 954 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT**	**1 270 216**

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité de fournir des travaux de recherche et de l'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que de surveiller l'état de l'environnement en Ontario et de faire rapport à ce sujet.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1114

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Normes et sciences de l'environnement (Poste 1)		
Traitements et salaires	33 615 047	
Avantages sociaux	5 101 919	
Transports et communications	835 159	
Services	4 457 164	
Fournitures et matériel	3 018 722	
Paiements de transfert		
Changement climatique 1 021 250		
Sciences de l'environnement et recherche technique 1 998 666		
	3 019 916	
	50 047 927	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	**50 047 927**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Sciences de l'environnement – Charges d'immobilisation (Poste 2)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	1 958 590	
	1 958 590	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement *Loi sur l'administration financière*	981 836	
	981 836	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	**2 940 426**	
BIENS IMMOBILISÉS		
Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure (Poste 3)		
Flotte - Coût des actifs		189 998
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations		1 080 218
		1 270 216
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT		**1 270 216**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1116				**CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	55 764 900	(8 574 200)	47 190 700	Conformité environnementale et observation	46 466 849
2	65 444 300	4 042 400	69 486 700	Opérations régionales	68 814 163
3	1 722 300	(407 900)	1 314 400	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones	1 075 545
L	1 000		1 000	Fiducie *Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement rivières English et Wabigoon*	0
L	1 300		1 300	Créances irrécouvrables *Loi sur l'administration financière*	0
	122 933 800	**(4 939 700)**	**117 994 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS**	**116 356 557**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	176 000		176 000	Fonds d'assainissement de l'environnement	0
5	2 000		2 000	Assainissement de l'environnement	0
L	14 600		14 600	Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	12 226
	192 600		**192 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS**	**12 226**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	411 000		411 000	Conformité environnementale et opérations - Infrastructure	5 250
	411 000		**411 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS**	**5 250**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et d'intégrer des approches novatrices fondées sur les risques afin d'améliorer la conformité et la performance environnementale de la communauté réglementée, d'enquêter sur les infractions environnementales alléguées et d'assurer la conformité avec le droit environnemental, de protéger et soutenir la pureté de l'air, de l'eau et des sols, d'améliorer l'environnement naturel et la santé humaine et de faire respecter l'exigence législative qui incombe à l'inspecteur en chef de l'eau potable de faire rapport sur l'état des réseaux d'eau potable dans la province.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS – CRÉDIT 1116

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Conformité environnementale et observation (Poste 1)		
Traitements et salaires		31 385 190
Avantages sociaux		4 385 349
Transports et communications		541 734
Services		5 792 160
Fournitures et matériel		95 084
Paiements de transfert		
Grands Lacs	4 267 332	
Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire	68 308	
		4 335 640
		46 535 157
Moins : Recouvrements		68 308
		46 466 849
Opérations régionales (Poste 2)		
Traitements et salaires		55 279 789
Avantages sociaux		8 566 126
Transports et communications		1 205 251
Services		2 235 044
Fournitures et matériel		642 817
Paiements de transfert		
Grands Lacs		885 136
		68 814 163
Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones (Poste 3)		
Traitements et salaires		676 485
Avantages sociaux		93 298
Transports et communications		110 256
Services		126 582
Fournitures et matériel		5 361
Paiements de transfert		
Gestion de l'eau potable pour les communautés autochtones		63 563
		1 075 545
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS		**116 356 557**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	12 226
	12 226
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS	**12 226**
BIENS IMMOBILISÉS	
Conformité environnementale et opérations - Infrastructure (Poste 6)	
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	5 250
	5 250
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS	**5 250**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1117					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT ET ANALYTIQUE**	
1	3 795 600	149 500	3 945 100	Économie de l'environnement et analytique.....	3 632 454
	3 795 600	**149 500**	**3 945 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT ET ANALYTIQUE .....**	**3 632 454**

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité des analyses économiques liées à l'environnement et de l'analytique avancée pour soutenir une prise de décisions fondées sur des données probantes dans le contexte de la protection de l'environnement et de l'action en matière de changement climatique dans une perspective interministérielle, à partir d'une approche tournée vers l'avenir, y compris l'établissement de grands indicateurs de résultats permettant de mesurer les progrès dans la protection de l'environnement et l'assurance que les données sont communiquées de manière ouverte et transparente.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT ET ANALYTIQUE – CRÉDIT 1117

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Économie de l'environnement et analytique (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 145 088
Avantages sociaux	435 657
Transports et communications	24 959
Services	17 765
Fournitures et matériel	8 985
	3 632 454
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT ET ANALYTIQUE	**3 632 454**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1118				**ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	26 424 900	2 597 400	29 022 300	Évaluations et permissions environnementales	28 673 832
	26 424 900	**2 597 400**	**29 022 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....**	**28 673 832**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
L	3 851 000		3 851 000	Amortissement - *Loi sur l'administration financière*.....	3 851 036
	3 851 000		**3 851 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....**	**3 851 036**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	1 000		1 000	Évaluations et permissions environnementales - Infrastructure.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....**	**0**

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique et une direction pour la transformation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Il veille à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1118

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Évaluations et permissions environnementales (Poste 1)	
Traitements et salaires	23 738 402
Avantages sociaux	3 181 852
Transports et communications	257 191
Services	1 438 991
Fournitures et matériel	57 396
	28 673 832
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES	**28 673 832**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	3 851 036
	3 851 036
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES	**3 851 036**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE**	
L	1 044 116 700		1 044 116 700	Loi de 2016 sur l'atténuation du *changement climatique et une économie sobre en carbone*.	381 393 301
	1 044 116 700		**1 044 116 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....**	**381 393 301**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
L	1 000		1 000	Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone.	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
L	919 753 300		919 753 300	Charges d'infrastructure Loi de 2016 sur *l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone*.....	631 573 083
	919 753 300		**919 753 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....**	**631 573 083**
BIENS IMMOBILISÉS					
L	14 800 000		14 800 000	Actifs d'infrastructure Loi de 2016 sur *l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone*.....	0
	14 800 000		**14 800 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....**	**0**

Description du programme :

Le Compte de réduction des gaz à effet de serre permet de rendre des comptes sur les sommes devant être consignées dans le Compte y compris sur l'engagement d'investir les recettes du Programme de plafonnement et d'échange de l'Ontario dans des initiatives pouvant vraisemblablement réduire les émissions de gaz à effet de serre ou contribuer à leur réduction.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE– CRÉDITS LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone	
Autres opérations	
Transferts du Compte de réduction gaz à effet de serre……	381 393 301
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....	**381 393 301**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Charges d'infrastructure Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone	
Autres opérations	
Transferts du Compte de réduction gaz à effet de serre……	631 573 083
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.....	**631 573 083**

Nota : le sommaire des activités relatives au Compte de réduction des gaz à effet de serre se trouve à la page 2-483.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	120 458	739 222
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais liés aux déchets dangereux	11 369 181	10 761 898
Programme Air pur	2 821 958	2 854 162
Autorisation environnementale	4 038 911	3 996 425
Autres	6 112 672	5 995 693
	24 342 722	23 608 178
Compte de réduction des gaz à effet de serre :		
produits du Programme plafonnement et échange	472 138 014	2 401 020 129
	472 138 014	2 401 020 129
VENTES ET LOCATIONS	1 782	1 654
AMENDES ET PÉNALITÉS	0	325
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	14 434 572	849 704
DIVERS	25 540	17 365
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**511 063 088**	**2 426 236 577**

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-200

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-202

ENTREPRISES PUBLIQUES, POLITIQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DU REVENU ET DE RÉGIMES DE RETRAITE 2-204

POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 2-209

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 2-212

INVESTIR DANS L'ONTARIO 2-215

ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS 2-216

TRÉSOR 2-220

FONDS TRILLIUM 2-222

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ...2-203, 2-211, 2-214, 2-218, 2-219, 2-221, 2-223

ÉTAT DES RECETTES 2-224

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-226

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
35 792 942	Administration du ministère	42 533 714	35 694 479
103 406 463	Politiques de réglementation et relations avec les organismes	123 855 800	113 942 889
1 963 275 155	Politiques économiques, budgétaires et financières	471 676 400	37 382 288
2 205 829	Réglementation de l'industrie des services financiers	4 575 300	1 285 647
427 685 586	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	1 043 723 200	1 006 276 156
10 845 562 968	Trésor	12 253 092 100	11 419 283 525
13 377 928 943	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**13 939 456 514**	**12 613 864 984**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques de réglementation et relations avec les organismes	61 640 000	23 412 000
295 876 216	Politiques économiques, budgétaires et financières	0	0
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	0
29 906 556	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	33 100 000	29 933 112
325 782 772	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**94 742 000**	**53 345 112**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Politiques de réglementation et relations avec les organismes	1 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	3 000	0
0	Investir dans l'Ontario	1 000	0
2 637 609	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	2 638 600	2 637 609
218 379 667	Fonds Trillium	731 425 200	244 042 959
221 017 276	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**734 070 800**	**246 680 568**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
798 226	Réglementation de l'industrie des services financiers	7 369 200	683 076
0	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	1 000	0
20 552 190	Fonds Trillium	64 943 500	25 851 675
21 350 416	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**72 314 700**	**26 534 751**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	41 730 100	738 600	42 468 700	Administration du ministère	35 628 511
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	41 795 114	**738 600**	**42 533 714**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**35 694 479**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 739 110
Avantages sociaux		2 382 133
Transports et communications		437 478
Services		17 871 663
Fournitures et matériel		198 127
		35 628 511
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 954 678	
Avantages sociaux	469 543	
Transports et communications	95 981	
Services	182 098	
Fournitures et matériel	12 656	
		4 714 956
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	5 526 481	
Avantages sociaux	1 075 283	
Transports et communications	102 973	
Services	4 466 977	
Fournitures et matériel	43 879	
		11 215 593
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 536 184	
Avantages sociaux	297 703	
Transports et communications	17 380	
Services	176 257	
Fournitures et matériel	1 569	
		2 029 093
Services de communication		
Traitements et salaires	3 721 767	
Avantages sociaux	539 604	
Transports et communications	59 954	
Services	2 596 898	
Fournitures et matériel	86 262	
		7 004 485
Services juridiques		
Transports et communications	161 190	
Services	9 119 518	
Fournitures et matériel	53 761	
		9 334 469
Services de vérification		
Services	1 329 915	
		1 329 915
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**35 694 479**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES**	
6	7 719 800	(31 600)	7 688 200	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	5 885 702
7	124 917 100	(20 100 000)	104 817 100	Entreprises publiques	100 882 387
8	11 316 400	34 100	11 350 500	Politique en matière de services financiers	7 174 800
	143 953 300	**(20 097 500)**	**123 855 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES**	**113 942 889**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	26 700 000		26 700 000	Prêts et investissements – Stelco	800 000
17	34 940 000		34 940 000	Prêts et investissements – Loi de 2016 sur l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	22 612 000
	61 640 000		**61 640 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES**	**23 412 000**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES**	
11	1 000		1 000	Compte de réduction des gaz à effet de serre.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES .....**	**0**

Description du programme :

Ce programme assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Ce programme englobe l'analyse, l'élaboration de politiques et la législation dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu. Il est chargé de suivre l'évolution et les nouvelles tendances, d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique.

Ce programme fournit des analyses et des conseils concernant les intérêts de l'Ontario dans le secteur provincial des services financiers et la réglementation connexe, par exemple les assurances, les institutions de dépôts, les coopératives, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la mise en œuvre et la surveillance continue des organismes de réglementation, comme la Commission des services financiers de l'Ontario, la Société ontarienne d'assurance-dépôts, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers et le régime coopératif proposé de réglementation des marchés des capitaux.

Ce programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à diverses initiatives de transformation s'étendant à plusieurs ministères, selon les besoins. Il inclut également la mise en œuvre de la modernisation des secteurs des boissons alcoolisées et des jeux, la vente au détail du cannabis ainsi que la surveillance et la mise en oeuvre de certaines des recommandations du Conseil consultatif de la première ministre pour la gestion des biens provinciaux. Le programme est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (y compris le secteur des courses hippiques) ainsi que de la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Politiques de réglementation et relations avec les organismes - charges d'immobilisations comprennent des recouvrements de 1 069 000 $ pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre (maintenant appelé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange), lesquels sont fondés sur les dépenses réelles enregistrées pendant l'exercice.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES, À LA SÉCURITÉ DU REVENU ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite (Poste 6)		
Traitements et salaires	4 653 493	
Avantages sociaux	688 067	
Transports et communications	32 084	
Services	504 398	
Fournitures et matériel	7 660	
	5 885 702	
Entreprises publiques (Poste 7)		
Traitements et salaires	3 921 373	
Avantages sociaux	644 404	
Transports et communications	41 763	
Services	1 790 133	
Fournitures et matériel	5 684	
Paiements de transfert		
Programme de financement du partenariat pour l'industrie des courses de chevaux	94 711 100	
	101 114 457	
Moins : Recouvrements	232 070	
	100 882 387	
Investissements et gouvernance		
Traitements et salaires	916 103	
Avantages sociaux	129 921	
Transports et communications	10 144	
Services	684 982	
Fournitures et matériel	3 628	
		1 744 778
Politiques en matière de jeux		
Traitements et salaires	1 252 683	
Avantages sociaux	198 442	
Transports et communications	12 281	
Services	676 566	
Fournitures et matériel	637	
Paiements de transfert		
Programme de financement du partenariat pour l'industrie des courses de chevaux	94 711 100	
		96 851 709
Politiques en matière d'alcool et de cannabis		
Traitements et salaires	1 752 587	
Avantages sociaux	316 041	
Transports et communications	19 338	
Services	428 585	
Fournitures et matériel	1 419	
	2 517 970	
Moins : Recouvrements	232 070	
		2 285 900

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES, À LA SÉCURITÉ DU REVENU ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
Politique en matière de services financiers (Poste 8)	
Traitements et salaires	5 250 280
Avantages sociaux	693 110
Transports et communications	43 721
Services	668 644
Fournitures et matériel	19 045
Paiements de transfert	
Ontario FinTech Accelerato	500 000
	7 174 800
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES	**113 942 889**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Prêts et investissements (Poste 9)	
Prêts et investissements	800 000
	800 000
Prêts et investissements (Poste 17)	
Prêts et investissements l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	22 612 000
	22 612 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES	**23 412 000**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	13 122 300	(98 400)	13 023 900	Politiques économiques	12 012 713
8	9 538 400		9 538 400	Bureau du budget	3 969 575
12	449 112 100		449 112 100	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	0
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, *Loi de 1998 sur l'électricité*	21 400 000
	471 774 800	**(98 400)**	**471 676 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**37 382 288**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
14	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203					
BIENS IMMOBILISÉS					
13	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES .....**	**0**

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour accroître les revenus et aider à stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise financière et économique, des analyses et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'examen de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux; il réalise les prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement; il prépare et assure la surveillance stratégique et la prestation de conseils relativement au plan financier du gouvernement; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies financières de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire et financière. Le programme a également comme responsabilité de faciliter la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques financières et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario. Il reflète par ailleurs le transfert de la province à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

Ce programme aide le ministre, le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et à rendre compte des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Le programme réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources, dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et contribue à l'élaboration du Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario imposé par la *Loi sur la transparence et la responsabilité financières*.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires	8 793 332	
Avantages sociaux	1 077 718	
Transports et communications	80 939	
Services	1 301 861	
Fournitures et matériel	258 863	
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques	500 000	
	12 012 713	
Bureau du budget (Poste 8)		
Traitements et salaires	3 044 165	
Avantages sociaux	394 135	
Transports et communications	51 519	
Services	443 344	
Fournitures et matériel	36 412	
	3 969 575	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Hydro One Inc – provision pour l'impôt provincial sur les sociétés		21 400 000
		21 400 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES		**37 382 288**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
1	3 827 600	744 700	4 572 300	Commission des services financiers de l'Ontario	1 273 722
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
6	1 000		1 000	Tribunal des services financiers	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	11 925
	3 830 600	**744 700**	**4 575 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**1 285 647**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Perte due à l'aliénation des actifs, Loi sur l'administration financière	0
	3 000		**3 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	7 369 200		7 369 200	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	683 076
	7 369 200		**7 369 200**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**683 076**

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les fournisseurs de services de santé liés à l'assurance-automobile, les régimes de retraite, les credits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public et d'accroître la confiance du public dans les secteurs réglementés.

Le Tribunal des services financiers entend des appels de décisions et examine des décisions proposées du surintendant des services financiers et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts. Les instances devant le Tribunal des services financiers sont engagées à la demande des personnes touchées qui sont visées par les décisions prises ou proposées.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	33 691 967
Avantages sociaux	11 210 016
Transports et communications	486 938
Services	14 649 567
Fournitures et matériel	290 497
	60 328 985
Moins : Recouvrements	59 055 263
	1 273 722
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 913 767
Avantages sociaux	342 613
Transports et communications	14 130
Services	7 200 985
Fournitures et matériel	8 464
	9 479 959
Moins : Recouvrements	9 479 959
	0
Tribunal des services financiers (Poste 6)	
Traitements et salaires	145 709
Avantages sociaux	17 252
	162 961
Moins : Recouvrements	162 961
	0
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	11 925
	11 925
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**1 285 647**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	829 750
Moins : Recouvrements	829 750
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**0**
BIENS IMMOBILISÉS	
Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3)	
Matériel de technologie de l'information	582 163
Logiciels d'application de gestion – Intérêts	100 913
	683 076
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**683 076**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1208				**PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	1 000		1 000	Investir dans l'Ontario.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO .....**	**0**

Description du programme :

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1209				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	400 754 300	(6 234 500)	394 519 800	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations	358 636 048
5	10 460 000	(471 100)	9 988 900	Politiques fiscales	8 142 756
6	25 711 100	(532 000)	25 179 100	Relations provinciales-municipales en matière de finances	21 788 911
7	531 465 100	31 853 400	563 318 500	Services de soutien aux municipalités	561 004 361
L	45 215 900		45 215 900	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	51 305 317
L	5 500 000		5 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	5 398 763
L	1,000		1,000	Paiements en vertu de la Loi de 2006 sur le financement par surcroît d'impôts	0
	1 019 107 400	**24 615 800**	**1 043 723 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS**	**1 006 276 156**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	400 000		400 000	Actifs	400 000
L	20 300 000		20 300 000	Avances, *Loi sur l'éducation*	18 964 550
L	6 200 000		6 200 000	Avances, *Loi sur les régies des services publics du Nord*	5 000 220
L	6 200 000		6 200 000	Avances, *Loi sur les régies des routes locales*	5 568 342
	33 100 000		**33 100 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS**	**29 933 112**

non vérifié

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1209				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations.....	0
L	2 637 600		2 637 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	2 637 609
	2 638 600		**2 638 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS.....**	**2 637 609**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS.....**	**0**

Description du programme :

Ce programme élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes d'imposition d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qu'entretient la province avec les municipalités. Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que la structure fiscale et les mesures de soutien connexes soient équitables et efficaces pour les particuliers et les familles en Ontario. Dans le cadre de ce travail, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrement, etc.) et exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des aînés et des familles à faible revenu, ainsi que des services de vérification du revenu pour d'autres programmes d'avantages fiscaux. Il a également la responsabilité de la gestion des relations avec l'Agence du revenu du Canada, qui perçoit la majeure partie des taxes et impôts de la province en son nom. Le programme fournit des conseils en matière d'élaboration des politiques et règlements régissant les impôts fonciers municipaux en Ontario, gère les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial, établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et assure la surveillance de la Société d'évaluation foncière des municipalités. Le programme assure aussi la surveillance du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui est le principal programme de paiements de transfert de la province aux municipalités. Il fournit des conseils et des analyses stratégiques sur la conception et les politiques fiscales touchant les particuliers, les entreprises, le secteur minier, les produits de consommation, les ventes, l'administration des successions et les charges sociales. Le programme soutient également un régime fiscal équitable et efficient en dirigeant les efforts de la province pour lutter contre l'économie souterraine.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)		
Traitements et salaires		68 579 746
Avantages sociaux		12 440 493
Transports et communications		2 981 387
Services		138 229 912
Fournitures et matériel		1 268 474
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	138 092 718	
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	149 071	
		138 241 789
		361 741 801
Moins : Recouvrements		3 105 753
		358 636 048
Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes		
Traitements et salaires	10 514 424	
Avantages sociaux	1 831 670	
Transports et communications	111 328	
Services	121 564 680	
Fournitures et matériel	12 319	
		134 034 421
Observation fiscale et avantages fiscaux		
Traitements et salaires	58 065 322	
Avantages sociaux	10 608 823	
Transports et communications	2 870 059	
Services	16 665 232	
Fournitures et matériel	1 256 155	
Paiements de transfert		
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	149 071	
Régime de revenu annuel garanti	138 092 718	
	227 707 380	
Moins : Recouvrements	3 105 753	
		224 601 627
Politiques fiscales (Poste 5)		
Traitements et salaires		5 829 029
Avantages sociaux		679 931
Transports et communications		63 683
Services		1 468 280
Fournitures et matériel		101 833
		8 142 756
Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 6)		
Traitements et salaires		6 160 959
Avantages sociaux		772 713
Transports et communications		53 048
Services		14 785 170
Fournitures et matériel		17 021
		21 788 911
Services de soutien aux municipalités (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario		510 000 000
Paiements spéciaux aux municipalités		16 692 996
Paiement d'atténuation transitoire		4 314 272
Fonds ontarien de préparation à la légalisation du cannabis		29 997 093
		561 004 361
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		51 305 317
Services		
Paiements à des agences de recouvrement privées, *Loi sur l'administration financière*		5 398 763
		56 704 080
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS		**1 006 276 156**

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Régime de revenue annuel garanti		400 000
		400 000
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Avances, *Loi sur l'éducation*	18 964 550	
Avances, *Loi sur les régies des services publics du Nord*	5 000 220	
Avances, *Loi sur les régies des routes locales*	5 568 342	
		29 533 112
		29 533 112
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS		**29 933 112**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		2 637 609
		2 637 609
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS		**2 637 609**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	12 253 092 100		12 253 092 100	Intérêts sur la dette, *Loi sur l'administration financière*	11 419 283 525
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	12 253 092 100		**12 253 092 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR .....**	**11 419 283 525**

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes de l'Ontario et les Obligations d'épargne de l'Ontario, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il aide les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, *Loi sur l'administration financière*		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	11 475 142 929	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	503 925 376	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 623 500	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	1 560 973	
		11 982 252 778
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions		15 401 391
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministériels		57 104 339
Moins: Intérêts sur les investissements		894 207 223
		11 015 539 825
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		403 743 700
		11 419 283 525
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR		**11 419 283 525**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
L	731 425 200		731 425 200	Dépenses liées à l'infrastructure, *Loi de 2014 sur le fonds Trillium*.....	244 042 959
	731 425 200		**731 425 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM ....**	**244 042 959**
BIENS IMMOBILSÉS					
L	64 943 500		64 943 500	Dépenses liées à l'infrastructure, *Loi de 2014 sur le fonds Trillium*.....	25,851,675
	64 943 500		**64 943 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISES) – PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM ....**	**25,851,675**

Description du programme :

Le Fonds Trillium permet d'affecter les gains liés aux revenus nets prescrits et les avantages fiscaux issus de la vente de biens désignés pour soutenir des investissements dans l'infrastructure (routes, ponts, transports en commun et autres infrastructures prioritaires).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Dépenses liées à l'infrastructure, *Loi de 2014 sur le fonds Trillium*	
Autres opérations	
Transferts du Fonds Trillium	244 042 959
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU FONDS TRLLIUM	**244 042 959**
BIENS IMMOBILISÉS	
Crédits législatifs	
Dépenses liées à l'infrastructure, *Loi de 2014 sur le fonds Trillium*	
Investissements dans des immobilisations corporelles	25,851,675
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU FONDS TRILLIUM	**25,851,675**

*****Le sommaire des activités du Fonds Trillium se trouve à la page 2-485.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	35 382 664 678	32 902 104 155
Taxe de vente harmonisée	24 994 529 086	23 259 749 903
Impôt sur les sociétés	16 605 997 246	15 611 610 196
Impôt-santé des employeurs	6 543 571 404	6 205 171 918
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	6 171 415 951	5 883 143 831
Contributions – santé de l'Ontario	3 819 428 268	3 672 453 155
Droits de cession immobilière	2 761 475 545	3 174 106 614
Taxe de vente au détail	2 809 630 179	2 662 630 240
Taxe sur l'essence	2 340 927 809	2 343 838 200
Taxe sur le tabac	1 241 273 992	1 243 925 149
Taxe sur les carburants	774 364 160	759 970 971
Taxe sur la bière et le vin	603 028 260	600 785 772
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	337 765 187	245 378 074
Impôt sur l'administration des successions	207 126 700	194 890 421
Impôt sur les bénéfices miniers	65 348 009	76 148 591
Impôt foncier provincial	31 448 647	22 580 369
Redevance sur le revenue brut – composante de l'impôt foncier	4 432 510	5 763 799
Taxe sur le pari mutuel	4 245 599	4 278 407
Revenus tirés de la taxe sur les spiritueux	3 778 596	2 289 207
Crédits d'impôt de l'Ontario	(205 709)	462 006
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral	(1 197 527)	(2 801 421)
Taxe sur le cannabis	18 640 449	0
	104 719 689 039	98 868 479 557
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	14 851 943 000	14 359 348 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	5,450,733,000	5 314 120 000
Paiement de péréquation	963 165 000	1 423 627 000
Services de soins à domicile et soins de santé mentale	0	115 605 084
Subvention annuelle par personne – *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	8 824 387	8 824 387
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	83 479	83 479
	21 274 748 866	21 221 607 950
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	2 564 522 000	2 808 979 000
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices	2 370 000 000	2 120 000 000
	4 934 522 000	4 928 979 000
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	142 327 944	142 327 944
Évaluations – de base et recouvrements	868 493	796 858
Généraux	2 074 823	1 694 938
	145 271 260	144 819 740

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	95 821 395	102 006 827
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc re :		
Canadian Nuclear Safety Commission	0	5 816 250
Droits d'administration	405 033	799 899
Droits de garantie – autres	293 598	320 682
Autres	1 280 424	1 162 024
	97 800 450	110 105 682
AMENDES ET PÉNALITÉS	3 922 998	1 636 007
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris	41 415 505	46 737 937
	41 415 505	46 737 937
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres	36 059 886	118 093 872
	36 059 886	118 093 872
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa	22 369 914	15 062 729
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	8 433 826	13 498 596
Autre revenu – Toronto	21 106	79 638
Dons – Fonds ontarien d'initiative	103 509	131 397
	30 928 355	28 772 360
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**131 284 358 359**	**125 469 232 105**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier- Facilité de crédit renouvelable à court terme	895 000 000	903 000 000
OSIFA	0	0
Office ontarien de financement – Prêts	278 800 895	1 796 804 380
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Prêts à long terme	400 000 000	300 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Prêts amortissables	101 001 493	78 459 665
Fonds de garantie des prestations de retraite	11 000 000	11 000 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**1 685 802 388**	**3 089 264 045**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-228
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-229
POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES 2-231
PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT 2-234
CARREFOURS COMMUNAUTAIRES 2-237
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-230

ÉTAT DES RECETTES 2-239

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-240

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
16 046 578	Administration du ministère	9 045 514	8 432 178
15 060 972	Politiques et planification infrastructurelles	11 287 300	10 776 563
75 756 947	Projets d'infrastructure du gouvernement	88 224 300	87 615 649
0	Carrefours communautaires	3 350 000	2 388 689
106 864 497	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**111 907 114**	**109 213 079**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification infrastructurelles	27 500 000	12 000 000
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**27 501 000**	**12 000 000**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
263 528 295	Politiques et planification infrastructurelles	625 793 400	358 915 639
138 289 154	Projets d'infrastructure du gouvernement	161 411 300	160 088 215
0	Carrefours communautaires	40 000 000	2 619 226
401 817 449	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**827 204 700**	**521 623 080**
	BIENS IMMOBILISÉS		
20 562 212	Projets d'infrastructure du gouvernement	70 915 400	26 554 679
20 562 212	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**70 915 400**	**26 554 679**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4001 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	7 481 500	1 500 000	8 981 500	Administration du ministère	8 362 136
L	47 841		47 841	Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	20 741
	7 545 514	**1 500 000**	**9 045 514**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**8 432 178**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère procure des conseils stratégiques et des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement.

Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, communications et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 511 176
Avantages sociaux		527 303
Transports et communications		69 734
Services		4 227 391
Fournitures et matériel		26 532
		8 362 136
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 042 020	
Avantages sociaux	285 902	
Transports et communications	51 663	
Services	49 763	
Fournitures et matériel	3 294	
		2 432 642
Planification et finances		
Traitements et salaires	330 408	
Avantages sociaux	36 317	
Transports et communications	5 575	
Services	2 742 017	
Fournitures et matériel	16 888	
		3 131 205
Services de communication		
Traitements et salaires	1 138 748	
Avantages sociaux	205 084	
Transports et communications	11 835	
Services	188 829	
Fournitures et matériel	5 370	
		1 549 866
Services juridiques		
Transports et communications	661	
Services	775 790	
Fournitures et matériel	980	
		777 431
Services de vérification		
Services	470 992	
		470 992
Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		20 741
		70 042
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**8 432 178**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4003 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES**	
1	11 565 500	(279 200)	11 286 300	Politiques et planification infrastructurelles.....	10 776 563
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables	0
	11 566 500	**(279 200)**	**11 287 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES ...**	10 776 563
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	27 500 000		27 500 000	Infrastructure communautaire.....	12 000 000
	27 500 000		**27 500 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES ...**	12 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	643 361 100	(17 567 700)	625 793 400	Programmes d'infrastructure	358 915 640
	643 361 100	**(17 567 700)**	**625 793 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES** ...	358 915 640

Description du programme :

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable de l'orientation et des politiques globales afin de moderniser l'infrastructure de la province (routes, chemins, ponts, transport en commun, hôpitaux, collèges, écoles, tribunaux, établissements correctionnels et autres édifices gouvernementaux). Ce secteur fournit aussi à la province des conseils stratégiques concernant l'élaboration des programmes, la législation et la réglementation en appliquant des critères fondés sur des données probantes, des modélisations et des analyses pour veiller à ce que les investissements dans l'infrastructure publique aient les meilleurs rendements économiques. Le secteur élabore des normes de reddition des comptes permettant de mieux suivre les investissements dans l'infrastructure à l'échelle du gouvernement et il gère les relations de ce dernier avec Infrastructure Canada en collaborant avec les administrations fédérale et municipales pour négocier et mettre en oeuvre des programmes fédéraux de financement de l'infrastructure.

Le secteur a aussi pour responsabilité de gérer la mise en oeuvre de la *Loi de 2015 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité*, qui impose l'élaboration du plan d'infrastructure à long terme du gouvernement, ainsi que l'élaboration de règlements concernant les plans de gestion des biens pour les municipalités et certaines entités du secteur parapublic.

Le secteur élabore et conçoit des politiques et programmes d'infrastructure municipale et surveille leur mise en oeuvre pour s'assurer de leur conformité avec les politiques d'infrastructure à l'échelle de la province. Le secteur élabore également des politiques et surveille des programmes pour le financement de l'infrastructure (y compris les partenariats publics-privés).

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Le programme inclut aussi la Division des politiques en matière de carrefours communautaires, qui assure la gestion de projet, la surveillance stratégique et le suivi des progrès concernant la mise en oeuvre du cadre stratégique et du plan d'action relatifs aux carrefours communautaires. La Division des politiques en matière de carrefours communautaires sert de guichet unique relativement à ces carrefours tout en élaborant des politiques horizontales et en dirigeant leur mise en oeuvre dans tout le gouvernement

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Programmes d'infrastructure – immobilisations comprennent des recouvrements de 121 777 $ du Fonds Trillium, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Fonds Trillium.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES– CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification infrastructurelles (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 584 381
Avantages sociaux		1 101 080
Transports et communications		30 548
Services		1 633 673
Fournitures et matériel		27 881
Paiements de transfert		399 000
		10 776 563
Politiques infrastructurelles		
Traitements et salaires	4 181 311	
Avantages sociaux	547 987	
Transports et communications	7 139	
Services	1 316 950	
Fournitures et matériel	22 773	
Paiements de transfert	399 000	
		6 475 160
Recherche et financement en matière d'infrastructure		
Traitements et salaires	3 403 070	
Avantages sociaux	553 093	
Transports et communications	23 409	
Services	316 723	
Fournitures et matériel	5 108	
		4 301 403
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES		**10 776 563**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Infrastructure communautaire (Poste 7)		
Prêts et investissements		12 000 000
		12 000 000
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES		**12 000 000**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programmes d'infrastructure (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées – contributions fédérales		236 424 981
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées – contributions provinciaux		115 150 139
Accès au gaz naturel		14 562 191
		366 137 311
Moins : Recouvrements		7 221 671
		358 915 640
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES		**358 915 640**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4004				**PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	82 053 600	6 026 700	88 080 300	Projets d'infrastructure du gouvernement.....	87 615 649
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	0
	82 197 600	**6 026 700**	**88 224 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT .....**	**87 615 649**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	148 741 600	12 667 700	161 409 300	Projets d'infrastructure du gouvernement.....	160 088 215
3	1 000		1 000	Projets d'infrastructure du gouvernement, *charges liées aux biens immobilisés*	0
L	1 000		1 000	Amortissement, Loi sur l'administration *financière*.....	0
	146 743 600	**12 667 700**	**161 411 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT .....**	**160 088 215**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4004					
BIENS IMMOBILISÉS					
4	70 915 400		70 915 400	Projets d'infrastructure du gouvernement.....	26 554 679
	70 915 400		**70 915 400**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT .....**	**26 554 679**

Description du programme :

Le programme des biens immobiliers est responsable de la gestion d'une grande partie du portefeuille immobilier public de l'Ontario, qui est par sa taille le deuxième du genre au Canada. Le programme est responsable de l'élaboration des politiques, de la legislation et des programmes relatifs aux biens immobiliers publics et contribue à la prestation de services publics de calibre mondial. Le programme surveille la réussite continue d'Infrastructure Ontario (IO) et de Waterfront Toronto, qui sont deux des principaux partenaires de l'Ontario en matière d'exécution des projets d'infrastructure. Le programme conçoit et met en oeuvre des strategies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation des biens, la gestion de l'espace, les améliorations locatives et la gestion des biens saisis auprès d'entreprises.

La reconstruction du complexe Macdonald (à savoir le podium de l'édifice Macdonald et les tours Hearst, Hepburn, Mowat et Ferguson) fait partie du Projet de réfection des bureaux de Queen's Park, qui est exécuté par IO sur une période de huit ans. Le programme est responsable de la surveillance et de la gouvernance générales du Projet de réfection des bureaux de Queen's Park dans les six domaines suivants : participation des intervenants et gouvernance, gestion du changement, communications, surveillance financière, gestion des risques d'entreprise et vérification, gestion de projet.

Note : Les recouvrements dans le cadre des Projets d'infrastructure du gouvernement comprennent des recouvrements de 1 143 179 $ pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre, (maintenant appelé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange), lesquels sont fondés sur les dépenses réelles enregistrées pendant l'exercice.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT– CRÉDIT 4004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Projets d'infrastructure du gouvernement (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 534 102
Avantages sociaux	669 516
Transports et communications	41 454
Services	74 174 564
Fournitures et matériel	5 325
Autres opérations	4 190 688
Paiements de transfert	3 000 000
	87 615 649
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT	**87 615 649**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Projets d'infrastructure du gouvernement (Poste 2)	
Services	160 088 215
	160 088 215
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT	**160 088 215**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Projets d'infrastructure du gouvernement (Poste 4)	
Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations	14 635 976
Terrains	11 918 703
	26 554 679
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT	**26 554 679**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4005					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**CARREFOURS COMMUNAUTAIRES**	
1	5 200 000	(1 850 000)	3 350 000	Carrefours communautaires	2 388 689
	5 200 000	**(1 850 000)**	**3 350 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CARREFOURS COMMUNAUTAIRES**	**2 388 689**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	40 000 000		40 000 000	Carrefours communautaires	2 619 226
	40 000 000		**40 000 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE CARREFOURS COMMUNAUTAIRES**	**2 619 226**

Description du programme :

L'initiative des carrefours communautaires sert de guichet unique pour les stratégies des carrefours communautaires, et alimente le travail horizontal sur les politiques et la mise en œuvre à l'échelle du gouvernement. Le secteur assure la surveillance stratégique, la gestion de projets et le suivi des progrès dans la mise en œuvre du cadre stratégique et du plan d'action consacrés aux carrefours communautaires.

Le secteur est responsable de la création et de l'entretien du Réseau de ressources pour les carrefours communautaires, lequel relie les personnes de toute la province qui travaillent dans un carrefour communautaire ou qui en planifient un. Le Réseau permet de partager les pratiques exemplaires, de faciliter l'accès aux ressources, aux occasions de formation et de perfectionnement et aux outils du système d'information géographique (SIG), et de renforcer les partenariats et la coordination des efforts entre les organisnes.

Le secteur élabore et met en œuvre des programmes et politiques comme la Stratégie des biens immobiliers à vocation sociale, qui intègre les besoins communautaires et sociaux à la prise de décisions gouvernementales sur l'aliénation, l'acquisition et l'utilisation des biens publics et sur la planification de l'infrastructure. Le secteur a par ailleurs lancé l'Initiative de transition visant les propriétés excédentaires, qui soutiendra et conservera certaines propriétés excédentaires publiques dans la perspective d'un éventuel réaménagement visant à répondre aux besoins communautaires et à façonner les politiques provinciales et lles décisions futures.

L'affectation de capital soutient les transactions qui facilitent la cession des biens publics excédentaires lorsque de telles cessions répondent aux intérêts de la province concernant l'utilisation communautaire ou publique des biens publics.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DE CARREFOURS COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 4005

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Carrefours Communautaires (Poste 1)	
Traitements et salaires	937 472
Avantages sociaux	98 415
Transports et communications	25 997
Services	825 628
Fournitures et matériel	34 222
Paiements de transfert	466 955
	2 388 689
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – Programme de carrefours communautaire	**2 388 689**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Carrefours Communautaires (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Capitale des carrefours communautaires	2 619 226
	2 619 226
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – Programme de carrefours communautaire	**2 619 226**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiement du gouvernement fédéral	161 241 901	165 997 658
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	32 993	20 500
REMBOURSEMENT ET DÉPENSES	6 845 700	162 872
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes, locations – Projet Prov..	94 985 095	201 954 862
Ventes, locations – biens locatifs et autres	37 264 828	36 649 093
Gain	0	29 329 881
Ventes - autres	64 922	291 690
	132 314 845	268 225 526
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	0	4 449 167
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	27 440 083	1 088 366
	27 440 083	5 537 533
DIVERS		
Intêrêt	3 945 071	2 774 858
Paiments por services rendus	182 864	261 930
Autres revenus non spécifiés	187 991 214	0
	192 119 149	3 036 788
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**519 994 671**	**442 980 877**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
Société foncière de l'Ontario	158 250	237 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**158 250**	**237 000**

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-242

OMBUDSMAN ONTARIO 2-243

ÉTAT DES RECETTES 2-245

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
14 184 549	Ombudsman Ontario	20 180 400	15 300 041
14 184 549	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO**	**20 180 400**	**15 300 041**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	20 180 400		20 180 400	Ombudsman.....	15 300 041
	20 180 400		**20 180 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO...**	**15 300 041**

Description du programme:

"L'ombudsman est un fonctionnaire de l'Assemblée législative dont le mandat est prévu dans la Loi sur l'ombudsman. Il promeut l'équité, la responsabilisation et la transparence dans le secteur public en menant des enquêtes sur les plaintes et sur les problèmes systémiques qui relèvent de son mandat et en faisant des recommandations pour améliorer l'administration de la politique, des programmes et des services publics.

Le 1er mai 2019, le mandat de l'ombudsman a été élargi et comprend maintenant le traitement des plaintes relatives aux enfants et aux jeunes pris en charge (sociétés d'aide à l'enfance, foyers de groupe et familles d'accueil) ainsi qu'aux services en français. Ce changement découle d'une loi adoptée en décembre 2018 qui faisait passer à l'ombudsman les responsabilités de l'ancien Commissariat aux services en français, un organisme indépendant, ainsi que la fonction d'enquête de l'ancien Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, aussi un organsme indépendant.

Au cours de l'exercice 2017-2018, le Bureau de l'Ombudsman a reçu 21 154 plaintes. Il est en voie d'enregistrer une hausse de 30 % des plaintes au cours de l'exercice 2018-2019. En 2017-2018, l'effectif du Bureau comptait 143 ETP. En avril 2019, la Commission de régie interne a approuvé un effectif supplémentaire de 43 ETP en raison des responsabilités supplémentaires de l'ombudsman au titre du traitement des plaintes relatives aux enfants et aux jeunes et aux services en français. Ces postes ont en grande partie été pourvus par des employés de l'ancien Commissariat aux services en français et du Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes."

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	9 562 126
Avantages sociaux	2 090 454
Transports et communications	270 756
Services	2 416 626
Fournitures et matériel	2 038 969
	16 378 931
Moins : Recouvrements	1 078 890
	15 300 041
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME –OMBUDSMAN ONTARIO	**15 300 041**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 973	35 982
DIVERS	69 505	32 719
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO	**74 478**	**68 701**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-248

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-250

POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 2-253

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES 2-255

SERVICES JURIDIQUES 2-260

SERVICES AUX TRIBUNAUX 2-262

SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES 2-265

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES 2-267

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-252, 2-254, 2-259, 2-261, 2-264

ÉTAT DES RECETTES 2-269

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
220 348 773	Administration du ministère	236 522 914	228 443 031
267 876 670	Poursuites contre les criminels	297 526 200	287 451 234
681 786 311	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	691 740 800	678 233 738
78 322 476	Services juridiques	40 728 900	57 286 664
452 069 970	Services aux tribunaux	459 239 500	454 393 693
172 990 238	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	200 991 300	180 541 035
10 110 100	Crédit d'impôt pour contributions politiques	14 368 600	14 368 600
1 883 504 538	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 941 118 214**	**1 900 717 995**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
22 922	Administration du ministère	19 200	18 158
1 508 409	Poursuites contre les criminels	1 562 900	1 562 864
118 620	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	126 600	126 558
254 605	Services juridiques	265 600	265 596
78 452	Services aux tribunaux	87 500	87 481
101 947	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	101 700	101 682
2 084 955	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 163 500**	**2 162 339**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
66 097 595	Administration du ministère	67 864 900	64 242 276
386 548	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	279 200	366 549
45 298 171	Services aux tribunaux	45 420 200	43 196 926
111 782 314	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**113 564 300**	**107 805 751**
	BIENS IMMOBILISÉS		
5 134 089	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	5 253 500	5 109 986
25 981 700	Services aux tribunaux	140 264 500	105 083 999
31 115 789	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**145 518 000**	**110 193 985**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	201 317 500	19 333 400	220 650 900	Administration du ministère	212 843 175
6	13 749 700	2 058 300	15 808 000	Division de la modernisation	15 533 888
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	215 131 214	**21 391 700**	**236 522 914**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**228 443 031**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000	17 200	18 200	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	18 158
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	2 000	**17 200**	**19 200**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**18 158**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	53 098 000	14 766 900	67 864 900	Renouvellement des installations	64 242 276
	53 098 000	**14 766 900**	**67 864 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**64 242 276**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français. De plus, la DGSM se charge de la gestion des services de vérification et d'assurance dispensés centralement.

La Division de la modernisation dirige le changement transformationnel et travaille en collaboration avec toutes les divisions pour aider le ministère à moderniser ses services, au public et internes. Elle fournit des services d'élaboration, de mise en œuvre et d'intégration stratégiques d'initiatives essentielles soutenant la vision du ministère, et centre ses activités sur la modernisation de la prestation des services ministériels.

De plus, le programme d'administration du ministère inclut la Direction des communications, le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-procureur général.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 281 304
Avantages sociaux		2 754 365
Transports et communications		334 960
Services		190 462 864
Fournitures et matériel		53 601
		212 887 094
Moins : Recouvrements		43 919
		212 843 175
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 061 196	
Avantages sociaux	411 664	
Transports et communications	70 872	
Services	242 348	
Fournitures et matériel	6 000	
		4 792 080
Services de communication		
Traitements et salaires	2 338 282	
Avantages sociaux	412 584	
Transports et communications	31 174	
Services	3 986 169	
Fournitures et matériel	10 000	
		6 778 209
Services de vérification		
Services	2 001 935	
		2 001 935
Services des installations		
Traitements et salaires	2 797 101	
Avantages sociaux	356 117	
Transports et communications	58 672	
Services	200 706	
Fournitures et matériel	9 203	
		3 421 799
Locaux – Frais de location		
Transports et communications	43 300	
Services	178 649 986	
		178 693 286
Planification opérationnelle		
Traitements et salaires	6 635 452	
Avantages sociaux	1 054 263	
Transports et communications	85 505	
Services	5 187 943	
Fournitures et matériel	20 801	
		12 983 964
Services en français		
Traitements et salaires	351 451	
Avantages sociaux	47 014	
Transports et communications	5 047	
Services	38 959	
Fournitures et matériel	1 074	
	443 545	
Moins : Recouvrements	43 919	
		399 626
Accès à l'information et protection de la vie privée		
Traitements et salaires	440 752	
Avantages sociaux	68 195	
Transports et communications	2 838	
Services	11 535	
Fournitures et matériel	4 556	
		527 876
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 657 070	
Avantages sociaux	404 528	
Transports et communications	37 552	
Services	143 283	
Fournitures et matériel	1 967	
		3 244 400

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$	$
Division de la modernisation (Poste 6)			
Traitements et salaires	7 806 555		
Avantages sociaux	1 260 111		
Transports et communications	124 142		
Services	6 021 448		
Fournitures et matériel	23 732		
Paiements de transfert			
Projets liés à l'innovation	297 900		
	15 533 888		
Crédits législatifs			
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667		
	65 968		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**228 443 031**		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)			
Dépôts et charges payées d'avance	18 158		
	18 158		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**18 158**		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Renouvellement des installations (Poste 2)			
Autres opérations			
Investissements dans les immobilisations – renouvellement des actifs		19 521 065	
Investissements dans les immobilisations – charges de renouvellement		44 721 211	
			64 242 276
			64 242 276
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE			**64 242 276**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DE POURSUITES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**CONTRE LES CRIMINELS**	
2	285 015 200	12 510 000	297 525 200	Droit criminel	286 876 525
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	574 709
	285 016 200	**12 510 000**	**297 526 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**287 451 234**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	1 000	1 561 900	1 562 900	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 562 864
	1 000	**1 561 900**	**1 562 900**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**1 562 864**

Description du programme:

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du Code criminel et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		223 216 038
Avantages sociaux		28 198 272
Transports et communications		3 476 682
Services		21 420 764
Fournitures et matériel		2 771 969
Paiements de transfert		
Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	1 430 000	
Comités de justice pour la jeunesse	1 739 278	
Programmes de responsabilisation directe	3 583 990	
Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels	1 039 532	
		7 792 800
		286 876 525
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		574 709
		574 709
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		**287 451 234**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)	
Dépôts et charges payées d'avance	1 562 864
	1 562 864
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	**1 562 864**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	436 119 700	(29 763 900)	406 355 800	Aide juridique Ontario	405 328 799
4	206 657 700	31 088 600	237 746 300	Relations avec les organismes et les tribunaux	225 838 681
8	9 109 700	5 598 800	14 708 500	Politiques	13 086 409
13	33 833 900	(905 700)	32 928 200	Division de la justice pour les Autochtones	32 820 092
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, *Loi sur l'administration financière*	113 559
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	1 046 198
	685 723 000	**6 017 800**	**691 740 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**678 233 738**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
12	3 000	123 600	126 600	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	126 558
	3 000	**123 600**	**126 600**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**126 558**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	0
L	278 200		278 200	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	366 549
	279 200		**279 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**366 549**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303					
BIENS IMMOBILISÉS					
6	4 787 000	466 500	5 253 500	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	5 109 986
	4 787 000	**466 500**	**5 253 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....**	**5 109 986**

Description du programme :

La Division des politiques est responsable du programme de politiques et de législation du ministère, en centrant notamment son travail sur les questions juridiques et stratégiques touchant le droit civil, le droit de la famille et le droit public. Elle fournit des conseils stratégiques, juridiques et organisationnels sur les politiques, supervise les initiatives stratégiques et fournit du soutien et de l'expertise à d'autres divisions du ministère. La Division sert également de principal point de contact ministériel avec le Bureau du Conseil des ministres. Parmi ses autres responsabilités figurent l'établissement et la surveillance des renseignements au public et l'élaboration des stratégies fédérales-provinciales-territoriales, en liaison avec la Commission du droit de l'Ontario, ainsi que la supervision de quatre professions autoréglementées – avocats, comptables, ingénieurs et architectes.

La Division des relations avec les organismes et les tribunaux gère les relations de responsabilisation avec les organismes, tribunaux et programmes décisionnels, réglementaires et opérationnels du ministère, notamment : Aide juridique Ontario, Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Commission ontarienne des droits de la personne, Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, Unité des enquêtes spéciales, Conseil des experts-comptables, Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution, Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario Tribunaux de justice sociale Ontario et Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario La Division des relations avec les organismes et les tribunaux surveille les priorités en matière de modernisation et le soutien stratégique aux organismes et tribunaux, établit les cadres des modifications aux politiques opérationnelles de tous les ministères qui influent sur les organismes et les tribunaux et contribuent à ces modifications, tout en assurant la reddition des comptes et l'harmonisation avec l'orientation gouvernementale. De plus, la Division administre les nominations par décret aux regroupements des organismes et des tribunaux ainsi que les processus de nominations judiciaires et juridiques.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine et est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. La Division fournit au procureur général et au sous-procureur général des conseils sur des questions relatives à la justice, y compris des questions juridiques. En partenariat avec d'autres divisions et d'autres ministères du secteur de la justice et avec le ministère des Affaires autochtones, elle procure du leadership et des conseils stratégiques sur un vaste éventail de questions relatives à la justice pour les Autochtones. La Division offre un soutien stratégique au Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et au comité Debwewin et collabore avec ses homologues de tout le ministère pour faire en sorte que les programmes ministériels répondent aux besoins des Autochtones.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Aide juridique Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Services aux clients	336 418 977	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Administration	24 118 439	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	44 791 383	
		405 328 799
		405 328 799
Relations avec les organismes (Poste 4)		
Traitements et salaires		144 232 738
Avantages sociaux		24 257 124
Transports et communications		7 011 447
Services		32 875 259
Fournitures et matériel		1 774 053
Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	45 267 651	
Vérification et supervision des libérations sous caution	13 307 684	
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 821 400	
Centre d'assistance pour les appels en matière d'aménagement local	1 794 690	
		66 191 425
		276 342 046
Moins : Recouvrements		50 503 365
		225 838 681
Relations avec les organismes et gestion des programmes		
Traitements et salaires	3 110 757	
Avantages sociaux	425 228	
Transports et communications	146 392	
Services	962 827	
Fournitures et matériel	25 950	
	4 671 154	
Moins : Recouvrements	180 000	
		4 491 154
Vérification et supervision des libérations sous caution		
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	13 307 684	
		13 307 684
Commission ontarienne des droits de la personne		
Traitements et salaires	3 976 234	
Avantages sociaux	437 933	
Transports et communications	127 669	
Services	471 474	
Fournitures et matériel	25 401	
		5 038 711
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 821 400	
		5 821 400
Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police		
Traitements et salaires	6 247 657	
Avantages sociaux	781 386	
Transports et communications	170 292	
Services	1 084 234	
Fournitures et matériel	75 130	
		8 358 699
Unité des enquêtes spéciales		
Traitements et salaires	7 706 526	
Avantages sociaux	994 358	
Transports et communications	494 607	
Services	1 035 528	
Fournitures et matériel	112 912	
		10 343 931

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario		
Traitements et salaires	60 827 137	
Avantages sociaux	11 591 944	
Transports et communications	1 982 745	
Services	10 068 352	
Fournitures et matériel	789 920	
	85 260 098	
Moins : Recouvrements	49 927 865	
		35 332 233
Tribunaux de justice sociale		
Traitements et salaires	34 297 580	
Avantages sociaux	5 769 915	
Transports et communications	2 283 339	
Services	9 291 134	
Fournitures et matériel	553 387	
Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	45 267 651	
		97 463 006
Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario		
Traitements et salaires	12 744 619	
Avantages sociaux	1 900 204	
Transports et communications	660 927	
Services	2 479 276	
Fournitures et matériel	111 942	
		17 896 968
Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario		
Traitements et salaires	15 322 228	
Avantages sociaux	2 356 156	
Transports et communications	1 145 476	
Services	7 482 434	
Fournitures et matériel	79 411	
	26 385 705	
Moins : Recouvrements	395 500	
		25 990 205

	$	$
Centre d'assistance pour les appels en matière d'aménagement local		
Paiements de transfert		
Centre d'assistance pour les appels en matière d'aménagement local		1,794,690
		1,794,690
Politiques (Poste 8)		
Traitements et salaires		6 839 061
Avantages sociaux		650 244
Transports et communications		196 580
Services		5 354 470
Fournitures et matériel		46 054
Paiements de transfert		
Commission du droit de l'Ontario		0
		13 086 409
Politiques		
Traitements et salaires	5 955 574	
Avantages sociaux	589 845	
Transports et communications	157 074	
Services	1 128 006	
Fournitures et matériel	29 253	
		7 859 752
Renseignements au public		
Traitements et salaires	883 487	
Avantages sociaux	60 399	
Transports et communications	39 506	
Services	4 226 464	
Fournitures et matériel	16 801	
		5 226 657

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Division de la justice pour les Autochtones (Poste 13)		
Traitements et salaires		2 973 048
Avantages sociaux		366 691
Transports et communications		294 969
Services		450 330
Fournitures et matériel		45 910
Paiements de transfert		
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	4 387 500	
Projets de la justice applicable aux Autochtones	13 606 834	
Services aux victimes autochtones	10 568 636	
Liste des jurés	126 174	
		28 689 144
		32 820 092
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		113 559
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*		1 046 198
		1 159 757
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**678 233 741**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 12)	
Dépôts et charges payées d'avance	126 558
	126 558
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	**126 558**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	366 549
	366 549
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	**366 549**
BIENS IMMOBILISÉS	
Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes (Poste 6)	
Matériel de technologie de l'information	281 909
Logiciels d'application de gestion	4 828 077
	5 109 986
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	**5 109 986**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
304				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	29 800 600	5 265 800	35 066 400	Droit civil	34 828 270
3	5 558 300	103 200	5 661 500	Services des conseillers législatifs	5 633 670
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	16 824 724
	35 359 900	**5 369 000**	**40 728 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**57 286 664**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000	264 600	265 600	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	265 596
	1 000	**264 600**	**265 600**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**265 596**

Description du programme:

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, qui incluent le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée legislative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Droit civil (Poste 2)		
Traitements et salaires		144 814 668
Avantages sociaux		16 426 569
Transports et communications		537 793
Services		9 301 606
Fournitures et matériel		871 774
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	2 143 833	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions	1 199 272	
		3 343 105
		175 295 515
Moins : Recouvrements		140 467 245
		34 828 270
Droit civil et constitutionnel		
Traitements et salaires	35 574 324	
Avantages sociaux	5 253 208	
Transports et communications	537 793	
Services	9 301 606	
Fournitures et matériel	871 774	
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	2 143 833	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions	1 199 272	
	54 881 810	
Moins : Recouvrements	20 054 885	
		34 826 925
Services juridiques détachés		
Traitements et salaires	109 240 344	
Avantages sociaux	11 173 361	
	120 413 705	
Moins : Recouvrements	120 412 360	
		1 345
Services des conseillers législatifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		6 165 876
Avantages sociaux		1 082 413
Transports et communications		38 705
Services		318 059
Fournitures et matériel		29 523
		7 634 576
Moins : Recouvrements		2 000 906
		5 633 670
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Loi sur les actions contre la Couronne		16 824 724
		16 824 724
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES		**57 286 664**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)		
Dépôts et charges payées d'avance		265 596
		265 596
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES		**265 596**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	251 141 700	18 614 300	269 756 000	Administration de la justice	268 301 767
2	179 757 200	4 426 300	184 183 500	Services judiciaires	183 566 026
L	5 300 000		5 300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	2 525 900
	436 198 900	**23 040 600**	**459 239 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**454 393 693**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000	86 500	87 500	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	87 481
	1 000	**86 500**	**87 500**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**87 481**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**AUX TRIBUNAUX**	
3	44 873 800		44 873 800	Construction de tribunaux	42 659 000
4	1 000		1 000	Services aux tribunaux	0
L	545 400		545 400	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	537 926
	45 420 200		**45 420 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**43 196 926**
BIENS IMMOBILISÉS					
5	169 564 500	(29 300 000)	140 264 500	Services aux tribunaux	105 083 999
	169 564 500	**(29 300 000)**	**140 264 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**105 083 999**

Description du programme :

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientele et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration de la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires	158 376 224
Avantages sociaux	31 096 705
Transports et communications	9 912 180
Services	62 793 732
Fournitures et matériel	4 782 475
Paiements de transfert	
Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en français	1 340 451
	268 301 767
Services judiciaires (Poste 2)	
Traitements et salaires	149 712 268
Avantages sociaux	11 733 134
Transports et communications	2 930 225
Services	18 490 332
Fournitures et matériel	468 116
Paiements de transfert	
Subventions – Institut national de la magistrature/Conférence des juges	231 951
	183 566 026
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	2 525 900
	2 525 900
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**454 393 693**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)	
Dépôts et charges payées d'avance	87 481
	87 481
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**87 481**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Construction de tribunaux (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Cessions immobilières	17 543
Autres opérations	
Projets d'infrastructure de grande envergure	42 641 457
	42 659 000
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	537 926
	537 926
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**43 196 926**
BIENS IMMOBILISÉS	
Services aux tribunaux (Poste 5)	
Immeubles - partenariats publics-privés	105 074 243
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	9 756
	105 083 999
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**105 083 999**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	89 354 900	(3 280 100)	86 074 800	Services aux victimes.....	71 795 505
2	21 733 800	1 038 500	22 772 300	Programme d'aide aux victimes et aux témoins.....	22 214 040
6	87 851 600	4 292 600	92 144 200	Personnes vulnérables.....	86 531 490
	198 940 300	**2 051 000**	**200 991 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....**	**180 541 035**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	1 000	100 700	101 700	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	101 682
	1 000	**100 700**	**101 700**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....**	**101 682**

Description du programme:

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victims – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux victimes (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 016 163
Avantages sociaux		1 074 872
Transports et communications		265 571
Services		5 438 807
Fournitures et matériel		54 143
Paiements de transfert		
Tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 000 000	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 671 039	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	6 012 076	
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	14 824 384	
Programme d'aide aux enfants victimes	1 600 000	
Services spécialisés	716 000	
Programme d'aide aux victimes d'actes criminels	15 182 750	
Visites surveillées	7 939 700	
		57 945 949
		71 795 505
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)		
Traitements et salaires		16 979 806
Avantages sociaux		3 004 606
Transports et communications		889 256
Services		1 167 741
Fournitures et matériel		172 631
		22 214 040
Personnes vulnérables (Poste 6)		
Traitements et salaires		42 150 459
Avantages sociaux		6 392 440
Transports et communications		1 042 943
Services		36 732 073
Fournitures et matériel		348 561
		86 666 476
Moins : Recouvrements		134 986
		86 531 490
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	8 621 023	
Avantages sociaux	1 229 233	
Transports et communications	142 304	
Services	33 031 084	
Fournitures et matériel	65 126	
	43 088 770	
Moins : Recouvrements	134 986	
		42 953 784
Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	33 529 436	
Avantages sociaux	5 163 207	
Transports et communications	900 639	
Services	3 700 989	
Fournitures et matériel	283 435	
		43 577 706
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		**180 541 035**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Dépôts et charges payées d'avance		101 682
		101 682
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		**101 682**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
307				**PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES**	
1	12 164 600	2 204 000	14 368 600	Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	14 368 600
	12 164 600	**2 204 000**	**14 368 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....**	**14 368 600**

Description du programme:

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la Loi sur le financement des élections de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	14 368 600
	14 368 600
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	**14 368 600**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	64 330 657	64 105 873
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles	4 260 458	4 115 429
Travailleurs judiciaires autochtones	2 441 077	1 837 900
Loi sur les contraventions fédérale	1 977 556	1 693 200
Travailleurs judiciaires autochtones	1 000 000	1 000 000
Langue française	2 542	207 528
Bandes criminalisées et armes à feu	378 700	0
Autres	764 328	1 613 100
	75 155 318	74 573 030
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	22 000 659	22 000 000
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	15 512 840	19 492 797
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile	16 493 533	14 929 831
Avocat des enfants	88 612	130 795
Autres	908 241	365 210
	55 003 885	56 918 633
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registraires locaux	57 818 572	58 713 103
Frais judiciaires	21 814 287	19 702 348
Droits liés à la Commission de la location immobilière	13 203 266	12 950 820
Procédure/Recherche/Shérifs	8 409 960	8 437 889
Jeux – Droits d'inscription	7 950 400	7 650 428
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres	4 251 023	4 732 488
Permis de vente d'alcool	4 219 239	4 179 362
Jeux – Licences des loterie	3 616 508	3 621 772
Permis pour occasions spéciales	5 877 050	3 511 617
Autorisations relatives à l'alcool – épiceries	2 035 285	1 835 388
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière	903 196	1 595 342
Droits de cession de permis	1 388 685	1 486 340
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis	1 394 300	1 015 301
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	295 957	628 785
Permis – Brasseurs provinciaux	545 406	327 206
Permis – Vineries ontariennes	145 703	150 075
Permis – Fabricants de spiritueux	51 135	68 250
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	5 510	11 530
Frais pour chèques refusés	20 550	10 268
Cannabis	1 344 831	0
Autres	322 233	7 133
	135 613 096	130 635 445

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	35 783 917	43 852 363
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution	377 751	983 766
Amendes – Paiements en trop	1 341	3 305
	36 163 009	44 839 434
VENTES ET LOCATIONS	348 366	385 576
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	17 384 310	3 671 948
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes	50 340 934	48 475 917
Division du droit civil – Règlements	636 048	23 662 900
CRIA – *Loi sur les recours civils*	4 929 349	3 312 797
Confiscations – Produits de la criminalité	2 703 012	2 942 187
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence	6 544 224	649 987
Autres	975 994	353 747
	66 129 561	79 397 535
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**385 797 545**	**390 421 601**

MINISÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-272

RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET RÉCONCILIATION……..2-273

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-275

ÉTAT DES RECETTES 2-276

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1 207 005 654	Ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	298 173 214	289 927 283
1 207 005 654	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**298 173 214**	**289 927 283**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3 394 207	Ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation	3 447 700	2 946 747
3 394 207	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**3 447 700**	**2 946 747**

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DES AFFAIRES AUTOCHTONES**	
4	12 625 100	2 262 600	14 887 700	Administration du ministère	13 558 196
1	85 104 000	11 114 500	96 218 500	Relations avec les Autochtones et Réconciliation	89 344 443
2	2 000	187 000 000	187 002 000	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	187 000 000
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 051
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 593
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	97 796 114	**200 377 100**	**298 173 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION**	**289 927 283**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION**	**0**

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME DU MINISTÈRE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	3 501 000	(53 300)	3 447 700	Programme d'immobilisations, Relations avec les Autochtones……	2 946 747
	3 501 000	**(53 300)**	**3 447 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION .....**	**2 946 747**

Description du programme :

Le mandat du ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation consiste à établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones, à diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques, à régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits, à soutenir la réussite et le mieux-être des Autochtones en facilitant l'accès aux programmes, aux services et à l'information et à sensibiliser davantage le gouvernement aux questions liées aux Autochtones et aux pratiques exemplaires permettant de consulter et de mobiliser les Autochtones.

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 4)		
Traitements et salaires		4 392 452
Avantages sociaux		641 108
Transports et communications		230 975
Services		8 221 496
Fournitures et matériel		72 165
		13 558 196
Relations avec les Autochtones et Réconciliation (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 242 048
Avantages sociaux		1 588 049
Transports et communications		462 712
Services		8 217 796
Fournitures et matériel		59 833
Paiements de transfert		
Fonds pour les organisations autochtones représentatives de l'Ontario	1 924 900	
Fonds de développement Économique pour les Autochtones	9 978 881	
Fonds de participation	2 715 523	
Soutien au fonds de négociations Communautaires	5 209 888	
Soutien au fonds de négociations avec les Algonquins	2 365 630	
Fonds pour les Six Nations	28 952	
Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes de Grassy Narrows et d'Islington	30 237 130	
Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	1 683 883	
Fonds pour les nouvelles relations	13 738 618	
Fonds de développement économique des Métis	3 000 000	
		70 883 405
		92 453 843
Moins : Recouvrements		3 109 400
		89 344 443
Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Règlements des revendications territoriales		187 000 000
		187 000 000
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 051
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 593
		24 644
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION		**289 927 283**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Affaires autochtones (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone		2 446 747
Règlements négociés		500 000
		2 946 747
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION		**2 946 747**

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information	210	482
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 437 345	3 565 103
DIVERS	16	11
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE	**2 437 572**	**3 565 596**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-278

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-279

GESTION DES RICHESSES NATURELLES 2-281

PROTECTION DU PUBLIC 2-288

INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES 2-290

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-280, 2-285, 2-286, 2-289

ÉTAT DES RECETTES 2-292

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
48 266 645	Administration du ministère	48 236 714	47 989 845
371 332 062	Gestion des richesses naturelles	347 854 900	339 504 156
149 313 597	Protection du public	240 209 400	235 377 866
29 124 211	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	30 663 600	28 808 325
598 036 515	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**666 964 614**	**651 680 192**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	0	0
3 995 573	Gestion des richesses naturelles	4 228 100	4 228 100
39 968	Protection du public	43 500	43 476
4 035 541	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 271 600**	**4 271 576**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
48 815 281	Gestion des richesses naturelles	56 701 900	37 988 069
10 433 804	Protection du public	11 440 500	7 012 124
59 249 085	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**68 142 400**	**45 000 193**
	BIENS IMMOBILISÉS		
33 024 076	Gestion des richesses naturelles	39 291 000	21 852 968
10 652 547	Protection du public	26 422 900	12 676 515
43 676 623	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**65 713 900**	**34 529 483**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	40 213 300	7 958 400	48 171 700	Administration du ministère	47 927 951
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 593
	40 278 314	**7 958 400**	**48 236 714**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**47 989 845**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
1	1 000	(1 000)	0	Débiteurs	0
	1 000	**(1 000)**	**0**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		24 752 342
Avantages sociaux		7 313 322
Transports et communications		476 493
Services		19 746 804
Fournitures et matériel		254 724
Paiements de transfert		
Programmes d'emploi des jeunes	866 155	
		866 155
		53 409 840
Moins : Recouvrements		5 481 889
		47 927 951
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 169 076	
Avantages sociaux	847 461	
Transports et communications	181 769	
Services	3 215 216	
Fournitures et matériel	19 232	
		8 432 754
Finances et administration		
Traitements et salaires	4 002 569	
Avantages sociaux	697 853	
Transports et communications	57 095	
Services	7 120 386	
Fournitures et matériel	12 720	
		11 890 623
Ressources humaines		
Traitements et salaires	11 108 429	
Avantages sociaux	4 780 886	
Transports et communications	79 219	
Services	666 000	
Fournitures et matériel	125 658	
Paiements de transfert		
Programmes d'emploi des jeunes	866 155	
	17 626 347	
Moins : Recouvrements	5 481 889	
		12 144 458
Services de communication		
Traitements et salaires	3 387 239	
Avantages sociaux	661 356	
Transports et communications	47 995	
Services	737 987	
Fournitures et matériel	25 585	
		4 860 162
Services juridiques		
Traitements et salaires	110 012	
Transports et communications	53 129	
Services	7 384 381	
Fournitures et matériel	32 328	
		7 579 850
Services de vérification		
Services	365 765	
		365 765
Commission de l'escarpement du Niagara		
Traitements et salaires	1 975 017	
Avantages sociaux	325 766	
Transports et communications	57 286	
Services	257 069	
Fournitures et matériel	39 201	
		2 654 339
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 593
		61 894
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**47 989 845**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
1	315 196 100	17 643 900	332 840 000	Gestion durable des ressources	329 299 448
2	10 131 800	(210 900)	9 920 900	Parcs Ontario	9 920 899
7	1 000		1 000	Initiatives de réduction des gaz à effet de serre	0
L	5 091 000		5 091 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	283 809
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Fonds de reboisement, *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne*	0
	330 421 900	**17 433 000**	**347 854 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**339 504 156**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	2 710 300	1 517 800	4 228 100	Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement	4 228 100
	2 710 300	**1 517 800**	**4 228 100**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**4 228 100**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DE GESTION DES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**RICHESSES NATURELLES**	
3	40 837 100	(2 439 200)	38 397 900	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	22 466 120
6	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement	0
8	1 000		1 000	Initiatives de réduction des gaz à effet de serre	0
L	18 302 000		18 302 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	15 521 949
	59 141 100	**(2 439 200)**	**56 701 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**37 988 069**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	39 291 000		39 291 000	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – biens immobilisés	21 852 968
	39 291 000		**39 291 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**21 852 968**

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et en poissons, des parcs et des zones protégées de l'Ontario, notamment la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province afin de promouvoir des écosystèmes sains et durables, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des biens d'infrastructure tels les installations piscicoles, des parcs, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

Note : Les recouvrements dans le cadre des initiatives sur la réduction des gaz à effet de serre comprennent des recouvrements de 4 364 893 $ et les recouvrements dans le cadre de la gestion durable des ressources comprennent des recouvrements de 380 000 $ pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre (maintenant appelé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange), lesquels sont fondés sur les dépenses réelles enregistrées pendant l'exercice.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion durable de ressources (Poste 1)		
Traitements et salaires		180 642 061
Avantages sociaux		32 697 491
Transports et communications		8 214 509
Services		123 138 051
Fournitures et matériel		11 492 113
Paiements de transfert		
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	8 435 716	
Initiatives pour le secteur forestier	9 988 332	
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	11 169 589	
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	2 000 000	
Services provinciaux – intendance des ressources	365 000	
Opérations régionales – intendance des ressources	23 709 624	
Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario	4 745 000	
CRGES – 50 millions d'arbres	380 000	
Programme du Grand Nord	1 023 889	
Protection du poisson et de la faune – intendance des ressources	425 000	
		62 242 150
		418 426 375
Moins : Recouvrements		89 126 927
		329 299 448

	$	$
Cartographie et information géographique		
Traitements et salaires	9 002 508	
Avantages sociaux	1 642 369	
Transports et communications	135 107	
Services	3 761 265	
Fournitures et matériel	187 573	
	14 728 822	
Moins : Recouvrements	4 684 482	
		10 044 340
Politiques et planification		
Traitements et salaires	21 471 062	
Avantages sociaux	3 800 177	
Transports et communications	761 659	
Services	2 086 071	
Fournitures et matériel	94 651	
Paiements de transfert		
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	8 435 716	
		36 649 336
Industrie forestière		
Traitements et salaires	9 012 780	
Avantages sociaux	1 695 769	
Transports et communications	340 480	
Services	50 434 307	
Fournitures et matériel	205 013	
Initiatives pour le secteur forestier	9 988 332	
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	11 169 589	
		82 846 270

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Services provinciaux - sciences et recherche		
Traitements et salaires	33 252 709	
Avantages sociaux	6 423 858	
Transports et communications	1 239 298	
Services	9 916 868	
Fournitures et matériel	4 454 718	
Paiements de transfert		
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	2 000 000	
Services provinciaux – intendance des ressources	365 000	
	57 652 451	
Moins : Recouvrements	6 972 896	
		50 679 555
Opérations régionales		
Traitements et salaires	66 784 356	
Avantages sociaux	12 748 017	
Transports et communications	2 832 669	
Services	17 360 650	
Fournitures et matériel	1 858 679	
Paiements de transfert		
Opérations régionales – intendance des ressources	23 709 624	
Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario	4 745 000	
CRGES – 50 millions d'arbres	380 000	
Programme du Grand Nord	1 023 889	
	131 442 884	
Moins : Recouvrements	1 204 697	
		130 238 187
Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune		
Traitements et salaires	41 118 646	
Avantages sociaux	6 387 301	
Transports et communications	2 905 296	
Services	20 737 130	
Fournitures et matériel	4 691 479	
Paiements de transfert		
Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	425 000	
	76 264 852	
Moins : Recouvrements	76 264 852	
		0
Administration du programme		
Services	18 841 760	
		18 841 760
Parcs Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		50 610 451
Avantages sociaux		7 210 581
Transports et communications		1 876 015
Services		23 221 954
Fournitures et matériel		15 747 863
Paiements de transfert		
Programme de bourses des partenaires de Parcs Ontario	20 000	
Parcs Ontario - intendance des ressources	115 000	
		135 000
		98 801 864
Moins : Recouvrements		88 880 965
		9 920 899

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
Initiatives de réduction des gaz à effet de serre (Poste 7)	
Traitements et salaires	339 704
Avantages sociaux	51 736
Transports et communications	6 645
Services	196 644
Fournitures et matériel	11 333
Paiements de transfert	
CRGES – Projet relatif à la construction massive en bois	3 758 831
	4 364 893
Moins : Recouvrements	4 364 893
	0
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	283 809
Fonds de reboisement, *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne*	66 951 660
Moins : Recouvrements	(66 951 660)
	0
	283 809
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	**339 504 156**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5)		
Inventaire détenu à des fins de revente		4 228 100
		4 228 100
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**4 228 100**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		201 955
Services		14 444 215
Fournitures et matériel		3 810 681
Autres opérations		24 483
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	4 703 685	
Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	1 470 000	
Investissement dans l'infrastructure partagée	291 056	
		6 464 741
		24 946 075
Moins : Recouvrements		2 479 955
		22 466 120
Services provinciaux - sciences et recherche		
Transports et communications	8 216	
Services	979 164	
Fournitures et matériel	1 069 200	
		2 056 580
Opérations régionales		
Transports et communications	46 066	
Services	7 225 974	
Fournitures et matériel	791 612	
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	4 703 685	
	12 767 337	
Moins : Recouvrements	2 479 955	
		10 287 382
Industrie forestière		
Services	155 957	
		155 957
Infrastructure de soutien ministériel		
Transports et communications	94 922	
Services	2 432 994	
Fournitures et matériel	148 797	
Paiements de transfert		
Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	1 470 000	
		4 146 713
Infrastructure de Parcs Ontario		
Transports et communications	52 751	
Services	3 650 126	
Fournitures et matériel	1 801 072	
Fournitures et matériel	24 483	
Paiements de transfert		
Investissement dans l'infrastructure partagée	291 056	
		5 819 488
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		15 521 949
		15 521 949
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**37 988 069**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
BIENS IMMOBILISÉS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations		4 051 983
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations		6 692 983
Améliorations locatives		6 129 599
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations		3 256 949
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations		285 892
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations		1 435 562
		21 852 968
Services provinciaux - sciences et recherche		
Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations	9 352	
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	479 358	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	1 244 603	
		1 733 313
Parcs Ontario		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	3 184 817	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	692 983	
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	444 361	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	190 959	
		4 513 120
Opérations régionales		
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	2 333 230	
		2 333 230
Industrie forestière		
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	6 000 000	
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	250 835	
		6 250 835
Infrastructure de soutien ministériel		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	857 814	
Améliorations locatives	6 129 599	
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	35 057	
		7 022 470
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**21 852 968**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104				**PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	100 180 700	140 018 700	240 199 400	Protection du public	235 377 866
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	100 190 700	**140 018 700**	**240 209 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	**235 377 866**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	36 500	7 000	43 500	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement	43 476
	36 500	**7 000**	**43 500**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	**43 476**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	5 998 500		5 998 500	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence	3 013 360
L	5 442 000		5 442 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	3 998 764
	11 440 500		**11 440 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	**7 012 124**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	27 946 700	(1 523 800)	26 422 900	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – biens immobilisés	12 676 515
	27 946 700	**(1 523 800)**	**26 422 900**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	**12 676 515**

Description du programme :

Le programme de protection du public administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Protection du public (Poste 1)		
Traitements et salaires		81 010 353
Avantages sociaux		10 242 496
Transports et communications		5 813 586
Services		159 457 791
Fournitures et matériel		21 292 332
Autres opérations		681
Paiements de transfert		
Initiative ontarienne Collectivés Intelli-feu		52 500
		277 869 739
Moins : Recouvrements		42 491 873
		235 377 866
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence		
Traitements et salaires	24 981 483	
Avantages sociaux	4 686 347	
Transports et communications	2 111 606	
Services	29 767 176	
Fournitures et matériel	5 944 575	
Autres opérations	681	
Paiements de transfert		
Initiative ontarienne Collectivés Intelli-feu	52 500	
	67 544 368	
Moins : Recouvrements	40 010 315	
		27 534 053
Lutte d'urgence contre les incendies		
Traitements et salaires	56 028 870	
Avantages sociaux	5 556 149	
Transports et communications	3 701 980	
Services	129 690 615	
Fournitures et matériel	15 347 757	
	210 325 371	
Moins : Recouvrements	2 481 558	
		207 843 813
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC		**235 377 866**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Dépôts et charges payées d'avance	43 476
	43 476
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	**43 476**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Transports et communications	241 943
Services	2 132 410
Fournitures et matériel	639 007
	3 013 360
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	3 998 764
	3 998 764
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	**7 012 124**
BIENS IMMOBILISÉS	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	11 029 763
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations	238 852
Machines et équipement - coûts relatifs aux immobilisations	408 458
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	241 308
Avions – coûts relatifs aux immobilisations	758 134
	12 676 515
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	**12 676 515**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2105				**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	28 975 000	1 688 600	30 663 600	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources ...	28 808 325
	28 975 000	**1 688 600**	**30 663 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....**	**28 808 325**

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles et Forêts, Relations avec les Autochtones et Réconciliation, Environnement et Action en matière de changement climatique, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord et des Mines. Il est chargé de metre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	19 990 472
Avantages sociaux	2 725 426
Transports et communications	977 785
Services	49 184 134
Fournitures et matériel	55 869
	72 933 686
Moins : Recouvrements	44 125 361
	28 808 325
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES ...	**28 808 325**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	2 773 453	2 836 616
Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada	0	325 000
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	195 539	226 452
Accord sur le bois d'œuvre résineux	0	7 646
	2 968 992	3 395 714
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	11 958 847	10 485 859
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agréats	6 176 897	6 171 344
Autres	744 703	789 037
	6 921 600	6 960 381
AMENDES ET PÉNALITÉS	597 726	542 527
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	724 051	1 151 207
Autres	10 795 188	10 144 833
	11 519 239	11 296 040
REDEVANCES		
Énergie hydrqulique	119 024 919	122 819 822
Droits de la Couronne	61 156 862	48 305 526
Ressources pétrolières en mer	2 351 019	1 916 365
Agrégats	1 606 716	1 672 173
Autres	1 176	1 134
	184 140 692	174 715 020
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	7 487 054	23 460 442
DIVERS	2 455 137	1 061 773
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**228 049 287**	**231 917 756**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-294

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-296

POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE 2-299

CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION 2-301

ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO 2-303

SANTÉ DE LA POPULATION ET SANTÉ PUBLIQUE 2-306

RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT 2-308

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE 2-316

SYSTÈMES INFORMATIQUES 2-319

PRESTATIONS DE SANTÉ 2-321

IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 2-322

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-298, 2-302, 2-317, 2-320

ÉTAT DES RECETTES 2-324

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
128 053 091	Administration du ministère	111 384 660	108 449 703
777 027 336	Politiques de santé et recherche	785 283 400	761 567 063
436 451 264	Cybersanté et gestion de l'information	442 322 100	439 274 777
20 141 744 888	Assurance-santé de l'Ontario	20 699 551 900	20 632 633 614
1 233 857 802	Santé de la Population et santé publique	1 301 791 400	1 288 119 210
27 152 566 274	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	28 433 735 400	28 334 815 038
4 179 286 811	Programmes provinciaux et intendance	4 469 239 100	4 421 427 361
137 237 094	Systèmes informatiques	138 188 700	135 096 668
0	Programme de prestations de santé	8 600 000	0
54 186 224 560	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**56 390 096 660**	**56 121 383 434**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
4 500 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000	4 500 000
13 000 000	Assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000
453 102	Santé de la Population et santé publique	750 000	750 000
58 537 559	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	58 537 559
5 606 068	Programmes provinciaux et intendance	5 730 400	5 329 400
82 096 729	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**82 519 000**	**82 116 959**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
21 602 415	Cybersanté et gestion de l'information	13 814 000	13 758 315
14 130 776	Systèmes informatiques	20 448 400	19 816 409
1 389 340 201	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 556 777 000	1 516 605 104
1 425 073 392	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 591 039 400**	**1 550 179 828**
	BIENS IMMOBILISÉS		
12 153 351	Systèmes informatiques	25 235 300	3 393 559
12 153 351	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**25 235 300**	**3 393 559**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	113 726 500	(9 366 100)	104 360 400	Administration du ministère	101 443 297
2	7 375 400	(447 500)	6 927 900	Commission ontarienne d'examen	6 927 845
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	48 519		48 519	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	29 260
	121 198 260	**(9 813 600)**	**111 384 660**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**108 449 703**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

10	1 000		1 000	Débiteurs.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion des fraudes et du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; installations et chaîne d'approvisionnement, gestion des contrats; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; subrogation; ressources humaines stratégiques, y compris la gestion du talent, du rendement et de la relève; planification de l'effectif et gestion des ressources; participation et inclusion des employés; stratégies de santé, de sécurité et de mieux - être; relations de travail stratégiques et planification d'urgence; capacité organisationnelle et engagement; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; conformité avec les obligations en matière de services en français et liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications et marketing; innovation organisationnelle et refonte des programmes en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficience et de l'efficacité; gestion financière, notamment les paiements, l'analyse financière, les prévisions, la présentation de rapports, les règlements ainsi que les exigences nécessaires en matière de contrôle financier.

Le Bureau du médecin hygiéniste en chef (MHC) assure le leadership et l'orientation stratégique pour le secteur de la santé publique, alimente et influence les priorités et les décisions stratégiques ministérielles et offre des conseils aux trois paliers de gouvernement. Le Bureau a des responsabilités législatives précises énoncées dans la Loi sur la protection et la promotion de la santé.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé, à la Commission de révision des paiements effectués aux médecins, au Comité d'admissibilité médicale et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		50 107 210
Avantages sociaux		12 306 204
Transports et communications		2 628 372
Services		36 092 789
Fournitures et matériel		326 783
		101 461 358
Moins : Recouvrements		18 061
		101 443 297
Bureau principal		
Traitements et salaires	6 023 330	
Avantages sociaux	689 811	
Transports et communications	123 183	
Services	783 876	
Fournitures et matériel	10 845	
		7 631 045
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	32 521 559	
Avantages sociaux	9 858 731	
Transports et communications	2 253 363	
Services	25 315 003	
Fournitures et matériel	244 657	
	70 193 313	
Moins : Recouvrements	18 061	
		70 175 252
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 014 822	
Avantages sociaux	478 789	
Transports et communications	40 711	
Services	1 017 116	
Fournitures et matériel	11 280	
		4 562 718
Services de communication		
Traitements et salaires	8 547 499	
Avantages sociaux	1 278 873	
Transports et communications	153 334	
Services	2 236 160	
Fournitures et matériel	21 934	
		12 237 800
Services juridiques		
Transports et communications	57 781	
Services	3 568 012	
Fournitures et matériel	38 067	
		3 663 860
Services de vérification		
Services	3 172 622	
		3 172 622
Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 213 051
Avantages sociaux		193 409
Transports et communications		643 850
Services		4 851 352
Fournitures et matériel		26 183
		6 927 845
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		29 260
		78 561
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**108 449 703**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	
1	844 769 000	(59 485 600)	785 283 400	Politiques de santé et recherche	761 567 063
	844 769 000	**(59 485 600)**	**785 283 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE .....**	**761 567 063**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	4 500 000		4 500 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000
	4 500 000		**4 500 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE .....**	**4 500 000**

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé ainsi que les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques concernant la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé, la surveillance réglementaire de cette main-d'œuvre et l'innovation au sein du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités en santé en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système) de même que l'innovation. Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 887 394
Avantages sociaux		2 893 756
Transports et communications		327 664
Services		6 137 697
Fournitures et matériel		39 868
Paiements de transfert		
Formation clinique	694 363 040	
Fonds de recherche sur le système de santé	37 917 644	
		732 280 684
		761 567 063
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**761 567 063**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Formation clinique - Ressources humaines en santé	2 000 000	
Formation clinique – Soins infirmiers	2 500 000	
		4 500 000
		4 500 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**4 500 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE GESTION DE L'INFORMATION**	
1	482 336 500	(40 014 400)	442 322 100	Cybersanté et gestion de l'information	439 274 777
	482 336 500	**(40 014 400)**	**442 322 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	**439 274 777**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	37 130 100	(23 729 100)	13 401 000	Cybersanté et gestion de l'information	13 400 000
L	413 000		413 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	358 315
	37 543 100	**(23 729 100)**	**13 814 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	**13 758 315**

Description du programme :

Le programme de cybersanté et de gestion de l'information est un instrument incontournable de Priorité aux patients : Plan d'action en matière de soins de santé; il permet de transformer progressivement le système de santé de l'Ontario en un système plus moderne, intégré et réellement axé sur le patient. La stratégie de santé numérique s'appuie sur les actifs numériques de santé que la province possède déjà et élargit l'accès aux services d'information et de soins de santé de manières nouvelles et novatrices, tout en renforçant la qualité, l'efficacité et la responsabilisation de notre système de santé. La stratégie reconnaît la multiplicité des partenaires assurant la prestation de services et se concentre sur la collaboration pour soutenir un système de santé plus intégré axé sur le patient.

Le Bureau de la gestion de l'information, des données et de l'analytique soutient l'élaboration des politiques, la conception des programmes, l'amélioration de la qualité et la responsabilisation en régissant et recueillant les données pour les transformer en perspectives, et les perspectives en orientation stratégique afin de préserver notre système de santé et d'assurer la santé des plus de 13 millions d'Ontariennes et d'Ontariens.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 813 038
Avantages sociaux		2 524 239
Transports et communications		235 289
Services		16 492 835
Fournitures et matériel		60 715
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario	236 357 356	
Programmes de technologie de l'information	151 606 757	
Gestion de l'information sur le système de santé	14 184 548	
		402 148 661
		439 274 777
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION		**439 274 777**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario – immobilisations		13 400 000
		13 400 000
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		358 315
		358 315
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION		**13 758 315**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405				**PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE L'ONTARIO**	
1	15 148 180 400	225 894 500	15 374 074 900	Assurance-santé de l'Ontario	15 337 407 218
2	4 768 886 300	27 049 800	4 795 936 100	Programmes de médicaments	4 769 527 679
4	483 838 800	45 700 100	529 538 900	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	525 698 717
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	20 400 907 500	**298 644 400**	**20 699 551 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**20 632 633 614**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	13 000 000		13 000 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000
	13 000 000		**13 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO .....**	**13 000 000**

Description du programme:

Le programme d'assurance - santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l'assurance maladie, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, la Loi sur les établissements de santé autonomes, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages - femmes, les services aux régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, les services de télétriage, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, la protection contre la fraude liée aux services de santé ainsi que les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile).

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance - santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète, une insuffisance cardiaque congestive, une maladie pulmonaire obstructive chronique ou de l'hypertension, ou qui présentent un risque élevé dans l'un de ces domaines. Les programmes de lutte contre le diabète de l'Ontario renforcent l'accès aux services pour personnes diabétiques et la qualité de ces services de manière à améliorer la santé des personnes diabétiques ou à risque de le devenir et l'évolution de leur état.

Qualité des services de santé Ontario est l'infrastructure provinciale visant à accélérer la prestation de soins de santé de haute qualité fondés sur des preuves afin de contribuer à un système de santé durable.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		51 286 390
Avantages sociaux		9 069 103
Transports et communications		2 444 166
Services		22 005 741
Fournitures et matériel		300 713
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis fournis par des médecins et et autres praticiens	14 874 065 117	
Établissements de santé autonomes	52 222 420	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	31 438 882	
Programme de subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales	55 848 170	
Services de télétriage	27 663 783	
Programme de gestion de la qualité – Services de laboratoire	4 598 900	
Services de sages-femmes	155 077 813	
Stratégie de prévention des maladies	2 513 315	
Qualité des services de santé Ontario	48 037 105	
Initiatives pour la qualité des services de santé	835 600	
		15 252 301 105
		15 337 407 218
Programmes de médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		10 595 779
Avantages sociaux		1 592 994
Transports et communications		716 001
Services		16 629 538
Fournitures et matériel		33 269
Paiements de transfert		
Programmes de médicaments de l'Ontario	4 739 960 098	
		4 739 960 098
		4 769 527 679
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 131 578
Avantages sociaux		540 422
Transports et communications		246 946
Services		1 660 382
Fournitures et matériel		20 970
Paiements de transfert		
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	520 098 419	
		520 098 419
		525 698 717
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**20 632 633 614**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	9 900 000	
Services de sages-femmes	3 000 000	
Sciences de la santé universitaires	100 000	
		13 000 000
		13 000 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**13 000 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406				**PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	
4	1 267 809 800	33 981 600	1 301 791 400	Santé de la population et santé publique	1 288 119 210
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE……	
	1 267 809 800	**33 981 600**	**1 301 791 400**		**1 288 119 210**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	750 000		750 000	Santé de la population et santé publique	750 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE……..	
	750 000		**750 000**		**750 000**

Description du programme :

Le programme de santé de la population et de santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan et l'engagement du ministère en matière de santé de la population et de santé publique d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de santé de qualité par une meilleure coordination dans l'ensemble du système de santé et des secteurs connexes de l'Ontario.

Le programme soutient la priorité du gouvernement de maintenir la population ontarienne en santé en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt, disposé et apte à répondre aux problèmes et aux situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		13 736 472
Avantages sociaux		1 957 989
Transports et communications		412 179
Services		17 171 389
Fournitures et matériel		505 401
Paiements de transfert		
Organismes de santé locaux officiels	764 825 254	
Épidémies	195 577 069	
Prévention de la tuberculose	9 234 141	
Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	22 702 385	
Prévention des infections	19 716 809	
Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	154 747 900	
Fonds pour les communautés en santé	4 659 600	
Développement de la capacité locale et coordination	336 300	
Nutrition et alimentation saine	16 451 315	
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	23 591 661	
Ontario sans fumée	42 493 346	
		1 254 335 780
		1 288 119 210
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**1 288 119 210**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Organismes de santé locaux officiels	750 000	
		750 000
		750 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**750 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1411				**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	28 509 037 400	(75 552 000)	28 433 485 400	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	28 334 815 038
L	250 000		250 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	28 509 287 400	**(75 552 000)**	**28 433 735 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	**28 334 815 038**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	58 537 600		58 537 600	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 559
	58 537 600		**58 537 600**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	**58 537 559**

Description du programme:

En tant que protecteur de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus entre chaque RLISS et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. En vertu de la *Loi de 2016 donnant la priorité aux patients*, les RLISS assumeront en 2017 la responsabilité directe des soins à domicile (qui relevaient jusque-là des 14 centres d'accès aux soins communautaires de l'Ontario) et de la planification des soins primaires pour que les patients bénéficient de meilleurs soins coordonnés et que le système de santé soit plus intégré et réponde mieux aux besoins locaux. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation de soins de santé accessibles, sensibles aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Érié St-Clair	1 246 980 823	
Sud-Ouest	2 460 244 681	
Waterloo Wellington	1 176 272 030	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	3 244 059 032	
Centre-Ouest	1 027 135 894	
Mississauga Halton	1 731 450 775	
Centre-Toronto	5 217 946 470	
Centre	2 374 991 754	
Centre-Est	2 460 690 342	
Sud-Est	1 224 206 058	
Champlain	2 814 550 676	
Simcoe-Nord Muskoka	974 602 850	
Nord-Est	1 599 175 605	
Nord-Ouest	732 977 848	
Agence de services généraux	49 530 200	
		28 334 815 038
		28 334 815 038
Érié St-Clair		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	711 159 129	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	156 975	
Foyers de soins de longue durée	232 584 875	
Centres d'accès aux soins communautaires	1 519 837	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	146 153 054	
Services communautaires de soutien	25 191 765	
Logement avec services de soutien	13 000 706	
Centres de santé communautaire	37 829 481	
Services communautaires de santé mentale	45 455 250	
Programme de lutte contre les dépendances	12 602 852	
RLISS – Fonctionnement	16 851 899	
Solutions numériques pour la santé	4 475 000	
		1 246 980 823
Sud-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 663 162 746	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	385 575	
Foyers de soins de longue durée	364 045 756	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	221 388 475	
Services communautaires de soutien	43 074 153	
Logement avec services de soutien	27 452 467	
Centres de santé communautaire	25 066 663	
Services communautaires de santé mentale	65 677 296	
Programme de lutte contre les dépendances	14 493 231	
Traumatismes crâniens	9 330 016	
RLISS – Fonctionnement	26 168 303	
		2 460 244 681
Waterloo Wellington		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	636 814 101	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	159 225	
Foyers de soins de longue durée	211 305 576	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	147 951 247	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	32 804 550	
Services communautaires de soutien	27 742 861	
Logement avec services de soutien	6 467 204	
Centres de santé communautaire	25 919 175	
Services communautaires de santé mentale	47 739 544	
Programme de lutte contre les dépendances	13 106 715	
Traumatismes crâniens	2 939 034	
RLISS – Fonctionnement	23 322 798	
		1 176 272 030

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Hamilton Niagara Haldimand Brant		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 121 670 756	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	462 750	
Foyers de soins de longue durée	530 057 465	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	333 264 492	
Services communautaires de soutien	58 246 659	
Logement avec services de soutien	38 686 190	
Centres de santé communautaire	32 128 414	
Services communautaires de santé mentale	72 200 842	
Programme de lutte contre les dépendances	23 988 074	
Traumatismes crâniens	8 357 535	
RLISS – Fonctionnement	24 995 855	
		3 244 059 032
Centre-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	609 593 421	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	96 975	
Foyers de soins de longue durée	176 491 837	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	138 440 320	
Services communautaires de soutien	15 900 919	
Logement avec services de soutien	11 190 366	
Centres de santé communautaire	14 024 435	
Services communautaires de santé mentale	35 850 343	
Programme de lutte contre les dépendances	7 476 584	
Solutions numériques pour la santé	2 040 000	
RLISS – Fonctionnement	16 030 694	
		1 027 135 894
Mississauga Halton		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 142 532 334	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	168 675	
Foyers de soins de longue durée	216 084 510	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	193 158 531	
Services communautaires de soutien	52 913 582	
Logement avec services de soutien	41 896 183	
Centres de santé communautaire	8 500 026	
Services communautaires de santé mentale	38 668 790	
Programme de lutte contre les dépendances	9 427 626	
Traumatismes crâniens	6 400 003	
RLISS – Fonctionnement	21 700 515	
		1 731 450 775
Centre-Toronto		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	3 853 319 854	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	715 275	
Foyers de soins de longue durée	296 362 898	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	258 816 055	
Services communautaires de soutien	129 338 003	
Logement avec services de soutien	64 157 080	
Centres de santé communautaire	107 566 186	
Services communautaires de santé mentale	156 864 769	
Programme de lutte contre les dépendances	40 953 021	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	282 842 393	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	49 050	
Traumatismes crâniens	3 022 307	
RLISS – Fonctionnement	22 318 279	
Solutions numériques pour la santé	1 510 000	
Examen de l'efficience et de l'efficacité	111 300	
		5 217 946 470

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 423 768 274	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	270 525	
Foyers de soins de longue durée	368 957 068	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	351 785 365	
Services communautaires de soutien	50 749 743	
Logement avec services de soutien	38 906 334	
Centres de santé communautaire	16 920 002	
Services communautaires de santé mentale	79 757 508	
Programme de lutte contre les dépendances	9 715 801	
Traumatismes crâniens	11 520 712	
RLISS – Fonctionnement	22 640 422	
	----------	2 374 991 754
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 317 426 328	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	280 350	
Foyers de soins de longue durée	476 501 529	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	318 763 923	
Services communautaires de soutien	61 671 091	
Logement avec services de soutien	16 060 248	
Centres de santé communautaire	37 218 621	
Services communautaires de santé mentale	59 782 841	
Programme de lutte contre les dépendances	12 456 377	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	133 417 720	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	26 325	
Traumatismes crâniens	2 021 375	
RLISS – Fonctionnement	25 063 614	
	----------	2 460 690 342
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	723 793 116	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	190 725	
Foyers de soins de longue durée	200 719 994	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	123 524 945	
Services communautaires de soutien	35 493 035	
Logement avec services de soutien	2 315 726	
Centres de santé communautaire	35 115 508	
Services communautaires de santé mentale	72 189 203	
Programme de lutte contre les dépendances	10 305 507	
Traumatismes crâniens	6 468 416	
RLISS – Fonctionnement	14 089 883	
	----------	1 224 206 058
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 781 172 273	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	355 650	
Foyers de soins de longue durée	379 333 747	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	259 155 955	
Services communautaires de soutien	52 492 513	
Logement avec services de soutien	25 325 142	
Centres de santé communautaire	71 013 267	
Services communautaires de santé mentale	79 818 092	
Programme de lutte contre les dépendances	28 095 236	
Solutions numériques pour la santé	2 040 000	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	109 640 283	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	27 975	
Traumatismes crâniens	2 936 431	
RLISS – Fonctionnement	23 144 112	
	----------	2 814 550 676

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	493 773 005	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	79 500	
Foyers de soins de longue durée	156 364 129	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	97 557 626	
Services communautaires de soutien	16 572 592	
Logement avec services de soutien	12 372 595	
Centres de santé communautaire	12 337 377	
Services communautaires de santé mentale	32 663 664	
Programme de lutte contre les dépendances	7 077 662	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	130 700 664	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	23 400	
Traumatismes crâniens	1 208 304	
RLISS – Fonctionnement	13 872 332	
		974 602 850
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 005 883 406	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	211 725	
Foyers de soins de longue durée	237 239 059	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	140 173 259	
Services communautaires de soutien	44 119 283	
Logement avec services de soutien	25 041 047	
Centres de santé communautaire	24 042 312	
Services communautaires de santé mentale	70 726 464	
Programme de lutte contre les dépendances	27 377 016	
Traumatismes crâniens	3 845 583	
RLISS – Fonctionnement	20 516 451	
		1 599 175 605
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	483 415 355	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	105 375	
Foyers de soins de longue durée	83 029 301	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	50 157 618	
Services communautaires de soutien	16 575 018	
Logement avec services de soutien	14 772 406	
Centres de santé communautaire	12 336 609	
Services communautaires de santé mentale	38 048 082	
Programme de lutte contre les dépendances	22 019 705	
Traumatismes crâniens	1 038 082	
RLISS – Fonctionnement	11 480 297	
		732 977 848
Organisme des services généraux		
Services communs pour la santé Ontario		49 530 200
		49 530 200
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		**28 334 815 038**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Érié St-Clair	2 722 200	
Sud-Ouest	5 361 500	
Waterloo Wellington	2 158 600	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	6 167 363	
Centre-Ouest	2 309 199	
Mississauga Halton	2 273 500	
Centre-Toronto	12 517 600	
Centre	3 721 200	
Centre-Est	5 785 200	
Sud-Est	2 616 500	
Champlain	5 983 300	
Simcoe-Nord Muskoka	1 325 700	
Nord-Est	4 287 100	
Nord-Ouest	1 308 597	
		58 537 559
		58 537 559
Érié St-Clair		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 023 600	
Foyers de soins de longue durée	1 140 000	
Services communautaires de soutien	116 900	
Centres de santé communautaire	206 100	
Services communautaires de santé mentale	192 500	
Programme de lutte contre les dépendances	14 100	
Logement avec services de soutien	29 000	
		2 722 200
Sud-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 632 600	
Foyers de soins de longue durée	1 790 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	93 800	
Services communautaires de soutien	509 900	
Centres de santé communautaire	107 500	
Services communautaires de santé mentale	180 400	
Programme de lutte contre les dépendances	47 300	
		5 361 500
Waterloo Wellington		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	797 600	
Foyers de soins de longue durée	980 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	97 800	
Services communautaires de soutien	20 800	
Services communautaires de santé mentale	31 100	
Programme de lutte contre les dépendances	29 300	
Centres de santé communautaire	198 200	
Logement avec services de soutien	3 800	
		2 158 600
Hamilton Niagara Haldimand Brant		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 099 700	
Foyers de soins de longue durée	2 759 963	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	77 000	
Logement avec services de soutien	39 800	
Centres de santé communautaire	214 000	
Services communautaires de santé mentale	145 200	
Programme de lutte contre les dépendances	56 900	
Traumatismes crâniens	165 900	
Services communautaires de soutien	608 900	
		6 167 363

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Centre-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	288 900	
Foyers de soins de longue durée	999 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	330 200	
Centres de santé communautaire	40 500	
Services communautaires de santé mentale	646 600	
Programme de lutte contre les dépendances	3 000	
		2 309 199
Mississauga Halton		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	626 200	
Foyers de soins de longue durée	1 200 000	
Services communautaires de soutien	149 300	
Logement avec services de soutien	43 200	
Services communautaires de santé mentale	92 900	
Programme de lutte contre les dépendances	117 400	
Centres de santé communautaire	44 500	
		2 273 500
Centre-Toronto		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	7 914 000	
Foyers de soins de longue durée	1 740 000	
Services communautaires de soutien	274 300	
Logement avec services de soutien	673 900	
Centres de santé communautaire	1 061 300	
Services communautaires de santé mentale	526 600	
Programme de lutte contre les dépendances	247 100	
Traumatismes crâniens	80 400	
		12 517 600
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 260 200	
Foyers de soins de longue durée	2 001 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	1 000	
Services communautaires de soutien	44 800	
Centres de santé communautaire	54 900	
Services communautaires de santé mentale	353 400	
Programme de lutte contre les dépendances	5 900	
		3 721 200
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 237 500	
Foyers de soins de longue durée	2 600 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	7 500	
Services communautaires de soutien	141 400	
Centres de santé communautaire	524 800	
Services communautaires de santé mentale	1 268 600	
Programme de lutte contre les dépendances	5 400	
		5 785 200
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	503 400	
Foyers de soins de longue durée	1 000 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS	48 200	
Services communautaires de soutien	58 400	
Centres de santé communautaire	181 800	
Services communautaires de santé mentale	748 300	
Programme de lutte contre les dépendances	76 400	
		2 616 500

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 882 100	
Foyers de soins de longue durée	1 900 000	
Services communautaires de soutien	245 500	
Services communautaires de santé mentale	706 400	
Programme de lutte contre les dépendances	53 700	
Centres de santé communautaire	195 600	
		5 983 300
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	154 600	
Foyers de soins de longue durée	710 000	
Services communautaires de soutien	338 400	
Centres de santé communautaire	56 800	
Services communautaires de santé mentale	65 900	
		1 325 700
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 212 400	
Foyers de soins de longue durée	1 200 000	
Services communautaires de soutien	302 700	
Logement avec services de soutien	3 800	
Centres de santé communautaire	126 300	
Services communautaires de santé mentale	299 300	
Programme de lutte contre les dépendances	142 600	
		4 287 100
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	367 200	
Foyers de soins de longue durée	409 997	
Services communautaires de soutien	155 500	
Centres de santé communautaire	32 200	
Services communautaires de santé mentale	242 800	
Programme de lutte contre les dépendances	100 900	
		1 308 597
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		**58 537 559**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1412				**PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 005 004 000	332 791 800	3 337 795 800	Programmes provinciaux	3 309 685 202
2	1 045 264 600	13 902 800	1 059 167 400	Services de santé d'urgence	1 042 417 391
4	80 261 100	(8 126 200)	72 134 900	Intendance	69 184 768
L	141 000		141 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	140 000
	4 130 670 700	**338 568 400**	**4 469 239 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**4 421 427 361**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	5 730 400		5 730 400	Programmes provinciaux et intendance	5 329 400
	5 730 400		**5 730 400**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**5 329 400**

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les programmes de dépistage du cancer, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, et les services de répartition d'ambulances.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Programmes de dépistage du cancer	70 430 200	
Fonctionnement des établissements connexes	88 272 373	
Action Cancer Ontario	1 803 344 381	
Société canadienne du sang	566 951 500	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	86 552 358	
Services communautaires et prioritaires	693 976 791	
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	157 599	
		3 309 685 202
		3 309 685 202
Services de santé d'urgence (Poste 2)		
Traitements et salaires		46 625 709
Avantages sociaux		9 841 457
Transports et communications		2 532 120
Services		9 527 815
Fournitures et matériel		298 974
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Services d'ambulance municipaux	705 855 422	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Autres	70 032 139	
Ambulances aériennes	197 703 755	
		973 591 316
		1 042 417 391

	$	$
Intendance (Poste 4)		
Traitements et salaires		47 459 218
Avantages sociaux		7 139 363
Transports et communications		2 227 041
Services		12 192 198
Fournitures et matériel		150 250
		69 168 070
Moins : Recouvrements		(16 698)
		69 184 768
Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		140 000
		140 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**4 421 427 361**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
		==========
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Municipal Ambulance Operations	500 000	
Premières Nations	97 000	
Autres CIRA	236 000	
Bases hospitalières	128 000	
Programmes du Bureau de lutte contre le sida	175 000	
Hépatite C	200 000	
Services de soutien communautaire	833 200	
Traumatismes crâniens	153 700	
Soins à domicile et en milieu communautaire	300 000	
Services d'assistance et de logement avec services de soutien	6 500	
Programmes communautaires de soins de santé mentale	367 036	
Programmes communautaires de soins de santé mentale – Logements avec services de soutien	2 232 964	
Programmes de soins de toxicomanie	100 000	
	----------	5 329 400
		----------
		5 329 400

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**5 329 400**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1413				**PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	137 492 600	696 100	138 188 700	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé	135 096 668
	137 492 600	**696 100**	**138 188 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	**135 096 668**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	6 335 800	6 336 800	Systèmes informatiques	6 336 800
L	14 111 600		14 111 600	Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	13 479 609
	14 112 600	**6 335 800**	**20 448 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	**19 816 409**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	25 235 300		25 235 300	Systèmes informatiques	3 393 559
	25 235 300		**25 235 300**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	**3 393 559**

Description du programme :

Systèmes informatiques apporte du soutien au ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources d'information et de technologie de l'information afin d'atteindre les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation et au soutien efficaces des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)	
Traitements et salaires	49 513 821
Avantages sociaux	6 904 164
Transports et communications	1 896 607
Services	74 704 691
Fournitures et matériel	2 077 385
	135 096 668
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	**135 096 668**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Systèmes informatiques	
Dépréciation/Radiation des immobilisations en cours	6 336 800
	6 336 800
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	13 479 609
	13 479 609
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	**19 816 409**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Systèmes informatiques (Poste 4)	
Matériel de technologie de l'information	160 949
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	3 232 610
	3 393 559
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	**3 393 559**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1415				**PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ**	
1	8 600 000		8 600 000	Programme de prestations de santé	0
	8 600 000		**8 600 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ .....**	**0**

Description du programme :

Le Programme de prestations de santé assure le remboursement des soins dentaires et des médicaments sur ordonnance admissibles aux particuliers et aux familles qui ne sont pas couvertes par un régime d'assurance-maladie complémentaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1407				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	1 697 475 600	(140 698 600)	1 556 777 000	Immobilisations dans le domaine de la santé.....	1 516 605 104
	1 697 475 600	**(140 698 600)**	**1 556 777 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ .....**	**1 516 605 104**

Description du programme:

Le programme d'immobilisations en matière de santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux	1 213 230 719	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	175 000 000	
Projets visant les petits hôpitaux	35 563 678	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	34 500 000	
Programmes de santé communautaire	39 675 448	
Programmes des soins de longue durée	869 073	
Laboratoires de santé publique	4 134 200	
Programmes des établissements de services de santé intégrés	1 561 709	
		1 504 534 827
Autres opérations		
Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	9 691 827	
Systèmes informatiques pour l'infrastructure du système de santé	2 378 450	
		12 070 277
		1 516 605 104
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		**1 516 605 104**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Logement en milieu de soutien	5 665 967	5 872 846
Services sociaux dispensés aux Indiens	7 443 458	8 646 148
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	4 885 574	4 695 409
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé	0	(862 055)
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	0	(2 123 449)
Fonds pour les services de soins à domicile et les services de santé mentale	328 513 712	0
Fonds de traitement d'urgence - Fonds pour le traitement de la dépendance aux opioïdes	26 997 478	0
Ontario sans fumée - Ligne sans frais pour arrêter de fumer	438 729	114 358
	373 944 918	16 343 257
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation	27 665 540	31 094 468
	27 665 540	31 094 468
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes	4 024 688	3 923 312
Quote-part des usagers des services d'ambulance	2 325 935	2 053 556
Vérification de la qualité des services des laboratories	1 072 779	1 017 396
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	250 146	250 037
Droits de permis – Centres de prélèvement	290 481	251 251
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	263 977	260 760
Inspection des installations radiologiques	428 800	557 290
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	120 019	135 517
Droits de permis – maisons de soins infirmiers	92 625	207 975
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	24 400	25 500
Autres	155 532	148 448
	9 449 382	9 231 042
AMENDES ET PÉNALITÉS	7 304 566	7 500
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	958 121 762	508 016 781
DIVERS		
Pénalités – intérêt	175 504	239 441
Autres	594 559	2 802 727
	770 063	3 042 168
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 377 256 231**	**567 735 216**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-326
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-328
- RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION 2-331
- AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) 2-333
- SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR 2-335
- CENTRE DU LEADERSHIP, DE L'APPRENTISSAGE, DES POLITIQUES DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA SURVEILLANCE DES ORGANISMES 2-337
- VÉRIFICATION 2-339
- SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION 2-341
- GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX 2-345
- ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 2-347
- ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES 2-349
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-330, 2-334, 2-336, 2-344

ÉTAT DES RECETTES 2-350

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
23 855 009	Administration du ministère	30 370 114	25 251 076
24 218 642	Relations de travail et rémunération	58 806 900	28 012 791
1 486 918 171	Avantages sociaux et prestations de retraite (Part prise en charge par l'employeur)	1 399 005 000	1 205 172 210
48 036 528	Soutien au conseil du trésor	93 625 000	51 945 085
35 970 982	Centre du leadership, de l'apprentissage, des politiques des ressources humaines et de la surveillance des organismes	33 729 900	33 295 696
4 460 163	Vérification	5 800 200	5 651 692
27 729 150	Services organisationnels de technologie de l'information	42 560 800	13 937 480
50 403 726	Groupement des organismes centraux	55 342 800	50 494 975
962 930	Organismes, conseils et commissions	949 800	947 385
0	Achat groupé de services médiatiques	49 389 200	0
1 702 555 301	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 769 579 714**	**1 414 708 390**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
659 156 187	Soutien au conseil du trésor	1 000	571 826 042
13 389 875	Services organisationnels de technologie de l'information	15 875 400	14 503 922
672 546 062	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**15 877 400**	**586 329 964**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
656 500	Administration du ministère	1 323 500	483 377
0	Soutien au conseil du trésor	25 100 000	0
9 956 553	Services organisationnels de technologie de l'information	9 950 600	9 340 939
0	Groupement des organismes centraux	2 000	0
10 613 053	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**36 376 100**	**9 824 316**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
54 383 914	Services organisationnels de technologie de l'information	56 022 200	33 997 027
0	Groupement des organismes centraux	1 000	0
54 383 914	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**56 024 200**	**33 997 027**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	28 211 800	2 093 300	30 305 100	Administration du ministère	25 189 182
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 593
	28 276 814	**2 093 300**	**30 370 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**25 251 076**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 322 500		1 322 500	Administration du ministère	483 377
L	1 000		1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	0
	1 323 500		**1 323 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**483 377**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401 BIENS IMMOBILISÉS				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines ainsi que la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitments et salaries		15 101 001
Avantages sociaux		2 115 094
Transports et communications		275 902
Services		9 974 241
Fornitures et matériel		116 644
		27 582 882
Moints: Recouvrements		2 393 700
		25 189 182
Bureau principal		
Traitments et salaries	3 115 444	
Avantages sociaux	423 548	
Transports et communications	63 428	
Services	342 249	
Fornitures et matériel	7 737	
		3 952 406
Services financiers et administratifs		
Traitments et salaries	6 561 761	
Avantages sociaux	824 735	
Transports et communications	71 517	
Services	1 140 865	
Fornitures et matériel	45 990	
		8 644 868
Services juridiques		
Avantages sociaux	71	
Transports et communications	81 296	
Services	5 734 285	
Fornitures et matériel	50 871	
		5 866 523
Services de vérification		
Services	401 844	
		401 844
Services de communication		
Traitments et salaries	3 506 061	
Avantages sociaux	568 478	
Transports et communications	49 201	
Services	2 251 848	
Fornitures et matériel	9 564	
	6 385 152	
Moints: Recouvrements	2 393 700	
		3 991 452
Ressources humaines		
Traitments et salaries	1 917 735	
Avantages sociaux	298 262	
Transports et communications	10 460	
Services	103 150	
Fornitures et matériel	2 482	
		2 332 089
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de *la Loi sur le Conseil exécutif*		12 593
		61 894
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**25 251 076**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration du ministère (Poste 2)		
Services		483 377
		483 377
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**483 377**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3402				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA DE LA RÉMUNÉRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	62 137 900	(3 331 000)	58 806 900	Relations de travail et rémunération.....	28 012 791
	62 137 900	**(3 331 000)**	**58 806 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA DE LA RÉMUNÉRATION .....**	**28 012 791**

Description du programme:

Le Programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne entant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières et gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO. Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme fournit aussi un soutien et des conseils stratégiques concernant les initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la rémunération des cadres de direction dans le secteur parapublic.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Relations de travail et rémunération (Poste 1)	
Traitments et salaries	16 517 904
Avantages sociaux	2 424 330
Transports et communications	226 171
Services	10 470 912
Fournitures et matériel	110 736
	29 750 053
Moints: Recouvrements	1 737 262
	28 012 791
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION	**28 012 791**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3403				**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 134 000 000		1 134 000 000	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	985 112 049
L	265 005 000		265 005 000	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière	220 060 161
	1 399 005 000		**1 399 005 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)**	**1 205 172 210**

Description du programme:

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		
Avantages sociaux		
Régime de pensions du Canada	181 264 207	
Régime de retraite complémentaire des protonotaires chargés de la gestion des causes	492 368	
Régime de soins dentaires	57 354 595	
Impôt-santé des employeurs	116 093 490	
Assurance-emploi	73 798 262	
Assurance-vie collective	8 849 579	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	907 652	
Indemnités légales de cessation d'emploi	65 341 605	
Protection du revenu à long terme	117 469 747	
Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario	36 384 488	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	212 648 349	
Fonds de prestations des juges provinciaux	46 219 447	
Régime de retraite des fonctionnaires	413 872 698	
Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	12 838 875	
Prestations aux employés retraités	207 935 091	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	156 107 983	
Autre avantages	14 409 651	
		1 721 988 087
Moins : Recouvrements		736 876 038
		985 112 049

	$	$
Crédits législatifs Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, *Loi sur l'administration financière*		
Avantages sociaux		
Régime de retraite complémentaire des prontonotaires chargés de la gestion des causes	1 510 384	
Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme*	(40 948 470)	
Assurance-vie collective*	(9 966 000)	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 090 663	
Indemnités légales de cessation d'emploi*	(18 781 345)	
Protection du revenu à long terme*	(164 300 000)	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	34 107 511	
Fonds de prestations des juges provinciaux*	(4 268 890)	
Régime de retraite des fonctionnaires	138 055 151	
Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	25 388 621	
Prestations aux employés retraités	105 283 915	
Absences et congés Rémunérés*	(19 084 538)	
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	181 733 124	
Autre avantages*	(4 759 965)	
		220 060 161
		220 060 161
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)		**1 205 172 210**

*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3404				**PROGRAMME DE SOUTIEN AU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**CONSEIL DU TRÉSOR**	
1	61 137 600	(6 266 400)	54 871 200	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière	51 945 085
2	1 325 000 000	(1 286 246 200)	38 753 800	Fonds de prévoyance	0
	1 386 137 600	**(1 292 512 600)**	**93 625 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR**	**51 945 085**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, *Loi sur l'administration financière*	571 826 042
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR**	**571 826 042**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	275 000 000	(249 900 000)	25 100 000	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	0
	275 000 000	**(249 900 000)**	**25 100 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR**	**0**

Description du programme:

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de decision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en oeuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels d'activités, d'infrastructure et de technologie d'information des ministères, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses et les Comptes publics. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de contrôle financier, de politiques de gestion financière et de comptabilité.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Conseil du Trésor – Soutien et planification financière (Poste 1)		
Traitments et salaries		32 008 917
Avantages sociaux		4 521 824
Transports et communications		315 459
Services		17 420 168
Fournitures et matériel		186 976
		54 453 344
Moins : Recouvrements		2 508 259
		51 945 085
Planification et gestion des dépenses		
Traitments et salaries	13 927 938	
Avantages sociaux	1 936 512	
Transports et communications	144 273	
Services	2 212 831	
Fournitures et matériel	44 318	
		18 265 872
Planification des immobilisations		
Traitments et salaries	8 527 873	
Avantages sociaux	1 163 962	
Transports et communications	76 885	
Services	2 684 007	
Fournitures et matériel	24 064	
	12 476 791	
Moins : Recouvrements	138 879	
		12 337 912
Bureau du contrôleur provincial		
Traitments et salaries	9 553 106	
Avantages sociaux	1 421 350	
Transports et communications	94 301	
Services	12 523 330	
Fournitures et matériel	118 594	
	23 710 681	
Moins : Recouvrements	2 369 380	
		21 341 301
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR		**51 945 085**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Taxe de vente harmonisée, *Loi sur l'administration financière*		571 826 042
		571 826 042
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR		**571 826 042**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3405				**CENTRE DU LEADERSHIP, DE L'APPRENTISSAGE, DES POLITIQUES DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA SURVEILLANCE DES ORGANISMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	31 123 600	2 606 300	33 729 900	Centre du leadership, de l'apprentissage, des politiques des ressources humaines et de la surveillance des organismes	33 295 696
	31 123 600	**2 606 300**	**33 729 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CENTRE DU LEADERSHIP, DE L'APPRENTISSAGE DES POLITIQUES DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA SURVEILLANCE DES ORGANISMES .....**	**33 295 696**

Description du programme:

Le programme du Centre du leadership, de l'apprentissage, des politiques des ressources humaines et de la surveillance des organismes offre du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale fondés sur des données probantes qui visent à promouvoir l'excellence dans la fonction publique et à améliorer la surveillance et la reddition des comptes des organismes provinciaux. Le programme inclut la fonction de gouvernance des organismes et le Secrétariat des nominations.

En tant que programme général soutenant des stratégies liées à la main-d'œuvre, le programme propose également des services liés au recrutement et au soutien des cadres de direction, à l'apprentissage et au développement du leadership, à la gestion du talent, aux stages, aux stratégies de participation des employés et aux analyses de la main-d'œuvre; il dirige les politiques gouvernementales de gestion des ressources humaines et étudie et élabore des stratégies en réponse aux tendances constatées et émergentes en matière de main-d'œuvre.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

CENTRE DU LEADERSHIP, DE L'APPRENTISSAGE, DES POLITIQUES DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 3405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Centre du leadership, de l'apprentissage, des politiques des ressources humaines et de la surveillance des organismes (Poste 1)		
Traitements et salaires		23 845 029
Avantages sociaux		4 059 347
Transports et communications		205 578
Services		4 918 150
Fournitures et matériel		56 235
Paiements de transfert		
Club du quart de siècle	162 077	
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada	49 280	
		211 357
		33 295 696
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CENTRE DU LEADERSHIP, DE L'APPRENTISSAGE, DES POLITIQUES DES RESSOURCES HUMAINES HUMAINES ET DE LA SURVEILLANCE DES ORGANISMES		**33 295 696**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3406				**PROGRAMME DE VÉRIFICATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	4 777 200	1 023 000	5 800 200	Division de la vérification interne de l'Ontario.....	5 651 692
	4 777 200	**1 023 000**	**5 800 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE VÉRIFICATION .....**	**5 651 692**

Description du programme:

Le programme de vérification fournit des services de certification et de conseils aux ministères et organismes essentiels du gouvernement de l'Ontario. Il procure des services de vérification qui aident les clients à atteindre leurs objectifs opérationnels en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité et pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE VÉRIFICATION - CRÉDIT 3406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Division de la vérification interne de l'Ontario (Poste 1)	
Traitments et salaries	23 673 514
Avantages sociaux	3 062 481
Transports et communications	258 126
Services	3 539 845
Fournitures et matériel	48 242
	30 582 208
Moins : Recouvrements	24 930 516
	5 651 692
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE VÉRIFICATION	**5 651 692**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses
	$	$	$		$
3408				**PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
1	35 280 700	7 279 100	42 559 800	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	13 937 480
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	35 281 700	**7 279 100**	**42 560 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION .....**	**13 937 480**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	15 875 400		15 875 400	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	14 503 922
	15 875 400		**15 875 400**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION .....**	**14 503 922**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses
	$	$	$		$
3408				**PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
3	9 949 600		9 949 600	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	9 339 939
L	1 000		1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	1 000
	9 950 600		**9 950 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	**9 340 939**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	56 022 200		56 022 200	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	33 997 027
	56 022 200		**56 022 200**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	**33 997 027**

Description du programme:

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership de l'établissement de services modernes de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour répondre aux besoins des Ontariens et Ontariennes et de la fonction publique de l'Ontario. À cet effet, il formule et met en oeuvre la stratégie de TI, en veillant à la sécurité des systèmes et des données et à la mise en oeuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité communes. Le programme offer également des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 3408

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	121 370 482
Avantages sociaux	16 233 399
Transports et communications	37 652 782
Services	198 395 898
Fournitures et matériel	7 422 575
	381 075 136
Moins : Recouvrements	367 137 656
	13 937 480
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**13 937 480**

	$
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
Services organisationnels d'information et de technologie de l'informatio (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance	14 503 922
	14 503 922
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**14 503 922**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 3408

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 3)	
Services	9 339 939
	9 339 939
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, Loi sur *l'administration financière*	40 966 273
Moins : Recouvrements	40 965 273
	1 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**9 340 939**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 4)	
Matériel de technologie de l'information	33 997 027
	33 997 027
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**33 997 027**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CREDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3409				**PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	51 560 300	3 782 500	55 342 800	Groupement des organismes centraux	50 494 975
	51 560 300	**3 782 500**	**55 342 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....**	**50 494 975**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Groupement des organismes centraux	0
L	1 000		1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Groupement des organismes centraux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....**	**0**

Description du programme:

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit à ses clients du leadership et un soutien efficient en technologie de l'information (TI) afin de renforcer la capacité du gouvernement à offrir des services centrés sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires au soutien d'un gouvernement plus moderne, ouvert, transparent et accessible numériquement et aide ses clients de toute la FPO à optimiser la valeur de leurs services aux contribuables.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement des organismes centraux (Poste 1)	
Traitments et salaries	56 587 670
Avantages sociaux	8 629 543
Transports et communications	735 599
Services	200 451 312
Fournitures et matériel	103 251
	266 507 375
Moins : Recouvrements	216 012 400
	50 494 975
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX	**50 494 975**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CREDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3410 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
1	857 500	92 300	949 800	Commissaire aux conflits d'intérêts	947 385
	857 500	**92 300**	**949 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS .....**	**947 385**

Description du programme:

Le programme des organismes, conseils et commissions assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations.

Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités à l'égard de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique lorsqu'elles concernent les présidents et les dirigeants désignés responsables de la déontologie des organismes publics et certains employés des ministères et des organismes publics concernant leurs déclarations financières. Le commissaire fournit des conseils ou des décisions relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique, donne des conseils sur les déclarations financières, approuve les règles relatives aux conflits d'intérêts présentées par des organismes publics et étudie et approuve les plans des tribunaux décisionnels en matière de déontologie.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 3410

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 1)	
Traitments et salaries	528 945
Avantages sociaux	45 725
Transports et communications	5 749
Services	364 775
Fournitures et matériel	2 191
	947 385
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	**947 385**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

STATEMENT OF EXPENSES AND ASSETS BY VOTE AND ITEMS

For the year ended March 31, 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3411				**PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	60 481 500	(11 092 300)	49 389 200	Achat groupé de services	0
	60 481 500	**(11 092 300)**	**49 389 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES**	**0**

Description du programme:

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat de temps médiatique pour les campagnes publicitaires du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et est examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	1 097	699
VENTES ET LOCATIONS	3 282 120	3 040 200
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	660 505	1 074 741
DIVERS	1 233	576
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**3 944 955**	**4 116 216**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-352
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-354
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 2-357
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 2-360
SERVICES CORRECTIONNELS 2-364
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 2-368
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 2-370
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 2-372
POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION 2-375
FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE 2-377
SERVICE D'INSPECTION 2-379
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-356, 2-359, 2-362, 2-363, 2-367, 2-369, 2-374

ÉTAT DES RECETTES 2-380

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
168 000 346	Administration du ministère	165 013 187	177 098 272
282 309 066	Division de la sécurité publique	323 160 000	316 964 661
1 128 518 806	Police provinciale de l'Ontario	1 165 232 300	1 159 148 610
915 838 118	Services correctionnels	1 032 378 700	986 038 712
88 219 753	Services technologiques pour la justice	138 581 600	78 652 236
944 621	Organismes, conseils et commissions	944 400	815 398
76 964 566	Planification et gestion des situations d'urgence	84 175 300	82 847 269
6 306 325	Politiques stratégiques, recherche et innovation	7 996 600	7 996 509
21 390 251	Formation en matière de sécurité publique	25 044 900	25 037 279
0	Service d'inspection	6 645 600	0
2 688 491 852	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 949 172 587**	**2 834 598 946**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	2 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**17 000**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 025 225	Administration du ministère	6 412 200	2 149 100
18 033 787	Division de la sécurité publique	18 764 700	18 678 658
33 658 807	Police provinciale de l'Ontario	41 004 700	37 893 032
60 161 107	Services correctionnels	72 155 700	63 205 748
1 786 695	Services technologiques pour la justice	2 326 800	1 838 481
83 459	Planification et gestion des situations d'urgence	174 000	99 389
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
3 645 265	Formation en matière de sécurité publique	2 279 300	2 278 188
118 394 345	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**143 119 400**	**126 142 596**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
1 216 996	Division de la sécurité publique	1 365 000	383 504
20 416 999	Police provinciale de l'Ontario	60 725 600	40 548 015
10 666 358	Services correctionnels	25 441 500	13 617 782
1 864 309	Services technologiques pour la justice	25 828 800	0
1 719 512	Planification et gestion des situations d'urgence	1 410 000	0
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	1 000	0
35 884 174	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**114 773 900**	**54 549 301**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	145 439 400	19 442 600	164 882 000	Administration du ministère	160 268 240
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 593
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	16 718 138
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000
	145 570 587	**19 442 600**	**165 013 187**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**177 098 272**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DU MINISTÈRE**	
2	6 587 500	(177 300)	6 410 200	Renouvellement des installations	2 149 100
5	1 000		1 000	Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement - *Loi ur l'administration financière*	0
	6 589 500	**(177 300)**	**6 412 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**2 149 100**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS D'IMMOBILISATIONS) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

Program Description

Le programme offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, approvisionnement et amélioration opérationnelle, contrôle financier, communications, services juridiques et gestion des installations. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		30 158 715
Avantages sociaux		3 947 835
Transports et communications		861 246
Services		124 825 648
Fournitures et matériel		474 796
		160 268 240
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 205 481	
Avantages sociaux	484 305	
Transports et communications	169 074	
Services	354 366	
Fournitures et matériel	17 515	
		5 230 741
Services ministériels		
Traitements et salaires	17 801 260	
Avantages sociaux	2 462 174	
Transports et communications	458 435	
Services	3 230 507	
Fournitures et matériel	389 686	
		24 342 062
Services de communication		
Traitements et salaires	3 069 629	
Avantages sociaux	426 106	
Transports et communications	38 525	
Services	283 848	
Fournitures et matériel	14 103	
		3 832 211
Services juridiques		
Traitements et salaires	18 411	
Avantages sociaux	1 851	
Transports et communications	119 208	
Services	6 568 586	
Fournitures et matériel	34 582	
		6 742 638
Locaux – Frais de location		
Services	113 752 076	
		113 752 076
Modernization		
Traitements et salaires	5 063 934	
Avantages sociaux	573 399	
Transports et communications	76 004	
Services	636 265	
Fournitures et matériel	18 910	
		6 368 512
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		12 593
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	16 718 138	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000	
		16 768 138
		16 830 032
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**177 098 272**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Services		674 982
Autre Transactions		
Investissements dans les immobilisations		1 474 118
		2 149 100
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**2 149 100**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603				**DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	593 500	183 100	776 600	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	743 359
5	281 699 400	9 257 500	290 956 900	Direction des relations extérieures	285 111 240
6	2 672 300	(675 100)	1 997 200	Services privés de sécurité et d'enquête	1 690 121
7	28 467 000	962 300	29 429 300	Centre des sciences judiciaires	29 419 941
	313 432 200	**9 727 800**	**323 160 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**316 964 661**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603				**DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	21 733 000	(3 800 000)	17 933 000	Division de la sécurité publique	17 928 381
L	831 700		831 700	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	750 277
	22 564 700	**(3 800 000)**	**18 764 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**18 678 658**
BIENS IMMOBILISÉS					
8	1 365 000		1 365 000	Division de la sécurité publique	383 504
	1 365 000		**1 365 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**383 504**

Description du programme:

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices sur les services de police; surveillance et inspection des services de police; administration des subventions pour la sécurité communautaire; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; administration de la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario, notamment par la promotion du bien-être des animaux; soutien aux services policiers des Premières Nations en négociant les ententes sur les services policiers des Premières Nations avec le gouvernement fédéral et les collectivités des Premières Nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)		
Traitements et salaires		586 600
Avantages sociaux		64 748
Transports et communications		23 020
Services		67 164
Fournitures et matériel		1 827
		743 359
Direction des relations extérieures (Poste 5)		
Traitements et salaires		7 023 566
Avantages sociaux		1 029 223
Transports et communications		602 242
Services		9 507 974
Fournitures et matériel		286 425
Paiements de transfert		
Programme de recrutement de 1 000 agents - partenariat pour des collectivités plus sûres	18 497 594	
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	14 360 000	
Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivité	36 736 609	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 400 000	
Subventions diverses – Services policiers	18 087 896	
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	829 179	
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	46 367 544	
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	214 511	
Ontario Association of Crime Stoppers	225 000	
Subventions pour la sécurité publique	5 875 828	
Stratégie de sécurité dans les tribunaux	124 984 758	
		268 578 919
		287 028 349
Moins : Recouvrements		1 917 109
		285 111 240
Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)		
Traitements et salaires		1 248 048
Avantages sociaux		178 873
Transports et communications		30 114
Services		229 380
Fournitures et matériel		3 706
		1 690 121
Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		
Traitements et salaires		19 865 916
Avantages sociaux		3 151 958
Transports et communications		400 329
Services		2 874 208
Fournitures et matériel		3 127 530
		29 419 941
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		**316 964 661**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Division de la sécurité publique (Poste 9)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		16 732 813
Paiements de transfert		
Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières nations		1 195 568
		17 928 381
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		750 277
		750 277
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		**18 678 658**
BIENS IMMOBILISÉS		
Division de la sécurité publique (Poste 8)		
Machines et équipement- coûts relatifs aux immobilisations		383 504
		383 504
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		**383 504**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604				**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	182 703 200	20 931 900	203 635 100	Services ministériels et stratégiques	203 559 406
2	7 174 000	(846 400)	6 327 600	Bureau du contrôleur des armes à feu	6 325 211
3	141 238 700	5 021 200	146 259 900	Enquêtes et crime organisé	139 902 873
4	778 185 400	(26 698 300)	751 487 100	Services régionaux et circulation	751 310 979
5	58 472 900	(951 300)	57 521 600	Gestion du parc automobile	57 499 850
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	550 291
	1 167 775 200	**(2 542 900)**	**1 165 232 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**1 159 148 610**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604				**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	40 731 200	(12 616 000)	28 115 200	Police provinciale de l'Ontario	27 331 868
L	12 889 500		12 889 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	10 561 164
	53 620 700	**(12 616 000)**	**41 004 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**37 893 032**
BIENS IMMOBILISÉS					
7	60 725 600		60 725 600	Police provinciale de l'Ontario	40 548 015
	60 725 600		**60 725 600**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**40 548 015**

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre directement des services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province, en appliquant le Modèle ontarien de mobilisation et de participation. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. La Police provinciale de l'Ontario se charge également de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants, les cas de fraudes graves et la lutte contre les bandes de motards. De plus, conformément à son mandat provincial, elle mène aussi des enquêtes dans le domaine de la lutte anti-terrorisme et de la cybercriminalité, fournit un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	127 803 389
Avantages sociaux	12 205 787
Transports et communications	14 620 284
Services	33 274 135
Fournitures et matériel	16 874 210
	204 777 805
Moins : Recouvrements	1 218 399
	203 559 406
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 669 453
Avantages sociaux	335 442
Transports et communications	91 421
Services	2 089 934
Fournitures et matériel	138 961
	6 325 211
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)	
Traitements et salaires	115 249 165
Avantages sociaux	7 976 356
Transports et communications	5 998 543
Services	9 525 216
Fournitures et matériel	3 736 643
	142 485 923
Moins : Recouvrements	2 583 050
	139 902 873
Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires	641 505 230
Avantages sociaux	108 004 122
Transports et communications	7 062 744
Services	20 617 332
Fournitures et matériel	8 071 799
	785 261 227
Moins : Recouvrements	33 950 248
	751 310 979
Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Transports et communications	62 032
Services	24 305 120
Fournitures et matériel	36 296 015
	60 663 167
Moins : Recouvrements	3 163 317
	57 499 850
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	550 291
	550 291
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	**1 159 148 610**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		
Services		3 650 710
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	23 320 522	
Perte due à l'aliénation des actifs	360 636	
		23 681 158
		27 331 868
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		10 561 164
		10 561 164
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		**37 893 032**
BIENS IMMOBILISÉS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)		
Immeubles – partenariats publics-privés		20 882 347
Matériel de technologie de l'information		4 978 144
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations		9 592 349
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations		5 095 175
		40 548 015
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		**40 548 015**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	33 438 500	(2 271 600)	31 166 900	Soutien opérationnel	25 800 537
2	17 299 200	(2 482 300)	14 816 900	Formation du personnel	14 634 577
3	785 156 700	67 873 300	853 030 000	Services en établissement	816 964 871
4	129 306 800	(1 594 000)	127 712 800	Services communautaires	124 267 295
5	4 827 100	825 000	5 652 100	Serveillance et enquêtes pour les services correctionnels	4 371 432
	970 028 300	**62 350 400**	**1 032 378 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**986 038 712**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	2 000		2 000	Services correctionnels	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	106 007 700	(36 386 000)	69 621 700	Établissements correctionnels.....	61 575 944
10	1 000		1 000	Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations	0
11	1 000		1 000	Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations	0
L	2 532 000		2 532 000	Amortissement – Services en établissement – *Loi sur l'administration financière*	1 629 804
	108 541 700	**(36 386 000)**	**72 155 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS .....**	**63 205 748**
BIENS IMMOBILISÉS					
8	25 441 500		25 441 500	Services en établissement.....	13 617 782
	25 441 500		**25 441 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS .....**	**13 617 782**

Description du programme:

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels est déterminé à transformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à assurer la sécurité des particuliers et du public tout en respectant les droits de la personne et en préservant la dignité de tous. La transformation visera l'atteinte de meilleurs résultats pour les personnes dont nous assurons le soin et la garde en se centrant sur la réadaptation et la réinsertion. Dans le cadre de notre transformation, des règles claires et une surveillance indépendante relatives à l'emploi de l'isolement et aux conditions de vie dans les établissements amélioreront au fil du temps les conditions de vie des personnes en détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 379 646
Avantages sociaux		3 166 748
Transports et communications		819 866
Services		4 257 895
Fournitures et matériel		4 852 442
Paiements de transfert		
Programme de travail communautaire	884 254	
		884 254
		32 360 851
Moins: Recouvrements		6 560 314
		25 800 537
Formation du personnel (poste 2)		
Traitements et salaires		9 750 278
Avantages sociaux		1 702 243
Transports et communications		426 970
Services		2 106 960
Fournitures et matériel		648 126
		14 634 577
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		559 903 854
Avantages sociaux		104 650 586
Transports et communications		5 581 374
Services		75 414 305
Fournitures et matériel		68 025 974
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	682 386	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	9 444	
Programme de sensibilisation à la violence	103 683	
Programmes de réadaptation des délinquants	2 593 265	
		3 388 778
		816 964 871
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		90 644 385
Avantages sociaux		15 889 511
Transports et communications		1 911 297
Services		10 487 677
Fournitures et matériel		718 318
Paiements de transfert		
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	4 616 107	
		4 616 107
		124 267 295
Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 099 711
Avantages sociaux		543 774
Transports et communications		105 279
Services		569 815
Fournitures et matériel		52 853
		4 371 432
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		**986 038 712**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services	31 456 260
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	30 119 684
	61 575 944
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services en établissement – *Loi sur l'administration financière*	1 629 804
	1 629 804
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**63 205 748**
BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (Poste 8)	
Immeubles – partenariats publics-privés	4 376 444
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	9 241 338
	13 617 782
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**13 617 782**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2606				**PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	138 902 800	(321 200)	138 581 600	Services technologiques pour la justice	78 652 236
	138 902 800	**(321 200)**	**138 581 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....**	**78 652 236**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations	0
L	2 325 800		2 325 800	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 838 481
	2 326 800		**2 326 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....**	**1 838 481**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	25 828 800		25 828 800	Services technologiques pour la justice	0
	25 828 800		**25 828 800**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....**	**0**

Description du programme :

Le programme des Services technologiques pour la justice (STJ) assure le leadership et prodigue des conseils à ses partenaires ministériels en matière de technologie de l'information. Les STJ offrent des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément aux plans stratégiques généraux pour l'information et la technologie de l'information, qui concrétisent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité, à la gestion des projets et aux services de communications mobiles gouvernementaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires	32 159 292
Avantages sociaux	4 350 125
Transports et communications	37 783 210
Services	95 245 274
Fournitures et matériel	85 197
	169 623 098
Moins : Recouvrements	90 970 862
	78 652 236
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	**78 652 236**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	1 838 481
	1 838 481
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	**1 838 481**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2607				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	905 800	38 600	944 400	Organismes, conseils et commissions	815 398
	905 800	**38 600**	**944 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS .....**	**815 398**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS .....**	**0**

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		469 929
Avantages sociaux		62 943
Transports et communications		51 041
Services		229 209
Fournitures et matériel		2 276
		815 398
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires	135 193	
Avantages sociaux	19 994	
Transports et communications	32 883	
Services	181 612	
Fournitures et matériel	1 296	
		370 978
Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès		
Traitements et salaires	334 736	
Avantages sociaux	42 949	
Transports et communications	18 158	
Services	47 597	
Fournitures et matériel	980	
		444 420
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS		**815 398**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	39 321 200	8 650 700	47 971 900	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	47 384 387
8	40 102 700	(3 899 300)	36 203 400	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence.....	35 462 882
	79 423 900	**4 751 400**	**84 175 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....**	**82 847 269**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence..	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
7	1 000		1 000	Planification et gestion des situations d'urgence – autres charges liées aux immobilisations	0
L	173 000		173 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	99 389
	174 000		**174 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE .....**	**99 389**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	1 410 000		1 410 000	Planification et gestion des situations d'urgence ..	0
	1 410 000		**1 410 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE .....**	**0**

Description du programme:

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et des bureaux du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. Ces sections s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires	17 699 559	
Avantages sociaux	2 118 179	
Transports et communications	740 517	
Services	23 938 729	
Fournitures et matériel	767 403	
Paiements de transfert		
Subventions pour les services judiciaires	2 120 000	
	47 384 387	
Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence (Poste 8)		
Traitements et salaires	19 856 148	
Avantages sociaux	3 383 771	
Transports et communications	1 333 677	
Services	6 217 203	
Fournitures et matériel	1 394 083	
Paiements de transfert		
Subventions pour la sécurité-incendie	1 710 000	
Subventions pour les opérations d'urgence	1 568 000	
	3 278 000	
	35 462 882	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**82 847 269**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		99 389
		99 389
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE		**99 389**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2610				**POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	4 400 800	3 595 800	7 996 600	Politiques stratégiques, recherche et innovation	7 996 509
	4 400 800	**3 595 800**	**7 996 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	**7 996 509**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	2 000		2 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	1 000		1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION**	**0**

Description du programme :

Cette division est chargée de diriger l'élaboration de politiques ainsi que l'analyse des données, la recherche et l'évaluation à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement. Ses principales fonctions comprennent l'élaboration de textes législatifs et de politiques fondés sur des données probantes, l'analyse, la recherche et l'évaluation et la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques, recherche et innovation (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 451 938
Avantages sociaux	897 314
Transports et communications	76 578
Services	542 105
Fournitures et matériel	28 574
	7 996 509
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION	**7 996 509**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2611				**PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	26 581 800	(1 536 900)	25 044 900	Formation en matière de sécurité publique	25 037 279
	26 581 800	**(1 536 900)**	**25 044 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**25 037 279**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	2 000		2 000	Formation en matière de sécurité publique	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	1 501 000	777 300	2 278 300	Formation en matière de sécurité publique	2 278 188
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	1 502 000	**777 300**	**2 279 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**2 278 188**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	1 000		1 000	Formation en matière de sécurité publique	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**0**

Description du programme :

Le programme de formation en matière de sécurité publique a pour mission de soutenir la formation spécialisée aux services de police, aux services de protection contre les incendies et aux travailleurs des services correctionnels (agents des services correctionnels et agents de probation et de libération conditionnelle) afin de satisfaire aux besoins de toutes les collectivités de la province en matière de services de police, de protection contre les incendies et de services correctionnels, et ce, de manière durable.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2611

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Formation en matière de sécurité publique (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 638 477
Avantages sociaux		1 109 184
Transports et communications		1 564 515
Services		10 028 822
Fournitures et matériel		1 946 281
		25 287 279
Moins : Recouvrements		250 000
		25 037 279
Soutien aux entreprises		
Traitements et salaires	821 845	
Avantages sociaux	86 729	
Transports et communications	97 097	
Services	331 194	
Fournitures et matériel	4 412	
	1 341 277	
Moins : Recouvrements	250 000	
		1 091 277
Collège de police de l'Ontario		
Traitements et salaires	9 816 632	
Avantages sociaux	1 022 455	
Transports et communications	1 467 418	
Services	9 697 628	
Fournitures et matériel	1 941 869	
		23 946 002
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE		**25 037 279**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Formation en matière de sécurité publique (Poste 7)	
Services	1 841 521
Autre Transactions	
Investissements dans les immobilisations	436 667
	2 278 188
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	**2 278 188**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2612				**SERVICE D'INSPECTION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 168 800		3 168 800	Institut pour la sécurité publique.....	0
2	3 476 800		3 476 800	Service d'inspection	0
	6 645 600		**6 645 600**	**TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'INSPECTION .....**	**0**

Description du programme :

Le Service d'inspection comprend l'inspecteur général des services policiers et l'inspecteur général des services correctionnels. Ce service a été créé pour assurer la surveillance et mener des inspections relativement au respect de la *Loi sur les services policiers* et de la *Loi de 2018 sur les services correctionnels et la réinsertion sociale* (si elle est adoptée). L'institut pour la sécurité publique sera chargé de fournir de l'information utile pour l'élaboration de normes et la prestation des services policiers en Ontario et de compléter le travail en cours pour transformer les services correctionnels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	12 465 789	12 608 980
Contrôle des armes à feu	6 150 000	6 150 000
Les services policiers des Premières nations	6 298 966	5 527 776
Entente de placement dans un établissement pénitencier	6 478 336	5 636 902
Formation sur la détection des conducteurs dont les facultés sont affaiblies par la drogue et matériel de dépistage de drogues approuvé	3 550 643	0
Entente relative aux services de biologie – SCF	3 450 000	3 450 000
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	2 191 321	249 750
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu	1 421 300	0
Autres	248 058	1 171 889
	42 254 413	34 795 297
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	275 020 430	268 851 133
Remaniement des services locaux	138 317 402	137 957 883
Acqittement – Compte Bell	4 955 378	5 553 405
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	2 624 018	1 970 799
Programme d'intervention en cas d'urgence nucléaire	1 125 000	1 125 000
Autres	2 788 169	1 256 973
	424 830 397	416 715 193
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	22 210 187	17 034 619
Frais pour chèques refusés	140	260
	22 210 327	17 034 879
AMENDES ET PÉNALITÉS	(57)	0
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	376 767	1 257 673
Les Industries Trilcor	205 919	255 675
	582 686	1 513 348
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	142 273	187 635
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	7 671 983	3 052 467
DIVERS	227 015	551 397
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**497 919 037**	**473 850 216**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-382

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-383

SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 2-385

INFRASTRUCTURE 2-390

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-384, 2-389

ÉTAT DES RECETTES 2-392

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
15 994 734	Administration du ministère	16 099 414	15 598 758
4 510 650 684	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 685 566 300	4 621 348 428
4 526 645 418	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 701 665 714**	**4 636 947 186**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
10 322 653	Services à l'enfance et à la jeunesse	10 691 300	10 563 908
46 831 715	Programme d'infrastructure	25 728 700	7 079 930
57 154 368	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**36 420 000**	**17 643 838**
	BIENS IMMOBILISÉS		
4 699 259	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 726 400	3 596 193
2 953 338	Programme d'infrastructure	0	0
7 652 597	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**3 726 400**	**3 596 193**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
	3701			**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			**DU MINISTÈRE**	
1	15 690 800	344 600	16 035 400	Administration du ministère	15 565 965
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 051
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	20 742
	15 754 814	**344 600**	**16 099 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**15 598 758**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
1	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du MSEJ. Il offre à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 404 857
Avantages sociaux		1 516 171
Transports et communications		196 864
Services		4 418 848
Fournitures et matériel		29 225
		15 565 965
Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)		
Traitements et salaires	2 293 740	
Avantages sociaux	356 901	
Transports et communications	32 030	
Services	129 512	
Fournitures et matériel	2 356	
		2 814 539
Services opérationnels		
Traitements et salaires	3 736 100	
Avantages sociaux	586 183	
Transports et communications	103 947	
Services	247 752	
Fournitures et matériel	8 943	
		4 682 925
Services juridiques		
Transports et communications	13 800	
Services	3 014 000	
Fournitures et matériel	8 500	
		3 036 300
Communications et marketing		
Traitements et salaires	2 657 655	
Avantages sociaux	389 605	
Transports et communications	29 158	
Services	544 261	
Fournitures et matériel	9 426	
		3 630 105
Ressources humaines		
Traitements et salaires	717 362	
Avantages sociaux	183 482	
Transports et communications	17 929	
Services	1 560	
		920 333
Services de vérification		
Services	481 763	
		481 763
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 051
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		20 742
		32 793
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**15 598 758**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	336 665 400	(817 300)	335 848 100	Santé et développement des enfants	333 778 165
7	2 636 288 100	(27 533 300)	2 608 754 800	Enfants et jeunes à risque	2 563 217 433
5	557 461 400	36 700 000	594 161 400	Services spécialisés	585 337 014
8	1 142 601 000	4 200 000	1 146 801 000	Prestation ontarienne pour enfants	1 139 015 816
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables– *Loi sur l'administration financière*	0
	4 673 016 900	**12 549 400**	**4 685 566 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**4 621 348 428**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	3 000		3 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	0
	3 000		**3 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9				**PROGRAMME DES SERVICES À** L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	
L	10 691 300		10 691 300	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	10 563 908
	10 691 300		**10 691 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**10 563 908**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DES SERVICES À**	
BIENS IMMOBILISÉS				**L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
10	4 176 400	(450 000)	3 726 400	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 596 193
	4 176 400	**(450 000)**	**3 726 400**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE .....**	**3 596 193**

Description du programme :

Les programmes offerts par le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent le programme Santé et développement des enfants, le programme Enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et la Prestation ontarienne pour enfants.

Les programmes de Santé et développement des enfants offrent des soutiens aux nourrissons et aux jeunes enfants qui ont un retard du développement ou sont à risque d'en avoir un, ainsi qu'à leurs familles. Les programmes proposent des services de dépistage, d'évaluation et d'intervention pour favoriser la santé et le développement et pour répondre aux risques connexes par des programmes comme Bébés en santé, enfants en santé, le Programme de dépistage néonatal des troubles auditifs et d'intervention précoce, les Services de rééducation de la parole et du langage pour les enfants d'âge préscolaire, le Programme d'intervention précoce auprès des enfants aveugles ou ayant une basse vision et le Programme de développement du nourrisson. Le Programme de bonne nutrition des élèves soutient le développement sain des enfants en procurant des repas du matin et du midi et des collations. Les programmes sont exécutés par des centres de traitement pour enfants, des hôpitaux, des bureaux de santé publique et des organismes communautaires.

Le programme Enfants et jeunes à risque comprend la Protection de l'enfance, les services de santé mentale pour les enfants et les jeunes, les services en établissement agréés pour les enfants et les jeunes et les Services de justice pour la jeunesse. Les services de Protection de l'enfance sont fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones de bien-être de l'enfance de l'Ontario. Les services et soutiens de santé mentale pour les enfants et les jeunes, y compris les soutiens à la promotion de la vie et à la prévention du suicide chez les jeunes, sont assurés dans les collectivités par des organismes (dont des organisations autochtones), de même que par l'entremise du Plan d'action pour l'avancement de la santé mentale pour une transformation systémique. Les Services de justice pour la jeunesse proposent un vaste éventail de programmes fondés sur des données probantes à l'intention des jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir. Ces programmes incluent les services de prévention, de déjudiciarisation, de probation, de détention, de garde et de réinsertion.

Les Services spécialisés soutiennent les enfants et les jeunes ayant des besoins particuliers divers et comprennent des services en autisme, des services de réadaptation (orthophonie, ergothérapie et physiothérapie), des programmes de services de relève, la planification coordonnée des services et d'autres soutiens aux enfants et aux jeunes ayant des besoins particuliers complexes ou multiples.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants procure aux enfants et aux jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance et bénéficiant de soins structurés un accès accru à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et à un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le MSEJ fournit également des services communautaires intégrés et adaptés sur le plan culturel qui sont spécialement axés sur les besoins des enfants et des jeunes des Premières Nations, des Métis, des Inuits. Ces services sont intégrés à tout le programme des Services à l'enfance et à la jeunesse.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé et développement des enfants (Poste 3)		
Traitements et salaires		14 148 045
Avantages sociaux		2 032 975
Transports et communications		335 583
Services		1 995 424
Fournitures et matériel		115 000
Paiements de transfert		
Bébés en santé, enfants en santé	92 921 719	
Soutien communautaire pour le développement de la petite enfance	222 229 419	
		315 151 138
		333 778 165
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)		
Traitements et salaires		175 395 855
Avantages sociaux		35 642 942
Transports et communications		3 987 987
Services		78 347 555
Fournitures et matériel		3 989 586
Paiements de transfert		
Services de protection de l'enfance	1 556 233 023	
Fonds de renouvellement des services de protection de l'enfance	29 278 919	
Santé mentale des enfants et des jeunes	484 990 662	
Santé mentale des enfants et des jeunes – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	4 425	
Services de justice pour la jeunesse	195 313 329	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	33 150	
		2 265 853 508
		2 563 217 433

	$	$
Services de protection de l'enfance		
Traitements et salaires		24 973 736
Avantages sociaux		3 401 379
Transports et communications		1 174 340
Services		27 839 440
Fournitures et matériel		82 200
Paiements de transfert		
Services de protection de l'enfance	1 556 233 023	
Fonds de renouvellement des services de protection de l'enfance	29 278 919	
		1 585 511 942
		1 642 983 037
Santé mentale des enfants et des jeunes		
Traitements et salaires		38 930 859
Avantages sociaux		7 835 058
Transports et communications		578 496
Services		15 651 417
Fournitures et matériel		1 122 721
Paiements de transfert		
Santé mentale des enfants et des jeunes	484 990 662	
Santé mentale des enfants et des jeunes – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	4 425	
		484 995 087
		549 113 638
Services de justice pour la jeunesse		
Traitements et salaires		111 491 260
Avantages sociaux		24 406 505
Transports et communications		2 235 151
Services		34 856 698
Fournitures et matériel		2 784 665
Paiements de transfert		
Services de justice pour la jeunesse	195 313 329	
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	33 150	
		195 346 479
		371 120 758

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$	$
Services spécialisés (Poste 5)			
Traitements et salaires			4 046 944
Avantages sociaux			573 665
Transports et communications			105 288
Services			972 925
Fournitures et matériel			22 003
Paiements de transfert			
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	122 227 532		
Autisme	361 331 164		
Besoins particuliers complexes	86 126 317		
Planification coordonnée des services	9 931 176		
		579 616 189	
			585 337 014
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)			
Paiements de transfert			
Prestation ontarienne pour enfants	1 127 000 000		
Subvention équivalent à la Prestation ontarienne pour enfants	12 015 816		
		1 139 015 816	
			1 139 015 816
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		**4 621 348 428**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 9)			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*			10 563 908
			10 563 908
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE			**10 563 908**
BIENS IMMOBILISÉS			
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 10)			
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations			3 596 193
			3 596 193
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE			**3 596 193**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703				**PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	33 528 700	(7 800 000)	25 728 700	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	7 079 930
	33 528 700	**(7 800 000)**	**25 728 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	**7 079 930**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	2 946 900	(2 946 900)	0	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	0
	2 946 900	**(2 946 900)**	**0**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	**0**

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est fourni aux organismes qui reçoivent des paiements de transfert dans les collectivités et au bénéfice d'installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires...	4 406 190	
Subventions d'immobilisations	1 565 685	
		5 971 875
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		1 108 055
		7 079 930
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**7 079 930**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	131 696 733	126 990 362
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	52 647 352	52 372 438
	184 344 085	179 362 800
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Maison pour groupe d'enfants	11 400	9,100
Adoption internationale	0	9,000
Justice pour les jeunes – Droits de permis	300	1 800
Droits d'adoption	0	1 400
Autres	0	(998)*
	11 700	20 302
VENTES ET LOCATIONS	450	315
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	22 609 758	184 459 804
Frais de fonctionnement	1 495 704	544 061
Subventions	904 665	1 166 084
	25 010 127	186 169 949
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	23 687	14 379
Autres	64 341	41 443
	88 028	55 822
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**209 454 390**	**365 609 188**

*Sous autres droits, licences et permis, le montant de crédit représente un redressement des remboursements au titre de l'accès à l'information.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-394
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-396
INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES 2-399
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO 2-401
COMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ 2-404
SERVICEONTARIO 2-406
SERVICES AUX CONSOMMATEURS 2-408
GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX 2-410
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-398, 2-403, 2-407, 2-412

ÉTAT DES RECETTES 2-413

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		**$**	**$**
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
29 424 404	Administration du ministère	32 851 514	31 362 492
16 945 333	Information, protection de la vie privée et archives publiques	17 398 300	16 931 225
236,885,592	Services communs de l'Ontario	236 719 500	227 566 008
1 167 076	Commission de révision de la publicité	1 021 800	862 230
257 632 493	ServiceOntario	269 144 600	261 047 260
16 438 082	Services aux consommateurs	19 248 300	18 203 314
48 651 679	Groupement pour l'integration des services governementaux	51 520 800	49 620 799
607,144,659	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**627 904 814**	**605 593 328**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Services communs de l'Ontario	1 000	0
2 000 000	Services aux consommateurs	1 000 000	0
82 500	Groupement pour l'integration des services governementaux	300 000	0
2 082 500	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 302 000**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
3 415 542	Information, protection de la vie privée et archives publiques	3 332 400	3 332 379
5 720 684	Services communs de l'Ontario	4 436 000	5 677 880
6 353 713	ServiceOntario	6 058 600	5 887 181
0	Services aux consommateurs	1 000	0
317 091	Groupement pour l'integration des services governementaux	861 500	574 629
15 807 030	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**14 690 500**	**15 472 069**
	BIENS IMMOBILISÉS		
19 587 415	Services communs de l'Ontario	22 527 400	16 876 743
17 445 896	ServiceOntario	16 576 300	11 763 142
0	Services aux consommateurs	1 000	0
4 993 025	Groupement pour l'integration des services governementaux	10 854 200	8 232 087
42 026 336	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**49 958 900**	**36 871 972**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	30 666 500	2 121 000	32 787 500	Administration du ministère	31 296 524
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	30 730 514	**2 121 000**	**32 851 514**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**31 362 492**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2019

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines, la coordination des initiatives de politiques et ministérielles et la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÈDIT 1801

Dètails des dèpenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 917 902
Avantages sociaux		2 369 109
Transports et communications		295 408
Services		53 006 826
Fournitures et matériel		111 879
		73 701 124
Moins : recouvrements		42 404 600
		31 296 524
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 190 906	
Avantages sociaux	393 955	
Transports et communications	61 528	
Services	179 642	
Fournitures et matériel	15 247	
		3 841 278
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	9 003 558	
Avantages sociaux	1 172 630	
Transports et communications	101 958	
Services	44 113 753	
Fournitures et matériel	64 794	
Moins : recouvrements	42 404 600	
		12 052 093
Services juridiques		
Transports et communications	45 988	
Services	7 516 391	
Fournitures et matériel	20 311	
		7 582 690
Services de vérification		
Services	760 949	
		760 949
Services de communication		
Traitements et salaires	3 314 750	
Avantages sociaux	432 821	
Transports et communications	63 925	
Services	362 501	
Fournitures et matériel	10 566	
		4 184 563
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 408 688	
Avantages sociaux	369 703	
Transports et communications	22 009	
Services	73 590	
Fournitures et matériel	961	
		2 874 951
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**31 362 492**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1809				**PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	17 407 500	(9 200)	17 398 300	Information, protection de la vie privée et Archives publiques.....	16 931 225
	17 407 500	**(9 200)**	**17 398 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....**	**16 931 225**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES**	
8	3 332 400		3 332 400	Information, protection de la vie privée et Archives publiques.....	3 332 379
	3 332 400		**3 332 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....**	**3 332 379**

Description du programme :

Information, protection de la vie privée et Archives publiques fournit de l'orientation et des politiques gouvernementales sur les bonnes pratiques liées à la gestion des documents et de l'information, à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée. Elle collecte, préserve et promeut la mémoire documentaire de la province pour les générations actuelles et futures, et en facilite l'accès.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES – CRÉDIT 1809

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		
Traitements et salaires		8 785 543
Avantages sociaux		1 340 555
Transports et communications		988 744
Services		14 190 650
Fournitures et matériel		98 714
Paiements de transfert		
Transfer payments		
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario	45 700	
		45 700
		25 449 906
Moins : Recouvrements		8 518 681
		16 931 225
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES		**16 931 225**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)	
Services	3 332 379
	3 332 379
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES	**3 332 379**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811				**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	219 216 600	4 002 900	223 219 500	Services communs de l'Ontario	218 533 714
27	1 000	(1 000)	0	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l' assurance contre les accidents du travail	0
L	13 500 000		13 500 000	Loi sur les actions contre la Couronne	9 032 294
	232 717 600	**4 001 900**	**236 719 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	**227 566 008**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000		1 000	Services communs de l'Ontario	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811				**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
12	2 000	(2 000)	0	Services communs de l'Ontario	0
L	4 436 000		4 436 000	Amortissement – Services communs de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	5 677 880
	4 438 000	**(2 000)**	**4 436 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	**5 677 880**
BIENS IMMOBILISÉS					
14	22 527 400		22 527 400	Services communs de l'Ontario	16 876 743
	22 527 400		**22 527 400**	**TOTAL (BIEN IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO**	**16 876 743**

Description du programme:

Les Services communs de l'Ontario offrent à tous les ministères, aux fonctionnaires et à certains organismes des services communs internes et centralisés touchant l'approvisionnement, les finances, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels à l'échelle de la FPO, et ce, par divers canaux, en particulier numériques.

Note : Les dépenses liées à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (WSIB) pour la fonction publique de l'Ontario (FPO) sont administrées par le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs (MSGSC) selon le principe du recouvrement intégral des coûts, sauf pour les demandes d'indemnisation reçues et payées directement par le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels. Les indemnités versées par le MSCSC sont enregistrées séparément dans le volume 1 sous le ministère. Les dépenses totales de la WSIB pour l'ensemble de la FPO en 2018-2019 se chiffrent à 65 102 215 $ [soit 46 213 956 $ (MSGSC) + 18 696 642 $ (MSCSC – Programme de la Police provinciale de l'Ontario 2604-04) + 191 617 $ (MSCSC – programme Planification et gestion des situations d'urgence 2609-08)].

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services communs de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		141 476 000
Avantages sociaux		21 204 945
Transports et communications		8 030 080
Services		62 241 389
Fournitures et matériel		1 189 290
Paiements de transfert		
Projets liés à la gestion de la chaine d'approvisionnement et à l'innovation dans le secteur parapublic	9 718 009	9 718 009
Autre operations		
Autre opérations	305 534	
Autre emplois d'eté	11 345 280	11 650 814
		255 510 527
Moins : Recouvrements		36 976 813
		218 533 714
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l' assurance contre les accidents du travail (Poste 27)		
Services		46 213 956
		46 213 956
Moins : Recouvrements		46 213 956
		0
Crédits législatifs		
Autre opérations		
Loi sur les actions contre la Couronne		9 032 294
		9 032 294
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTAIRO		**227 566 008**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autre opérations	
Amortissement – Services communs de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	6 158 665
Moins : recouvrements	480 785
	5 677 880
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTAIRO	**5 677 880**
BIENS IMMOBILISÉS	
Services communs de l'Ontario (Poste 14)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immoblisations	16 876 743
	16 876 743
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTAIRO	**16 876 743**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1812				**PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	1 169 300	(147 500)	1 021 800	Comission de révision de la publicité	862 230
	1 169 300	**(147 500)**	**1 021 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO .....**	**862 230**

Description du programme:

La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la FPO. Cela garantit que les ministères et les organismes gouvernementaux acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES COMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ – CRÉDIT 1812

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Révision de la Publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires	421 173
Avantages sociaux	53 826
Transports et communications	10 415
Services	369 705
Fournitures et matériel	7 111
	862 230
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ	**862 230**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1814				**PROGRAMME SERVICEONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	219 219 500	44 623 100	263 842 600	ServiceOntario	261 041 608
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*	0
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financi*ère	5 652
	224 521 500	**44 623 100**	**269 144 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO**	**261 047 260**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	2 000 000	(1 200 000)	800 000	ServiceOntario	667 362
L	5 258 600		5 258 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	5 219 819
	7 258 600	**(1 200 000)**	**6 058 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO**	**5 887 181**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	16 576 300		16 576 300	ServiceOntario	11 763 142
	16 576 300		**16 576 300**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO**	**11 763 142**

Description du programme:

ServiceOntario est pour les particuliers et les entreprises de l'Ontario la voie d'accès aux services du gouvernement – carte Santé, services liés aux conducteurs et aux véhicules, permis d'activités de plein air (pêche et chasse), événements de la vie, enregistrement des biens fonciers et mobiliers personnels, service aux entreprises, information et réception des demandes – par divers canaux (en personne, par téléphone, par courrier et en ligne).

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAM SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
ServiceOntario (Poste 1)		
Traitements et salaires	119 369 800	
Avantages sociaux	20 472 373	
Transports et communications	16 393 169	
Services	104 693 593	
Fournitures et matériel	12 736 077	
	273 665 012	
Moins : Recouvrements	12 623 404	
	261 041 608	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur L'administration financi*ère	5 652	
	5 652	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO	**261 047 260**	
CHARGES D'IMMOBLISATIONS		
ServiceOntario (Poste 2)		
Services	667 362	
	667 362	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur L'administration financi*ère	5 219 819	
	5 219 819	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO		**5 887 181**
BIENS IMMOBILISÉS		
ServiceOntario (Poste 3)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immoblisations	11 763 142	
	11 763 142	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAM SERVICEONTARIO		**11 763 142**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1816					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	
1	17 294 800	1 951 500	19 246 300	Services aux consommateurs	18 203 314
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financi*ére	0
	17 296 800	**1 951 500**	**19 248 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS .....**	**18 203 314**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000 000		1 000 000	Services aux consommateurs	0
	1 000 000		**1 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS .....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	2 000	(2 000)	0	Services aux consommateurs	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financi*ére	0
	3 000	**(2 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS .....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	1 000		1 000	Services aux consommateurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS .....**	**0**

Description du programme:

En tant qu'autorité de réglementation moderne, Protection du consommateur de l'Ontario (PCO) fournit des services directement et indirectement par l'entremise d'autorités administratives indépendantes dans les domaines de la protection des consommateurs, de la sécurité du public et du droit des entreprises. PCO mène la voie vers un marché équitable, protégé et bien informé par des mesures d'éducation, des partenariats, la législation et l'application de la loi.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services aux consommateurs (Poste 1)	
Traitements et salaires	13 271 400
Avantages sociaux	1 954 664
Transports et communications	313 325
Services	2 609 728
Fournitures et matériel	39 197
Paiements de transfert	
Subventions pour les services aux consommateurs	15 000
	18 203 314
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS	**18 203 314**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1817				**GROUPÉMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	53 495 200	(1 974 400)	51 520 800	Groupement pour l'integration des services governementaux.....	49 620 799
	53 495 200	**(1 974 400)**	**51 520 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX ..**	**49 620 799**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	300 000		300 000	Groupement pour l'integration des services governementaux.....	0
	300 000		**300 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX....**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1817				**GROUPÉMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	3 000	(3 000)	0	Groupement pour l'integration des services governementaux.....	0
L	861 500		861 500	Amortissement – *Loi sur l'administation financiére*	574 629
	864 500	**(3 000)**	**861 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX....**	**574 629**
BIENS IMMOBILISES					
6	10 854 200		10 854 200	Groupement pour l'integration des services governementaux.....	8 232 087
	10 854 200		**10 854 200**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISES) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX ...**	**8 232 087**

Description du programme:

Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISC) fournit des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à certains ministères (Développement économique et Croissance, Énergie, Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, Infrastructure, Commerce international, Recherche, Innovation et Sciences, Affaires des personnes âgées) et à la Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario.

Le GISC soutient et met en oeuvre la technologie de l'information dont les ministères et organismes qu'il appuie ont besoin pour réaliser, moderniser et transformer leurs activités.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

GROUPÉMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX – CRÉDIT 1817

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement pour l'integration des services governementaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	27 692 852
Avantages sociaux	3 654 469
Transports et communications	1 513 884
Services	71 642 866
Fournitures et matériel	32 769
	104 536 840
Moins : Recouvrements	54 916 041
	49 620 799
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX	**49 620 799**
CHARGES D'IMMOBLISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administation financiére*	742 314
Moins : Recouvrements	167 685
	574 629
TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) – – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX	**574 629**
BIENS IMMOBILIES	
Groupement pour l'integration des services governementaux (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immoblisations	8 232 087
	8 232 087
TOTAL (BIENS IMMOBILIES) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOVERNEMENTAUX	**8 232 087**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Travaux statistiques	424 847	818 313
Divers	0	436 300
	424 847	1 254 613
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	2 648 074	11 392 454
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les sûretés mobilières	61 496 039	58 997 796
Constitutions en sociétes	26 255 286	25 153 921
Loi sur les statistiques de l'état civil	18 261 504	19 380 311
Loi sur les noms commerciaux	9 561 821	9 309 607
Recherches et certificats	7 846 453	7 425 863
Loi sur le mariage	2 942 700	2 909 315
Loi sur les organismes d'application délégataires	2 776 635	2 757 795
Loi sur le changement de nom	1 739 574	1 728 011
Loi sur les sociétés en commandite	859 897	915 930
Certificat d'authenticité	855 956	770 592
Loi de concernant les prêts sur salaire	728 658	751 059
Commissaire aux affidavits	463 199	417 796
Permis extraprovinciaux	161 181	137 509
Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette	23 530	409 210
Déclarations annuelles obligatoires	3 117	3 595
Autres	786 687	251 619
	134 762 237	131 319 929
AMENDES ET PÉNALITÉS	4 600	8 500
REDEVANCES	50	0
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes	1 597 025	2 255 481
Autres	120 065	36 818
	1 717 090	2 292 299
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	124 463	765 248
DIVERS		
Intérêt	10 616	6 470
Autres	2 603 574	2 807 504
	2 614 190	2 813 974
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**142 295 551**	**149 847 017**

non vérifié

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-416

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-417

SERVICES AUX ADULTES 2-419

BUREAU DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ 2-423

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-418, 2-421, 2-422

ÉTAT DES RECETTES 2-425

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
38 895 509	Administration du ministère	39 691 814	39 481 361
12 203 329 933	Services aux adultes	12 796 219 300	12 658 970 917
34 798 205	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	82 175 700	80 815 374
12 277 023 647	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**12 918 086 814**	**12 779 267 652**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
35 023 192	Services aux adultes	45 059 900	44 022 410
0	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000	0
35 023 192	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**45 061 900**	**44 022 410**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
77 196 060	Services aux adultes	67 011 600	59 336 175
77 196 060	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**67 011 600**	**59 336 175**
	BIENS IMMOBILISÉS		
1 662 435	Services aux adultes	20 993 900	20 528 201
1 662 435	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**20 993 900**	**20 528 201**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	36 870 100	2 756 700	39 626 800	Administration du ministère	39 431 518
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	37 250
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 593
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	36 935 114	**2 756 700**	**39 691 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**39 481 361**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
L	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services de soutien administratif et opérationnel.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		22 355 283
Avantages sociaux		3 409 337
Transports et communications		711 829
Services		12 841 774
Fournitures et matériel		113 295
		39 431 518
Bureau de la direction		
Traitements et salaires	2 242 738	
Avantages sociaux	292 032	
Transports et communications	106 604	
Services	107 750	
Fournitures et matériel	11 616	
		2 760 740
Soutien aux activités		
Traitements et salaires	8 390 962	
Avantages sociaux	1 299 256	
Transports et communications	277 661	
Services	1 988 380	
Fournitures et matériel	41 550	
		11 997 809
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 726 991	
Avantages sociaux	395 363	
Transports et communications	41 836	
Services	141 585	
Fournitures et matériel	2 541	
		2 308 316
Services de communication		
Traitements et salaires	1 906 493	
Avantages sociaux	337 957	
Transports et communications	41 536	
Services	465 897	
Fournitures et matériel	5 495	
		2 757 378
Services juridiques		
Traitements et salaires	3 570	
Transports et communications	37 013	
Services	5 063 668	
Fournitures et matériel	24 229	
		5 128 480
Services de vérification		
Services	819 982	
		819 982
Services informatiques		
Traitements et salaires	8 084 529	
Avantages sociaux	1 084 729	
Transports et communications	207 179	
Services	4 254 512	
Fournitures et matériel	27 864	
		13 658 813
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		37 250
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 593
		49 843
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**39 481 361**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	10 076 838 300	(335 901 800)	9 740 936 500	Soutien financier et soutien à l'emploi	9 724 654 109
6	2 986 809 200	(20 758 000)	2 966 051 200	Services à la collectivité et aux personnes ayant une déficience intellectuelle	2 848 437 775
7	56 022 300	1 191 000	57 213 300	Bureau des obligations familiales	56 656 375
L	32 018 300		32 018 300	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	29 222 658
	13 151 688 100	**(355 468 800)**	**12 796 219 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**12 658 970 917**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	37 159 900	7 900 000	45 059 900	Services aux adultes	44 022 410
	37 159 900	**7 900 000**	**45 059 900**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**44 022 410**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	51 401 200	(10 950 000)	40 451 200	Services aux adultes	32 821 430
L	26 560 400		26 560 400	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	26 514 745
	77 961 600	**(10 950 000)**	**67 011 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**59 336 175**
BIENS IMMOBILISÉS					
11	4 783 900	16 210 000	20 993 900	Services aux adultes	20 528 201
	4 783 900	**16 210 000**	**20 993 900**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**20 528 201**

Description du programme:

Par le Programme des services aux adultes, des services communautaires efficaces et responsables sont offerts aux plus démunis. Les programmes d'aide sociale de l'Ontario fournissent des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées et leurs familles.

Les Services à la collectivité et aux personnes ayant une déficience intellectuelle incluent les Services à la collectivité, les Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle et la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones. Les programmes des Services à la collectivité offrent du financement pour des services et soutiens communautaires aux femmes victimes de violence et à leurs enfants, aux victimes et aux survivants de la traite des personnes ainsi qu'aux personnes sourdes, devenues sourdes, malentendantes ou sourdes et aveugles. Les Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle proposent un éventail de services et de soutiens à l'intention d'adultes ayant une déficience intellectuelle et d'enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques par l'entremise de fournisseurs de services établis au sein des collectivités, ainsi que par un financement direct assuré dans le cadre du programme Passeport et du Programme de services particuliers à domicile. Ces programmes favorisent un élargissement de l'inclusion sociale, de l'autonomie et des choix des adultes ayant une déficience intellectuelle et de leurs familles en les aidant à vivre et participer à un vaste éventail d'activités dans leur collectivité. Les programmes de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones sont adaptés à la culture autochtone et conçus et exécutés par des Autochtones et à leur intention pour améliorer les résultats sur le plan du ressourcement, de la santé et du mieux-être.

Le Dépositaire des renseignements ayant trait aux adoptions fournit des services de divulgation de l'information aux adultes adoptés, aux parents adoptifs et aux familles de naissance.

Le Bureau des obligations familiales travaille pour améliorer la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint en vertu des ordonnances judiciaires et des contrats familiaux déposés auprès des tribunaux.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		174 452 200
Avantages sociaux		34 420 224
Transports et communications		10 970 988
Services		72 801 168
Fournitures et matériel		1 582 577
Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	5 325 234 068	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	49 489 832	
Programme Ontario au travail – Soutien financier	2 849 654 205	
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	214 919 699	
Programme de médicaments de l'Ontario	991 129 148	
		9 430 426 952
		9 724 654 109
Services à la collectivité et aux personnes ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)		
Traitements et salaires		33 418 871
Avantages sociaux		7 266 219
Transports et communications		1 343 971
Services		6 453 374
Fournitures et matériel		191 563
Paiements de transfert		
Services en établissement	1 622 031 585	
Services de soutien	917 069 981	
Violence faite aux femmes	159 963 504	
Soutiens pour l'intégration communautaire	63 449 063	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	37 249 644	
		2 799 763 777
		2 848 437 775
Bureau des obligations familiales (Poste 7)		
Traitements et salaires		32 460 099
Avantages sociaux		6 086 087
Transports et communications		1 092 596
Services		16 804 634
Fournitures et matériel		212 959
		56 656 375
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		29 222 658
		29 222 658
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**12 658 970 917**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services aux adultes (Poste 9)		
Avances et montants récupérables		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier		44 022 410
		44 022 410
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**44 022 410**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services aux adultes (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations	9 475 200	
Renouvellement des installations des partenaires	20 337 649	
		29 812 849
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		3 008 581
		32 821 430
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Loi sur l'administration financière		26 514 745
		26 514 745
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**59 336 175**
BIENS IMMOBILISÉS		
Services aux adultes (Poste 11)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		20 528 201
		20 528 201
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**20 528 201**

INISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
703				**PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	66 658 800	15 516 900	82 175 700	Bureau De La Stratégie De Réduction De La Pauvreté.....	80 815 374
	66 658 800	**15 516 900**	**82 175 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.....**	**80 815 374**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
L	1 000		1 000	Bureau De La Stratégie De Réduction De La Pauvreté	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.....**	**0**

Description du programme

La Stratégie de réduction de la pauvreté, surveillée par le ministre responsable de la Stratégie de réduction de la pauvreté, a été établie pour soutenir la priorité pluriannuelle de l'Ontario qui consiste à réduire la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion. Le Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté (BSRP) surveille la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté à l'échelle du gouvernement et s'acquitte des responsabilités en vertu de la Loi de 2009 sur la réduction de la pauvreté, notamment la préparation et le dépôt d'un rapport annuel. Le BSRP dirige des initiatives afin de continuer de libérer des gens de la pauvreté, notamment en élaborant une stratégie de sécurité alimentaire et en gérant le Fonds pour les initiatives locales de réduction de la pauvreté pour soutenir, mettre de l'avant et évaluer les projets d'action communautaire visant à apporter des solutions locales à la pauvreté. Le programme a aussi pour responsabilité de concevoir et mettre en œuvre un Projet pilote portant sur le revenu de base, sous surveillance commune avec le ministre des Services sociaux et communautaires.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ – CRÉDIT 703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau De La Stratégie De Réduction De La Pauvreté (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 451 710
Avantages sociaux		544 345
Transports et communications		106 183
Services		2 370 292
Fournitures et matériel		13 987
Paiements de transfert		
Projet pilote portant sur le revenu de base	60 022 857	
Fonds pour les initiatives locales de réduction de la pauvreté	14 306 000	
		74 328 857
		80 815 374
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE		**80 815 374**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	130 940 247	127 330 699
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	0	62 526 225
Entente sur le développement de la main-d'œuvre	65 185 120	0
Entente concernant le logement abordable	0	9 517 616
Logement en milieu de soutien	2 258 293	2 307 034
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 063 858	1 028 858
	199 447 518	202 710 432
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	7 821 364	1 001 100
	7 821 364	1 001 100
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF	1 660 030	1 382 600
Accès à l'information - Droits	79 067	77 218
	1 739 097	1 459 818
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	68 477 929	155 613 396
Frais de fonctionnement	7 519 363	6 889 417
Subventions	927 804	1 019 815
	76 925 096	163 522 628
DIVERS		
Comptes de subrogation	679 037	1 043 044
Autres	710 453	16 006
Pénalités – intérêt	9 420	7 794
Indemnités de service judiciaire et de témoin	53	61
	1 398 963	1 066 905
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**287 332 038**	**369 760 883**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-428
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-430
- TOURISME 2-433
- SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES 2-435
- IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES 2-437
- CULTURE 2-439
- FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO 2-441
- CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS 2-443
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-432, 2-436

ÉTAT DES RECETTES 2-445

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
11 190 422	Administration du ministère	13 589 987	13 474 274
145 769 957	Tourisme	134 273 400	129 947 829
60 459 836	Sports, loisirs et programmes communautaires	61 444 200	57 036 839
257 753 000	Culture	297 523 900	256 484 462
115 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	100 001 000	100 000 000
654 195 621	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	627 822 400	627 822 379
1 244 368 836	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 234 654 887**	**1 184 765 783**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	1 000	0
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
0	Sports, losirs, et communautaires	1 000	0
82 324 526	Immobilisations touristiques et culturelles	126 050 200	46 424 435
0	Culture	2 000	0
82 324 526	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**126 059 200**	**46 424 435**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	2 000	0
4 296 444	Tourisme	26 063 000	0
0	Culture	1 000	0
4 296 444	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**25 066 000**	**0**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	10 395 000	3 114 800	13 509 800	Administration du ministère	13 408 306
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	10 475 187	**3 114 800**	**13 589 987**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**13 474 274**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
L	2 000		2 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	4 000		**4 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 852 336
Avantages sociaux		937 996
Transports et communications		116 138
Services		5 464 574
Fournitures et matériel		37 262
		13 408 306
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 175 139	
Avantages sociaux	552 774	
Transports et communications	69 146	
Services	407 151	
Fournitures et matériel	15 739	
		5 219 949
Services de communication		
Traitements et salaires	2 677 197	
Avantages sociaux	385 222	
Transports et communications	33 601	
Services	571 174	
Fournitures et matériel	11 613	
		3 678 807
Technologie de l'information		
Services	1 959 373	
		1 959 373
Services juridiques		
Transports et communications	13 391	
Services	2 526 876	
Fournitures et matériel	9 910	
		2 550 177
Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**13 474 274**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802				**PROGRAMME DU TOURISME**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	128 136 400	6 136 000	134 272 400	Tourisme	129 947 829
S	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	128 137 400	**6 136 000**	**134 273 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TOURISME**	**129 947 829**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Tourisme	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU TOURISME**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	25 063 000		25 063 000	Tourisme	0
	25 063 000		**25 063 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU TOURISME**	**0**

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et partenaires touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier, il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement et d'investissements touristiques et offre de la recherche stratégique afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère exploite deux attractions et supervise les activités et les responsabilités d'organismes qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 133 539
Avantages sociaux		2 011 524
Transports et communications		201 144
Services		2 852 626
Fournitures et matériel		1 178 989
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	1 583 167	
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	23 652 864	
Subventions pour les régions touristiques	37 107 886	
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	38 434 138	
Société d'exploitation de la Place l'Ontario	2 070 000	
Commission des parcs du Saint-Laurent	7 709 165	
Ontario 150	12 787	
	---	110 570 007
		---
		129 947 829

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TOURISME		**129 947 829**
		==========

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3803				**SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	56 188 200	5 255 000	61 443 200	Sports, loisirs et programmes communautaires	57 024 746
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financi*ère	12 093
	56 189 200	**5 255 000**	**61 444 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....**	**57 036 839**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Sports, loisirs et programmes communautaires	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....**	**0**

Description du programme:

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à accroître la pratique des sports et l'activité physique en Ontario et à former des athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le soutien du ministère au « sport amateur » est axé sur la participation, la formation et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes : financer des partenaires clés pour l'exécution de projets qui améliorent la pratique de l'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, et qui offrent des programmes après l'école aux enfants et aux jeunes; coordonner les intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat professionnels, ce qui englobe le Bureau du commissaire aux sports professionnels et la Loi sur le contrôle des sports de 1990.

Le ministère est l'organisme responsable de la direction et de la coordination des travaux interministériels associés aux commotions qui surviennent dans le sport (Loi Rowan). Cela inclut la direction de l'élaboration de projets de loi.

Note : Les recouvrements liés au poste Sports, loisirs et programmes communautaires comprennent des recouvrements de 107 986 $ pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre (maintenant appelé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange), lesquels sont fondés sur les dépenses réelles enregistrées pendant l'exercice.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 859 409
Avantages sociaux		861 405
Transports et communications		264 296
Services		1 555 252
Fournitures et matériel		256 884
Paiements de transfert		
Sport et perfectionnement des athlètes	25 677 656	
Programmes pour les jeunes	13 210 138	
Fonds pour les communautés en santé	7 851 456	
Programmes pour les Autochtones	2 596 236	
		49 335 486
		57 132 732
Moins : Recouvrements		107 986
		57 024 746
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*		12 093
		12 093
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES		**57 036 839**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**TOURISTIQUES ET CULTURELLES**	
1	126 050 200		126 050 200	Immobilisations touristiques et culturelles	46 424 435
	126 050 200		**126 050 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES .....**	**46 424 435**

Description du programme:

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité, améliorent l'expérience des visiteurs et aident à bâtir les collectivités.

En partenariat avec la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario, le ministère continue de travailler à la revitalisation de la Place de l'Ontario.

Note : Il n'y pas de recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Immobilisations touristiques et culturelles du Compte de réduction des gaz à effet de serre (maintenant appelé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange).

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services		1 593 524
Fournitures et matériel		288 821
Paiements de transfert		
Subventions pour le tourisme	7 208 236	
Réparations et rénovations des organismes touristiques		
Réparations et rénovations des organismes culturels	11 394 149	
Subventions pour la culture	24 251 030	
Subventions pour le développement de l'infrastructure des organismes et des attractions		
Revitalisation de la Place de l'Ontario	1 688 675	
		44 542 090
		46 424 435
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES		**46 424 435**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3805				**PROGRAMME DE LA CULTURE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	294 935 200	2 587 700	297 522 900	Culture	256 484 462
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	294 936 200	**2 587 700**	**297 523 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA CULTURE**	**256 484 462**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Programme de la culture	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – PROGRAMME DE LA CULTURE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Programme de la culture	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA CULTURE**	**0**

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 085 392
Avantages sociaux		1 405 978
Transports et communications		90 657
Services		1 880 528
Fournitures et matériel		33 071
Paiements de transfert		
Musée des beaux -arts de l'Ontario	21 072 300	
Soutien au secteur des arts	13 710 911	
Soutien au secteur du patrimoine	5 934 913	
Soutien au secteur des bibliothèques	24 429 626	
Collection McMichael d'art canadien	3 328 800	
Conseil des arts de l'Ontario	64 937 400	
Fiducie du patrimoine ontarien	4 094 700	
Services des bibliothèques de l'Ontario – Nord	1 579 201	
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	29 950 300	
Fonds ontarien de promotion de la musique	15 000 000	
Centre des sciences de l'Ontario.	19 659 085	
Jardins botaniques royaux	4 036 000	
Musée royal de l'Ontario	27 280 900	
Science Nord	6 828 900	
Services des bibliothèques de l'Ontario – Sud	3 145 800	
	----------	244 988 836
		256 484 462
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA CULTURE		**256 484 462**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3806 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO**	
1	115 001 000	(15 000 000)	100 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario.....	100 000 000
	115 001 000	**(15 000 000)**	**100 001 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....**	**100 000 000**

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Sa mission est de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en renforçant la capacité du secteur bénévole, par des investissements dans des initiatives communautaires.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	100 000 000
	100 000 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	**100 000 000**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3808				**PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	528 766 500	99 055 900	627 822 400	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels.....	627 822 379
	528 766 500	**99 055 900**	**627 822 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....**	**627 822 379**

Description du programme :

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs et du soutien aux entreprises établies en Ontario pour la production de films, de programmes télévisuels et de produits multimédias interactifs numériques ou de livres en Ontario. Ces crédits d'impôt aident à stimuler la création et l'investissement dans les industries créatives de la province.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	2 331 111	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	32 492 815	
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	222 056 971	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	79 169 292	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production	291 713 490	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore	58 700	
		627 822 379
		627 822 379
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS		**627 822 379**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral..	1 912 556	0
	1 912 556	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William	442 130	623 572
Autre	259 693	74 618
	701 823	698 190
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronia	810 778	916 487
Vieux Fort William	272 815	242 485
	1 083 593	1 158 972
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 982 289	935 535
DIVERS	435 995	1 379 476
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**6 116 256**	**4 172 173**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-448

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-449

POLITIQUES ET PLANIFICATION 2-452

SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 2-455

GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 2-458

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS 2-464

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-450, 2-451, 2-454, 2-457, 2-461, 2-463

ÉTAT DES RECETTES 2-466

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018		2018 – 2019	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
45 344 577	Administration du ministère	57 404 614	53 995 748
379 868 679	Politiques et planification	476 628 300	438 361 944
124 421 980	Sécurité des usagers de la route	136 760 200	129 569 826
489 820 846	Gestion des routes provinciales	566 990 100	564 751 495
63 963 144	Groupement du travail et des transports	61 316 300	60 791 136
1 103 419 226	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 299 099 514**	**1 247 470 149**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**6 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
263 046	Administration du ministère	601 000	203 352
3 489 795 014	Politiques et planification	4 297 253 400	3 744 367 374
19 138 170	Sécurité des usagers de la route	20 731 200	20 567 827
957 646 232	Gestion des routes provinciales	1 095 086 200	1 058 824 105
4 466 842 462	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**5 413 671 800**	**4 823 962 658**
	BIENS IMMOBILISÉS		
16 138 347	Administration du ministère	20 244 200	15 838 309
14 758 404	Sécurité des usagers de la route	39 512 500	18 382 461
1 953 351 183	Gestion des routes provinciales	1 827 906 700	1 825 734 723
1 984 247 934	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**1 887 663 400**	**1 859 955 493**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	51 054 100	6 285 500	57 339 600	Soutien opérationnel	53 933 854
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 593
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	51 119 114	**6 285 500**	**57 404 614**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**53 995 748**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel	0
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	600 000		600 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	203 352
	601 000		**601 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**203 352**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	20 244 200		20 244 200	Administration du ministère	15 838 309
	20 244 200		**20 244 200**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**15 838 309**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui fourni au ministère dans l'optimisation de ses ressources humaines, ce programme donne au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : ressources financières et humaines, planification et gestion, contrôle financier, approvisionnement, communications, gestion des locaux, planification de l'accessibilité et de la diversité, gestion des situations d'urgence et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		22 056 296
Avantages sociaux		3 813 199
Transports et communications		568 067
Services		39 488 209
Fournitures et matériel		11 729 605
		77 655 376
Moins : Recouvrements		23 721 522
		53 933 854
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 436 229	
Avantages sociaux	289 244	
Transports et communications	56 209	
Services	40 235	
Fournitures et matériel	9 204	
		2 831 121
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	6 226 427	
Avantages sociaux	1 626 470	
Transports et communications	106 505	
Services	1 099 470	
Fournitures et matériel	(31 920)	
		9 026 952
Installations et services opérationnels		
Traitements et salaires	7 311 138	
Avantages sociaux	1 104 089	
Transports et communications	303 796	
Services	33 711 039	
Fournitures et matériel	11 679 284	
	54 109 346	
Moins : Recouvrements	23 721 522	
		30 387 824
Services de communication		
Traitements et salaires	3 245 581	
Avantages sociaux	428 970	
Transports et communications	49 651	
Services	362 786	
Fournitures et matériel	20 247	
		4 107 235
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 836 921	
Avantages sociaux	364 426	
Transports et communications	31 092	
Services	350 094	
Fournitures et matériel	40 394	
		3 622 927
Services de vérification		
Services	1 434 569	
		1 434 569
Services juridiques		
Transports et communications	20 814	
Services	2 490 016	
Fournitures et matériel	12 396	
		2 523 226
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 593
		61 894
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**53 995 748**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	16 175 071
Moins : Recouvrements	15 971 719
	203 352
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**203 352**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	15 838 309
	15 838 309
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**15 838 309**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	
1	39 082 000	(1 996 300)	37 085 700	Politiques et planification	30 728 354
2	507 440 600	(67 900 000)	439 540 600	Transports urbains et régionaux	403 033 590
L	1 000		1 000	Financement des transports en commun municipaux, *Loi réservant des fonds aux transports en commun*	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	4 600 000
	546 524 600	**(69 896 300)**	**476 628 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	**438 361 944**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	5 837 453 400	(1 540 200 000)	4 297 253 400	Transports urbains et régionaux.....	3 744 367 374
	5 837 453 400	**(1 540 200 000)**	**4 297 253 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION.....**	**3 744 367 374**

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification a la responsabilité d'établir les intérêts stratégiques à long terme de la province relativement aux réseaux de transport de l'Ontario, y compris pour le transport en commun. De plus, il élabore et met en oeuvre les politiques, plans, programmes et investissements nécessaires pour que ses intérêts se concrétisent.

Le Programme dirige l'analyse économique et la recherche stratégique pour soutenir la circulation durable et efficiente des biens et des personnes dans tout le réseau de transport multimodal de l'Ontario. Il soutient Faire progresser l'Ontario, une initiative gouvernementale essentielle pour améliorer les infrastructures primordiales du transport en commun, des transports et autres en Ontario, et est également responsable de gérer les relations de la province avec des organismes de la Couronne comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO et PRESTO.

De plus, le programme s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport par l'établissement de politiques environnementales liées au transport et par le maintien de liens solides avec le gouvernement fédéral, d'autres provinces, les municipalités et les collectivités autochtones.

Le 12 février 2019, la province de l'Ontario et la ville de Toronto ont convenu des modalités qui permettront de poursuivre les conversations sur la prise en charge du réseau de métro de la Commission de transport de Toronto (CTT). Dans le cadre de ces modalités, la ville de Toronto a convenu de communiquer des données liées aux actifs existants du réseau de métro et aux futurs plans d'expansion.

La prise en charge du métro, une fois terminée, profiterait à la population en réduisant la congestion, en améliorant les déplacements des navetteurs et en permettant un réseau de transport réellement intégré pour la RGTH. La prise en charge du métro se ferait en deux étapes. La première consistera à déposer lors de la session du printemps des mesures législatives autorisant la prise en charge de tous les prolongements et nouvelles lignes, y compris ceux énoncés dans le nouveau plan de transport en commun de l'Ontario. Ainsi, le gouvernement tient son engagement de déposer des mesures législatives sur la prise en charge en 2019. Dans le cadre de la seconde étape, les discussions se poursuivront entre la ville et la province, en vertu des modalités précitées, dans le but de trouver la meilleure solution pour prendre en charge le réseau existant, d'autres mesures législatives étant prévues à cet effet pour 2020.

La province reste déterminée à prendre entièrement en charge le réseau de métro de la CTT.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Transports urbains et régionaux comprennent des recouvrements de 65 337 566 $ du Fonds Trillium, sous réserve d'un solde créditeur suffisant du Fonds Trillium.

Note : Les recouvrements liés au poste Transports urbains et régionaux comprennent des recouvrements de 537 120 880 $ en charges d'immobilisations et de 149 603 615 $ en charges de fonctionnement pour les montants imputés au Compte de réduction des gaz à effet de serre (maintenant appelé compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange), lesquels sont fondés sur les dépenses réelles enregistrées pendant l'exercice.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification (Poste 1)		
Traitements et salaires		20 550 892
Avantages sociaux		3 416 183
Transports et communications		334 324
Services		6 240 752
Fournitures et matériel		186 203
		30 728 354
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 208 920
Avantages sociaux		270 073
Transports et communications		23 589
Services		813 239
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement de Metrolinx	399 254 116	
Programme d'encouragement pour les véhicules électriques et les infrastructures	145 029 923	
Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun	3 424 755	
Subventions pour la participation et la sensibilisation	366 600	
CRGES – Programme de promotion des véhicules utilitaires utilitaires écologiques	1 245 990	
		549 321 384
		552 637 205
Moins : Recouvrements		149 603 615
		403 033 590
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables - Loi *sur l'administration financière*		4 600 000
Paiements de transfert		
Financement des transports en commun municipaux, *Loi réservant des fonds aux transports en commun*		363 934 395
		368 534 395
Moins : Recouvrements		363 934 395
		4 600 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION		**438 361 944**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Transports en commun	4 339 426 640	
CRGES – véhicules électriques et infrastructure publique de rechargement	7 399 180	
		4 346 825 820
Moins : Recouvrements		602 458 446
		3 744 367 374
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION		**3 744 367 374**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
1	124 542 300	11 917 900	136 460 200	Sécurité des usagers de la route	129 569 826
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	124 842 300	**11 917 900**	**136 760 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**129 569 826**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route.....	0
L	20 730 200		20 730 200	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*.....	20 567 827
	20 731 200		**20 731 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....**	**20 567 827**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	39 512 500		39 512 500	Sécurité des usagers de la route.....	18 382 461
	39 512 500		**39 512 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....**	**18 382 461**

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à renforcer la sécurité routière et la circulation par la promotion d'un comportement sécuritaire et responsable des conducteurs et de la sécurité des véhicules.

L'Ontario a un excellent bilan à long terme en matière de sécurité routière et est l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord année après année. Le Programme de la sécurité des usagers de la route du ministère des Transports collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États - Unis pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (partenaires chargés de l'application de la loi, groupes communautaires, organismes voués à la sécurité, milieu médical, établissements de recherche et chercheurs de renommée internationale, bureaux de santé publique, professionnels de la prévention des blessures, industrie des assurances, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs commerciaux et les véhicules automobiles; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes d'amélioration de la conduite et de sécurité des véhicules commerciaux; réaliser des recherches de pointe pour alimenter l'élaboration de politiques et orienter les campagnes d'éducation du public et de sécurité routière; renforcer la sensibilisation du public et promouvoir la sécurité routière; gérer les revenus tirés des produits et services liés aux permis de conduire et aux véhicules; se centrer sur la clientèle en créant des produits et services plus rapides, plus intelligents et plus efficients; gérer et protéger les renseignements personnels et l'identité. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)		
Traitements et salaires		68 565 935
Avantages sociaux		14 180 346
Transports et communications		1 936 631
Services		50 858 953
Fournitures et matériel		862 811
Paiements de transfert		
Subventions pour la sécurité publique	21 750	
		21 750
		136 426 426
Moins : Recouvrements		6 856 600
		129 569 826
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE		**129 569 826**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	20 567 827
	20 567 827
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	**20 567 827**
BIENS IMMOBILISÉS	
Sécurité des usagers de la route (Poste 3)	
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	4 991 426
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	701 784
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	10 230 415
Machines et équipement	2 458 836
	18 382 461
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	**18 382 461**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704				**PROGRAMME DE GESTION DES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ROUTES PROVINCIALES**	
1	503 037 100	63 952 000	566 989 100	Opérations et entretien	564 571 595
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	179 900
	503 038 100	**63 952 000**	**566 990 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**564 751 495**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
2	101 316 000	29 200 000	130 516 000	Génie des transports et construction	96 954 668
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours	0
6	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement	0
L	964 568 200		964 568 200	Amortissement, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*	961 869 437
	1 065 886 200	**29 200 000**	**1 095 086 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**1 058 824 105**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
BIENS IMMOBILISÉS					
3	2 130 359 800	(302 453 100)	1 827 906 700	Infrastructure de transport – actifs.....	1 825 734 723
	2 130 359 800	**(302 453 100)**	**1 827 906 700**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES .....**	**1 825 734 723**

Description du programme:

Le Programme de gestion des routes provinciales supervise le réseau routier de la province et les services de transport connexes (y compris l'entretien routier toute l'année) et protège les investissements publics dans l'infrastructure routière. Des stratégies de gestion des programmes sont élaborées et mises en œuvre pour optimiser l'efficacité des investissements dans cette infrastructure.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification des investissements, le génie, la conception, l'acquisition de propriétés, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, la gestion des couloirs (p. ex., la gestion de l'aménagement aux abords des routes), l'entretien en été et en hiver (p. ex., le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour le réseau routier de la province, et la prestation de services d'information aux voyageurs motorisés. Le programme est aussi responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, du financement des routes des Premières nations, de l'amélioration des routes dans les territoires non érigés en municipalité, des aires de service autoroutières (ONroute) et de la production de la carte routière de l'Ontario.

Note : Les recouvrements dans le cadre des charges d'immobilisations liées au poste Génie des transports et construction comprennent des recouvrements de 15,438,406 $ du Fonds Trillium, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Fonds Trillium.

Note : Les recouvrements dans le cadre des biens immobilisés liés au poste Infrastructure de transport – actifs comprennent des recouvrements de 25,020,675 $ du Fonds Trillium, qui reposent sur les prévisions des revenus escomptés, sous réserve d'un solde suffisant du Fonds Trillium.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Opérations et entretien (Poste 1)		
Traitements et salaires		75 928 042
Avantages sociaux		16 376 344
Transports et communications		4 292 305
Services		456 724 779
Fournitures et matériel		40 824 569
Paiements de transfert		
Traversiers municipaux	5 007 033	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	7 337 247	
		12 344 280
		606 490 319
Moins : Recouvrements		41 918 724
		564 571 595
Exploitation et entretien des routes		
Traitements et salaires	71 671 320	
Avantages sociaux	15 741 218	
Transports et communications	3 285 437	
Services	453 243 365	
Fournitures et matériel	38 589 525	
Paiements de transfert		
Traversiers municipaux	5 007 033	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	7 337 247	
	594 875 145	
Moins : Recouvrements	41 779 398	
		553 095 747
Transport aérien dans les régions éloignées		
Traitements et salaires	4 256 722	
Avantages sociaux	635 126	
Transports et communications	1 006 868	
Services	3 481 414	
Fournitures et matériel	2 235 044	
	11 615 174	
Moins : Recouvrements	139 326	
		11 475 848
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables - *Loi sur l'administration financière*		179 900
		179 900
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**564 751 495**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Génie des transports et construction (Poste 2)		
Transports et communications		133 376
Services		12 181 099
Fournitures et matériel		279 155
Paiements de transfert		
Routes de raccordement	28 376 812	
Premières nations	5 002 490	
Fonds de transition	810 388	
Améliorations municipales et environnementales	1 673 155	
Projets municipaux liés à l'autoroute 407	12 749 470	
		48 612 315
Autres opérations		51 187 129
		112 393 074
Moins : Recouvrements		15 438 406
		96 954 668
Paiements de transfert et autres dépenses pour les routes		
Services		11 261 477
Paiements de transfert		
Routes de raccordement	28 376 812	
Premières nations	5 002 490	
Fonds de transition	810 388	
Améliorations municipales et environnementales	1 673 155	
Projets municipaux liés à l'autoroute 407	12 749 470	
		48 612 315
Autres opérations		51 187 129
		111 060 921
Moins : Recouvrements		15 438 406
		95 622 515

	$	$
Transport aérien dans les régions éloignées		
Transports et communications	133 376	
Services	919 622	
Fournitures et matériel	279 155	
		1 332 153
Travaux routiers en cours (Poste 4)		
Traitements et salaires		93 769 909
Avantages sociaux		18 548 803
Transports et communications		1 884 077
Services		10 022 661
Fournitures et matériel		771 461
		124 996 911
Moins : Recouvrements		124 996 911
		0
Travaux routiers en cours		
Traitements et salaires	93 630 388	
Avantages sociaux	18 534 918	
Transports et communications	1 882 287	
Services	10 022 161	
Fournitures et matériel	771 461	
	124 841 215	
Moins : Recouvrements	124 996 911	
		(155 696)

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Traitements et salaires	139 521	
Avantages sociaux	13 885	
Transports et communications	1 790	
Services	500	
		155 696
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissements, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*		961 869 437
		961 869 437
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**1 058 824 105**

	$	$
BIENS IMMOBILISÉS		
Infrastructure de transport – actifs (Poste 3)		
Terrains		256 299 818
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations		12 507 223
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations		2 069 439 600
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations		2 279 093
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		3 421 461
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations		51 993 699
Améliorations locatives		934 642
		2 396 875 536
Moins : Recouvrements		571 140 813
		1 825 734 723
Infrastructure de transport – actifs		
Terrains	256 106 138	
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	12 507 223	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	2 040 445 447	
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	2 279 093	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations	3 421 461	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations	51 993 699	
Améliorations locatives	934 642	
	2 367 687 703	
Moins : Recouvrements	571 140 813	
		1 796 546 890
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Terrains	193 680	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	28 994 153	
		29 187 833
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**1 825 734 723**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705				**PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	56 661 900	4 555 900	61 217 800	Services d'information et de technologie de l'information	60 719 996
3	97 500		97 500	Recouvrements d'autres ministères	71 140
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	56 760 400	**4 555 900**	**61 316 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS**	**60 791 136**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS**	**0**

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur mandat en soutenant une gestion efficace de leurs ressources en ITI. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à en optimiser la valeur et à aider les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public.

En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement du travail et des transports améliore la prestation des programmes, génère de nouveaux débouchés et améliore le service à la clientèle.

En tant que membre de la communauté de l'ITI au sein de la FPO, le groupement harmonise ses programmes et ses priorités avec la Stratégie de 2016-2020 en matière d'ITI pour la FPO, laquelle repose sur une vision d'un partenaire d'ITI moderne et axé sur la clientèle qui soutient la transformation par l'innovation et des activités inspirées par la valeur.

Le Groupement est structuré de manière à se conformer aux exigences ministérielles en matière de programmes et de services afin de fournir à nos clients des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables, notamment des conseils et de la planification, et de soutenir leurs programmes opérationnels.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	30 102 368
Avantages sociaux	4 670 221
Transports et communications	421 781
Services	54 923 124
Fournitures et matériel	62 766
	90 180 260
Moins : Recouvrements	29 460 264
	60 719 996
Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires	813 500
Avantages sociaux	110 471
Transports et communications	6 846
Services	5 314 904
	6 245 721
Moins : Recouvrements	6 174 581
	71 140
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	**60 791 136**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure de transport en commun	293 774 821	404 601 056
Fonds Chantiers Canada	16 076 229	16 075 980
Fonds pour l'infrastructure frontalière	8 089 628	8 157 668
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 720 142	6 720 142
Autres Infrastructure	6 057 365	6 182 795
Fonds de stimulation de l'infrastructure	2 451 853	2 451 853
Validations des véhicules de défense	2 210 700	1 923 698
Code nationale de sécurité	1 123 233	1 123 233
Paiement du gouvernement fédéral	223 878	149 270
Autres	29 790 088	29 505 873
	366 517 937	476 891 568
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	6 666	3 600
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 990 908 941	1 912 260 612
Frais pour chèques refusés	26 285	10 815
Autres	63 831 718	58 805 208
	2 054 766 944	1 971 076 635
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	2 028 569	4 938 885
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Immobilisations	3 750 228	8 234 900
Ventes et locations – Fonctionnement	10 713 486	11 891 363
	14 463 714	20 126 263
REDEVANCES	0	13 849
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	34 459 511	25 840 314
DIVERS		
Pénalités – intérêt	149 521	83 034
Autres	257 435	348 605
	406 956	431 639
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**2 472 650 297**	**2 499 322 753**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2018 – 2019

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
SOMMAIRE 2-468
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-469
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 2-471
RELATIONS DE TRAVAIL 2-473
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 2-475
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI 2-478
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-470, 2-479
ÉTAT DES RECETTES 2-480

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2017 – 2018 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2018 – 2019 Crédits autorisés	2018 – 2019 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
24 144 373	Administration du ministère	23 586 214	22 788 002
3 468 515	Commission de l'équité salariale	5 202 100	3 439 834
24 524 066	Relations de travail	27 227 200	25 948 429
222 573 365	Santé et sécurité au travail	227 055 200	220 168 426
42 412 698	Droits et responsabilités en matière d'emploi	53 859 200	48 779 434
317 123 017	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**336 929 914**	**321 124 125**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
876 639	Administration du ministère	2 000	0
489 945	Santé et sécurité au travail	544 500	490 000
0	Droits et responsabilités en matière d'emploi	2 065 900	1 199 951
1 366 584	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 612 400**	**1 689 951**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Santé et sécurité au travail	2 101 000	0
1 622 127	Droits et responsabilités en matière d'emploi	3 816 000	3 427 030
1 622 127	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE**	**5 918 000**	**3 427 030**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	21 510 400	2 010 800	23 521 200	Administration du ministère	22 720 575
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	17 547
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	579
	21 575 414	**2 010 800**	**23 586 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**22 788 002**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 251 720
Avantages sociaux		1 634 547
Transports et communications		379 468
Services		11 380 303
Fournitures et matériel		74 537
		22 720 575
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 719 485	
Avantages sociaux	373 465	
Transports et communications	43 882	
Services	1 842 906	
Fournitures et matériel	18 174	
		4 997 912
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 416 883	
Avantages sociaux	170 702	
Transports et communications	21 496	
Services	944 872	
Fournitures et matériel	12 168	
		2 566 121
Services ministériels		
Traitements et salaires	1 122 450	
Avantages sociaux	137 671	
Transports et communications	9 032	
Services	345 692	
Fournitures et matériel	1 667	
		1 616 512
Activités stratégiques des ressources humaines		
Traitements et salaires	1 131 329	
Avantages sociaux	184 580	
Transports et communications	12 682	
Services	206 442	
Fournitures et matériel	3 145	
		1 538 178
Services de communication		
Traitements et salaires	2 613 506	
Avantages sociaux	448 646	
Transports et communications	91 333	
Services	733 544	
Fournitures et matériel	13 661	
		3 900 690
Services juridiques		
Traitements et salaires	248 067	
Avantages sociaux	319 483	
Transports et communications	201 043	
Services	6 863 849	
Fournitures et matériel	25 722	
		7 658 164
Services de vérification		
Services	267 000	
		267 000
Systèmes informatiques		
Services	175 998	
		175 998
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		17 547
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		579
		67 427
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 788 002**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 594 200	209 700	3 803 900	Bureau de l'équité salariale	3 138 828
2	498 200	(100 000)	398 200	Tribunal de l'équité salariale	301 006
3	1 000 000		1 000 000	Bureau de la transparence en matière de salaires et d'effectifs	0
	5 092 400	**109 700**	**5 202 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	**3 439 834**

Description du programme :

Le rôle du Programme pour l'équité et la transparence salariales est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes et de créer des lieux de travail plus équitables en renforçant la transparence de la rémunération et de la composition de l'effectif. Pour ce faire, des activités sont réalisées dans trois composantes clés – le Bureau de l'équité salariale (BES), le Tribunal de l'équité salariale (TES) et le Bureau de la transparence en matière de salaires et d'effectifs (BTSE).

Le mandat du Bureau de l'équité salariale (BES) consiste à administrer et appliquer la *Loi sur l'équité salariale de l'Ontario*. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le BTSE est chargé de surveiller la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation de la transparence des lieux de travail dans les secteurs public et privé. Cela comprend l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de mesures de transparence en matière de salaires et d'effectifs pour les grands employeurs, l'élaboration d'outils en ligne et de ressources d'orientation pour faciliter les déclarations des employeurs, la surveillance, la collecte des données et la réalisation d'analyses sur les écarts organisationnels touchant le genre et la diversité, ainsi que l'exécution d'activités d'éducation et de sensibilisation des employeurs.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 337 683
Avantages sociaux	345 744
Transports et communications	21 989
Services	412 772
Fournitures et matériel	20 640
	3 138 828
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	209 092
Avantages sociaux	15 531
Transports et communications	2 349
Services	73 915
Fournitures et matériel	119
	301 006
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	**3 439 834**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 900 000	1 146 200	14 046 200	Commission des relations de travail de l'Ontario ..	13 688 844
2	2 150 900	211 000	2 361 900	Commission de règlement des griefs	2 232 211
3	8 859 800	664 900	9 524 700	Services de règlement des différends	8 877 855
4	1 294 400		1 294 400	Métiers spécialisés Ontario	1 149 519
	25 205 100	**2 022 100**	**27 227 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL .....**	**25 948 429**

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation**.** Le programme des relations de travail surveille également *la Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* et apporte un soutien de secrétariat au Conseil des nominations et pour le Registre du classement de l'Ordre des métiers.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère du Travail.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, l'établissement de relations et la formation**.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	8 519 502
Avantages sociaux	1 267 426
Transports et communications	274 047
Services	3 555 548
Fournitures et matériel	72 321
	13 688 844
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires	433 977
Avantages sociaux	69 316
Transports et communications	116 998
Services	3 570 671
Fournitures et matériel	3 838
	4 194 800
Moins : Recouvrements	1 962 589
	2 232 211
Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 754 530
Avantages sociaux	913 643
Transports et communications	402 787
Services	1 771 147
Fournitures et matériel	35 748
	8 877 855
Métiers spécialisés Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires	893 652
Avantages sociaux	122 296
Transports et communications	9 214
Services	123 443
Fournitures et matériel	914
	1 149 519
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	**25 948 429**

non vérifié

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	89 085 600	3 808 700	92 894 300	Santé et sécurité au travail	91 615 534
2	606 300		606 300	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	605 300
3	11 379 600	20 000	11 399 600	Bureau des conseillers des travailleurs	11 333 654
4	3 779 600	20 000	3 799 600	Bureau des conseillers des employeurs	3 693 318
7	119 133 600	(778 200)	118 355 400	Bureau de la prévention	112 920 620
	223 984 700	**3 070 500**	**227 055 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**220 168 426**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail	0
8	490 000		490 000	Bureau de la prévention – Immobilisations	490 000
L	53 500		53 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	544 500		**544 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**490 000**

non vérifié

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604 **BIENS IMMOBILISÉS**				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
5	2 101 000		2 101 000	Santé et sécurité au travail	0
	2 101 000		**2 101 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**0**

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale en matière de santé et de sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés, et approuve ces fournisseurs et programmes, et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 *de la Loi sur la santé et la sécurité au travail*, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de *la Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		
Traitements et salaires		61 535 863
Avantages sociaux		11 507 788
Transports et communications		2 171 742
Services		14 963 920
Fournitures et matériel		1 155 191
Paiements de transfert		
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	281 030	281 030
		91 615 534
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		
Traitements et salaires		505 200
Avantages sociaux		75 900
Transports et communications		8 200
Services		5 600
Fournitures et matériel		10 400
		605 300
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)		
Traitements et salaires		7 364 654
Avantages sociaux		2 063 597
Transports et communications		214 377
Services		1 631 407
Fournitures et matériel		59 619
		11 333 654
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 516 898
Avantages sociaux		729 953
Transports et communications		86 222
Services		339 027
Fournitures et matériel		21 218
		3 693 318
Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitements et salaires		8 262 887
Avantages sociaux		1 383 967
Transports et communications		132 959
Services		2 673 468
Fournitures et matériel		39 844
Paiements de transfert		
Associations en santé et sécurité	90 240 023	
Recherche en matière de prévention	7 268 269	
Subventions aux programmes de prévention	2 919 203	
		100 427 495
		112 920 620
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**220 168 426**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Associations en santé et sécurité – Immobilisations		490 000
		490 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**490 000**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605				**PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	52 150 700	1 708 500	53 859 200	Normes d'emploi	48 779 434
	52 150 700	**1 708 500**	**53 859 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**48 779 434**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 875 700		1 875 700	Normes d'emploi	936 027
L	190 200		190 200	Amortissement - Loi sur l'administration financière	263 924
	2 065 900		**2 065 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**1 199 951**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	3 816 000		3 816 000	Normes d'emploi	3 427 030
	3 816 000		**3 816 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**3 427 030**

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements, ainsi que de la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi* et de la *Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes*.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	32 499 327
Avantages sociaux	7 821 726
Transports et communications	998 601
Services	7 240 737
Fournitures et matériel	212 838
Paiements de transfert	
Pratiques d'emploi	6 205
	48 779 434
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	**48 779 434**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Normes d'emploi (Poste 2)	
Normes d'emploi	936 027
	936 027
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	263 924
	263 924
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	**1 199 951**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Normes d'emploi (Poste 3)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	3 427 030
	3 427 030
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	**3 427 030**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	22 669	16 948
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail - CSPAAT	221 460 283	222 214 960
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT	15 420 761	15 538 462
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	2 040 928	1 772 899
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	335 248	321 738
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs (services de règlement des différends)	48 241	33 333
	239 305 461	239 881 392
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	902 590	753 487
Demande de renseignements – *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	10 504	12 522
Application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	4 134	4 572
Programme de perfectionnement des arbitres	200	300
	917 428	770 881
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi – Frais administratifs (Ordonnance de versement)	911 419	545 518
Pénalité monétaire (Avis de contravention)	530 635	313 237
	1 442 054	858 755
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.	13 997	14 619
Abonnements	8 200	2 800
	22 197	17 419
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	366 761	64 845

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2019 $	2018 $
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	475 250	496 950
Autres	26 137	29 255
	501 387	526 205
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**242 577 957**	**242 136 445**

COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE
Au 31 mars 2019

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2018	Revenus*	Sorties de fonds			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2019
		Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
552 920 244 $	472 138 014 $	631 573 083 $	381 393 301 $	-	12 091 874 $

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la *Loi de crédit*.
2. Les revenus, les charges et les investissements faits dans des immobilisations à partir du Compte de réduction des gaz à effet de serre figurent dans les états du ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique.

***COMPTE DE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE –**
Sommaire des revenus

Programme plafonnement et échange - Produits de la 6e mise aux enchères - 15 mars 2018	472 138 014 $[1]
Total des revenus tirés des produits du Programme de plafonnement et d'échange	**472 138 014 $**

1. Les revenus sont constatés lorsque les quotas d'émission sont placés dans les comptes des particpants au marché, non à la date de la mise aux enchères.
2. Depuis le 3 juillet 2018, à la suite de la révocation du Règl. de l'Ont. 144/16, il est interdit d'acheter, de vendre ou d'échanger des quotas d'émission et des crédits.

FONDS TRILLIUM
Au 31 mars 2019

Autorisation d'engager des dépenses1er avril 2018	Produit de disposition désigné*	Sorties de fonds		Transfert au fonds d'administration générale	Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2019
		Charges d'immobilisations	Immobilisations		
5 993 833 737 $	1 168 288 $	244 042 959 $	25 851 675 $	5 725 107 391 $	-

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.
2. Les charges et les investissements dans les actifs du Fonds Trillium sont pris en compte dans les états du ministère des Finances.
3. La Loi de 2014 sur le Fonds Trillium et ses règlements d'application ont été abrogés le 1er avril 2019 et ne s'appliquent plus depuis la fin de l'exercice clos le 31 mars 2019. Le pouvoir de dépenser prévu dans la Loi de 2014 sur le Fonds Trillium n'existe plus depuis la fin de l'exercice clos le 31 mars 2019.
4. Les transferts au fonds d'administration générale reflètent le redressement nécessaire pour ramener le solde du Fonds Trillium à 0 $ afin de fermer le compte après l'abrogation de la Loi de 2014 sur le Fonds Trillium.

***FONDS TRILLIUM**

Sommaire du produit de disposition désigné

Gains réalisés à partir du remboursement de prêts (Règl. de l'Ont. 295/16)	1 168 288 $
	1 168 288 $

Section 3

Annexe – Dette

(non vérifié)

DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-12 à 3-36 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DMTN232	1,35	8 mars 2022	750 000 000
DMTN239	TCAB 3M + 0,05	21 août 2023	2 650 000 000
DMTN237	2,60	8 septembre 2023	3 250 000 000
DMTN241	2,30	8 septembre 2024	1 250 000 000
DMTN238	2,90	2 juin 2028	9 550 000 000
DMTN240	2,70	2 juin 2029	2 500 000 000
DMTN236	2,90	2 juin 2049	9 681 000 000
OEO	Divers	21 juin 2021 – 21 juin 2028	286 017 900
AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			29 917 017 900

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite**)**			
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS			
G77	2,65	5 février 2025	950 000 000
			950 000 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			30 867 017 900
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
ADI6	3,20	12 octobre 2028	80 000 000
			80 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,98013 $			78 410 000
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G80	3,40	17 octobre 2023	2 500 000 000
G79	3,05	29 janvier 2024	2 500 000 000
			5,000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,31114 $			6 555 722 500

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite**)**			
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS			
EMTN116	0,625	17 avril 2025	1 500 000 000
			1 500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,55575 $			2 333 620 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			8 967 752 500

DETTE À LONG TERME – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			1 006 040 383
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			33 081 360
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			**40 873 892 143**
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			40 873 892 143
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			431 558 000
TOTAL – DETTE À LONG TERME			**41 305 450 143**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CP652	5,81	5 mars 2019	40 000 000
CP653	5,84	8 mars 2019	5 270 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	7,625 – 15,75	1er avril 2018 – 1er mars 2019	11 987 064
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC 146	2,02	25 mai 2018	8 732 536
OIIC 147	2,36	25 juin 2018	14 366 594
OIIC 148	2,33	25 juillet 2018	1 395 696
OIIC 149	2,53	28 août 2018	446 857
OIIC 150	2,44	24 septembre 2018	72 348
OIIC 151	2,22	25 octobre 2018	8 203 359
OIIC 152	2,25	26 novembre 2018	11 908 537
OIIC 153	2,448	21 décembre 2018	114 698
OIIC 154	2,10	25 janvier 2019	360 000
OIIC 155	2,11	22 février 2019	5 279 986
OIIC 156	2,16	25 mars 2019	6 214 999
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			114 352 674

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DMTN221	TCAB 3M + 0,12	30 mai 2018	775 000 000
DMTN079	5,50	4 juin 2018	605 000 000
JA	9,4688	10 juillet 2018 – 10 janvier 2019	99 645
DMTN222	TCAB 3M + 0,16	28 août 2018	600 800 000
DMTN218	2,10	10 septembre 2018	7 628 000 000
DMTN224	TCAB 3M + 0,15	3 décembre 2018	937 000 000
			10 545 899 645

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1er mars 2000	193 600
1996	Divers	21 juin 2001	8 000
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004	5 200
1998	Divers	21 juin 2001 – 21 juin 2005	83 600
1999	Divers	21 juin 2002 – 21 juin 2006	193 700
2000	Divers	21 juin 2003 – 21 juin 2007	201 800
2001	Divers	21 juin 2004 – 21 juin 2008	142 600
2002	Divers	21 juin 2005 – 21 juin 2009	126 500
2003	Divers	21 juin 2006 – 21 juin 2010	236 900
2004	Divers	21 juin 2007 – 21 juin 2011	230 100
2005	Divers	21 juin 2008 – 21 juin 2012	291 000
2006	Divers	21 juin 2009 – 21 juin 2013	410 100
2007	Divers	21 juin 2010 – 21 juin 2014	329 800
2008	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2015	561 900
2009	Divers	21 juin 2012 – 21 juin 2016	396 400
2010	Divers	21 juin 2013 – 21 juin 2020	933 600
2011	Divers	21 juin 2014 – 21 juin 2021	13 153 000
2012	Divers	21 juin 2015 – 21 juin 2022	1 292 300
2013	Divers	21 juin 2016 – 21 juin 2023	273 986 600
2014	Divers	21 juin 2017 – 21 juin 2024	18 016 100
2015	Divers	21 juin 2018 – 21 juin 2025	24 237 000
2016	Divers	21 juin 2019 – 21 juin 2026	14 923 900
2017	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027	17 457 400
2018	Divers	21 juin 2021 – 21 juin 2028	188 777 200
			556 188 300

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS			
G68	1,75	9 octobre 2018	500 000 000
			500 000 000
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G55	3,00	16 juillet 2018	1 000 000 000
G63	2,00	27 septembre 2018	1 750 000 000
G71	1,625	18 janvier 2019	2 500 000 000
G65	2,00	30 janvier 2019	2 000 000 000
			7 250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,21627 $			8 817 933 250

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE SUR LE MARCHÉ JAPONAIS EN YENS JAPONAIS			
YL16	1,675	8 août 2018	8 000 000 000
			8 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,009444 $			75 550 891
PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN FRANCS SUISSES			
EMTN82	3,75	30 juillet 2018	225 000 000
CHF1	2,525	30 juillet 2018	100 000 000
CHF2	2,59	14 décembre 2018	100 000 000
			425 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99500 $			422 875 938

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			9 816 360 079
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement			22 864 407
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			**21 055 665 105**
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			251 399 213
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			21 307 064 318
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			721 162 976
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			**22 028 227 294**

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			1 156 000
Effets de commerce américains			(2 137 753)
			(981 753)
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			609 000
			609 000
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			17 255 190
TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME			**16 882 437**

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2019

	2019	2018
	$	$
Dette contractée aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	9 957 470 000	10 002 740 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	42 845 192	99 940 802
Société canadienne d'hypothèques et de logement	9 960 501	21 947 566
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	**10 010 275 693**	**10 124 628 368**
Investisseurs publics	316 351 318 543	296 097 015 005
Obligations d'épargne de l'Ontario	810 372 000	1 080 542 400
Bons du Trésor	17 316 726 000	17 315 570 000
Effets de commerce américains	3 862 871 797	3 865 009 549
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	**338 341 288 340**	**318 358 136 954**
Dette de la School Board Trust	607 239 320	630 103 726
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	**348 958 803 353**	**329 112 869 048**
Redressement net de consolidation et autres redressements	129 425 012	363 569 035
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	**349 088 228 365**	**329 476 438 083**
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics	11 696 109 019	11 988 014 549
Bons du Trésor	655 768 000	655 159 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO	12 582 343 019	12 873 639 549
Dette directe de la SFIEO	6 309 619 000	6 309 619 000
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	**18 891 962 019**	**19 183 258 549**
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	**367 980 190 384**	**348 659 696 632**
Moins : Détention d'Obligations d'épargne et de bons du Trésor de l'Ontario	(13 716 280 000)	(11 248 906 000)
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE	**354 263 910 384**	**337 410 790 632**
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	1 775 601 693	1 775 601 693
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**6 901 601 693**	**6 901 601 693**

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

non vérifié

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OICPP assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en livres sterling du Royaume-Uni.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Elles sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la majorité des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : les obligations à taux variable, les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. L'émission de nouvelles OEO sera interrompue à compter de 2019-2020.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers après l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et émet sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2019

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement du montant de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat de produits issus de la vente des actions de Hydro One en 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2020	2000	CPP	5,50 – 6,91	869 889 000	
2021	2001	CPP	6,33 – 6,67	609 834 000	
2022	2002	CPP	6,22 – 6,47	330 994 000	
2024	2004	CPP	5,26 – 5,97	688 007 000	
2025	2005	CPP	5,15 – 5,79	1 133 182 000	
2026	2006	CPP	4,67 – 5,19	574 612 000	
2031	2009	CPP	4,79	43 880 000	
2032	2009	CPP	4,75	52 000 000	
2036	2006-2014	CPP	3,41 – 4,73	725 953 000	
2037	2007	CPP	4,50 – 4,76	351 269 000	
2038	2008-2017	CPP	2,64 – 4,68	375 952 000	
2039	2009	CPP	4,70 – 5,48	493 439 000	
2040	2010-2012	CPP	4,36 – 5,03	1 179 395 000	
2041	2011	CPP	4,20 – 4,86	799 613 000	
2042	2012	CPP	4,23 – 4,56	954 179 000	
2043	2013	CPP	3,36 – 3,62	775 272 000	
				9 957 470 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2020	2015	OIIC157-168	1,11 – 2,18	33 734 574	
2021	2016	OIIC169-180	1,30 – 1,62	6 992 917	
2021	2017	OIIC181	1,40	139 935	
2022	2017	OIIC182-188	1,212 – 1,709	1 827 947	
2023	2018	OIIC189	2,015	149 819	
				42 845 192	(4)
À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2020	1977-1980	CMHC	7,625 – 15,75	4 743 356	
2021	1979-1981	CMHC	9,50 – 15,75	4 921 108	
2022	1982	CMHC	9,75 – 15,75	296 037	
				9 960 501	(5)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**10 010 275 693**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(6)
2 juin 2019	17 avril 2009	DMTN195	4,40	7 050 000 000	(6)
26 août 2019	26 août 2014	DMTN226	TCAB 3M + 0,09	1 921 000 000	(6)
8 septembre 2019	5 juin 2014	DMTN225	2,10	4 150 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	10 025 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	
16 mars 2021	16 mars 2016	DMTN230	TCAB 3M + 0,44	1 364 600 000	(6)
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(6)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	
27 octobre 2021	27 octobre 2016	DMTN233	TCAB 3M + 0,26	1 200 000 000	(6)
8 mars 2022	23 août 2016	DMTN232	1,35	5 750 000 000	
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	11 771 700 000	
27 juin 2022	27 juin 2017	DMTN235	TCAB 3M + 0,15	1 601 500 000	(6)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	9 322 700 000	
21 août 2023	21 août 2018	DMTN239	TCAB 3M + 0,05	2 650 000 000	(6)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
8 septembre 2023	8 février 2018	DMTN237	2,60	4 750 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	10 000 000 000	
8 septembre 2024	21 février 2019	DMTN241	2,30	1 250 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	12 550 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40	7 500 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(7)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1er avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60	7 650 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
2 juin 2028	6 avril 2018	DMTN238	2,90	9 550 000 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
2 juin 2029	7 février 2019	DMTN240	2,70	2 500 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	(6)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(8)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
Du 10 janvier 1995 au 10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(9)
"	"	JA	9,4688	3 270 683	(9)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	(9)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	(9)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	(9)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	7 338 509 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35	150 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel	2 672 281 601	(10)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1 février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(11)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(12)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80	12 049 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 juin 2049	30 novembre 2017	DMTN236	2,90	11 424 500 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	475 000 000	
				254 726 082 176	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(70 648 614)	(10)
				254 655 433 562	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					
21 juin 2019	21 juin 2014	Annuel	Accélérateur	285 266 100	
21 juin 2019	21 juin 2014	Composé	Accélérateur	145 846 900	
21 juin 2019	21 juin 2016	Annuel	Variable	2 431 800	
21 juin 2019	21 juin 2016	Composé	Variable	2 499 300	
21 juin 2019	21 juin 2016	Annuel	1,00	2 552 400	
21 juin 2019	21 juin 2016	Composé	1,00	2 643 600	
21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25	41 448 700	
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25	29 406 900	
21 juin 2020	21 juin 2015	Annuel	Accélérateur	7 530 300	
21 juin 2020	21 juin 2015	Composé	Accélérateur	6 523 200	
21 juin 2020	21 juin 2017	Annuel	Variable	399 900	
21 juin 2020	21 juin 2017	Composé	Variable	3 305 200	
21 juin 2020	21 juin 2017	Annuel	1,00	3 420 400	
21 juin 2020	21 juin 2017	Composé	1,00	2 314 900	
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80	11 394 500	
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80	12 621 100	
21 juin 2021	21 juin 2016	Annuel	Accélérateur	4 947 500	
21 juin 2021	21 juin 2016	Composé	Accélérateur	6 194 700	
21 juin 2021	21 juin 2018	Annuel	Variable	1 604 300	
21 juin 2021	21 juin 2018	Composé	Variable	2 232 800	
21 juin 2021	21 juin 2018	Annuel	2,10	4 990 700	
21 juin 2021	21 juin 2018	Composé	2,10	2 475 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80	3 779 600	
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80	5 024 600	
21 juin 2022	21 juin 2017	Annuel	Accélérateur	6 545 400	
21 juin 2022	21 juin 2017	Composé	Accélérateur	4 859 200	
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10	10 478 100	
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10	7 061 100	
21 juin 2023	21 juin 2018	Annuel	Accélérateur	60 203 100	
21 juin 2023	21 juin 2018	Composé	Accélérateur	23 898 500	
21 juin 2024	21 juin 2014	Annuel	3,10	18 644 400	
21 juin 2024	21 juin 2014	Composé	3,10	9 409 100	
21 juin 2025	21 juin 2015	Annuel	2,35	4 081 600	
21 juin 2025	21 juin 2015	Composé	2,35	2 772 500	
21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20	4 761 100	
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20	6 319 800	
21 juin 2027	21 juin 2017	Annuel	2,15	4 100 900	
21 juin 2027	21 juin 2017	Composé	2,15	2 736 900	
21 juin 2028	21 juin 2018	Annuel	2,85	711 200	
21 juin 2028	21 juin 2018	Composé	2,85	1 125 100	

Séries en circulation				758 562 400	(13)
Séries arrivées à échéance				51 809 600	(14)

TOTAL – OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				810 372 000	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				255 465 805 562	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

27 janvier 2023	29 janvier 2016	G72	1,95	1 550 000 000
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000
5 février 2025	5 février 2018	G77	2,65	1 950 000 000
TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				4 606 700 000

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				300 000 000

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Dette en devises étrangères					(15)
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
29 septembre 2020	29 septembre 2010	ADI2	6,25	500 000 000	
22 août 2024	22 août 2014	ADI3	4,25	350 000 000	
26 août 2025	26 février 2015	ADI4	3,10	365 000 000	
27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50	315 000 000	
12 octobre 2028	12 avril 2018	ADI6	3,20	80 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				1 610 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99362 $				1 599 720 720	(15a)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
23 avril 2019	23 avril 2009	EMTN97	4,75	1 500 000 000	
3 décembre 2019	3 décembre 2009	EMTN100	4,00	1 750 000 000	
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000	
21 mai 2024	21 mai 2014	EMTN110	1,875	1 750 000 000	
14 juin 2024	14 juin 2017	EMTN114	0,375	1 500 000 000	
21 janvier 2025	21 janvier 2015	EMTN111	0,875	1 250 000 000	
17 avril 2025	17 avril 2018	EMTN116	0,625	1 500 000 000	
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				10 552 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,5296 $				16 140 311 822	(15b)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING

10 novembre 2020	10 mai 2017	EMTN113	TIOL GBP 3M ..... + 0,09	500 000 000	
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING.....				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,76510 $				882 550 000	(15c)

PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65.....	36 900 000 000	
TOTAL – PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS				36 900 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,012073 $.....				445 494 727	(15d)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

29 avril 2019	29 avril 2009	EMTN95	3,375	225 000 000	
4 décembre 2019	4 décembre 2009	EMTN99	2,50	275 000 000	
7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000	
29 juin 2029	28 juin 2017	EMTN115	0,25	400 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				1 300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,23895 $				1 610 639 126	(15e)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

17 juin 2019	17 juin 2016	G73	1,25	1 750 000 000	
27 septembre 2019	27 septembre 2012	G59	1,65	1 250 000 000	
7 octobre 2019	7 octobre 2009	G44	4,00	2 000 000 000	
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000	
21 mai 2020	21 mai 2015	G70	1,875	2 000 000 000	
12 février 2021	12 février 2018	G78	2,55	3 000 000 000	
10 septembre 2021	11 septembre 2014	G67	2,50	2 000 000 000	
8 février 2022	8 février 2017	G74	2,40	2 500 000 000	
18 mai 2022	18 mai 2017	G76	2,25	2 000 000 000	
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45	1 000 000 000	
3 octobre 2022	3 octobre 2017	G75	2,20	2 000 000 000	
17 octobre 2023	17 octobre 2018	G80	3,40	2 500 000 000	
29 janvier 2024	29 janvier 2019	G79	3,05	2 500 000 000	
16 mai 2024	16 mai 2014	G66	3,20	1 250 000 000	
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50	1 000 000 000	

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				28 750 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,25707 $				36 140 771 750	(15f)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – OBLIGATIONS				**317 191 993 708**	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				(30 303 165)	
TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				**317 161 690 543**	
BONS DU TRÉSOR				**17 316 726 000**	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				**2 893 550 000**	(16)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,33499 $				3 862 871 797	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**338 341 288 340**	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**348 351 564 033**	
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(283 760 680)	
				607 239 320	(17)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				**348 958 803 353**	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Société ontarienne d'hypothèques et de logement				144 617 042	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants				89 243 922	(4)
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Infrastructure Ontario				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara				18 802 288	
Ornge				271 817 261	
Centre des congrès d'Ottawa				1 370 977	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations				(270 292 192)	
Bons du Trésor				(426 134 286)	
TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				**129 425 012**	(18)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				**349 088 228 365**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

2021	2001	RPC	6,08	19 375 000
2022	2002	RPC	6,17 – 6,29	172 961 000
2023	2003	RPC	6,16	38 130 000

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**230 466 000** (3)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

2 juin 2019	27 avril 2009	DMTN195	4,40	800 000 000
8 septembre 2019	5 juin 2014	DMTN225	2,10	100 000 000
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	775 000 000
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000
2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15	478 300 000
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	2 777 300 000
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	1 550 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	1 050 000 000	
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	872 480 000	(10)
2 juin 2037	1 septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1 octobre 2013	DMTN220	3,45	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	149 750 000	
2 juin 2048	19 juin 2017	DMTN231	2,80	651 000 000	
2 juin 2049	25 janvier 2018	DMTN236	2,90	625 500 000	
TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				11 679 430 000	
TOTAL – OBLIGATIONS				**11 679 430 000**	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				16 679 019	
TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				**11 696 109 019**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

BONS DU TRÉSOR	**655 768 000**
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	**12 351 877 019**
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO	**12 582 343 019**
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO	6 309 619 000
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	**18 891 962 019**
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	**367 980 190 384**
Moins : DÉTENTION D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE ET DE BONS DU TRÉSOR DE L'ONTARIO	**(13 716 280 000)**
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE	**354 263 910 384**

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*

ONTARIO POWER GENERATION INC.	5 126 000 000
HYDRO ONE INC.	1 775 601 693
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**6 901 601 693**

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2019

Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli, habituellement rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB – taux canadien d'acceptations bancaires; TIBEUR – taux interbancaire offert en euros; et TIOL – taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries de dettes suivantes ont été contractées aux fins de la province et de la SFIEO : DMTN195, DMTN225, DMTN140, DMTN200, DMTN207, DMTN212, DMTN215, HP, DMTN223, DMTN227, KJ, LQ, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, DMTN231 et DMTN236.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1er avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OIIC (SOGFII) : Le montant total de l'encours s'élève à 89 millions de dollars, il est directement investi dans la province de l'Ontario et Infrastructure Ontario.
5. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis.
6. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations canadiennes afin de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements conformément à sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants : DMTN105 Taux TCAB 3M, DMTN195 Taux TCAB 3M + 0,65 % (600 millions $), DMTN226 1,91 %, DMTN230 1,41 %, DMTN180 4,52 %, DMTN233 1,31 %, DMTN235 1,70 %, DMTN239 2,61 % et DMTN116 4,22 %.
7. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
8. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
9. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2018-2019, le principal remboursé s'est élevé à 0,1 million de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
10. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,22 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.
11. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
12. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2019

13. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Depuis 2009, les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.

OEO – Taux fixe :

En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, de trois et de cinq ans. En 2010 et en 2011, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de trois, de sept et de dix ans. En 2012, en 2013, en 2014, en 2015, en 2016 et en 2018, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et de dix ans.

OEO – Taux accélérateur :

Série 2014 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, de 1,5 %, de 2,0 %, de 2,25 % et de 2,5 %.
Série 2015 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, de 0,9 %, de 1,05 %, de 1,2 % et de 1,35 %.
Série 2016 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, de 0,75 %, de 1,0 %, de 1,25 % et de 1,5 %
Série 2017 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, de 0,8 %, de 1,05 %, de 1,3 % et de 1,65 %
Série 2018 : l'intérêt est payable au taux de 1,50 %, de 1,8 %, de 2,15 %, de 2,3 % et de 2,55 %
les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.

OEO – Taux variable :

Depuis 2009, le taux d'intérêt sur ces obligations à taux variable n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin.

14. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.

15. Le montant total de la dette en devises étrangères a été converti en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsque la dette était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2019, 99,1 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2019 sont les suivants : dollar australien – 0,947973, euro – 1,497753, yen japonais – 0,01205, franc suisse – 1,340779, livre sterling – 1,736749, dollar américain – 1,33555.

La province a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants :

(a) Australie en AUD 3,00 % (1 600 millions $)
(b) EMTN en euros : 3,53 % (13 244 millions de dollars), TCAB 3M + 1,17 % (2 896 millions de dollars)
(c) EMTN en GBP : TCAB 3M + 0,25 % (883 millions de dollars)
d) au Japon en yens : 3.68 % (445 millions de dollars)
(e) EMTN en francs suisses : 5,12 % (543 millions de dollars), 536 millions de dollars non couverts au taux de 0,29 %, 4,28 % (532 millions de dollars)
(f) sur les marchés internationaux en dollars américains : 3,17 % (14 127 millions de dollars), 2,20 % (10 430 millions de dollars), 2,15 % (8 648 millions de dollars), 2,03 % (1 273 millions de dollars), TCAB 3M + 0,46% (1 663 millions de dollars)

16. Les effets de commerce en dollars américains sont des billets à escompte ayant une échéance maximale de 270 jours.

17. SBT: La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

18. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :

Obligations d'épargne de l'Ontario :

Fonds de reboisement : DMTN215 – 3 millions de dollars; et DMTN229 – 1 million de dollars.
Infrastructure Ontario : DMTN195 – 17 millions de dollars; DMTN223 – 88 millions de dollars; DMTN225 – 6 millions de dollars; DMTN237 – 62 millions de dollars.
Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN200 – 6 millions de dollars; DMTN207 – 12 millions de dollars; DMTN225 – 12 millions de dollars; DMTN226 – 8 millions de dollars et DMTN232 – 13 millions de dollars.
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 157-189 – 43 millions de dollars.

Bons du Trésor :

Fonds de reboisement : 1 million de dollars; Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 206 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 177 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 33 millions de dollars; et Fondation Trillium de l'Ontario : 10 millions de dollars

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

	2019	2018
	$	$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(721 162 976)	(2 119 340 000)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	431 558 000	881 140 623
Variation nette des emprunts à court terme	609 000	1 113 000
Augmentation/(diminution) nette en débentures et billets aux fins de la SFIEO	(288 995 976)	(1 237 086 377)
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	403 355 490	450 929 396
À court terme	11 024 908	6 594 816
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	14 310 702	14 310 702
	428 691 100	471 834 914
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	721 162 976	2 119 340 000
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(431 558 000)	(881 140 623)
Variation nette des emprunts à court terme	(609 000)	(1 113 000)
Recouvrements/(avances) nets	288 995 976	1 237 086 377
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(403 355 490)	(450 929 396)
À court terme	(11 024 908)	(6 594 816)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	(14 310 702)	(14 310 702)
	(428 691 100)	(471 834 914)

non vérifié

section 4

autres annexes supplémentaires (non vérifié)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018

	Solde au 1er avril 2018	Prêts[1]	Remboursements[2]	Autres[3]	Solde au 31 mars 2019
	$	$	$	$	$
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Affaires rurales:					
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	15 294 975	1 964 800	3 497 150	-	13 762 625
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir	917 700	-	-	(579 786)	337 914
	16 212 675	1 964 800	3 497 150	(579 786)	14 100 539
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	149 726	-	22 671	-	127 055
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir.....	8 984	-	-	(6 734)	2 250
	158 710	-	22 671	(6 734)	129 305
Ministère du Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure / Recherche et de l'Innovation:					
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	172 090 983	-	33 335 824	-	138 755 159
Moins: Escompte non amorti.....	(27 609 667)	-	-	(101 872 300)	(129 481 967)
	144 481 316	-	33 335 824	(101 872 300)	9 273 192
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	27 626 140	-	4 639 720	-	22 986 420
Moins: Escompte non amorti.....	-	-	-	(10 923 231)	(10 923 231)
	27 626 140	-	4 639 720	(10 923 231)	12 063 189
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	33 966 072	-	7 620 558	(3 442 079)	22 903 435
Moins: Escompte non amorti.....	(122 416)	-	-	-	(122 416)
	33 843 656	-	7 620 558	(3 442 079)	22 781 019
MaRS Phase 2	89 243 502	-	3 739 372	2 459 844	87 963 974
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	2 480 789	16 247	325 659	(110 836)	2 060 541
Moins: Escompte non amorti.....	(76 988)	-	-	(75 790)	(152 778)
	2 403 801	16 247	325 659	(186 626)	1 907 763
Fonds pour l'emploi et la prospérité	4 400 000	5 150 000	-	(382 000)	9 168 000
Moins: Escompte non amorti.....	(302 745)	-	-	(612 484)	(915 229)
	4 097 255	5 150 000	-	(994 484)	8 252 771

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	Solde au 1er avril 2018	Prêts[1]	Remboursements[2]	Autres[3]	Solde au 31 mars 2019
	$	$	$	$	$
Ministère de l'Énergie:					
Hydro One	1 666 339 172	-	-	(100)	1 666 339 072
Ontario Power Generation	5 847 160 000	65 560 000	-	-	5 912 720 000
	7 513 499 172	65 560 000	-	(100)	7 579 059 072
Ministère des Finances:					
Société ontarienne de travaux d'infrastructure					
Prêt à long terme	2 594 680 827	-	400 000 000	-	2 194 680 827
Amortissement du prêt	2 886 104 864	672 387 335	101 001 493	-	3 457 490 706
Crédit renouvelable à court terme	170 000 000	940 000 000	895 000 000	-	215 000 000
Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile	502 089 668	-	30 885	(445 525 555)	56 533 228
Prêts de l'Office ontarien de financement:					
Conseils scolaires	5 254 495 641	-	229 056 998	-	5 025 438 643
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	32 653 450	5 118 919	6 148 304	-	31 624 065
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	13 765 656	16 595 296	13 765 656	-	16 595 296
Musée royal de l'Ontario	26 000 000	-	2 366 387	-	23 633 613
Corporation de la ville de Windsor	8 171 390	-	1 856 586	-	6 314 804
Commission de transport Ontario Northland	2 157 899	6 500 000	1 927 795	-	6 730 104
Commission des parcs du Niagara	4 214 322	-	356 299	-	3 858 023
Société ontarienne de vente du cannabis	25 000 000	39 692 662	-	-	64 692 662
Centre des congrès d'Ottawa	47 114 847	-	1 000 000	-	46 114 847
Collèges d'arts appliqués et de technologie	328 931 159	43 770 827	22 291 985	-	350 410 001
	5 742 504 364	111 677 704	278 770 010	-	5 575 412 058
Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)	176 000 000	-	11 000 000	-	165 000 000
Moins : Escompte non amorti	(86 192 320)	-	-	5 387 020	(80 805 300)
	89 807 680	-	11 000 000	5 387 020	84 194 700
Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	195 273	-	-	-	195 273
Power Workers' Union	70 305 398	-	1 638 643	-	68 666 755
Society of United Professionals	34 552 711	-	729 097	-	33 823 614
Legacy Lands LLP	1 305 203	800 000	-	137 770	2 242 973
Fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés – section locale 1005 et fiducie de soins de santé au bénéfice des retraités non membres des Métallos	7 436 375	-	5 075 000	(81 290)	2 280 085

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	Solde au 1er avril 2018	Prêts[1]	Remboursements[2]	Autres[3]	Solde au 31 mars 2019
	$	$	$	$	$
Ministère des Finances:					
OFN Power Holdings LP	257 918 240	-	5 269 985	-	252 648 255
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	17 416 639	22 612 000	-	378 438	40 407 077
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs:					
Office du secteur des condominiums	5 500 000	-	-	-	5 500 000
Office du secteur des condominiums – Intérêts à recevoir	76 217	-	-	117 910	194 127
	5 576 217	-	-	117 910	5 694 127
Ministère des Affaires municipales et du Logement:					
Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	150 880	-	3 900	-	146 980
Ministère du Développement du Nord et des Mines:					
Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935
Développement économique	20 400 721	30 000 000	207 548	-	50 193 173
Développement économique – Intérêts à recevoir	114 820	-	-	14 025	128 845
	20 515 541	30 000 000	207 548	14 025	50 322 018
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport:					
Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	-	75 837
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle:					
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	8 906 039	747 500	646 319	-	9 007 220
Prêts étudiants non remboursés	421 244 464	424 616	64 433 734	63 288 304	420 523 650
Principal des prêts	2 204 549 543	149 096 900	274 106 251	(58 547 478)	2 020 992 714
Principal des prêts – Intérêts à recevoir	7 342 915	-	-	(1 365 263)	5 977 652
	2 211 892 458	149 096 900	274 106 251	(59 912 741)	2 026 970 366
Ministère de l'Infrastructure:					
Infrastructure communautaire - Prêts	-	12 000 000	-	-	12 000 000

TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2019..... 22 279 054 508

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2019..... (766 633 448)

1. Comprend les montants d'amortissement.
2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.
3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour la construction afin de financer des prêts destinés aux propriétaires de terres agricoles pour l'installation d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission. Ces prêts, que les propriétaires remboursent à la municipalité, sont garantis par des privilèges prioritaires.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile consiste en un prêt conditionnel de 173 millions de dollars accordé à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de véhicules dans trois usines ontariennes et un centre canadien de l'ingénierie. L'accent sera mis notamment sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe accordait des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques s'étale sur plusieurs années et consiste en subventions et prêts visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets novateurs pour favoriser la transition de l'économie de l'Ontario et en assurer la compétitivité à l'échelle internationale et la prospérité à long terme. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le programme MaRS Phase 2 est un programme de prêt pluriannuel visant à soutenir la tour ouest du projet MaRS. Un prêt de 94 millions de dollars a été consenti pour terminer la location de la tour ouest du projet MaRS et remplir les obligations imposées par les tiers bailleurs de fonds. Ce prêt sera entièrement remboursé d'ici la fin de 2035.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario est un fonds pluriannuel qui offre des subventions et des prêts visant à favoriser la création d'emplois, l'investissement, l'innovation, la mise sur pied de grappes industrielles et la collaboration dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Ce programme fait l'objet d'une refonte et les nouvelles demandes ne sont donc pas acceptées pour l'instant.

L'ancien Fonds pour l'emploi et la prospérité a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2014 et lancé officiellement le 7 janvier 2015. Le FPE, étalé sur dix ans, était doté de 2,7 milliards de dollars et visait à favoriser un climat d'affaires dynamique et novateur ainsi qu' à améliorer la productivité et l'accès au marché pour les entreprises et les secteurs de l'Ontario. Le Fonds comptait quatre volets :

- Le volet Nouvelle économie – subventions et prêts pour renforcer les capacités de recherche-développement, améliorer la productivité, le rendement et la compétitivité du secteur privé et aider les entreprises innovantes à élargir leur marché. Le volet n'accepte plus de demandes.
- Le volet Partenariats stratégiques – subventions pour aider les entrepreneurs, les entreprises, les établissements de recherche, les clients et les investisseurs à collaborer pour renforcer les entreprises ontariennes et leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Le volet n'accepte plus de demandes.
- Le Fonds de développement du secteur des aliments et des boissons (qui relève du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales) – subventions pour appuyer les projets de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de bioproduits qui contribueront à créer et à préserver des emplois, à renforcer les chaînes d'approvisionnement, à accroître l'accès aux marchés et à améliorer l'innovation et la productivité. Le volet n'accepte plus de demandes.
- Le Fonds de développement du secteur forestier – subventions et prêts pour soutenir les manufacturiers et les transformateurs de bois et de biomasse forestière de l'Ontario, ce qui englobe les scieries et les usines de pâtes et papiers, les manufactures de produits secondaires du bois et les projets en bioéconomie. Ce volet est réaménagé et de nouvelles demandes seront acceptées ultérieurement.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Dans le budget de 2019-2020, l'Ontario a lancé récemment le Plan directeur pour un Ontario ouvert à l'emploi, conçu pour moderniser la façon dont le gouvernement travaille avec les entreprises pour accroître leur compétitivité économique et créer de bons emplois.

Le Fonds de développement du secteur forestier et les programmes régionaux (Fonds de développement de l'Est de l'Ontario, Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario et Collectivités en transition) seront réaménagés en fonction du Plan directeur pour un Ontario ouvert à l'emploi.

La province détient 282 412 648 actions ordinaires et 16 720 000 actions privilégiées dans Hydro One Limited, représentant au total une valeur comptable de 1 666 millions de dollars.

La province détient 256 300 010 actions ordinaires et 18 343 815 actions de catégorie A dans Ontario Power Generation (OPG), représentant au total une valeur comptable de 5 913 millions de dollars.

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier. Au 31 mars 2019, il existe un billet à ordre de 279,7 millions de dollars (279,7 millions de dollars en 2018) qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. Au 31 mars 2019, le solde était de 1 915,0 millions de dollars (2 315,0 millions de dollars en 2018).

En mai 2015, le programme ci-dessus a été remplacé par un programme de prêts qui correspond mieux au financement du programme de prêts de la SOII. Au 31 mars 2019, le solde impayé de ce programme était de 3 457,5 millions de dollars (2 886,1 millions de dollars en 2018).

La SOII a également reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme pouvant atteindre 900,0 millions de dollars, qui a été ramené à 600,0 millions de dollars en mai 2019. Au 31 mars 2019, le solde impayé du crédit était de 215,0 millions de dollars (170,0 millions en 2018) à des taux d'intérêt variant entre 1,84 % et 1,97 %.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Des soldes de Chrysler se chiffrant à 445,6 millions de dollars ont été radiés à la fin de mars 2019. Au 31 mars 2019, le solde était de 56,5 millions de dollars (502,1 millions de dollars en 2018).

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province.

Des prêts sont accordés aux conseils scolaires dans le cadre de différents programmes depuis 2006. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2019, les conseils scolaires ont fait deux paiements semestriels en principal et intérêts, réduisant l'encours total à 5 025,4 millions de dollars (5 254,5 millions de dollars en 2018). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,43 % et 5,38 %, arrivent à échéance entre 2020 et 2042.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, a obtenu des prêts pour financer plusieurs projets. Au 31 mars 2019, le solde impayé de ce prêt était de 31,6 millions de dollars (32,7 millions de dollars en 2018).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

La SIERE a obtenu une facilité de crédit permanent pour financer un projet dans le cadre du Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées (PPTRRE) jusqu'à concurrence de 475,0 millions de dollars et le Plan ontarien pour des frais d'électricité équitables jusqu'à concurrence de 2 000,0 millions de dollars. Au 31 mars 2019, le solde de la facilité de crédit pour le PPTRRE était de 16,6 millions de dollars (13,5 millions de dollars en 2018) et pour le Plan ontarien pour des frais d'électricité équitables, il était de 0 $ (0,3 million de dollars en 2018).

Le Musée royal de l'Ontario (le « Musée ») est un organisme établi par la province de l'Ontario, en vertu d'une loi spéciale de l'Assemblée législative de l'Ontario. Il a contracté un emprunt de 26,0 millions de dollars à un taux variable, qui est actuellement de 0,53 %. Au 31 mars 2019, le solde se chiffrait à 23,6 millions de dollars (26,0 millions de dollars en 2018). Tous les prêts en cours seront remboursés d'ici mars 2017.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la Loi sur les municipalités. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Au 31 mars 2019, le solde impayé se chiffrait à 6,3 millions de dollars (8,2 millions de dollars en 2018).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Le solde impayé du prêt à terme de la CTON au 31 mars 2019 était de 1,7 million de dollars (2,2 millions de dollars en 2018) et arrivera à échéance entre 2020 et 2031, et porte intérêt à des taux variant entre 4,90 % et 5,22 %. En outre, la CTON a reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme dont le solde impayé était de 5,0 millions de dollars.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme provincial de la Couronne régi par la Loi sur les parcs du Niagara, a reçu un prêt pour financer les coûts d'immobilisations supplémentaires engagés pour le réaménagement de la phase I de la Table Rock House dans le parc de la Reine Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027. Au 31 mars 2019, le solde impayé était de 3,9 millions de dollars (4,2 millions de dollars en 2018).

La Société ontarienne de vente du cannabis (SOVC), une filiale de la Régie des alcools de l'Ontario et un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi de 2017 sur la Société ontarienne de vente du cannabis, a reçu une facilité de prêt de 150 millions de dollars pour mettre en œuvre ses activités de vente au détail. Au 31 mars 2019, le solde impayé était de 64,7 millions de dollars (25,0 millions de dollars en 2018).

Le Centre des congrès d'Ottawa (CCO) est un organisme de la Couronne de la province constitué aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. L'Office ontarien de financement (OOF) lui a consenti un prêt de 40 millions de dollars le 11 août 2011 pour refinancer une dette qui avait été engagée pour réaménager l'établissement. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'OOF a constitué une provision contre ce prêt, comprenant les intérêts accumulés. Le CCO a fait le premier paiement de 1,0 million de dollars aux termes de l'entente conclue avec l'OOF. Au 31 mars 2019, le solde impayé était de 46,1 millions de dollars (47,1 millions de dollars en 2018).

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 350,4 millions de dollars (328,9 millions de dollars en 2018) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,32 % et 5,75 % et arrivent à échéance entre 2019 et 2042.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la Loi sur les régimes de retraite, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

La province a consenti, à certaines conditions, des prêts distincts à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et à la fiducie de la Society of Energy Professionals (Société) afin de financer leur achat respectif d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés aux fiducies s'élevait à 111 millions de dollars : 75 millions de dollars à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et 36 millions de dollars à la fiducie de la Société. Chaque fiducie emprunteuse a utilisé son prêt pour acheter des actions ordinaires d'Hydro One Limited et payer certaines dépenses connexes.

Une remise partielle des prêts consentis à ces fiducies syndicales à l'appui de l'achat d'actions de Hydro One en 2015 s'est traduite par un gain réalisé de 1 032 498,85 $ pour 2018-2019.

Le 13 juin 2017, un plan de restructuration a été approuvé relativement à la société Stelco comprenant un financement provincial sous forme de trois prêts visant à aider la société à se dégager de la protection prévue par la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Ces prêts provinciaux, contractés le 30 juin 2017, comprennent : 1) un prêt sans intérêt pouvant atteindre 68 millions de dollars sur dix ans aux entités responsables des avantages postérieurs à l'emploi; 2) un prêt renouvelable pouvant atteindre 10 millions de dollars sur 10 ans pour soutenir les activités du Land Vehicle; 3) un prêt pouvant atteindre 22 millions de dollars assorti d'une échéance de 4 ans consenti à Stelco. Le 30 juin 2017, une avance de 10,5 millions de dollars sur ce dernier prêt a été consentie. Le montant impayé a été remboursé avec intérêts le 17 novembre 2017 et le prêt a été liquidé à cette date.

Les autres avantages postérieurs à l'emploi désignent les avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite comme, par exemple, les régimes d'assurance médicaments, dentaire et vie.

La province a consenti à OFN Power Holdings LP un prêt assorti de conditions pour aider les Premières Nations participantes à financer l'achat d'actions ordinaires de Hydro One Limited. Le principal du prêt était de 259 millions de dollars.

Le remboursement partiel du prêt consenti à l'emprunteur pour l'aider à acheter des actions de Hydro One en 2017 s'est traduit par un gain réalisé de 468 443,07 $ pour 2018-2019.

L'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) est un nouvel organisme chargé de réglementer les services financiers et les régimes de retraite en Ontario. Pour financer ses coûts de démarrage en 2017-2018 et 2018-2019, le gouvernement a approuvé un prêt non renouvelable d'au plus 40 millions de dollars à l'ARSF, autorisé en vertu de la *Loi de 2016 sur l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers*.

Le gouvernement a émis des prêts totalisant 40 millions de dollars à l'ARSF au 31 mars 2019 pour assumer ses coûts administratifs et opérationnels initiaux. Tous les montants et les intérêts prévus dans la convention de prêt sont exigibles le 1er avril 2020. Un accord modificateur qui est entré en vigueur le 31 mars 2019 permet à l'ARSF de retirer des avances jusqu'au 31 mars 2019. Il prévoit également que des modifications seront nécessaires pour convertir la facilité de prêt non renouvelable en une facilité de prêt à long terme.

Les activités de démarrage de l'ARSF comprennent les approvisionnements, comme l'acquisition de services d'avocats externes et de recrutement, d'une expertise en ressources humaines et de conseils sur les systèmes d'information et de technologie de l'information. Les autres frais de démarrage comprennent les coûts liés à la rémunération du personnel et des cadres, à la location de locaux et aux charges d'ITI.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Ce prêt a été consenti à l'Office ontarien du secteur des condominiums (l'Office) pour financer ses coûts de démarrage. Aux termes de l'entente actuelle, l'Office rembourserait le prêt sur une période de 10 ans à partir du 1er avril 2019. Jusqu'au 1er avril 2019, le taux d'intérêt est variable et les intérêts courent quotidiennement, à un taux d'intérêt annuel égal au taux des bons du Trésor de l'Ontario de 90 jours majoré de 50 points de base, composé et recalculé le premier jour ouvrable en janvier, en avril, en juillet et en octobre. À compter du 1er avril 2019, lorsque l'Office commencera à rembourser le prêt, le taux d'intérêt sera fixe et correspondra au coût de financement d'une obligation de dix ans de la province de l'Ontario, y compris les frais et commissions, tel que déterminé par le MSGSC majoré de 200 points de base, composé semestriellement. Les intérêts courront quotidiennement. Les remboursements seraient faits conformément à un tableau de remboursement fourni par le MSGSC, à compter du 1er avril 2019.

Ce programme a pris fin en 1980 et prévoyait le paiement par la province des impôts municipaux et scolaires applicables à la résidence principale dont étaient propriétaires des personnes âgées et qu'elles occupaient. Le montant du privilège est remboursable à la vente ou à la cession de la propriété à toute personne autre que la conjointe ou le conjoint du demandeur. Ce programme ne comporte aucun intérêt.

La Commission de transport Ontario Northland exploite et administre des services de transport par autobus et par train en direction et en provenance du Nord de l'Ontario. La province a versé des subventions se chiffrant à 103 036 221 $ en 2018-2019.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi sur la Commission de transport Ontario Northland. L'emprunt total de la CTON de 6,1 millions de dollars (1,73 million de dollars en 2018) arrive à échéance entre 2020 et 2031 et porte intérêt à un taux variant entre 4,9 % et 5,22 %.

À la fin de l'exercice 2019, un montant de 50 322 018 $ était dû au ministère au titre du soutien de la croissance économique et de l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

En 1993, Science Nord a reçu un prêt sans intérêt de 500 000 $ du MTCS pour la construction du cinéma IMAX. Ce prêt était constitué d'un prêt direct de 140 000 $ du MTCS et d'un prêt de 360 000 $ du MTCS consenti par l'entremise de l'OOF. Science Nord a remboursé 64 163 $ au titre du prêt direct consenti par le MTCS, ce qui laisse un solde de 75 837 $ dû au ministère.

Le programme de Prêts pour l'acquisition d'outils de travail a été lancé en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Les apprentis doivent commencer à rembourser le prêt un an après la fin de leurs études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

The Ontario Student Assistance Program (OSAP) provides needs-tested financial assistance in the form of loans and grants to eligible postsecondary students. Loans repayment to the Ministry through a service provider begins six months after the study period ends. If loan repayment is not made and loan default occurs, collection activity begins through the province's Collection Management Unit. Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts au ministère par l'entremise d'un fournisseur de services commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de paiement, l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

Prêt de 24 millions de dollars consenti conjointement avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) au YMCA d'Ottawa. La part du prêt assumée par l'INF est de 12 millions de dollars.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	Solde au 1er avril 2018 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2019 $
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle:			
Bank of America - Lettres de crédit (Everest)	1 610 333[1]	-	1 610 333
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	13 956 758	479 032	14 435 790
Ministère du Procureur général:			
Dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis[2]	10 198 468	5 914 934	16 113 402
Fonds d'aide aux victimes	30 885 528	(679 295)	30 206 233
Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – Loi sur les recours civils	8 104 369	(308 927)	7 795 442
Produits de la criminalité	8 641 229	163 703	8 804 932
Ministère des Services sociaux et communautaires:			
Bureau des obligations familiales	40 926 146	(4 884 996)	36 041 150
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels:			
Produits de la criminalité	9 751 656	4 341 654	14 093 310
Produits de la criminalité survivants d'agents de sécurité publique	5 529 746	(61 252)	5 468 494
Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique:			
Fonds en fiducie d'assurance	105 763 496	2 235 927	107 999 423
Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 554 702	12 462	1 567 164
Entente de partage des coûts – Port Loring	4 563	(4 046)	517
Ministère de l'Education:			
Réserve - sommes non réclamées (programme)	-	66 558	66 558
Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	3 045 957[1]	(34 562)	3 011 395
Ministère des Finances:			
Fonds d'indemnisation des victims d'accidents de véhicules automobiles	48 903 245	7 543 623	56 446 868
Réserve pour chèques en circulation	35 984 636	(4 331 553)	31 653 083
Intérêt sur des obligations nominatives non réclamé	8 346 079	(483 783)	7 862 296
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs:			
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	21 507 264	490 941	21 998 205

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	Solde au 1er avril 2018 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2019 $
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée:			
Réserve pour chèques en circulation	16 306 116	(445 531)	15 860 585
Ministère des Richesses naturelles et des Forêts:			
Fonds de réserve forestier (CFP)	2 803 343[3]	134 978	2 938 321
Fonds de reboisement (CFP)	1 211 424	(85 138)	1 126 286
Pêche et faune (CFP)	25 285 815	(3 671 455)	21 614 360
Parcs Ontario – Loi sur les parcs provinciaux (CFP)	34 416 746	5 443 253	39 859 999
Centre d'information sur le patrimoine naturel (CFP)	170 573[1]	(3 381)	167 192
Ministère du Développement du Nord et des Mines:			
Fonds de réhabilitation des mines	13 833 490	(1 090 074)	12 743 416
Ministère des Transports:			
Programme international d'immatriculation	6 318 683	(330 849)	5 987 834
Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité	13 836 498	2 178 201	16 014 699
Fonds réservés au transport en commun	11 546 719	3 557 539	15 104 258
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport:			
Dépôts de garantie	48 847	47 081	95 928
Ministère du Secrétariat du Conseil du Trésor:			
Pensions et prestations supplémentaires:			
Caisse de retraite des juges provinciaux	1 085 662 441	48 559 349	1 134 221 790
Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	46 833 484	(2 348 184)	44 485 300
Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	376 119 694	38 057 067	414 176 761
Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	16 822 975	4 156 128	20 979 103
Au-delà des prestations suppl. max. – CMM	21 883 451	1 797 767	23 681 218
Régime complémentaire des juges de paix	26 678 480	2 137 332	28 815 812

1. Comprend les soldes de 2017-2018 qui n'ont pas été présentés dans l'annexe Fonds et autre passif de 2017-2018.
2. Les dépôts relatifs aux courses de chevaux et au cannabis ont été ajoutés à l'annexe Fonds et autre passif.
3. Le solde du Fonds de réserve forestier comprend la réserve pour forêts aménagées qui n'a pas été présentée dans l'annexe Fonds et autre passif de 2017-2018.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

En Ontario, les établissements d'enseignement postsecondaire doivent partager le coût des défauts de paiement si leur taux de défauts de paiement est supérieur au seuil annuel établi par le ministère. Dans le cas des établissements privés, il s'agit d'une condition de leur approbation aux fins du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO). L'Ontario est le bénéficiaire des lettres de crédit irrévocables fournies par les banques à titre de garantie contre les futurs coûts des défauts de paiement des prêts étudiants de l'Ontario que les collèges privés d'enseignement professionnel devraient assumer.

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

Les dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis ont été établis en vertu de la Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public qui permet à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario de fixer des droits et d'autres frais pour l'application des lois suivantes : Loi sur les permis d'alcool, Loi de 1992 sur la réglementation des jeux, Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux et Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis. En vertu de l'article 14.1 de la Loi, des amendes peuvent être imposées à titre de mesure administrative pour assurer l'observation des lois et règlements par toutes les entités que régit la Commission dans les industries des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et de la vente au détail du cannabis, et elles peuvent être utilisées uniquement à des fins de sensibilisation, d'information et de formation. Depuis le 30 septembre 2013, les auteurs de demande n'ont plus à payer de frais puisque les avis sont maintenant affichés dans le site Web de la Commission. Aux termes de l'article 12 de la Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables associés aux demandes de renseignements ou aux enquêtes, ou encore fournir une garantie sous une forme acceptable pour le registrateur. Dans tous les cas, les dépôts servent à assumer les coûts en question. Au 31 mars 2019, les dépôts pour amendes étaient de 2 506 905 $, les dépôts pour le jeu étaient de 12 212 031 $, les dépôts pour l'alcool étaient de 554 792 $, les dépôts pour les courses de chevaux étaient de 789 674 $ et les dépôts pour le cannabis étaient de 50 000 $, pour un total de 16 113 402 $.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à des fins particulières établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. La majorité (95 %) des revenus de ce fonds provient d'amendes supplémentaires pour les victimes imposées en vertu de la Loi sur les infractions provinciales. Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on peut veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. Il est possible de garder un compte séparé de ces fonds et de reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte à fin déterminée lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, et à accorder des subventions aux organismes d'application de la loi pour venir en aide aux victimes et prévenir les activités illicites qui entraînent la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels (MSCSC) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. L'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province d'utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d''application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le MSCSC en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Le ministère des Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments (LOFEAA). L'article 5 de la LOFEAA autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

Dans le budget de mai 1997, en reconnaissance de l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à fin déterminée doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Les contributions de garantie financière fournies sont en espèces et produisent des intérêts pendant qu'elles sont déposées auprès du ministre des Finances. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement.* Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité

Paiements non encaissés faits à des employés admissibles en vertu de règlements entre les syndicats ou les fédérations et la province comme recours à la suite de la décision de la Cour supérieure de l'Ontario relative à la Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves.

Un compte à des fins particulières (CFP) portant intérêt a été établi pour transférer les dons faits antérieurement à des organismes de bienfaisance pour l'éducation et créditer les futurs dons au PEDEP à mesure qu'ils sont reçus. Le programme a pour objectif premier de créer un processus durable et transparent d'utilisation des dons, des legs et des intérêts courus pour les appliquer à l'exploitation du programme dans le but d'enrichir l'expérience pédagogique des élèves qui fréquentent les écoles provinciales ou sont associées à celles-ci.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied.

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le gouvernement de l'Ontario qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2019.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2018.

En vertu du Règlement 913 pris en application de la Loi sur les sûretés mobilières, 1 % des droits perçus en vertu de la Loi pour l'enregistrement des états est versé à la Caisse d'assurance des sûretés mobilières, laquelle est maintenue pour indemniser les personnes qui peuvent subir une perte ou des dommages à cause de renseignements incorrects dans un certificat.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2019.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le compte à des fins particulières pour le Centre d'information sur le patrimoine naturel a été établi en vertu de l'article 10 de la Loi sur les parcs provinciaux en 1992 pour conserver les contributions volontaires provenant de sources externes aux fins du CIPN. Les fonds sont grevés d'une affectation externe et servent à compenser les dépenses engagées aux fins du programme.

En vertu de la *Loi sur les mines* de l'Ontario, L.R.O. 1990, chap. M. 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour appuyer les activités d'un plan de fermeture pour la réhabilitation d'un site ou pour un risque minier.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus au nom des États-Unis et d'autres territoires de compétence du Canada et déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario. Les revenus ainsi générés sont accumulés et distribués tous les mois aux territoires de compétences des États-Unis et du Canada qui sont membres de l'IRP.

Le compte du programme des routes dans les territoires non érigés en municipalité représente les fonds déposés dans le compte à des fins particulières (CFP) qui se compose d'encaissements provenant notamment des régies de routes locales et des conseils des corvées locales ou faits en vertu d'ententes d'entretien spéciales. Le CFP comprend également les contributions provinciales correspondantes ainsi que le financement reçu dans le cadre du programme fédéral de la taxe sur l'essence applicable aux travaux routiers que le ministère n'a pas encore effectués. Les conseils visés par le programme des routes dans les territoires non érigés en municipalité comprennent quelque 300 propriétaires de terrains situés dans des territoires non érigés en municipalité. Les travaux routiers à effectuer sont déterminés lors de la réunion annuelle entre les représentants des conseils et ceux du ministère, et peuvent comprendre les réparations d'urgence, les travaux d'entretien général et la modernisation des immobilisations. Les coûts engagés pendant l'exercice dans ce dernier cas sont considérés comme des retraits du compte à des fins particulières précité.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

Le ministère administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. En 2004, la province a commencé à accorder une part des revenus provinciaux générés par la taxe sur l'essence correspondant à un cent le litre, montant qui est passé à 1,5 cent le litre en octobre 2005 et à 2 cents le litre en octobre 2006. Ce programme procure une source durable de financement à long terme qui permet aux municipalités de l'Ontario d'améliorer et d'accroître les transports en commun. Le financement de 2 cents le litre est devenu permanent lors de l'adoption de la Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun par l'entremise du budget de l'Ontario de 2013. Un compte spécial, le « Fonds réservés aux transports en commun » a été créé et des fonds, déterminés à l'aide d'une formule énoncée dans la Loi, y sont déposés et ultérieurement versés aux bénéficiaires. En 2013-2014, le ministère a changé l'année du programme de la taxe sur l'essence pour qu'elle corresponde à l'exercice provincial. Pour 2018-2019, conformément à la loi, 367,5 millions de dollars ont été déposés dans le compte à fin déterminée. Au total, 107 municipalités desservant 144 collectivités de la province et représentant 92 % de la population totale de l'Ontario ont reçu du financement provenant de la taxe sur l'essence en 2018-2019.

Dépôt de garantie fait par les promoteurs d'un événement (p. ex., combat de boxe, de kickboxing ou d'arts martiaux mixtes) pour fins de paiement du personnel officiel. Les fonds qui restent sont remis au promoteur après l'événement ou sont détenus dans un compte pour l'événement suivant. Les revenus gagnés sont inscrits au Trésor.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Au 31 mars 2019

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2019	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Permanent	Préférentiel	17 114 373	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	Permanent	Divers	24 199 386	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	Avant 2006	Divers	6 130	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES			41 319 889	
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A	Divers	Préférentiel	263 522	
Catégorie B	Divers	Préférentiel + 1	32 510	
Catégorie C	Divers	Préférentiel + 1	8 734 829	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			9 030 861	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			**50 350 750**	

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin

Au 31 mars 2019

AUTRE GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2019	Références
		%	$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2010	2,89	600 000	(3)
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones	2011-2012 à 2017-2018	Divers	253 700 000	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES			254 300 000	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			**254 300 000**	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			**304 650 750**	

GARANTIES FINANCIÈRES – MINISTÈRE DES FINANCES :

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 17 114 373 $.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 24 199 386 $.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de prêt de 600 000 $ que la United Communities Credit Union Limited a consentie à la Pelee Island Cooperative Association pour une période débutant le 11 mai 2010 et se terminant le 1er avril 2015 ou lorsque tous les emprunts auront été remboursés, selon l'éventualité qui surviendra en premier. La garantie devrait être prolongée en conséquence, jusqu'au 1er avril 2035 au plus tard. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
4. Au 31 mars 2018, la province avait approuvé neuf garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones : deux au cours de l'exercice 2011-2012, deux en 2013-2014, un en 2014-2015, deux en 2015-2016, un en 2016-2017 et un en 2017-2018, pour une valeur combinée de 253,7 $ millions de dollars. Ces emprunts et les garanties y afférentes arriveront à échéance au cours des exercices 2026-2027 et 2039-2040. Les emprunteurs versent à la province des droits annuels de garantie d'emprunt représentant 0,15 % du solde du montant garanti. Le Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones permet aux Autochtones de participer au capital social dans des projets de production et de transport d'énergie renouvelable et a une enveloppe de programme maximale de 650 millions de dollars.

*CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2019

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Mallory, Richard, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : demande en dommages-intérêts pour arrestation, condamnation et incarcération injustifiées.
2. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
3. Keatley Surveying Ltd. c. Teranet Inc. : atteinte au droit d'auteur par le fournisseur provincial de services d'enregistrement immobilier électronique, Teranet.
4. Quinte, Elaine, et al. c. Algoma Central Properties – Écroulement du centre commercial Algo d'Elliot Lake : Recours collectif découlant de l'écroulement du centre commercial Algo le 23 juin 2012.
5. Grann, Toni c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, MSSC (avant Papassay, Holly c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario) : demande en recours collectif pour dommages et blessures subis par des membres pendant leur placement en famille d'accueil par des sociétés d'aide à l'enfance de tout l'Ontario sous la direction du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.
6. Johnson, Glenn et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Ébauche de demande en recours collectif pour dommages-intérêts envisagée par un groupe de détenus du EMDC entre le 1er janvier 2010 et le 25 août 2013.
7. StandardBred Breeders of Ontario Association c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et l'OLG : rupture de contrat et assertion négligente et inexacte.
8. Kanani, Alykhan, et autres c. la compagnie d'assurances Economical, et autres : négligence à l'endroit de la supervision de l'avocat du demandeur dont les services ont été retenus pour qu'il agisse comme gardien.
9. Confinement solitaire - recours collectif en regard des établissements de justice pour la jeunesse de l'Ontario : l'avis allègue qu'il y a eu négligence et violation du devoir de fiduciaire de la part de l'Ontario dans l'exploitation et la gestion des établissements.
10. Templin, James c. Sa Majesté la Reine – Child and Parent Resource Institute : recours collectif relativement à la gestion et à l'exploitation du Child and Parent Resource Institute.
11. Dadzie, Godday, et al v SMRCO: avis de recours collectif intenté au nom de tous les immigrants détenus par l'ASFC.
12. Lapple c. SMR : recours collectif proposé : tous les prisonniers incarcérés ou détenus dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
13. Recours collectif concernant des listes d'attente anormalement longues (Leroux, tutrice de Leroux, Briana) et portant sur la négligence, le manquement à l'obligation fiduciaire et la violation des droits garantis par la Charte.
14. MediaMix Interactive Inc. : Déclaration auprès de la Cour suprême de l'Ontario pour les dommages (ycompris les intérêts) et les coûts découlant de l'infraction alléguée et de la résiliation illégale par le ministère des Richesses naturelles et des Forêts en octobre 2010 d'un contrat conclu en mai 2009 par le ministère et MMI pour des services de réservations et d'inscriptions clé en main.
15. Francis, Conrey c. SMRCO : avis de recours collectif proposé concernant le recours excessif systématique à l'isolement dans les établissements correctionnels.
16. Cirillo, Robin c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : recours collectif concernant les retards dans les audiences sur la libération sous caution : recours collectif possible pour les retards dans le système de libération sous caution.
17. Minotar Holdings Inc. : allègue une faute dans l'exercice d'une charge publique relativement à l'inclusion continue de 60 acres du bien-fonds du plaignant dans la secteur de la ceinture de verdure.
18. Recours collectif proposé relativement au déraillement d'un train près de Gogama (Ontario).
19. Ontario First Nations Limited Partnership; Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) : cette affaire concerne une entente de partage des revenus entre OLG et l'Ontario.
20. Jones, Kiwayne c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, recours collectif proposé de 200 millions de dollars en dommages-intérêts pour manquement à une obligation, défaut de maintenir des politiques et des procédures pour protéger le statut d'immigrant des membres du groupe; défaut de conserver des dossiers de leur statut d'immigrant; et refus d'aider.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2019

21. Keeping, Kirk (recours collectif au sujet d'écoles de formation) : responsabilité du fait d'autrui, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
22. Warssama, Abdirahmaan pour contraventions à la Charte : séquestration, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
23. 1668153 Ontario Inc. : Déclaration de réclamation en dommages-intérêts contre la Reine (MEACC) et un ingénieur de district du MEACC, entre autres. Selon la réclamation, le MEACC et le cité de Vaughan ont fait une déclaration inexacte et agit de mauvaise foi en retardant délibérément le projet de développement résidentiel des plaignants.
24. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
25. Première Nation des Missanabie Cree c. Ontario et Canada; les plaignants allèguent qu'ils n'étaient pas parties au traité 9 et que, partant, ils ont un titre ancestral non éteint. Par ailleurs, les plaignants soutiennent que s'ils sont parties au traité 9, ils doivent encore recevoir leurs droits fonciers issus des traités.
26. Six Nations of the Grand River; les plaignants demandent une comptabilisation concernant la gestion et la vente de terres par la Couronne qui leur avaient attribuées dans les années 1780 et 1790 et concernant les produits de la vente subséquente de portions de ces terres.
27. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
28. Les Chippewas de Sarnia. Les plaignants réclament un titre autochtone sur une large bande de la ville de Sarnia, qui appartient en grande partie à des intérêts privés, ainsi que des dommages-intérêts.
29. La Première Nation Begetikong Anishnabe (aussi connue sous le nom d'Ojibways de Pic River) et le chef Roy Michano, le conseiller Duncan Nichano et le conseiller Arthur H. Fisher. La Première Nation, le plaignant, prétend détenir un titre autochtone sur une large bande de terre sur la rive nord-est du lac Supérieur.
30. Première nation no 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
31. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
32. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
33. Première nation Pic Mobert : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
34. Première Nation Pays Plat c. Canada et Ontario : revendication par laquelle les plaignants allèguent détenir le titre autochtone exclusif sur un secteur le long de la rive du lac Supérieur.
35. Les Premières Nations White Sand et Red Rock - Revendication liée à une rente. Les plaignants réclament une mesure de redressement déclaratoire pour une rente payable en vertu du Traité Robinson-Lac Supérieur de 1850 qui n'a pas été versée.
36. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
37. Première nation de Garden River, réserve no 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
38. Première Nation Aundeck Omni Kaning et al. : revendication modifiée réclamant toujours la reconnaissance du titre autochtone sur les eaux entourant l'île Manitoulin. Litige en attente pendant que les parties tentent de trouver une solution négociée.
39. Première Nation de Northwest Angle (réserve no 33) : Demande concernant les dommages causés par les inondations et des dommages connexes et déclaration d'obligations fiduciaires aux demandeurs.
40. Restoule et al. c. Canada et Ontario : Les demandeurs désirent obtenir une mesure de redressement déclaratoire reconnaissant une obligation de la Couronne, actuelle et antérieure, d'augmenter les annuités du traité [Robinson Huron de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans subir de perte. Ils désirent aussi obtenir une reddition de comptes et des dommages.
41. Grand Chef Coon Come, Mathew : avis d'action pour la reconnaissance du titre et des droits autochtones sur le territoire traditionnel.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2019

42. Morrisseau, Catherine c. SMRCO et al. : demande de recours collectif proposé présentée pour le compte d'Autochtones dont les parents ont été confiés à la garde de familles d'accueil, de parents adoptifs ou de tuteurs non autochtones en vertu du programme visant à adopter des indiens et des métis.
43. Première Nation de Gull Bay c. Canada et Ontario : le demandeur allègue que les Crow n'ont pas arpenté la réserve à laquelle le demandeur a droit en vertu du traité Robinson Superior de 1850 au moment opportun, ce qui a résulté en une réserve plus petite que ce qui était convenu.
44. Kitigan Zibi Anishinabeg et al. c. procureur général du Canada, Commission de la capitale nationale et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : au nom de la Nation Algonquine Anishinabeg, les plaignants réclament un titre ancestral relativement à des terres situées à Ottawa, le long de la rivière des Outaouais, à l'extrémité ouest du centre-ville.
45. Association of Ontario Midwives c. Ontario : contestation en vertu du Code des droits de la personne alléguant que la rémunération offerte par l'Ontario aux sages-femmes est discriminatoire.
46. Ontario Principals' Council et Catholic Principals' Council of Ontario c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario (ministère de l'Éducation) : iniquité salariale discriminatoire (en fonction du sexe) remontant à 1997.
47. Bowman, Dana et al. c. Ontario, ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires : recours collectif proposé concernant l'annulation du Projet pilote portant sur le revenu de base réclamant dommages-intérêts, déclarations ou ordonnances de rectifier une violation anticipative de contrat, négligence et abus de pouvoir dans une charge publique.
48. Mieyette, Jeanette c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, et al., et 14 dossiers connexes, recours collectif proposé contre la CSFO concernant l'application de la TVH sur les indemnités d'accident légales. Le recours vise à démontrer que l'application de la TVH se traduit par une baisse des prestations.
49. Niyonzima, Prosper. Une déclaration a été signifiée à l'Ontario à l'appui de dommages-intérêts de 75 millions de dollars réclamés pour enquête négligente, séquestration, poursuite malveillante et un certain nombre d'infractions à la Charte contre Sa Majesté la Reine.
50. Quantz c. Ontario, recours collectif proposé réclamant des dommages-intérêts pour négligence alléguée de la Couronne en lien avec la divulgation non autorisée de renseignements concernant des prestataires du POSPH.
51. Barker, et al. c. Barker, Ontario, auparavant appelée Egglestone et al. c. Sa Majesté la Reine de l'Ontario, 28 patients actuels et anciens patients du Centre de santé mentale de Penetanguishene alléguant une violation des droits de de la personne de base et manquement au devoir de diligence fiduciaire par l'Ontario et deux psychiatres.
52. Wright, Gregory c. Ontario. Recours collectif proposé en lien avec les conditions de détention au centre de détention Elgin-Middlesex, à savoir allégations de violence, surpopulation carcérale, confinements cellulaires et manque de traitements médicaux.
53. La compagnie de brassage Labatt Limitée et Molson Canada. Objet : contestation prévue des dispositions législatives liées au projet de loi 115.
54. Contentieux possible lié à l'obligation de soutenir les services liés à l'autisme et les modifications apportées récemment à ces services.
55. Recours collectif proposé concernant le Paiement ontarien aux horticulteurs et aux éleveurs de bovins et de porcs.
56. Recours collectif proposé concernant le régime de retraite enregistré de Sears Canada Inc.
57. Ontario First Nations (2008) Limited Partnership (« OFNLP ») - Nouveaux systèmes de loteries, nouvel avis d'opposition concernant l'entente de partage des revenus de 2008 entre l'OFNLP (dont les commanditaires englobent presque toutes les Premières Nations de l'Ontario), OLG et l'Ontario.
58. Plaintes déposées devant la Commission des relations de travail de l'Ontario selon lesquelles le ministre de l'Éducation (et un fonctionnaire nommé) auraient eu recours à des pratiques déloyales lors des négociations concernant les paiements visant à indemniser les personnes lésées par la Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves.
59. Demande déposée par Access Copyright à la Commission du droit d'auteur Canada pour déterminer le tarif concernant une licence : plaintes déposées devant la Commission des relations de travail de l'Ontario selon lesquelles le ministre de l'Éducation (et un fonctionnaire nommé) auraient eu recours à des pratiques déloyales lors des négociations concernant les paiements.
60. La société Sifto Canada c. le ministre des Finances. Multiples appels fiscaux déposés par le même contribuable pour plusieurs années d'imposition. Le litige principal porte sur la méthodologie que Sifto doit utiliser pour comptabiliser ses « bénéfices » aux fins de la Loi.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin

Au 31 mars 2019

61. Glencore Canada Corporation c. le ministre des Finances. Multiples appels fiscaux déposés par le même contribuable pour plusieurs années d'imposition.
62. Service Employees International Union, section locale 1 Canada, et l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario c. maisons de soins infirmiers participantes. L'Ontario est un intervenant relativement à une question constitutionnelle.
63. Tennant Energy LLC. c. gouvernement du Canada. Tennant Energy LLC. allègue que les mesures prises par le gouvernement de l'Ontario en lien avec le Programme de tarifs de rachat garantis et l'Entente d'investissement dans l'énergie violent les droits que lui confère le chapitre 11 de l'ALENA.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication du Rapport annuel. 63 des réclamations ci-dessus ne peuvent être ni déterminées, ni mesurées.

PERTES RADIÉES DES COMPTES

(En vertu de la Loi sur l'administration financière)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

Ministère	2018-2019
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES	$756 154,68
CONDITION FÉMININE	141 990,00
DÉVELOPPEMENT DU NORD ET MINES	2 850,04
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES	12 700,97
ÉDUCATION	105 247,54
ÉNERGIE	2 459,17
FORMATION, COLLÈGES ET UNIVERSITÉS	45 144 033,92
FINANCES	518 572 761,41
INFRASTRUCTURE	25 467,43
PROCUREUR GÉNÉRAL	6 834 451,88
RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION	109 607,00
RICHESSES NATURELLES ET FORÊTS	22 664 698,53
SANTÉ ET SOINS DE LONGUE DURÉE	302 808,89
SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET SERVICES CORRECTIONNELS	39 653,38
SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS	5 926,67
SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	12 677 599,13
TOURISME, CULTURE ET SPORT	12 092,52
TRANSPORTS	451 205,08
TRAVAIL	578,51
TOTAL	**$607 862 286,75**

REMISES DE REVENUS

Détails sur les remises accordées en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*
pour l'exercice clos le 31 mars 2019

Description de la remise par le ministre des Finances

Conformément à l'article 50.3 de la Loi de 1998 sur l'électricité, le ministre des Finances a déchargé la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) de son obligation de rembourser 531 450 818 $ en versant 177 594 000 $ du principal d'une avance dû le 23 mai 2018 et 353 856 818 $ du principal d'une avance dû le 20 juin 2018 à Sa Majesté du chef de l'Ontario, selon un billet émis conformément à la convention de prêt conclue entre la SFIEO et Sa Majesté du chef de l'Ontario, le 1er avril 2000 et modifiée le 29 mai 2002.	531 450 818 $

La décharge concernait la cession d'actions ordinaires d'Hydro One Limited par Sa Majesté du chef de l'Ontario en mai 2017 et d'actions ordinaires d'Hydro One Brampton Networks Incorporated par Brampton Distribution Holdco Incorporated en février 2017. En vertu de l'article 50.3 de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, le ministre des Finances est tenu de verser à la SFIEO une somme égale au produit payable à la Couronne a l'égard de la disposition d'actions ordinaires de Hydro One Limited, déduction faite des coûts engagés par la Couronne relativement à la disposition des valeurs mobilières et de toute somme que le ministre des Finances estime souhaitable relativement aux valeurs mobilières. En vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, le ministre des Finances est explicitement autorisé à effectuer un tel versement par la remise de la totalité ou d'une partie d'une dette que la SFIEO doit à Sa Majesté du chef de l'Ontario.